

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°478

JANVIER 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **SYRIE : L'EX-CHEF JIHADISTE AL-CHARAA NOMMÉ PRÉSIDENT PAR INTÉRIM**
- **TURQUIE : LE PROJET DE "RÉISLAMISATION" DU PAYS EST EN PANNE**
- **IRAK : VERS LA LÉGALISATION DU MARIAGE DES PETITES FILLES ?**
- **IRAN : LA PERTE DE SON ALLIÉ SYRIEN AFFAIBLIT LE RÉGIME ET LE RAPPROCHE DE LA RUSSIE**

SYRIE : L'EX-CHEF JIHADISTE AL-CHARAA NOMMÉ PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

Le 29 janvier, un "Congrès de la Victoire" a réuni à Damas les chefs des principales milices arabes sunnites alliées de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) pour désigner le leader de ce groupe, Ahmed al-Charaa, comme président par intérim de la République arabe syrienne. Cette décision entérine une situation de fait qui prévalait depuis la prise de Damas, le 8 décembre, par le HTC et ses alliés.

Le chef de guerre al-Joulani retrouvait son véritable nom, Ahmed al-Charaa, et s'installait au palais présidentiel, abandonné par Bachar el-Assad, où il a reçu comme un véritable chef d'État, d'abord les ministres turc et qatari des Affaires étrangères,

ses parrains et soutiens de longue date, puis des émissaires arabes et occidentaux. Même les États-Unis, qui avaient pourtant mis un prix de 10 millions de dollars sur la tête de ce chef jihadiste ayant combattu l'armée américaine, ont "suspendu" leur récompense et envoyé des émissaires pour évaluer la situation humanitaire sur place ainsi que les perspectives d'une éventuelle coopération.

Les chefs de la diplomatie française et allemande ont rencontré, le 3 janvier, le nouveau maître de Damas pour favoriser une transition pacifique et exiger un gouvernement au service des Syriens et de la stabilité régionale. Dans un message sur X, le ministre français des Affaires étrangères,

Jean-Noël Barrot, souligne « l'importance d'une gouvernance démocratique où chacune des composantes de la nation syrienne serait pleinement reconnue et respectée ». Son homologue allemande, Annalena Baerbock, a déclaré : *"Nous continuerons à juger le HTC sur ses actes, en dépit de notre scepticisme."*

Elle a exhorté les autorités de transition à « ne pas compromettre le processus politique par des délais excessivement longs jusqu'aux élections, ni par des mesures visant à islamiser la justice ou le système éducatif ».

Les deux ministres ont également rencontré les patriarches chrétiens et des représentants de la société civile syrienne, qui ont

exprimé « le souhait de voir élaborer une constitution garantissant des droits égaux pour tous les citoyens dans le respect de leur diversité ».

En réponse à ces attentes, Ahmed al-Charaa a assuré aux deux ministres européens qu'une conférence de dialogue national serait organisée par un comité préparatoire indépendant, au sein duquel *"la diversité de la Syrie serait représentée, y compris les femmes."*

Lors de cette rencontre, le ministre français a également exprimé « le souhait qu'une solution politique soit trouvée avec les alliés de la France, que sont les Kurdes, afin qu'ils soient pleinement intégrés dans le processus politique qui s'engage aujourd'hui ».

La ministre allemande, pour sa part, a exhorté les nouvelles autorités de Damas à éviter *"les actes de vengeance contre des groupes entiers de population"* et à mettre de côté *"l'extrémisme et les groupes radicaux. Cela doit être notre objectif commun. Et cela est également dans notre propre intérêt : la sécurité en Europe et en Allemagne y est étroitement liée."*

La France envisage une *"levée progressive et conditionnée"* des sanctions visant la Syrie et prépare de façon graduelle les modalités de son retour dans le pays (*Le Monde*, 4 janvier).

Les nouveaux dirigeants syriens, habillés et coachés par les services turcs ainsi que par une agence de communication britannique, tiennent des discours modérés et rassurants à leurs interlocuteurs occidentaux afin d'obtenir, dès que possible, la levée des sanctions et l'octroi d'une aide humanitaire massive dont la population syrienne éprouvée a tant besoin.

Toujours sur les conseils d'Ankara, qui n'a pas les moyens

d'apporter une aide substantielle à la reconstruction de la Syrie, ils courtisent les pétromonarchies du Golfe afin d'obtenir leur soutien. Le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères a d'ailleurs choisi l'Arabie saoudite pour son premier voyage à l'étranger, avant d'entamer une tournée des autres États arabes : le Qatar, les Émirats arabes unis et la Jordanie.

À la suite de ce voyage, l'Arabie saoudite a mis en place un pont aérien vers la Syrie, permettant de livrer nourriture, abris et fournitures médicales. Le royaume a également proposé de former et d'équiper la police civile syrienne ainsi que de remplacer l'approvisionnement en pétrole iranien afin d'aider à soulager la crise énergétique du pays.

Le Qatar et la Jordanie ont également envoyé une aide humanitaire d'urgence. Ce faisant, ils espèrent réduire les flux de drogue et de combattants islamistes radicaux à la frontière syrienne et contrer l'influence turque, afin d'éviter que la Syrie ne devienne un protectorat turc après avoir été, pendant des décennies, une alliée de l'Iran.

Les Émirats arabes unis, qui ont bien accueilli la délégation syrienne, ne se précipitent pas pour aider un gouvernement dirigé par le HTC. Cependant, le Conseil de coopération du Golfe, dominé par l'Arabie saoudite, a l'intention d'offrir une aide technique pour reconstruire les routes, les écoles, les hôpitaux et les logements en Syrie.

Le 7 janvier, Qatar Airways est devenue la première compagnie aérienne internationale à reprendre les vols commerciaux vers Damas, suivie peu après par Turkish Airlines.

Le 27 janvier, l'Union européenne a décidé une suspension graduelle des sanctions contre la

Syrie. Le ministre syrien des Affaires étrangères a salué sur X *"une décision positive"* qui *"aura un impact favorable sur l'ensemble des aspects du quotidien du peuple syrien."* (*Le Monde*, 27 janvier).

Cependant, les discours modérés et inclusifs des nouveaux dirigeants syriens ne se traduisent pas dans leur pratique de gouvernance. Le gouvernement de transition, annoncé le 9 janvier, est composé de proches, d'anciens djihadistes et de technocrates islamistes conservateurs qui gouvernaient déjà la province d'Idlib (*Le Monde*, 9 janvier).

Aucune femme, aucun chrétien, aucun Kurde, ni aucun représentant de la société civile ou d'une autre force politique n'y figure. De même, le "Congrès de la Victoire" du 27 janvier où ont participé des chefs de milices figurant sur les listes de terrorisme des pays occidentaux ou recherchés pour crimes de guerre, comme Ahmad Ihsan Fayyad al-Hayes (*Abu Hatim Shaqra*), l'assassin de la secrétaire générale du Parti de la Syrie future, Mme. Hevrin Khalaf, dont plusieurs rues et places portent le nom en France. Un autre criminel notoire, Mohammed al-Jassim, dit *Abou Amsha*, coupable de nombreux crimes dans le canton d'Afrin, paraît lors de ce congrès aux côtés de plusieurs djihadistes étrangers promus généraux.

Dans un communiqué de presse, l'Administration du Nord-Est de la Syrie conteste la légitimité de ce congrès et de l'élection d'Ahmed al-Charaa à la présidence. « La victoire appartient à toutes les composantes de la société syrienne qui attendent la convocation d'un Congrès national inclusif chargé des préparatifs d'une nouvelle Constitution et d'élections parlementaires libres » souligne le communiqué.

Dans cet esprit des dizaines d'intellectuels syriens de renom ont lancé le 3 janvier une pétition en ligne pour « réclamer la restauration de toutes les libertés et l'élection d'une assemblée constituante » (AFP, 31 janvier). La minorité druze cherche aussi sa place dans cette Syrie nouvelle où les alaouites se sentent, eux, particulièrement menacés.

Le processus politique de transition s'avère donc très complexe. Ankara pèse de tout son poids pour, sinon exclure, du moins marginaliser les Kurdes syriens et leur refuser tout statut d'autonomie, qu'elle considère comme une menace existentielle pour la Turquie.

Les milices pro-turques de la soi-disant *Armée syrienne libre* ont poursuivi leurs attaques contre les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS) autour du barrage stratégique de Tichrine, en dépit des efforts de médiation des États-Unis et de la France. Les appels au cessez-le-feu dans toute la Syrie sont ignorés. L'aviation turque bombarde régulièrement les positions des FDS ainsi que les manifestations pacifiques des civils opposés à la guerre.

Le 18 janvier, un bombardement turc a tué cinq manifestants civils, dont le célèbre comédien kurde Bavé Teyar, et blessé quinze autres (*Rudaw*, 19 janvier). Les combats, ont depuis décembre dernier, fait plus de 800 morts.

Dans le chaos syrien, les combattants kurdes sont dépourvus de moyens de défense anti-aérienne sont ainsi abandonnés à la vindicte turque, un abandon qui suscite de réactions dans les opinions publiques en Europe et aux États-Unis sans parler des Kurdes de Turquie et d'Irak qui sont très inquiets pour l'avenir de Rojava (*Le Monde*, 15 janvier).

Dans une tribune publiée dans le Figaro du 22 janvier, l'ancien président français François Hollande et l'ancien Premier Ministre de droite Jean-Pierre Raffarin écrivent : « La France a le devoir de protéger les Kurdes de Syrie ». Ils proposent notamment que la France prenne plusieurs initiatives : « Renforcer la présence française, actuellement modeste, au Nord-Est de la Syrie pour dissuader la Turquie d'une incursion militaire. Envoyer une aide humanitaire d'urgence en zone kurde pour les déplacés. Proposer une résolution au Conseil de sécurité de L'ONU créant une mission d'observation des frontières entre le Nord-Est syrien et la Turquie pour mettre fin aux agressions quotidiennes. Soutenir financièrement et matériellement les efforts des Kurdes qui assument le rôle de gardien des individus et de familles qui ont servi l'État islamique. Leur fuite nous exposerait ici, en Europe ».

Une aide humanitaire d'urgence est d'autant plus nécessaire que « le gel des aides accordées par

l'agence USAID menace la sécurité dans les camps, où sont détenus les personnes de Daech » avertit le New York Times (30 janvier).

Le 31 janvier, le président Macron a appelé le président du Kurdistan Nechirvan Barzani pour s'informer des derniers développements en Irak et en Syrie. Il lui a confirmé que « La France continuera à soutenir les Forces démocratiques syriennes qui mènent la guerre contre Daech, dans le respect de la souveraineté de la Syrie. Les Kurdes de Syrie doivent être complètement intégrés dans le dialogue » a ajouté le président Macron selon le communiqué de l'Élysée (*voir aussi Rudaw*, 31 janvier).

La défense de Rojava et de ses acquis des Kurdes Syriens est devenue une cause nationale pour tous les Kurdes. Le leader kurde Massoud Barzani a envoyé un émissaire qui a rencontré le général Mazloum Abdi, commandant en chef des FDS le 13 janvier et l'a invité à Erbil. La rencontre entre Massoud Barzani et Mazloum Abdi, le 16 janvier, très médiatisée, a été chaleureuse et constitue « un moment fort d'unité nationale kurde » selon les deux parties. Barzani a assuré le général Mazloum Abdi de son soutien et de celui du Kurdistan irakien. C'est une note d'espoir dans une période difficile pour le peuple kurde.

TURQUIE : LE PROJET DE "RÉISLAMISATION" DU PAYS EST EN PANNE

Arrivé au pouvoir pour réaliser son ambitieux projet de "réislamisation" de la société turque, le parti islamonationaliste du président Erdogan peine à récolter les résultats espérés. Certes, il a investi des sommes colossales dans la construction de nou-

velles mosquées un peu partout dans le pays, mais celles-ci sont, pour la plupart, peu fréquentées, souvent à moitié vides, même lors de la prière du vendredi. Même l'emblématique basilique Sainte-Sophie, transformée en mosquée par Erdogan, voit sa fréquentation militante baisser mois après mois.

Le revers le plus grave pour le régime est l'effondrement de la natalité. Malgré les encouragements diffusés sur les chaînes de télévisions gouvernementales et dans les mosquées, le taux de croissance démographique est passé de 2,53 % en 2015 à 0,23 % en 2024. Plus alarmant encore pour Ankara, entre 2001 et 2024,

le nombre d'enfants par femme est passé de 2,38 à 1,5, bien en deçà du taux de 2,05 nécessaire au renouvellement des générations. Si le phénomène semble global, la chute de la courbe démographique de la Turquie a été "particulièrement rapide, comme en Italie et au Japon" (*Le Monde*, 24 janvier).

Les exhortations du président, répétées régulièrement depuis 2018, à faire plus d'enfants n'ont guère été suivies d'effet. Selon lui : "Un seul enfant, c'est étrange. Deux enfants, c'est la compétition. Trois enfants, c'est l'équilibre. Quatre enfants, c'est l'abondance. Cinq enfants, c'est la volonté divine !"

Dans la pratique, les familles kurdes semblent être les seules à suivre ces préceptes, car la démographie reste toujours dynamique dans les provinces kurdes. Les Kurdes, évalués récemment à 26 millions par le chef du Parti républicain du peuple Özgür Özel, pourraient, si les tendances actuelles se maintiennent, devenir majoritaires dans quelques décennies – ce qui alerte le régime turc, qui intensifie sa politique d'assimilation forcée, doublée d'une répression féroce contre ceux qui s'y opposent.

Le 13 janvier, le président turc a annoncé que 2024 serait "l'année de la famille". Il crée un Haut conseil des politiques démographiques et un Institut de la famille. Les mères pourront recevoir un salaire mensuel compris entre 1 500 LT (40 €) et 5 000 LT (132 €) pour la naissance du premier, deuxième et troisième enfant après le 1er janvier. Les jeunes mariés âgés de 18 à 29 ans et ayant des revenus modestes pourront bénéficier d'un crédit de 150 000 LT (4 000 €).

Après avoir affirmé que le XXI^e siècle serait "un siècle turc", alors que son homologue indien Modi

promet que ce sera "un siècle indien", voici donc l'année 2025 appelée à réaliser un miracle : l'inversion de la courbe démographique.

La baisse de la natalité serait, selon le président Erdogan, due à "l'évolution des mœurs" qui nuirait à la famille. Il fustige les films et les séries télévisées qui promeuvent l'idéologie LGBTQ+, accusée de tous les maux du pays. Or, cette communauté est peu visible en Turquie, et ses défilés de la fierté sont interdits depuis 2015.

Pour les sociologues, ce sont les conditions socio-économiques, la cherté de la vie, les salaires de misère et les loyers élevés qui empêchent les jeunes de fonder une famille et d'élever des enfants. L'hyperinflation fait des ravages. Selon les chiffres officiels, elle s'est élevée à 44,9 % sur un an, mais d'après les économistes indépendants du *Groupe de recherche sur l'inflation*, elle a atteint 83,4 % sur les douze derniers mois (*Le Monde*, 30 janvier).

Dans un pays où plus de 60 % de la population active est payée au SMIC, celui-ci a été fixé à 22 104 LT (605 €). La livre turque, qui, lors de son introduction en 2005, valait 50 centimes d'euro, est aujourd'hui tombée à un taux de 1 euro pour plus de 38 LT.

Dans un sondage publié début janvier par l'hebdomadaire *Gazete Oksijen*, 47 % des 18-24 ans et 39 % des 25-49 ans estiment que l'état actuel du pays ne permet pas d'élever correctement un enfant. Le taux de suicide des jeunes bat des records.

Pour détourner l'attention du public de la crise économique et sociale, le président turc multiplie les déclarations tonitruantes contre Israël, contre "les terroristes kurdes de Syrie", et se pose en leader global défenseur des Palestiniens et des musulmans

opprimés, sauf les Kurdes évidemment.

Parallèlement, il poursuit la répression contre tous ses opposants et les voix critiquant sa politique ou le système judiciaire au service du pouvoir.

L'ONG *Human Rights Watch* a publié, le 16 janvier, son rapport annuel dénonçant "le bilan répressif" de la Turquie en matière de droits humains. "Le gouvernement turc doit cesser d'engager des poursuites pénales fabriquées, d'émettre des ordres de détention contre ses détracteurs, de destituer des élus locaux et doit se conformer aux arrêts contraignants de la Cour européenne des droits de l'homme", affirme un communiqué de l'ONG (AFP, 16 janvier).

Celle-ci dénonce également de "graves violations des droits humains commises par l'Armée nationale syrienne (ANS) dans les zones du nord de la Syrie sous contrôle effectif de la Turquie".

Elle rappelle que depuis les élections locales de mars 2024, sept maires élus du DEM (*Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie*), principal parti pro-kurde de Turquie, ainsi que deux élus du CHP (*Parti républicain du peuple*), ont été arrêtés et destitués.

Le 13 janvier, le ministre de l'Intérieur turc a annoncé l'arrestation d'un autre maire kurde, celui du district d'Akdeniz, dans la province côtière de Mersin, et de quatre autres élus pour "liens avec une organisation terroriste". Les cinq élus ont été destitués sans aucune forme de procès.

Le 15 janvier, le parquet général d'Istanbul a lancé une procédure de destitution du barreau d'Istanbul, de son président et de son conseil de l'ordre, pour "propagande terroriste". La justice turque reproche au barreau d'Istanbul d'avoir réclamé une enquête sur la mort, fin décem-

bre en Syrie, de deux journalistes kurdes de Turquie, visés par un drone turc, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (AFP, 15 janvier).
En janvier, l'étrange "processus de

paix" s'est poursuivi. Une délégation de députés kurdes du DEM a rencontré à deux reprises, le 2 janvier et le 22 janvier, Abdullah Öcalan dans sa prison de l'île d'İmralı. Elle a aussi

rendu visite à l'ex-président, Selahattin Demirtaş, incarcéré depuis 2016 à Edirne, en Thrace, pour "délit d'opinion". Un appel à la paix du leader de PKK est annoncé pour mi-février.

IRAK : VERS LA LÉGALISATION DU MARIAGE DES PETITES FILLES ?

Ue Parlement irakien a adopté le 21 janvier un amendement à la loi sur le statut personnel qui, s'il devenait définitif, ouvrirait la voie aux mariages des petites filles dès l'âge de 9 ans.

Ce texte, proposé par les élus chiites conservateurs depuis des mois, a finalement été approuvé dans un hémicycle à moitié vide. Il autorise les Irakiens chiites en matière d'affaires familiales, dont le mariage, l'héritage, le divorce et la garde d'enfants, à suivre les préceptes de leur communauté religieuse plutôt que les règles de droit de l'État. Il donne ainsi au clergé chiite un droit de regard sur la gestion des affaires familiales et pourrait encourager les mariages précoces.

En effet, l'école juridique jafarite, suivie par les conservateurs chiites irakiens et iraniens, autorise les mariages des filles pubères, à partir de l'âge de 9 ans, car le Prophète Mahomet aurait épousé sa dernière femme Aïcha à cet âge-là.

Dans la pratique, les mariages d'enfants sont en constante augmentation depuis une vingtaine d'années. Selon l'UNICEF, cité par *Le Monde* du 25 janvier, 28 % des Irakiennes sont mariées avant l'âge de 18 ans et 22 % des unions non enregistrées, célébrées par des autorités religieuses, concernent des filles âgées de moins de 14 ans, en violation de la loi en vigueur, fixant l'âge légal du mariage à 18 ans. Le texte qui vient d'être adopté par le Parlement irakien vise à

légaleriser cette pratique qui permet aux hommes, souvent d'âge mûr, d'épouser des petites filles ou des adolescentes, car aucune femme majeure n'épouse un enfant de 9 ans ou un adolescent.

L'État s'enorgueillissait jusqu'à récemment de sa loi sur le statut personnel adoptée en 1959 par le régime révolutionnaire du général kurdo-arabe Abdel Karim Kassem qui a, le 14 juillet 1958, renversé la monarchie sous influence britannique et instauré une république proclamant la fraternité des peuples arabe et kurde. Cette loi avant-gardiste pour son époque au Moyen-Orient a transféré la compétence en matière d'affaires familiales des autorités religieuses à l'État et à son système judiciaire. Elle fixait l'âge légal du mariage à 18 ans et restreignait la pratique de la polygamie.

Cet acquis historique est désormais remis en cause par le nouveau texte adopté qui, s'il devenait définitif, contreviendrait aussi à plusieurs conventions internationales signées par l'Irak, notamment celle relative aux droits de l'enfant, ratifiée en 1994, et celle sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée en 1986.

Les autorités religieuses chiites ont désormais quatre mois pour édicter des obligations s'imposant aux membres de leur communauté en matière de statut personnel. Leur texte sera ensuite soumis au vote des parlementaires.

Si ces derniers l'adoptent, il sera alors soumis à la signature du président de la République Kath Rashid, un Kurde libéral réputé féministe, pour devenir définitif. L'un de ses prédécesseurs, et son beau-frère, Jalal Talabani, opposé à la peine de mort, avait refusé de signer l'ordre d'exécution de son pire ennemi, Saddam Hussein, mais le gouvernement à dominante chiite, désireux d'une vengeance rapide, avait profité de son absence de Bagdad pour faire signer l'ordre par son vice-président chiite. Et Saddam a été exécuté dans la précipitation avant même de faire face à ses autres procès pour crimes contre l'humanité comme sa campagne génocidaire d'Anfal contre les Kurdes.

Les organisations féministes, de nombreuses ONG, des intellectuels et bon nombre de députés de tous bords sont debout contre ce texte d'un autre âge, accusé de légaliser la pédophilie, et luttent pour empêcher son adoption définitive.

Cette nouvelle loi, si elle finissait par être adoptée définitivement, ne s'appliquerait pas au Kurdistan autonome, qui a sa propre législation interdisant formellement les mariages précoces.

Par ailleurs, le 21 janvier, le Parlement irakien a aussi adopté une loi amnistiant les Arabes sunnites emprisonnés pour divers délits et crimes, y compris participation à des activités rebelles, à l'exception des condamnés pour crimes de sang.

Une autre loi adoptée le même jour permet aux Kurdes et Turkmènes de la province de Kirkouk, expropriés lors de la politique d'arabisation menée sous la dictature de Saddam Hussein, de recouvrer leurs terres et leurs biens.

Cette loi intervient quelques jours après la signature par Bagdad avec la compagnie britannique *British Petroleum* d'un accord sur l'exploitation des champs pétroliers de Kirkouk.

Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a fermement dénoncé cet accord accusant le gouvernement fédéral de violer la Constitution irakienne et de porter atteinte aux droits du peuple kurde. Dans un communiqué publié le 12 janvier 2025, le GRK a réaffirmé son engagement à défendre son autorité constitutionnelle et à protéger les droits de la Région du Kurdistan, y compris ceux de Kirkouk.

Au cœur du différend se trouve l'article 140 de la Constitution fédérale irakienne de 2005, qui impose au gouvernement fédéral d'organiser un référendum à Kirkouk et dans d'autres territoires disputés afin de déterminer leur statut administratif. Ce référendum devait initialement avoir lieu avant le 31 décembre 2007. Cependant, les gouvernements successifs de Bagdad ont omis de remplir cette obligation, laissant le statut de ces territoires en suspens depuis près de deux décennies.

Le communiqué du GRK indique que Bagdad exploite désormais unilatéralement les ressources pétrolières et gazières de Kirkouk, en ignorant les dispositions constitutionnelles. Selon l'article 112 de la Constitution irakienne, Bagdad est tenu de gérer conjointement les champs pétroliers existants, comme ceux de Kirkouk, avec la Région du Kurdistan et de

conclure des accords de partage des revenus. De plus, les articles 110 et 115 accordent au GRK l'autorité exclusive pour gérer les nouveaux champs pétroliers et gaziers.

Dans une évolution connexe, le porte-parole du GRK a également publié une déclaration contre les actions unilatérales du gouvernement fédéral visant à amender la loi de finances fédérale. Le GRK a affirmé que, malgré de nombreuses réunions et deux lectures au Parlement fédéral, le vote final sur l'amendement n'a pas eu lieu.

Selon le porte-parole, une nouvelle proposition a été soumise de manière inattendue par le représentant du gouvernement fédéral au Parlement fédéral, sans consultation du GRK ni approbation du Conseil des ministres fédéral. Cette action unilatérale, selon le communiqué du GRK, contredit directement une décision antérieure du Conseil des ministres fédéral visant à amender la loi de finances afin de faciliter la reprise des exportations de pétrole de la Région du Kurdistan. Les exportations de pétrole du Kurdistan sont suspendues depuis près de deux ans, coûtant à Bagdad plus de 20 milliards de dollars et impactant sévèrement l'économie du Kurdistan.

L'accord avec *British Petroleum* s'inscrit dans le cadre d'une coopération bilatérale irako-britannique plus vaste annoncée lors de la visite à Londres du Premier ministre irakien Mohamed Chi al-Soudani le 14 janvier. Au cours de cette visite de trois jours, le Premier ministre a été reçu par le roi Charles III et par son homologue britannique Keir Starmer. Plusieurs protocoles d'entente et un *accord de partenariat stratégique* ont été signés à cette occasion.

« *C'est une nouvelle ère dans la coopération entre le Royaume-Uni et l'Irak qui apportera des avantages mutuels, du commerce à la défense* », s'est félicité le Premier ministre britannique (AFP, 14 janvier).

Les deux dirigeants ont annoncé des accords commerciaux à hauteur de 12,3 milliards de livres sterling (plus de 14 milliards d'euros). Les échanges commerciaux vont être multipliés par dix par rapport à l'année dernière entre les deux pays, selon Keir Starmer.

L'Irak entretient avec son ancienne puissance coloniale des rapports ambivalents. Longtemps décrié, le Royaume-Uni est revenu en grâce aux yeux de la majorité chiite au pouvoir en raison de sa participation à « la guerre de libération de l'Irak » contre la dictature de Saddam Hussein, dont les chiites ont également beaucoup souffert.

L'engagement des troupes britanniques au sein de la Coalition internationale contre Daech est également apprécié. Le mandat de celle-ci s'achèvera en septembre 2025 en Irak et à partir de septembre 2026 au Kurdistan.

L'incertitude sur la politique de l'administration Trump envers la région incite le gouvernement irakien à équilibrer ses relations avec l'Iran par un *accord stratégique* avec une puissance occidentale afin de bénéficier des technologies modernes, y compris dans l'armement.

Un accord sur les retours de migrants dévoilé en novembre a été entériné dans le but de « *soutenir la lutte contre l'immigration illégale* ». Cet accord garantit que « *ceux qui n'ont pas le droit d'être au Royaume-Uni pourront être renvoyés rapidement en Irak* », selon un communiqué du bureau du Premier ministre britannique.

Londres évoque des exportations d'équipements d'une valeur de 66,5 millions de livres (plus de 79 millions d'euros) pour "renforcer les frontières de l'Irak et démanteler les gangs de passeurs".

En janvier, les négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition au Kurdistan se sont poursuivies sans résultat. Les discussions entre Bagdad et Erbil se sont déroulées dans un "climat positif et constructif", mais

Bagdad continue de retarder régulièrement le versement de la dotation financière du Kurdistan.

Cependant, le Kurdistan fait preuve de résilience et multiplie ses initiatives diplomatiques avec les pays voisins, les pétromonarchies du Golfe et, bien sûr, avec ses partenaires et alliés occidentaux. Ainsi, le Premier ministre du Kurdistan, Masrouf Barzani, a inauguré le 20 janvier

une « *Maison du Kurdistan* » (*Kurdistan House*) en compagnie du président de la République irakienne, Latif RASHID, du Président de l'Institut kurde de Paris, Kendal NEZAN, et de nombreux invités et hommes d'affaires kurdes, venus participer à ce forum économique prestigieux pour faire connaître le Kurdistan et nouer des relations avec les décideurs politiques et économiques.

IRAN : LA PERTE DE SON ALLIÉ SYRIEN AFFAIBLIT LE RÉGIME ET LE RAPPROCHE DE LA RUSSIE

La chute du régime syrien bouleverse la stratégie régionale du régime des ayatollahs et diminue considérablement sa capacité de nuisance.

Ce constat, fait par des observateurs et analystes au lendemain de la chute de la dynastie des al-Assad, semble aussi partagé par certains hauts responsables de la République islamique. "Nous avons subi une défaite sévère", affirme sans détour le général Esbati lors d'une intervention devant des militaires rassemblés à la mosquée Vali-e-Asr de Téhéran, le 31 décembre, dans un débat sur le thème "Répondre aux questions sur l'effondrement de la Syrie".

Un enregistrement de cette intervention a été diffusé sur les réseaux sociaux, notamment par le site *Abid Media*, basé à Genève, le 6 janvier. Le général déclare d'emblée : « Je ne considère pas que perdre la Syrie soit quelque chose dont on peut être fiers. Nous avons été défaits, et très sévèrement défaits. Nous avons pris un très grand coup, et ça a été extrêmement difficile ».

Ce général, qui a supervisé les opérations militaires en Syrie en coordination avec les ministres syriens et les responsables de la

défense, ainsi qu'avec les généraux russes, avait, selon *The New York Times* du 8 janvier, un rôle plus influent que celui du commandant en chef de la Force Al-Qods des Gardiens de la Révolution, qui supervise le réseau des milices régionales soutenues par l'Iran.

Il dit lors de cette réunion qu'il a quitté la Syrie à bord du dernier avion militaire pour Téhéran juste la nuit avant la chute de Damas aux mains des rebelles. Il révèle que les relations de l'Iran avec Bachar al-Assad ont été tendues durant les derniers mois de son régime. Assad a rejeté les multiples demandes des milices soutenues par l'Iran d'ouvrir à partir de la Syrie un nouveau front contre Israël après l'attaque du Hamas du 7 octobre. L'Iran lui a présenté des plans militaires complets sur l'utilisation de ses moyens militaires en Syrie pour attaquer Israël, précise le général. Il accuse aussi la Russie de les avoirs trompés en assurant que ses avions bombarderaient les rebelles syriens alors qu'ils larguaient leurs bombes sur des champs. Il rappelle que dans le passé, lors qu'Israël frappait des cibles iraniennes en Syrie, les Russes avaient éteint leurs radars, facilitant ainsi ces attaques.

La Syrie était un centre de commandement régional de l'Iran. Celui-ci distribuait à partir de ce centre argent et armes à son réseau de milices, dont le Hezbollah libanais et les militants palestiniens. L'Iran contrôlait les aéroports et les dépôts d'armements et disposait des bases de fabrication de missiles et de drones. Sa perte est pour l'Iran l'effondrement d'une stratégie régionale bâtie année après année depuis le début de la République islamique.

Pour ne pas désespérer totalement son auditoire, le général Esbati affirme que l'Iran dispose encore de réseaux de militants qu'il pourra, si nécessaire, activer si le nouveau régime lui devenait hostile. *C'est ce qu'il a fait en Irak, avec un succès indéniable, en formant et armant des milices chiïtes pour les lancer contre les forces américano-britanniques.* Mais l'Iran n'a pas de frontière avec la Syrie, et la frontière irakosyrienne est peuplée d'Arabes sunnites et de Kurdes qui n'ont aucune sympathie envers le régime chiïte iranien. Ses alliés potentiels, les alaouites, vivent sur la côte méditerranéenne, et la capacité de nuisance du Hezbollah libanais a été fortement réduite, l'empêchant de semer des troubles en Syrie.

Un autre message du général Esbati trouve une résonance particulière auprès du peuple iranien. Il estime que la chute du régime d'Assad était inévitable, étant donné la corruption rampante, l'oppression politique et les difficultés économiques auxquelles la population devait faire face, du manque d'électricité à l'essence et aux revenus insuffisants pour survivre. Bachar al-Assad a ignoré les avertissements et les appels à la réforme, et son régime s'est effondré.

Cette situation n'est pas sans rappeler en filigrane celle du régime iranien, qui reste sourd aux appels à la réforme, qui poursuit sa répression à l'intérieur, ses provocations et ses prises d'otages étrangers sans retenue.

Ainsi, le rappeur Amir Tataloo, 37 ans, est condamné à mort pour « insulte au Prophète » (AFP, 19 janvier). Deux femmes ont été arrêtées le 26 janvier pour « une danse contraire à la charia » dans un cimetière (NOU, p.80). Deux jeunes femmes kurdes, Pakhshan Azizi et Warisha Moradi, sont condamnées à mort pour « rébellion armée contre l'État » et pour leur appartenance présumée à des partis d'opposition kurdes. L'ONG *Human Rights Watch* tire la sonnette d'alarme pour empêcher leur exécution, qui pourrait intervenir à tout moment.

Victime de « la diplomatie d'otage », la journaliste italienne Cecilia Sala a finalement été libérée contre la libération d'un ingénieur iranien, Mohammad A. Najatalar, arrêté en février à la demande des autorités américaines, qui l'accusent d'avoir fourni à l'Iran des plans de fabrication de drones (*The New York Times*, 18 janvier).

Mais, trois otages français crouissent toujours dans les geôles iraniennes. Il s'agit de Cécile Kohler, professeure de français

arrêtée en mai 2022 et accusée d'espionnage, ainsi que de Jacques Paris et d'un autre Français prénommé Olivier. Une situation jugée « inadmissible » par le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui exige leur libération immédiate (*L'Opinion*, 10 janvier).

De son côté, le Parlement européen, dans une résolution d'urgence adoptée le 23 janvier, exige la libération de quatre otages européens, dont trois Français détenus en Iran (*RFI*, 23 janvier).

L'Iran ignore ces appels mais se dit prêt à négocier avec les Occidentaux sur son programme nucléaire et sur la levée des sanctions. Un énième round de discussions ont eu lieu les 13 et 14 janvier à Genève entre les représentants français, britanniques et allemands. Ces discussions ont été qualifiées de « franches et constructives » par les deux camps.

Cependant, les trois pays européens avaient évoqué en décembre le possible recours à un mécanisme réimposant des sanctions contre l'Iran « pour empêcher d'acquérir l'arme nucléaire ». Téhéran a averti que si les Européens utilisaient cet outil contre l'Iran, son adhésion au Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) « n'aurait plus de sens » (*Le Figaro*, 30 janvier). Chacun attend la position de l'administration Trump sur ce dossier sensible et prioritaire.

En attendant, le régime iranien veut renforcer sa main. Les présidents russe et iranien ont signé, le 17 janvier à Moscou, un « traité de partenariat stratégique global ». Cet accord a des volets militaires et économiques. L'accord indique qu'en cas d'attaque contre l'Iran ou la Russie, les signataires du traité ne donneront aucune aide militaire ou autre à l'agresseur, ce qui faciliterait la continuation de l'agression.

Mais contrairement aux accords de défense signés par Mouscou avec d'autres alliés, le traité avec l'Iran n'inclut pas de clause de défense mutuelle. Après sa rencontre avec le président iranien, Vladimir Poutine a déclaré que l'accord avec l'Iran crée « des bases supplémentaires, importantes et sérieuses pour bâtir des relations mutuelles basées sur la confiance ».

En fait, la Russie tient à rester prudente pour ne pas froisser ses importants partenaires arabes, comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. De ce fait, malgré de multiples demandes, elle n'a toujours pas livré à Téhéran des systèmes de défense anti-aérienne S-400 ni des avions de chasse de dernière génération. De plus, les deux réacteurs nucléaires en construction à Bushehr depuis des années ne sont toujours pas achevés.

Le seul élément nouveau et stratégique du nouvel accord est le projet de construction d'un « corridor de transport » reliant Saint-Pétersbourg à Bombay par route, voie ferroviaire et bateaux, permettant à la Russie de commercer sans passer par la Méditerranée. Mais aucun calendrier ni plan de financement n'a été annoncé pour ce projet ambitieux, reliant la Caspienne au Golfe arabo-persique puis à l'océan Indien.

Autre projet annoncé : la construction d'un « hub » (entrepôt de stockage) pour le gaz russe en Iran, afin de faciliter la vente du gaz russe en Asie en évitant les sanctions occidentales. Moscou avait fait une proposition alléchante similaire à la Turquie pour s'attirer les bonnes grâces de son président. Une proposition qui reste toujours « à l'étude ».

L'Iran courtise aussi la Chine, son principal partenaire commercial, qui a consenti à lui four-

nir des produits chimiques nécessaires à la production de propergol, le carburant des missiles balistiques. Les raids israéliens d'octobre dernier avaient, entre autres cibles, détruit le principal centre de production de propergol, notamment les mélangeurs, des machines utilisées pour amalgamer les composants du propergol solide, qui seraient difficiles à remplacer.

Suite à ces dégâts, la production des missiles à combustion solide iraniens pourrait être interrompue pendant au moins un an,

selon The Wall Street Journal. L'Iran comptait en 2023 plus de 3 000 missiles balistiques. Selon le quotidien L'Opinion du 27 janvier, citant des sources bien informées, deux navires iraniens ont chargé en Chine deux cargaisons de produits chimiques pouvant produire suffisamment de propergol pour la propulsion de 280 missiles iraniens de moyenne portée.

Pour impressionner et dissuader ses adversaires, l'Iran ne cesse de faire étalage de sa puissance militaire. Le 18 janvier, la flotte

maritime des Gardiens de la révolution a dévoilé un dépôt souterrain de navires, situé "dans les eaux du sud du pays", "capables de frapper des destroyers américains". Cette installation se trouve à une profondeur de 500 mètres (Le Figaro, 18 janvier).

Le 10 janvier, le chef des Gardiens de la révolution, le général Hossein Salami, avait effectué une visite télévisée d'une base souterraine de missiles. L'Iran se prépare donc à une confrontation militaire.



L'avenir du Rojava, la zone autonome kurde du nord-est de la Syrie, inquiète les habitants des régions kurdes de Turquie

Ankara soutient l'offensive des factions syriennes à sa solde contre le Nord-Est kurde, tout en esquissant la possibilité d'une relance des négociations avec le PKK en Turquie.

Vêtue d'une longue jupe fleurie, la tête couverte d'un voile blanc bordé de dentelles, Aynur (elle n'a pas souhaité donner son nom de famille) se tient debout, perplexe, au milieu de la chaussée. Habitante d'origine kurde de la région de Sanliurfa, dans le sud-est de la Turquie, la grand-mère s'est levée tôt pour rejoindre à l'heure dite la manifestation prévue dans la ville frontalière de Suruç. Mais les effectifs des forces de l'ordre ont augmenté sur place ces derniers jours, un cordon policier bloque la route et empêche pour le moment l'avancée du petit cortège.



Des combattantes kurdes des YPG reçoivent une formation au maniement des armes dans une académie militaire le 21 décembre 2024, à Hassaké, en Syrie. ELKE SCHOLIERS / GETTY IMAGES VIA AFP

« J'ai trois enfants, je craignais que l'un de mes fils rejoigne l'"organisation" [les Unités de protection du peuple, YPG, le principal mouvement armé kurde syrien]. Mais c'est finalement ma fille qui est partie à Kobané en 2014 », confie Aynur, à voix basse, montrant du doigt la route en face d'elle, menant à la frontière avec la Syrie. « Je sais qu'elle est encore en vie », veut-elle croire, bien qu'elle soit sans nouvelles depuis plusieurs années. Alors quand elle a entendu que Kobané, à une dizaine

de kilomètres au sud, était le théâtre de combats, elle a spontanément rejoint la mobilisation pour la paix du DEM, le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (anciennement HDP), une formation prokurde turque, ce mercredi 25 décembre 2024.

La grise et poussiéreuse localité de Suruç, 100 000 habitants, serait restée une localité quelconque en Turquie si elle n'était pas la « jumelle » de Kobané (Ayn Al-Arab) en Syrie. Des liens familiaux unissent les popula-

tions des deux villes, et les habitants de Suruç craignent de revivre le scénario de l'automne 2014. A l'époque, les forces kurdes et les combattants de l'organisation Etat islamique (EI) s'étaient affrontés au cours d'âpres combats à Kobané, et Suruç s'était transformée en base arrière des militants et des humanitaires venus porter assistance à la population civile de Syrie. La victoire des forces kurdes, soutenues par la coalition menée par les Etats-Unis dans les airs, avait transformé la ville de Kobané

en symbole de la lutte contre la barbarie de l'EI.

Deux journalistes tués

Depuis la chute du régime de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, les factions de l'Armée nationale syrienne (ANS), milice islamiste à la solde de la Turquie, ont profité de cette fenêtre d'opportunité pour relancer une offensive contre le territoire du Rojava, la zone autonome kurde du Nord-Est syrien, protégée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-

kurde, dominée par les YPG. L'Observatoire syrien des droits de l'homme, au réseau largement implanté sur le territoire, rapportait, lundi 30 décembre, des combats entre les FDS et les factions de l'ANS, à l'est de la région d'Alep, ayant fait une trentaine de morts.

Les drones turcs ont également fait des victimes parmi les journalistes turcs d'origine kurde. Postés aux abords du stratégique barrage de Tichrine, sur l'Euphrate, au sud de Kobané, Nazım Dastan, 32 ans, et Cihan Bilgin, 29 ans, auraient été tués alors qu'ils couvraient les affrontements sur le terrain. Les autorités turques considèrent, pour leur part, qu'il s'agissait de combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, classé terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux), dont le YPG est une émanation.

Depuis le 19 décembre, les familles et les proches des deux journalistes réclament le rapatriement des corps en Turquie. Ankara rechigne, craignant que les enterrements ne donnent lieu à de nouvelles protestations. « *Nazım et Cihan faisaient partie des rares journalistes sur le terrain, qui rapportaient des images des réalités les plus crues de cette guerre (...), et la coalition ne réagit pas à cette tuerie*, se désole Bilal Güldem, collègue des vic-

times au sein de l'Agence Mezopotamya, installée à Diyarbakir, la grande ville kurde du sud-est de la Turquie. *Le pouvoir met la pression sur les journalistes dès qu'une période importante se profile. La Turquie a des projets pour le Rojava. Reste à voir si les Etats-Unis laisseront faire.* »

Ankara et Washington sont depuis longtemps en désaccord sur le soutien militaire et logistique que les Etats-Unis apportent aux forces kurdes en Syrie. Le Pentagone a réaffirmé son appui aux FDS, en annonçant, à la mi-décembre, avoir multiplié par deux ses effectifs militaires, les portant à 2 000 soldats dans le Nord-Est syrien. Les dernières attaques de l'EI dans la région ont également convaincu la France de frapper des positions de l'organisation en Syrie, a annoncé le ministre des armées français, Sébastien Lecornu, mardi 31 décembre.

Visite à Öcalan

En Turquie, la question kurde est revenue sur le devant de la scène. En parallèle aux opérations menées contre les FDS, le gouvernement d'Erdogan a décidé de relancer des négociations de paix avec l'organisation armée du PKK et le DEM. De manière surprenante, Devlet Bahçeli, chef du parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste),

jusqu'à là allergique à toute revendication identitaire kurde, a été à l'origine de cette initiative.

L'allié de Recep Tayyip Erdogan, le président turc, a multiplié les messages d'apaisement en direction du mouvement kurde. « *Qu'il annonce la dissolution de l'organisation [du PKK] et la fin de la terreur !* », a ainsi lancé M. Bahçeli, lors d'une réunion de son groupe parlementaire, à l'adresse d'Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK, emprisonné depuis vingt-cinq ans, sous-entendant qu'en échange le pouvoir turc relâcherait la pression sur les responsables politiques kurdes. L'opposition soupçonne une manipulation visant à enrôler le parti kurde et son électorat dans le projet de réforme constitutionnelle que le président appelle de ses vœux. Elle lui permettrait notamment de se représenter à l'élection présidentielle en 2028, pour un quatrième mandat.

Pour le chercheur Mesut Yegen, directeur du programme démocratisation de l'Institut Reform et spécialiste de la question kurde, ce sont les bouleversements géopolitiques régionaux qui poussent Ankara à tenter de pacifier sa relation avec le PKK. « *La Turquie a bien essayé d'utiliser l'Armée nationale syrienne, mais elle n'a pas réussi à devenir un acteur important sur le terrain. L'Iran n'est plus aussi*

puissant qu'avant en Syrie et en Irak, et le fait qu'il perde en influence a créé un vide. La Turquie veut y répondre en faisant la paix avec les Kurdes », assure-t-il.

L'attentat du 23 octobre 2024 perpétré devant le siège d'une entreprise du secteur de la défense, dans la banlieue d'Ankara, qui a fait cinq morts et a été revendiqué par la branche armée du PKK, n'a pas fait reculer les autorités turques dans leur volonté de rechercher la paix. Preuve de la détermination de la coalition gouvernementale sur le dossier, deux membres du DEM, anciennes figures du précédent processus de paix (2013-2015), Sirri Süreyya Önder et Pervin Buldan, ont été autorisés à rendre visite à Abdullah Öcalan, samedi 28 décembre, sur l'île-prison d'Imrali, dans le sud de la mer de Marmara. Le fondateur du PKK y est enfermé depuis 1999 et n'avait pas reçu de visite d'une délégation du parti depuis neuf ans.

Très attendue, la première restitution de l'entrevue est restée très générale, mais le chef du PKK a estimé qu'il était « *essentiel* » de trouver une « *solution pérenne* » à la question kurde. Dans les régions à majorité kurde du sud-est de la Turquie, les résultats des enquêtes d'opinion montrent une certaine circonspection vis-à-vis de l'initiative gouvernementale.

Syrie : le retour doux-amer de l'écrivain Yassin Al-Haj Saleh à Damas

Onze ans et vingt-deux jours se sont écoulés depuis leur disparition forcée. Mercredi 1^{er} janvier, Yassin Al-Haj Saleh est revenu, pour la première fois, à Douma, dans la Ghouta orientale, sur le lieu où son épouse, la militante des droits de l'homme Samira Al-Khalil, [l'avocate et icône de la révolution syrienne Razan Zaitouneh](#) et son mari, Wael Hamada, ainsi que le poète Nazem Al-Hamadi, ont été enlevés. C'était le 9 décembre 2013. L'appartement dans lequel ils se cachaient depuis le début du soulèvement contre Bachar Al-Assad, en mars 2011, et d'où ils documentaient les exactions du régime et des rebelles, est aujourd'hui habité par une famille.

« S'ils sont en vie, nous voulons leur libération. S'ils ont été tués, ce que, malheureusement, nous ne pouvons exclure, nous ne pouvons exclure, nous ne pouvons exclure, nous ne pouvons exclure l'entière vérité sur ce qui est arrivé. J'espère que nous n'attendrons pas trop longtemps avant qu'une procédure légale soit lancée pour leur rendre et nous rendre justice. Cela aurait une valeur symbolique pour les dizaines de milliers de disparus du pays », témoigne l'essayiste de 63 ans, l'un des plus grands penseurs syriens de sa génération, devant une cinquantaine de jeunes militants et d'anciens compagnons de détention.

Clandestinité

Né en 1961 à Rakka, dans le nord-est du pays, emprisonné pendant seize ans



L'intellectuel syrien Yassin Al-Haj Saleh, avec une photo de sa femme, Samira Al-Khalil, une militante des droits de l'homme, enlevée en Syrie en 2013. A Douma, en Syrie, le 1^{er} janvier 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

(1980-1996) sous la dictature d'Hafez Al-Assad pour son militantisme communiste, Yassin Al-Haj Saleh avait pris fait et cause pour la révolution dès mars 2011. Il entre dans la clandestinité, puis, en avril 2013, s'installe, avec son épouse, dans la ville libérée de Douma. Il est contraint à la fuite, le 11 octobre de la même année, tandis que Samira Al-Khalil, une dissidente de Homs, qui avait passé quatre ans dans les prisons du régime, reste sur place comme enquêtrice du Centre de documentation des violations en Syrie. Au même moment, deux des frères de l'intellectuel sont kidnappés à Rakka par l'organisation Etat islamique (EI), qui a fait de la ville sa capitale. L'un d'eux est toujours porté disparu. Yassin Al-Haj Saleh s'exile

en Turquie, puis en Allemagne en 2017.

Lire aussi l'Article réservé à nos abonnés [Yassin Al-Haj Saleh, voix libre de la Syrie](#)

L'écrivain dit détenir les preuves permettant d'établir la responsabilité de Jaych Al-Islam (« Armée de l'islam ») dans l'enlèvement de son épouse et de ses amis. La milice islamiste contrôlait alors la banlieue de Douma. Elle s'est fondue au sein de l'Armée syrienne libre en 2017, qui s'est alliée aux nouvelles autorités dirigées par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une émanation du Front Al-Nosra, qui fut la branche d'Al-Qaida en Syrie, avant de rompre avec cette organisation. « On sait qui les a menacés de mort. On a un document prouvant

cette menace. On sait qui est la personne qui a donné l'ordre de les kidnapper au sein de Jaych Al-Islam. On sait même qui détenait l'ordinateur de Razan [Zaitouneh] après sa disparition », détaille M. Al-Haj Saleh. Avec un ami avocat à Damas, il s'apprête à déposer une plainte.

Revenir sur le lieu de leur enlèvement onze ans plus tard lui donne « un sentiment de colère et de tristesse mais, en même temps, aussi quelque chose de positif. Pour la première fois, j'en parle et je mobilise des gens depuis la Syrie », confie-t-il. Théoricien de la laïcité et de la démocratie, auteur de nombreux livres en arabe, dont *La Question syrienne* (publié en français par Actes Sud en 2016), il a fondé en

Turquie le magazine en ligne Aljumhuriya.net. Il a reconstitué un journal à partir des notes que son épouse a prises au jour le jour, *Journal d'une assiégée. Douma, Syrie* (éditions iXe, 2022).

« Al-Assad a fui comme un rat »

Yassin Al-Haj Saleh s'est décidé à venir en Syrie, trois semaines après la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre. Cette chute du dictateur, « *c'est la meilleure chose qui soit arrivée, et cela s'est passé de la meilleure manière possible, sans destruction, sans massacre, sans trop de souffrance humaine* », dit-il. Il espère voir l'ancien dirigeant syrien, « *qui a fui comme un rat, de façon très lâche* », traduit en justice en Syrie. « *Ce sera thérapeutique d'entendre un juge syrien décrire ce qu'il a fait et de permettre aux Syriens de raconter ce qu'il leur a fait. On espère que la Syrie sera propriétaire de ce processus, et non la justice internationale* », poursuit-il.

Il a retrouvé la Syrie « *délabrée* ». Mais, place des Omeyyades, lors du réveillon du Nouvel An, il a aussi vu la joie des Syriens, libérés du dictateur. « *Il y a un flot positif d'énergie depuis la chute [de Bachar Al-Assad]. Il ne doit pas être perdu, tout en dépend. Nous avons besoin de nouvelles idées car nous sommes dans une position difficile. Une nouvelle ère de dictature serait destructrice* », estime-t-il.

« *Au vu de ce que l'on redoutait – des massacres*

sectaires et des destructions –, la transition se passe plutôt bien. Les exemples de violence confessionnelle sont limités. Mais le danger n'a pas complètement disparu », avertit-il. La présence de djihadistes étrangers parmi les combattants de HTC constitue, à ses yeux, une « *menace* » et un dossier difficile à gérer pour les nouveaux gouvernants. Ces derniers « *ne peuvent pas leur dire de partir car ils ont combattu avec eux pendant douze ans mais, en même temps, ils ne sont pas syriens et ils ne savent pas témoigner de respect aux Syriens. Ils sont plus religieux qu'eux* », dit l'essayiste.

« *Le Front Al-Nosra était extrémiste et a commis beaucoup de crimes. Aujourd'hui, les nouveaux dirigeants de la Syrie, qui sont issus de ce groupe, montrent de la modération. Est-ce authentique ? Certains disent qu'il est encore trop tôt pour se prononcer. C'est en partie vrai, mais ils savent aussi que la Syrie ne peut pas être gouvernée de la façon dont Daech [l'EI] a gouverné Rakka ou les talibans l'Afghanistan* », juge Yassin Al-Haj Saleh.

« Développer l'inclusivité »

L'écrivain redoute néanmoins l'émergence d'un nouveau gouvernement autoritaire. « *Qui sera opprimé ? Les gens comme nous, les démocrates, les libéraux, les gens de gauche, pas les chrétiens. Quand il y a un gouvernement sunnite, il y a une sorte d'inclusivité religieuse et culturelle mais*

pas politique. J'ai peur qu'ils n'acceptent pas le pluralisme politique », estime-t-il. Il dit comprendre la volonté du dirigeant de fait de la Syrie, Ahmed Al-Charaa, le leader de HTC, de s'entourer de fidèles pour la période de transition, du moins aux postes régaliens.

« *Ce dont j'ai peur, c'est que cela devienne permanent, que l'on aboutisse à une nouvelle ère de monopole au pouvoir. On espère qu'il y aura des voies pour développer l'inclusivité au-delà des notables, des représentants communautaires et des riches familles. Cela repose en partie sur nous, à moins qu'ils ne nous arrêtent et ne nous mettent des années en prison* », dit-il. Il déplore que le processus de sélection des Syriens qui participeront à la Conférence de dialogue national, prévue en janvier, manque de transparence. Si les nouveaux dirigeants syriens « *sont intéressés par le dialogue, il doit y avoir des règles, sinon personne n'y participera* », prévient-il.

« *La bonne chose est que tout le monde parle, exprime son opinion sur la politique, la religion, la liberté, la justice, l'avenir. Cela me donne de l'espoir* », poursuit-il. Les treize années de lutte pour faire tomber le régime ont eu le mérite de politiser la société syrienne et de faire émerger des institutions au sein de la société civile. « *On est libres, en quelque sorte, mais on a besoin de règles qui ne tirent pas leurs sources de la religion ou d'une personne, sans quoi nous n'aurons pas la liberté*

mais l'autoritarisme », martèle l'intellectuel.

« *Dans un pays où 90 % des gens vivent sous le seuil de pauvreté, où il y a eu un demi-million de morts pendant la guerre, et qui a été un paradis pour les tortionnaires, dirigé par des djihadistes salafistes – qui étaient des monstres – il y a encore quelques années, et qui vit dans un environnement régional brutal, les défis sont immenses* », résume l'écrivain. Il dénonce l'occupation « *vulgaire, criminelle, égoïste* » de terres au sud de la Syrie par Israël, « *un pouvoir colonial* ». Il redoute les actions de déstabilisation des Emirats arabes unis et de l'Égypte, deux puissances viscéralement hostiles à l'islam politique, mais aussi celles du Hezbollah libanais et de l'Iran, qui ont « *colonisé* » la Syrie sous le régime Al-Assad.

« *Tout cela intervient dans le cadre d'un système international inhumain qui a laissé cette situation sanglante stagner* », poursuit Yassin Al-Haj Saleh. La résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies, votée en 2015 pour accompagner la transition politique en Syrie, est, à ses yeux, un cadre dépassé. « *Le régime est tombé, les Syriens l'ont fait, faites avec ! Si la communauté internationale veut nous soutenir, qu'elle nous aide à reconstruire, à avoir de l'électricité et des emplois, sans exiger de contreparties fortes. Qu'elle donne la priorité aux Syriens plutôt qu'à ses intérêts.* »

European Ministers Visit Syria to Strengthen Ties With New Government

Top diplomats from Germany and France went to Damascus on behalf of the European Union. It's the first such trip in years, part of a flurry of Western outreach.

Syría's new leaders met the French and German foreign ministers in the capital, Damascus, on Friday in one of the highest-level Western diplomatic visits since the fall of President Bashar al-Assad last month.

Annalena Baerbock of Germany and her French counterpart, Jean-Noël Barrot, arrived in Damascus for the first such trip in years on behalf of the European Union, as world powers have begun building ties with [Hayat Tahrir al-Sham](#), the Islamist group that leads the new Syrian government.

Ms. Baerbock and Mr. Barrot met with Ahmad al-Shara, the group's leader, after visiting the notorious Sednaya prison, where Mr. al-Assad's regime had [tortured and killed thousands](#) of detainees.

"We are traveling to Damascus today to offer our support, but also with clear expectations of the new rulers," Ms. Baerbock said in a statement before the meeting. "A new beginning can only happen if all Syrians, no matter their ethnicity and religion, are given a place in the political process."

The visits are among a flurry of contacts between rebel leaders and Western officials looking to gradually open channels to the new Syrian authorities. Mr. al-Shara has worked to project a moderate image since taking power. Hayat Tahrir al-Sham is still blacklisted as a terrorist group by the United States and the United Nations because of its



Annalena Baerbock, the foreign minister of Germany, and her French counterpart, Jean-Noël Barrot, visiting the Sednaya prison north of Damascus. Anwar Amro/Agence France-Presse — Getty Images

[past ties to Al Qaeda](#). Mr. al-Shara has called on the international community to remove that designation and sought to reassure minority groups, saying he wants to focus on rebuilding Syria after years of civil war.

"The current events demand the lifting of all sanctions on Syria," he said in a televised interview last month.

A member of Hayat Tahrir al-Sham patrolling in Damascus last month. Nicole Tung for The New York Times

Mr. Barrot said that France was urging the new rulers in Damascus to pursue a political transition that would allow "all the communities in Syria, in all their diversity, to be repre-

sented." Part of that included reaching a "political solution" with the Kurdish minority, he said, which has carved out an autonomous region in northeastern Syria.

The diplomacy comes during a realignment across the Middle East, where Mr. al-Assad's regime was a core part of Iran's regional coalition. His family's decades of iron-fisted rule were opposed by many Syrians, spurring the 2011 uprising and civil war. At least six foreign militaries were involved in the fighting, including those from Iran, Russia and Turkey.

Many countries — including the United States — have [begun forging ties with the new government](#). In late

December, Barbara Leaf, the senior State Department official for the Middle East, met with Mr. al-Shara in Damascus and told him that Washington would no longer pursue an outstanding bounty for his arrest.

Some Syrians — particularly Christians and other minority groups — are uncertain about Mr. al-Shara, pointing to Hayat Tahrir al-Sham's conservative Islamist roots. In Idlib, a province controlled by the group since 2017, its leaders banned buying and selling alcohol and opened a chain of free religious schools. But Mr. al-Shara's faction has [eschewed](#) the draconian decrees and brutal punishments of extremists like the Taliban and the Islamic State.

In a sign of the jitters among some Syrians, a posting on a Facebook page run by the Education Ministry this week described a new curriculum that was interpreted by some as taking a more Islamist slant.

It was not clear whether any of the changes had been implemented, but the minister of education, Nadhir Al-Qadri, said in a statement that the curriculum was unchanged except for the removal of "content glorifying the Assad regime" and the addition of images of the Syrian revolutionary flag.

Officials in Hayat Tahrir al-Sham have laid out an ambitious plan for establishing a new government, and rebel leaders have assumed key positions to oversee a transition. They say they are establishing a caretaker government in consultation with Syrians of all backgrounds, as well as a committee to draft a new Syrian constitution.

Many in the region are also wary of the new Syrian government, including Gulf States like the United Arab Emirates, which has long tried to prevent the rise of groups that embrace political Islam, as well as Israel.

Overnight on Friday, Israeli warplanes bombed Syrian defense research sites near Aleppo, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a war monitoring group. There were no immediate reports of casualties. Israel declined to comment on the report.

Israel has conducted hundreds of airstrikes against Syrian military sites since the fall of Mr. al-Assad in an effort to eliminate sophisticated arms like chemical weapons and long-range missiles. Mr. al-Shara has said he will uphold a longstanding cease-fire agreement with Israel, saying that Syria poses no threat to its neighbors. Here are other developments in the region:

Houthi missile attacks: The Iran-backed Houthi militia in Yemen launched a ballistic missile at Israel before dawn on Friday, setting off air-raid sirens across central Israel, including in Jerusalem. The Israeli military said it had intercepted the missile and there were no reports of serious casualties. Israeli fighter jets have flown over 1,000 miles to strike Houthi-controlled areas in Yemen but Israel has struggled to stop the attacks, which have escalated over the past month.

Northern Gaza hospital: The Israeli military is operating near the Indonesian Hospital in northern Gaza, from which many doctors and patients have already fled, health officials there said, noting that the sound of gunfire could be heard outside. The Israeli military said it did not intend to evacuate those remaining at the hospital at this time. The Israeli military raided Kamal Adwan, another northern Gaza hospital, last week, charging that Hamas was operating in

the compound. Israeli troops apprehended at least 240 people they said were militants, including Hussam Abu Safiya, the hospital director. Israel has not provided evidence that Dr. Safiya is a militant, and Amnesty International has called for his release.

Israeli strikes in Lebanon: The Israeli military said on Thursday night that it had bombed Hezbollah sites in southern Lebanon, while a 60-day truce largely continues to hold. Since the agreement went into effect in late November, Israel has repeatedly bombarded what it says are Hezbollah fighters violating the agreement. Hezbollah has generally refrained from responding militarily. The current cease-fire is set to expire in late January, although the United States and its allies hope it becomes permanent. **Abu Bakr Bashir and Aurelien Breden contributed reporting.**

Le Monde

Hélène Sallon
04 janvier 2025

En Syrie, la France et l'Allemagne jugeront le nouveau régime « sur ses actes »

Jean-Noël Barrot et Annalena Baerbock, les ministres des affaires étrangères français et allemande, ont plaidé, à Damas, pour une transition « pacifique et exigeante » auprès du dirigeant syrien de facto, Ahmed Al-Charaa.

Treize ans après la rupture des relations diplomatiques avec le régime de Bachar Al-Assad, en réponse à sa répression sanglante du soulèvement populaire lancé en 2011, la France et l'Allemagne ont manifesté leur désir d'ouvrir un nouveau chapitre avec la Syrie et ses nouveaux dirigeants. Sur les hauteurs du mont Mazzeh,

qui surplombe Damas, au sein du palais présidentiel où le dictateur syrien recevait ses hôtes jusqu'à sa chute, le 8 décembre 2024, les chefs de la diplomatie française et allemande, Jean-Noël Barrot et Annalena Baerbock, ont été reçus, vendredi 3 janvier, par le dirigeant de facto de la Syrie, Ahmed Al-Charaa.

Les échanges avec le chef d'Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, ancienne branche d'Al-Qaida en Syrie, classé terroriste par l'Union européenne et les Etats-Unis) ont été « très constructifs », a souligné M. Barrot. Les deux ministres, venus dans le cadre d'une mission sous mandat de l'Union européenne (UE), sont les premiers responsables oc-

cidentaux à rencontrer le nouveau maître de Damas, dont les premiers pas sont scrutés avec attention. Paris et Berlin, qui ont toujours refusé une normalisation avec le régime d'Al-Assad, à la différence d'autres pays membres de l'UE, ont voulu adresser un signal clair « qu'un nouveau départ politique » entre l'Europe et la Syrie est possible,

a déclaré Annalena Baerbock.

Un dialogue national

La France et l'Allemagne veulent « favoriser une transition pacifique et exigeante au service des Syriens et pour la stabilité régionale », a affirmé Jean-Noël Barrot sur le réseau X, soulignant « l'importance d'une gouvernance démocratique où chacune des composantes de la nation syrienne sera pleinement reconnue et représentée ». « Nous continuerons à juger HTC sur ses actes », « en dépit de notre scepticisme », a abondé la ministre allemande. Elle a exhorté les autorités de transition à ne pas compromettre le processus politique par « des délais excessivement longs jusqu'aux élections ou par des mesures visant à islamiser la justice ou le système éducatif ».

Lors de rencontres plus tôt dans la journée, avec des patriarches chrétiens et des représentants de la société civile syrienne, M. Barrot avait entendu leurs inquiétudes quant à leur inclusion dans le processus politique, et leurs demandes de voir leurs droits reconnus comme citoyens à part entière au sein de la Constitution. Ils attendent des gestes de M. Al-Charaa, qui a promis de respecter les droits et les libertés des minorités et de convoquer un dialogue national devant jeter les bases d'une réécriture de la Constitution avant l'organisation d'élections, dans un délai pouvant aller, selon ses déclarations à la chaîne saoudienne Al-Arabiya, jusqu'à quatre ans.

Aux chefs des diplomaties française et allemande, le nouveau dirigeant de la Syrie a assuré que la conférence de dialogue national serait précédée d'un « comité préparatoire indépendant » au sein duquel « la diversité de la Syrie serait représentée, y compris les femmes », a indiqué Jean-Noël Barrot. « Il



Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot (à droite), et son homologue allemande, Annalena Baerbock (à gauche), rencontrent le dirigeant syrien Ahmed Al-Charaa (au centre), à Damas le 3 janvier 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

nous a été indiqué que l'expertise technique de l'Allemagne, comme de la France, pourrait être sollicitée au moment où les travaux constitutionnels pourront se mettre en place », a ajouté le ministre français.

« Une solution politique doit être trouvée avec les alliés de la France que sont les Kurdes, pour qu'ils soient pleinement intégrés dans ce processus politique qui s'engage aujourd'hui », a également souhaité Jean-Noël Barrot. La veille, il s'était entretenu avec le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), Mazloum Abdi. Déterminé à rétablir la souveraineté de Damas sur l'ensemble de la Syrie et à intégrer les forces kurdes à la nouvelle armée syrienne, Ahmed Al-Charaa s'est dit prêt à reconnaître des droits aux Kurdes, mais pas une autonomie.

Eviter « les actes de vengeance »

La cheffe de la diplomatie allemande a, pour sa part, exhorté les nouvelles autorités de Damas à éviter « les actes

de vengeance contre des groupes entiers de population » et à mettre de côté « l'extrémisme et les groupes radicaux ». « Cela doit être notre objectif commun. Et cela est également dans notre propre intérêt : la sécurité en Europe et en Allemagne y est étroitement liée », a dit Annalena Baerbock. Selon une source diplomatique française, M. Al-Charaa « s'engage à lutter contre Daech [l'acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] et contre le terrorisme en général ». La France a frappé, pour la première fois en deux ans, deux positions du groupe Etat islamique dans le centre de la Syrie, avait indiqué, mardi, le ministre français des armées, Sébastien Lecornu.

Ahmed Al-Charaa a également confirmé sa disposition à accueillir « au plus vite » un émissaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). « C'est une nouvelle fondamentale dans la lutte contre la dissémination des armes chimiques du régime de Bachar Al-Assad », a souligné M. Barrot. La proposition de la France de fournir son « expertise technique en

matière de criminalité pour le recueil de preuves et la conduite des enquêtes (...) a été acceptée », a par ailleurs salué le chef de la diplomatie française, estimant qu'« il n'y a pas de réconciliation et d'apaisement possible en Syrie, pas de redressement moral en Syrie, sans que justice soit faite ».

Plus tôt dans la journée, les chefs de la diplomatie française et allemande s'étaient rendus à la prison de Saydnaya, dont plus de 4 000 détenus ont été libérés le 8 décembre 2024, accompagnés de secouristes des casques blancs (la défense civile syrienne). « C'est important pour nous de nous rendre à Saydnaya, l'enfer concentrationnaire de Bachar Al-Assad, pour prendre la mesure de la barbarie avec laquelle il a opprimé son peuple pendant de trop nombreuses années », avait alors déclaré Jean-Noël Barrot.

Levée « progressive » des sanctions

Paris a proposé d'accueillir, en janvier, une conférence internationale associant la Syrie et ses partenaires arabes, turc

et occidentaux pour accompagner la transition politique, à la suite de la réunion d'Aqaba, en Jordanie, mi-décembre 2024. Tandis que le régime d'Al-Assad avait pour parrains l'Iran et la Russie, les nouvelles autorités syriennes se sont rapprochées de la Turquie et du Qatar. Elles manifestent des signes d'ouverture en direction des pays du Golfe et de l'Occident, sans néanmoins vouloir rom-

pre avec Moscou, avec qui elles discutent du maintien des bases russes de Hmeimim et de Tartous.

Ahmed Al-Charaa a de nouveau réclamé une levée [des sanctions internationales qui avaient été imposées au régime d'Al-Assad](#) pour la répression du soulèvement populaire de 2011. La France, très active dans la mise en place de ces sanctions, envi-

sage une levée « *progressive et conditionnée* », précise une source diplomatique. Depuis les locaux de l'ambassade de France à Damas, fermée depuis le 6 mars 2012, M. Barrot a, par ailleurs, annoncé que « *la France préparera[it], de façon graduelle et conditionnée, les modalités de son retour en Syrie* ».

Le drapeau tricolore y avait été hissé, le 17 décembre,

lors de la visite de l'envoyé spécial pour la Syrie, Jean-François Guillaume. Depuis la cour de l'immeuble décati, du fait de l'occupation des lieux, Jean-Noël Barrot a remercié les personnels syriens qui ont veillé sur la représentation diplomatique française. Il a exprimé l'espoir « *réel* » mais « *fragile* » de voir « *une Syrie souveraine, stable et apaisée* ».

LE FIGARO

Clara Galtier
04 janvier 2025

À Kamechliyé, les Kurdes entre soulagement et anticipation

C'est une conversation inimaginable il y a encore un mois. À Kamechliyé, ville kurde du nord-est syrien, les habitants ont célébré leur premier passage à la nouvelle année sans craindre Bachar el-Assad. Après 54 ans de dictature, la chute du bourreau de Damas délie les langues. « C'est comme si nous avions tous été en prison et que la porte de notre cellule s'était ouverte », lâche Abduhum, gérant d'une minuscule échoppe où il sert des petits déjeuners. À 52 ans, c'est la première fois qu'il ose s'exprimer librement devant une journaliste. « Avant, c'est sûr, je ne vous aurais jamais parlé, dit-il en riant. Mais aujourd'hui nous n'avons plus peur. » Certes, la ville, depuis 2013, est dirigée par l'Administration autonome du Nord-Est syrien, autorité pro-kurde à gouvernance pluraliste. Pourtant, l'ombre du régime et les traumatismes infligés par son appareil répressif exerçaient encore une influence omniprésente. Les sbires d'el-Assad contrôlaient encore deux checkpoints et l'aéroport de la ville. Lorsque la guerre civile éclata

en 2011, les forces de Bachar el-Assad concentrèrent en effet leurs offensives sur des zones stratégiques : Damas, Alep, Homs et la côte méditerranéenne. Face à la montée de la contestation et la pression militaire, le régime décida de se retirer partiellement ou complètement des zones majoritairement kurdes comme Kamechliyé, Kobané et Afrine, en 2012. En l'absence de l'État syrien, les Unités de protection du peuple (YPG), liées au parti du PYD, haï par Erdogan, qui le présente comme proche du PKK (groupe considéré par certains pays comme terroriste), prirent rapidement le contrôle de ces zones. Cela marqua le début de l'autonomie de facto des régions kurdes, qui partagent le pouvoir au travers de parlements et de conseils exécutifs dans tout le Nord-Est, protégé par l'alliance arabo-kurde soutenue par la coalition internationale, les Forces démocratiques syriennes (FDS). Sous Bachar el-Assad, les deux parties maintenaient une forme de statu quo : le régime conservait une présence stratégique comme à l'aéroport de Kamechliyé ou à des postes militaires à Hassetché.

En échange, les forces kurdes cohabitaient pour éviter les affrontements directs, occupés qui plus est par la lutte contre Daech.

Non loin, sur une place bordée de deux rues commerçantes, où s'alignent des magasins de chaussures, de babioles et de tissus, on évoque aussi volontiers le soulagement venu avec la chute du régime. « Durant mon enfance, j'ai subi toutes les oppressions possibles, confie Chahid, 45 ans. Plus grand, ça a continué. À 20 ans on m'a jeté en prison puis torturé parce que j'étais kurde. » Aujourd'hui, ce grand gaillard bedonnant se dit « très heureux ». Mais il avoue que son bonheur restera incomplet tant que « les réfugiés partis à l'étranger, que nous n'avons pas vu revus depuis treize ans, ne seront pas rentrés. »

La discussion attire les curieux. D'autant plus qu'ici, les interlocuteurs français sont bien venus. La présence des forces tricolores en Syrie, partenaire de la lutte contre Daech, aux côtés des Kurdes, jouit d'une bonne image. Un homme s'approche, puis un

deuxième et un troisième, formant rapidement un petit attroupement. Chacun veut raconter les sévices qu'il a subis sous la dynastie el-Assad, ajouter un détail, participer à l'échange. Un homme tient à s'exprimer sous anonymat, vieux réflexe d'une vie passée sous l'ancien régime : « On n'avait même pas le droit d'avoir un nom kurde sur le devant de nos magasins, il fallait que ce soit écrit en arabe. Ils changeaient jusqu'aux prénoms de nos enfants », raconte ce quadragénaire vêtu d'une « farwa », un manteau typique des hivers moyen-orientaux, avec sa coupe longue et ample qui descend jusqu'aux chevilles. Conçue pour protéger contre les nuits glaciales du désert, doublée de laine, elle tranche avec le style de ses mocassins à franges.

En Syrie, tout le monde connaît au moins une personne qui a disparu. Lui, c'est son frère. Celui-ci avait 17 ans, en 2004, lorsqu'il a été jeté dans une geôle du régime. « Après un an là-bas, il a perdu la tête et la mémoire, poursuit l'homme. Il était incapable de sortir et de mar-

cher dans la rue. Aujourd'hui il est en Suisse et ça fait vingt-trois ans que je ne l'ai pas vu. » En treize ans, le régime el-Assad a fait plus de 500 000 morts et des centaines de milliers de disparus.

Politiques discriminatoires

Et la guerre n'est pas tout à fait terminée. « Le régime a changé oui, mais la Turquie nous attaque, la France doit nous aider », enjoint un autre commerçant qui veut attirer l'attention. Les Kurdes du Nord-Est sont en première ligne, menacés d'invasion par

les forces pro-turques de l'Armée nationale syrienne (ANS) qui a poursuivi son avancée vers la région après avoir appuyé l'offensive du HTC à Damas.

Par ailleurs, si les déclarations des nouveaux maîtres du pays « sont plutôt positives » selon Abduhum, le gérant du café, nul ne sait comment régneront, à Damas, les insurgés islamistes. Pour l'instant, du moins, la fuite du dictateur a été salubre pour la livre syrienne, chahutée par treize années de guerre. Et cela se

ressent jusque dans cette petite échoppe de Kamechliyé. Dopée par l'espoir d'une stabilisation politique et économique, la monnaie a repris un peu de couleurs face au dollar et les prix baissent. « Avant, je payais un kilo d'olives 35 000 livres, aujourd'hui c'est 25 000 », dit le commerçant.

Historiquement, Kamechliyé, à cause de politiques discriminatoires, s'est moins développée que d'autres parties du pays. Les Kurdes ayant toujours été perçus comme une menace à l'idéologie du

parti baasiste, qui prônait l'arabisation de la Syrie. La pollution prend à la gorge, dans cette ville poussiéreuse et bouillonnante où des dizaines de fils électriques entremêlés signalent des infrastructures désuètes. « Ici la pauvreté se lit jusque sur les visages. Voilà l'héritage d'el-Assad », soupire Issam Dehuni, propriétaire d'un atelier de retouches, niché dans un passage près des artères commerçantes. Aujourd'hui, l'homme fête son tout premier anniversaire sans le « Boucher de Damas ». C.G.

l'Humanité

Camille Bauer
5 janvier 2025

Les vols internationaux reprennent en Syrie dès le 7 janvier 2025

Le 7 janvier, les vols internationaux à destination et en provenance de l'aéroport international de Damas doivent reprendre, après avoir été suspendus le 8 décembre, dans la foulée de la chute de Bachar Al Assad. Une nouvelle étape de la normalisation de la situation en Syrie.

(Bonne Nouvelle) Le retour des vols internationaux en Syrie

Voilà une nouvelle étape de la normalisation de la situation en Syrie. Le 7 janvier, les vols internationaux à destination et en provenance de l'aéroport international de Damas vont reprendre, après avoir été suspendus le 8 décembre, dans la foulée de la chute de Bachar Al Assad.

Cette ouverture va faciliter l'arrivée de l'aide humanitaire, indispensable dans ce pays mis à genoux par plus de dix ans de guerre civile et cinquante-quatre ans d'une dic-



Le 2 janvier 2025, à l'aéroport de Damas, un avion chargé d'aides humanitaires atterrit.

tature sanglante. Autre bonne nouvelle, elle va s'accompagner du retour le même jour à Damas, après quasiment treize ans d'absence, de Qatar Airways.

La compagnie qatarie a an-

noncé la reprise de ses vols aux côtés de ceux opérés par Syrian Airlines, jusque-là principale pourvoyeuse de vols commerciaux dans le pays. Même timide, ce retour signe une réouverture au monde de la Syrie. Elle devrait faciliter

les voyages à l'étranger, comme les visites pour les très nombreux Syriens partis en exil dans le monde entier pour tenter d'échapper à la répression.

Les Druzes de Souweïda cherchent leur place dans la Syrie post-Al-Assad

ReportageLa province, fief d'une minorité qui compte pour 3 % de la population syrienne, a été relativement préservée de la guerre qui a ravagé le pays. Aujourd'hui, les habitants attendent de se faire une idée de la « véritable nature » du nouveau pouvoir de Damas, dominé par les islamistes de HTC.

Portant tige noire et toque blanche, des chefs religieux défilent solennellement devant l'imposante demeure de la plus haute autorité des Druzes de Syrie. Le cheikh Hikmat Al-Hijri habite une maison perchée sur la colline de Qanaouat, à quelques encablures de la ville de Souweïda, fief de cette minorité religieuse qui pratique un culte ésotérique dérivé de l'islam chiite et représente près de 3 % de la population syrienne. Trois semaines après la chute de Bachar Al-Assad, c'est un ballet ininterrompu de voitures aux vitres teintées, de chefs de clan et de représentants de faction armée, qui s'ébroue sous ses fenêtres.

Dans la cour, l'heure est à la célébration. Des hommes dansent en ronde au rythme des *jawfiyya*, des chants guerriers, brandissant le drapeau des « cinq frontières », étendard de cette communauté qui s'étend sur la Syrie, le Liban, la Jordanie et Israël. A l'intérieur, les délégations sont reçues dans les *madafah* (salles de réception) du cheikh, devenues des salons très politiques. A la suite de l'effon-



Des cheikhs de la communauté druze arrivent chez le cheikh Hikmat Al-Hijri, à Souweïda (Syrie), le 25 décembre 2024. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

drement du régime syrien et de ses institutions, accaparées pendant des décennies par le puissant parti Baas, c'est ici que se discute en partie l'avenir de la région de Souweïda.

« Cette période est cruciale. Elle doit réunir tous les Syriens pour construire un Etat de toutes les couleurs, respectant toutes ses communautés », déclare le cheikh Hikmat Al-Hijri, âgé de 69 ans, qui assure être en relation quotidienne avec tous les acteurs de la transition. « Maintenant que le régime est tombé, il y a un vide, tout est à repenser. Nous appartenons à la Syrie et à sa terre, mais nous souhaitons l'avènement d'un Etat décentralisé et civil, c'est la seule solution », explique le chef religieux à la

longue barbe blanche. Sous la surveillance étroite de soldats encagoulés, il a reçu, le 25 décembre 2024, une délégation venue de Damas, menée par Machour Al-Masalmeh, conseiller politique de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, groupe islamiste dont le chef, Ahmed Al-Charaa, est le nouvel homme fort de la Syrie) pour les régions du Sud, afin d'évoquer la gouvernance de la province.

Un statut particulier

« Nous avons ici des cadres très bien formés qui sont en mesure d'administrer la région », assure le cheikh, soucieux que Souweïda conserve les coudées franches face au pouvoir naissant. « Nous donnons leur chance aux nouvelles

autorités. Leurs paroles sont bonnes, mais nous attendons les actes. Pour le moment, le gouvernement provisoire n'a pas de légitimité populaire. Pendant ces trois mois, il doit assurer les affaires courantes, ensuite, nous devrons être partie prenante pour la prochaine phase de transition et l'adoption d'une nouvelle Constitution », avertit le cheikh Al-Hijri, qui appelle la communauté internationale à se porter garante d'un « processus inclusif ».

A une centaine de kilomètres au sud de Damas, nichée dans des montagnes parsemées de pommiers et de vignes, la province de Souweïda a été relativement préservée de la guerre qui a ravagé le reste du pays sous le règne de Ba-

char Al-Assad. Jouissant d'un statut particulier, entre autonomie et marginalisation, la région a vécu presque refermée sur elle-même. Dès 2011, les premières manifestations qui y éclatent sont rapidement étouffées par le régime qui s'appuie sur certaines autorités locales loyalistes. A l'instar de certains officiers qui ont été parmi les premiers à désertir l'armée du régime et d'autres qui lui sont restés fidèles jusqu'au bout, la communauté druze s'est divisée face à la révolution.

A partir de 2013, souhaitant se tenir à l'écart du bain de sang, des leaders locaux refusent d'envoyer les jeunes faire le service militaire obligatoire dans les rangs de l'armée. Bachar Al-Assad ferme les yeux. Lui-même, issu de la communauté alaouite, proche du chiïsme, qui constitue environ 12 % de la population, a besoin des Druzes pour imposer le narratif d'une alliance des minorités face à ce qu'il dépeint comme une montée du fanatisme religieux dans les rangs de l'opposition, qui, à l'image du pays, est à majorité sunnite. Progressivement, tout en y laissant prospérer gangs et trafics, le régime se désinvestit de la région et laisse les mains libres à différents groupes d'autodéfense assurant la sécurité du territoire.

Des « mécanismes de division sectaire »

Fin 2024, alors que le pouvoir d'Al-Assad faiblit, ces factions armées de Souweïda prennent langue avec une coalition de groupes rebelles du sud de la Syrie, se préparant à un potentiel changement de régime à Damas. « On s'est coordonnés en secret. Une fois la

ville d'Alep tombée, nous avons formé la Chambre des opérations du Sud, puis, le 7 décembre, nous avons libéré notre région pendant que nos alliés marchaient sur la capitale », détaille Chakib Azzam, commandant en chef de Liwa Al-Jabal, la « brigade de la montagne », qui revendique 7 000 combattants.

Dans leur quartier général du centre-ville, gardé par des pick-up surmontés de mitrailleuses lourdes, ces combattants druzes, ainsi que d'autres factions de la province, comme la puissante « brigade des hommes de la dignité », refusent pour le moment de plier le genou face aux nouvelles autorités. A Damas, Ahmed Al-Charaa avait pourtant annoncé, le 24 décembre 2024, un accord en vue de l'intégration de tous les groupes armés sous un commandement unifié dépendant du ministère de la défense. Les Druzes de Souweïda, tout comme les Kurdes dans le nord-est du pays, font pour le moment exception.

« On ne sait pas encore quelle est la véritable nature de ce nouveau pouvoir. On se méfie. Ils ont une longue histoire de radicalité », poursuit Chakib Azzam, qui rappelle que la région a connu les coups de boutoir du Front Al-Nosra et, surtout, de l'organisation Etat islamique, en 2018. « En tant que minorité, nous sommes un cas particulier. On ne déposera pas les armes pour le moment. C'est notre ligne rouge. On ne les rendra qu'à long terme, si on considère que l'Etat est en mesure de bien gouverner les Syriens », affirme le commandant. Premier signe de tension, le

1^{er} janvier, des factions druzes ont interdit l'accès de la province à un convoi de véhicules de la police, envoyé de Damas par le gouvernement. Si les autorités locales assurent que l'incident est dû à un « manque de coordination », d'autres y voient les prémices d'une fronde.

A Souweïda, comme dans le reste du pays, les autorités de transition n'ont pris contact qu'avec les chefs traditionnels. « Il est nécessaire qu'elles s'adressent aussi à la société civile, pas juste aux groupes armés et aux élites religieuses », dénonce Bachar Soureiwiy, membre du Mouvement politique de la jeunesse à Souweïda. « Ces mécanismes de division sectaires, instaurés par le régime destitué, doivent cesser d'exister. Nous militons pour que toutes les factions rendent leurs armes. Il faut reconstruire une armée nationale. Nous refusons l'idée de fédéralisme, de division du pays. Nous devons poser les bases d'un nouvel Etat, fondé sur la citoyenneté, pas sur les communautés », poursuit le trentenaire, doctorant en sciences sociales.

Pour une « Syrie libre, unie, civile et démocratique »

Dans les rues de la ville, la société civile est en effervescence. Depuis août 2023, la place de la Dignité, dans le centre-ville, était devenue un haut lieu de la contestation antirégime. D'abord motivées par la dégradation des conditions économiques, les manifestations avaient rapidement pris une tournure politique, réclamant la chute du régime. Désormais, la jeune génération militante de la province entend bien

continuer à faire entendre sa voix, en se rassemblant chaque semaine sur la place.

Pour la fin de l'année, Druzes, chrétiens et musulmans se pressent autour d'un sapin de Noël dans une fanfare de chants révolutionnaires, de musique folklorique et de feux d'artifice. « Ce ne sont plus des manifestations, mais des mobilisations », explique Hiba Chaya, bénévole dans une association locale qui milite pour une « Syrie libre, unie, civile et démocratique ». Au coin de la rue, son équipe est affairée à peindre sur un mur un grand puzzle multicolore. « C'est à l'image de notre pays. Chaque pièce a sa place, son rôle, son importance. Aujourd'hui, il faut parvenir à toutes les assembler », poursuit-elle sans dissimuler ses craintes. « En tant que femme et issue de la minorité druze, je constate aujourd'hui que les discours du gouvernement intérimaire, uniquement composé d'hommes islamistes, sont flous. On attend des actes », conclut la militante de 30 ans.

A Souweïda, un comité local a proposé la candidature d'une femme, Mouchina Al-Maïthawi, fonctionnaire et opposante au régime d'Al-Assad, au poste de gouverneur de la région. La nomination n'a pas encore été confirmée. Pour la société civile, ce sera un premier test pour évaluer l'ouverture des nouveaux maîtres de Damas. Dans les montagnes du Sud syrien, l'euphorie a laissé place à un optimisme prudent ; chacun scrute avec attention les moindres décisions prises dans la capitale.

The New York Times Jan. 6, 2025

Al-Assad Is Out, but So Is a Revered Queen: Textbook Changes Unsettle Syrians

Syria's new government has swiftly ordered changes to school curriculums. Some Syrians say the move is a worrying sign of how the former rebels plan to govern a diverse country.

References to the ousted President Bashar al-Assad and his father, who ruled Syria before him, have been removed, as have images of pre-Islamic gods. The definition of a martyr has been changed, and it now means someone who has died for God, not one's country. A Roman-era queen has been taken out of some textbooks.

Just weeks after a coalition of rebels [toppled the Assad regime](#), the interim government they have set up in Damascus has moved quickly to order a raft of changes to the country's school curriculum. The modifications cover subjects ranging from English and history to science and Islamic studies.

The move has been criticized by teachers and other Syrians who object not only to the nature of some of the changes but also to the fact that they were decided upon so quickly, with no transparency and no guidance from teachers and the general public.

Critics say that the changes, and the unilateral way in which they were ordered, are worrying signs of how the new Syrian government plans to govern a diverse country.

Some of the changes, which were detailed in nine pages released by the Education Ministry on social media last week, have been broadly welcomed, like removing glorification of the Assad regime from textbooks.



Syrians protesting changes to the public school curriculum outside the Ministry of Education in Damascus on Sunday. David Guttenfelder/The New York Times

But some Syrians question why other changes were a priority, given the more pressing issues, like insecurity, sectarian tensions and an economic crisis, that still confront the country.

"The modifications should be restricted to only the things that involved the previous regime," Rose Maya, 45, a high school French teacher, said at a small protest against the changes outside the Education Ministry on Sunday. "But there is no need for all the other changes."

Ms. Maya was joined by about two dozen other people — among them teachers, students, doctors and artists — holding signs expressing various objections to the changes.

Next to her was another teacher, Muayid Muflih, with a sign that read: "Power belongs to the people, not over the people."

Mr. Muflih said that until recently he taught about nationalism, a subject that was widely seen as serving the agenda of the Assad regime. It has now been eliminated completely from the curriculum.

Ms. Maya, referring to Nazir Mohammad al-Qadri, the education minister, said that "as an interim minister he shouldn't make changes." And she said there needed to be transparency regarding the committees the ministry said it formed to review textbooks and suggest the changes.

"There should be teachers involved," she said.

The ministry has defended the changes and pushed back against suggestions that the alterations were Islamist, or a nod to Salafism, a conservative branch of Sunni Islam to which many of the country's new leaders belong.

"The modifications were needed after the liberation of Syria," Mr. al-Qadri said in an interview on Sunday. "These modifications were not changes to the curriculum but modifications of some of the slogans and symbols that used to glorify the previous regime."

Mr. al-Qadri was part of the education ministry in Idlib, the

province in northwest Syria run by the Islamist rebel group that now heads the interim government, Hayat Tahrir al-Sham.

Specialized committees involving both members of the Hayat Tahrir al-Sham-led government in Idlib Province and members of the Assad-era education ministry reviewed the textbooks and suggested changes, he said.

Mutasem Syoufi, executive director of the Day After, a nonprofit group, said that the interim government was trying to impose its vision not just on the political system of Syria but also its public life. The Day After was founded in 2012 by members of the Syrian opposition to plan for a transitional phase in Syria after the eventual fall of the Assad regime.

"The changes are a clear reflection of a very narrow reading of Islam, and again it reminds us of the background of the group which is in charge of Syria today," he said. "There is no inclusive viewpoint."

A van used as a school bus driving through a war-ravaged neighborhood in Damascus in December. David Guttenfelder/The New York Times

The speed with which the curriculum changes were made suggests they had been pre-

pared before the interim government took power, Mr. Syoufi said.

Across Syria, even as people celebrate the toppling of a brutal and autocratic regime, there is some trepidation about the future of the country under a government headed by Islamist rebels.

Syria's de facto new leader, Ahmed al-Shara, recently said it could take two to three years to draft a new constitution and up to four years to hold elections, alarming some Syrians who have expressed fear that they have traded one authoritarian leader for another.

Several people at the protest questioned why removing a Roman-era queen was such a priority for the new Syrian leadership, which is already overwhelmed with suddenly running a whole country, and rebuilding the state.

On page 19 in the third-grade Islamic Studies textbook a reference to Zenobia, a queen in the Roman colony of Palmyra, in present-day central Syria, has been removed. An ambiguous notation in the ministry's list of changes has been read by many as proof that it sees her as a fictional person.

Mr. al-Qadri said she had not been removed from history

textbooks. He said she had been deleted from the Islamic Studies textbook because she had lived and ruled in a pre-Islamic period.

"We don't deny that Zenobia was present in history," he said. But, he said, "we object to her inclusion in this book."

The Ministry of Education in Damascus. David Guttenfelder/The New York Times

The deletion of the female leader from the textbook has nevertheless worried some Syrians, who see it as an attack on the storied history of Syria.

"If we teach this generation that she was a fictional character, then we lose our connection to the past," Ms. Maya said. "It means that we don't have a past. And those that don't have a past don't have a future."

Such changes, some Syrians say, should await the writing of a constitution and elections. They should also be part of a broader dialogue between different parts of Syrian society, made up of various religions, sects and ethnicities, they said.

"Their focus at this point should be just enforcing security and making it clear how they came into power and what their plans are," said

Malak Muhammad Suleiman, a dentist.

Another of the curriculum changes that has Syrians worried concerns the translation of a verse of the Quran. The final verse in the first chapter of the Muslim holy book refers to "those who are astray."

In the previous first-grade Islamic studies book, the phrase was defined as "those who have moved away from the right path." Under the new government's changes, the phrase is now defined as "Christians and Jews."

Manwella al-Hakim, a 60-year-old abstract painter and observant Muslim who wears the hijab, held up a sign at the protest objecting to this new interpretation.

"We don't want things that will divide us," she said. "Syria has always had all the religions and all the beliefs."

Near her, Ziyad al-Khoury, a 61-year-old retired journalist, held up two signs, one of which read: "I am a Christian and not astray."

Mr. al-Khoury said he was shocked when he first heard of the change.

"It felt like a message from the new government that we aren't part of this country," he said.

La Provence

6 janvier 2025

Violents combats entre Kurdes et pro turcs

Plus de 100 combattants ont été tués ces deux derniers jours dans les affrontements dans le nord de la Syrie entre factions armées soutenues par la Turquie et forces kurdes syriennes, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits

de l'homme (OSDH). Depuis vendredi soir, les combats dans des villages aux alentours de la ville de Manbji ont fait 101 morts, dont 85 membres des groupes syriens pro turcs et 16 des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), a

précisé le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG), épine dorsale des FDS soutenues par les États-Unis, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe djihadiste État isla-

mique (EI). La Turquie voisine considère les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sa bête noire, et mène régulièrement des frappes contre les combattants kurdes en Syrie et en Irak.

Les pro turcs ont pris Manbij et Tal Rifaat

Les factions pro turques ont repris leurs attaques contre les FDS en Syrie, au moment même où une coalition de groupes rebelles menée par des islamistes radicaux lançait le 27 novembre une offensive contre les forces du président

Bachar al-Assad, chassé du pouvoir onze jours plus tard. Les groupes pro turcs ont pris aux FDS les villes de Manbij et Tal Rifaat, dans le nord de la province d'Alep. Et les combats continuent depuis avec de lourds bilans humains. Selon M. Abdel Rahmane, l'objectif des pro turcs est de prendre ensuite les villes de

Kobani et Tabaqa, puis celle de Raqqa et au final chasser les FDS des territoires sous leur contrôle. Les FDS contrôlent de vastes zones du Nord-Est et une partie de la province de Deir Ezzor. Le nouveau dirigeant syrien, chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), Ahmad al-Chareh, a affirmé que les

FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne.

Le groupe HTS a dirigé la coalition des groupes rebelles qui a annoncé le 8 décembre, après son entrée à Damas, la chute de Bachar al-Assad qui a fui à Moscou. Cette coalition contrôle la majeure partie de la Syrie.

LE FIGARO

avec AFP
7 janvier 2025

«Nous ferons ce qui est nécessaire» : la Turquie menace les combattants kurdes de Syrie d'une « opération militaire »

La Turquie menace de lancer une opération militaire contre les forces kurdes en Syrie mardi 7 janvier.

La Turquie a menacé mardi de lancer une opération militaire contre les forces kurdes de Syrie si elles n'acceptent pas les conditions d'Ankara pour une transition «sans effusion de sang» après la chute du régime de Bachar al-Assad.

«Nous ferons ce qui est nécessaire» si les Unités de protection du peuple (YPG) ne répondent pas aux exigences d'Ankara, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan dans un entretien avec la chaîne de télévision privée CNNTurk. Appelé à préciser ses propos, il a répondu : «Opération militaire.»

Le renversement de Bachar el-Assad le mois dernier a fait

naître la possibilité d'une intervention directe de la Turquie en Syrie contre les forces kurdes YPG, accusées par Ankara de liens avec les séparatistes armés kurdes de Turquie. Ankara accuse les YPG, considérées par l'Occident comme essentielles dans la lutte contre les djihadistes de l'État islamique, de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie.

«L'ultimatum que nous leur avons lancé par l'intermédiaire des Américains est évident, a déclaré M. Fidan. Les combattants internationaux venus de Turquie, d'Irak ou d'Irak doivent immédiatement quitter la Syrie. Nous ne voyons aucune préparation ni

aucune intention dans ce sens pour le moment et nous attendons», a-t-il ajouté.

Prendre «les mesures nécessaires»

Le chef de la diplomatie turque a également déclaré que son pays était en mesure de prendre en charge la gestion des prisons et des camps de détention des djihadistes de l'EI en Syrie, si les nouveaux dirigeants syriens n'étaient pas en mesure de le faire.

Lundi, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait mis en garde contre toute division de la Syrie et s'était dit prêt, en cas de «risque», à prendre «les mesures nécessaires». «Nous ne pouvons permettre

sous aucun prétexte que la Syrie soit divisée et si nous constatons le moindre risque nous prendrons rapidement les mesures nécessaires», a déclaré le chef de l'État, ajoutant: «Nous en avons les moyens.»

Cette mise en garde s'adresse aux combattants kurdes, et surtout aux États-Unis qui soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes, qui furent à la pointe de la lutte contre les djihadistes de l'EI. «Il n'y a pas de place pour la terreur et ceux qui soutiennent le terrorisme seront enterrés avec leurs armes», a affirmé le président turc.

Le Monde avec AFP
07 janvier 2025

Jean-Noël Barrot appelle à éviter l'Iran jusqu'à la libération des otages français

Depuis l'élection du président iranien, Massoud Pezeshkian, la situation des otages français dans le pays « s'est dégradée », selon le ministre des affaires étrangères.

Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a appelé mardi 7 janvier les ressortissants français à ne pas se rendre en Iran jusqu'à « la libération complète » des détenus français dans ce pays. « La situation de nos compatriotes otages en Iran est tout simplement inadmissible, ils sont détenus injustement depuis plusieurs années dans des conditions indignes », a déclaré le ministre lors de la conférence des ambassadeurs, assurant que Paris ne

les oubliait pas « une seule seconde ».

« Depuis l'élection du président [iranien Massoud] Pezeshkian et malgré nos efforts d'engagement au plus haut niveau, leur situation s'est dégradée », a poursuivi M. Barrot. « Je le dis aux autorités iraniennes : nos otages doivent être libérés. Nos relations bilatérales et l'avenir des sanctions en dépendent. Et jusqu'à la libération complète de nos otages, je demande à nos compatriotes de ne pas

se rendre en Iran », a-t-il déclaré.

« Otages d'Etat »

Cécile Kohler et Jacques Paris, un couple de Français, sont détenus en Iran depuis mai 2022 et accusés par les autorités d'« espionnage », ce que leurs proches démentent. Un troisième Français, pré-nommé Olivier mais dont le nom de famille n'a pas été rendu public, est également emprisonné en Iran depuis 2022. Paris qualifie ces pri-

sonniers d'« otages d'Etat ». L'Iran, qui détient plusieurs ressortissants occidentaux ou binationaux, est accusé par leurs soutiens et des ONG de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat. Une jeune journaliste italienne, Cecilia Sala, a été arrêtée à Téhéran le 19 décembre au cours d'un voyage professionnel. L'Iran l'accuse d'avoir « enfreint les lois ». Rome a dénoncé une arrestation « inacceptable ».

La Marseillaise

A.S. avec AFP
07 janvier 2025

Les Kurdes toujours plus menacés

Les coups de menton d'Ankara se multiplient contre les Kurdes de Syrie, les Turcs étant bien décidés à tirer profit de la situation et de leur ascendance sur Ahmed Al Charaa pour les éliminer.

L'élimination des combattants kurdes du PKK en Syrie est une « question de temps », a assuré lundi le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, peu avant que le président turc Recep Tayyip Erdogan ne prenne aussi la parole pour mettre en garde contre toute division de la Syrie et se dire prêt, en cas de « risque », à prendre « les mesures nécessaires » avant

d'ajouter : « Nous en avons les moyens. »

Les YPG visés par la Turquie sont l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes de l'état islamiste. Ce sont eux qui encore aujourd'hui prennent en charge les combattants de l'état islamique dans les camps de prisonniers. Le renversement de Bachar el-Assad ne rime pas pour eux avec liberté, Ankara profitant du vide pour tenter de les éradiquer.

« La situation en Syrie a changé. Nous pensons que

l'élimination du PKK/YPG n'est qu'une question de temps », a donc déclaré lundi Hakan Fidan. S'exprimant à l'issue d'une réunion avec son homologue jordanien Yaman Sa-fadi, Hakan Fidan a insisté sur la nécessaire « stabilité » de la Syrie, avec laquelle son pays partage plus de 900 km de frontière. Comme toujours, Ankara souffle le chaud et le froid. « Nous avons évoqué la possibilité que le PKK et les YPG rejoignent le nouveau gouvernement (syrien) en déposant les armes et de l'émergence de terroristes dans la région », a ainsi dit Hakan Fidan avant d'ajouter : « Si (les Occidentaux) ont des objectifs divergents, en se servant de

l'EI comme prétexte pour renforcer le PKK, ça ne se produira pas. »

Même message qu'en décembre

Se faisant, Hakan Fidan confirme l'orientation déjà dessinée le 22 décembre dernier quand il s'était rendu à Damas pour rencontrer Ahmed Al Charaa, le chef de Hayat Tahrir al-Cham (HTC). Les deux hommes se connaissent. Le premier était à la tête du service de renseignements et avait des connexions régulières avec le Al Charaa de Daech. Ensemble, dans une conférence de presse commune, ils ont prévenu qu'ils allaient protéger la nou-

velle Syrie contre les acteurs « extérieurs » qui tentent d'exploiter la situation « pour provoquer une discorde sectaire ». Et ils ont précisé que « la logique de l'État est différente de celle de la révolution, et nous ne permettrons pas la présence de toute arme échappant au contrôle de l'État ». Et Fidan d'affirmer explicitement : « Il n'y a pas de place pour le YPG-PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan,

Ndlr] dans l'avenir de la Syrie. Les YPG doivent se dissoudre au plus vite. Ce n'est pas le moment d'attendre et de voir. Nous devons agir immédiatement. »

Depuis plusieurs semaines, les Américains font état publiquement de leur crainte de voir la Turquie profiter de la situation contre les Kurdes. Ils ont fait état de leur crainte d'une offensive contre Ko-

bane. S'ils ont la mémoire de l'importance de l'action des YPG dans la lutte contre Daech, et si le secrétaire d'État américain Antony Blinken a conscience que le groupe islamiste allait profiter de la période pour se rétablir, les États-Unis n'interviennent que mollement pour s'opposer à Erdogan à la tête d'un pays membre de l'Otan. Aucun soutien non plus de la part de l'Union européenne, particulièrement

silencieuse sur le sujet.

Antony Blinken a d'ailleurs annoncé lundi qu'il allait rencontrer jeudi à Rome plusieurs de ses homologues européens pour aborder la situation en Syrie pour « prôner une transition politique pacifique, inclusive, conduite par les Syriens ». Manifestement, la question kurde n'est pas explicitement au menu.

The New York Times

Farnaz Fassihi
Jan. 8, 2025

Iran Was 'Defeated Very Badly' in Syria, a Top General Admits

For weeks, Iranian officials have downplayed the fall of their ally in Syria. But an important general has offered a remarkably candid view of the blow to Iran, and its military's prospects

Iran's top-ranking general in Syria has contradicted the official line taken by Iran's leaders on the sudden downfall of their ally Bashar al-Assad, saying in a remarkably candid speech last week that Iran had suffered a major defeat but would still try to operate in the country.

An audio recording of the speech, given last week by Brig. Gen. Behrouz Esbati at a mosque in Tehran, surfaced publicly on Monday in Iranian media, and was a stark contrast to the remarks of Iran's president, foreign minister and other top leaders. They have for weeks downplayed the magnitude of Iran's strategic loss in Syria last month, when rebels swept Mr. al-Assad out of power, and said Iran would respect any political outcome decided by Syria's people.

"I don't consider losing Syria something to be proud of," said General Esbati according to the audio recording of his speech, which [Abdi Media](#), a

Geneva-based news site focused on Iran, published on Monday. "We were defeated, and defeated very badly, we took a very big blow and it's been very difficult."

General Esbati revealed that Iran's relations with Mr. al-Assad had been strained for months leading to his ouster, saying that the Syrian leader had denied multiple requests for Iranian-backed militias to open a front against Israel from Syria, in the aftermath of the Hamas-led attack of Oct. 7, 2023.

Iran had presented Mr. al-Assad with comprehensive military plans on how it could use Iran's military resources in Syria to attack Israel, he said.

The general also accused Russia, considered a top ally, of misleading Iran by telling it that Russian jets were bombing Syrian rebels when they were actually dropping bombs on open fields. He also said that in the past year, as Israel

struck Iranian targets in Syria, Russia had "turned off radars," in effect facilitating these attacks.

For over a decade, Iran backed Mr. al-Assad by sending commanders and troops to help it fight against opposition rebels and the Islamic State terrorist group.

Under Mr. al-Assad, Syria was Iran's regional command center from which it supplied weapons and money to its network of regional militias, including [Hezbollah in Lebanon](#) and [Palestinian militants in the West Bank](#). Iran also controlled airports, warehouses and operated missile and drone manufacturing bases in Syria.

The rebel coalition has now taken over much of Syria and is [trying to form a government](#). General Esbati said in his speech that Iran would look for ways to recruit insurgents in whatever shape the new Syria takes. "We can activate all the net-

works we have worked with over the years," he said. "We can activate the social layers that our guys lived among for years; we can be active in social media and we can form resistance cells."

He added, "Now we can operate there as we do in other international arenas, and we have already started."

The general's comments have stunned Iranians, for both their unfiltered content and the speaker's stature. He is a top commander of Iran's Armed Forces, the umbrella that includes the military and the Revolutionary Guards Corps, with a record of prominent roles including commander in chief of the Armed Forces' cyber division.

In Syria, he supervised Iran's military operations and coordinated closely with Syrian ministers and defense officials and with Russian generals — outranking even the commander in chief of the Quds Forces, Gen. Ismail Ghaani, who oversees the network of

regional militias backed by Iran.

Mehdi Rahmati, a prominent analyst in Tehran and expert on Syria, said in a telephone interview that General Esbati's speech was significant because it showed that some senior officials were parting from government propaganda and leveling with the public.

"Everyone is talking about the speech in meetings and wondering why he said these things, especially at a public forum," Mr. Rahmati said. "He very clearly laid out what happened to Iran and where it stands now. In a way it can be a warning for domestic politics."

General Esbati said the fall of the Assad regime was inevitable given the rampant corruption, political oppression and economic hardship that people faced, from lack of power to fuel to livable incomes. He said Mr. al-Assad had ignored the warnings to reform. Mr. Rahmati, the analyst, said that the comparison to Iran's current situation was hard to miss.

Despite the general's assertions about activating networks, it remains unclear what Iran can realistically do in Syria, given the public and political opposition it has faced in the country and the challenges of land and air access. Israel has warned that it would decimate any Iranian efforts it detects on the ground in Syria.

And while Iran has the experience of [operating in Iraq after the U.S. invasion in 2003](#) — including sowing unrest — the geography and political landscape of Syria differ greatly, presenting more challenges.

An Iranian member of the Revolutionary Guards who spent years in Iraq as a military strategist alongside senior



A pro-Hezbollah billboard near a taxi station in Valiasr Square in Tehran. Brig. Gen. Behrouz Esbati gave a speech about Syria in the city on Dec. 31. Arash Khamooshi for The New York Times

commanders said in a telephone interview that General Esbati's comments about Iran recruiting insurgents might be more aspirational than practical at this stage. He said that while General Esbati had admitted a serious defeat, he had also sought to boost morale and pacify conservatives demanding that Iran act more forcefully.

The Guards official, who asked that his name not be used because he was discussing sensitive issues, said Iran's policy had not yet been finalized but that a consensus had emerged in meetings he had attended where strategy was debated. He said Iran would benefit if Syria descended into chaos because Iran knew how to thrive and secure its interests in a turbulent landscape.

Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, who has the last word on key state matters, has said in at least two speeches since Mr. al-Assad's fall that resistance was not dead in Syria, adding that Syria's youth would reclaim their country from the ruling rebels, whom he called stooges of

Israel and the United States. President Masoud Pezeshkian and Foreign Minister Abbas Araghchi have been more conciliatory, saying they favor stability in Syria and diplomatic ties with the new government.

The tensions surrounding these [competing views on Syria preoccupied officials](#) enough that they embarked on a campaign of damage control with the public last week. Senior military commanders and pundits close to the government gave speeches and held question-and-answer sessions with audiences in mosques and community centers in several cities.

General Esbati's speech, on Dec. 31 at the Valiasr mosque in central Tehran, addressed high rank and file of the military and constituents of the mosque, according to a public notice of the event, titled, "Answering questions about Syria's collapse."

The session started with General Esbati telling the crowd he left Syria on the last military plane to Tehran the night before Damascus fell to rebels.

It ended with him answering questions from audience members. He offered his most sobering assessment on Iran's military capability in fighting Israel and the United States. Asked whether Iran would retaliate for Israel killing Hezbollah's longtime leader, Hassan Nasrallah, he replied that Iran already did, referring to [a missile barrage](#) last fall. Asked whether Iran planned to carry out a third round of direct strikes on Israel, he said that "the situation" couldn't realistically handle another attack on Israel right now.

Asked why Iran would not fire missiles at U.S. military bases in the region, he said that would invite bigger retaliatory attacks on Iran and its allies by the United States, adding that Iran's regular missiles — not its advanced ones — could not penetrate advanced U.S. defense systems.

Despite those assessments, General Esbati said that he wanted to assure everyone not to worry: Iran and its allies, he said, still had the upper hand on the ground in the region.

« A l'instar de la Turquie, Israël aborde 2025 en position de force au Moyen-Orient »

Alors qu'en Syrie, la Turquie prend la place de la Russie et de la République islamique d'Iran, cette dernière, avec le Hamas et le Hezbollah, enregistre défaite sur défaite face à l'Etat hébreu, explique dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».

Tragédie israélo-palestinienne, nucléaire iranien, nouvelle Syrie : le Moyen-Orient est en voie de reconfiguration. Un nouveau profil stratégique s'annonce, la carte du pouvoir change, avec des gagnants et des perdants, beaucoup d'inconnues et un brin de continuité.

Les vieilles puissances sont en piteux état. La grande dame des bords du Nil, l'Egypte (111 millions d'habitants), vit sous perfusion permanente du Fonds monétaire international ; l'Irak (44 millions) se remet de près d'un demi-siècle de guerres ; ravagée par quatorze années de conflits intérieurs, la Syrie (22 millions) est à reconstruire. Plus que jamais, Le Caire, Bagdad, Damas, berceaux de quelques grandes dynasties, cèdent le pas devant les propriétaires d'hydrocarbures. Derrière l'Arabie saoudite, le Golfe, en richesse et en influence, domine le vieux monde arabe.

Les puissances qui font l'actualité stratégique de la région sont trois pays non arabes : Iran (85 millions d'habitants), Israël (9 millions) et Turquie (85 millions). Les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres mais aussi chacun avec son histoire façonnent le Moyen-Orient. S'il faut compter les points en ce début 2025, on placera la Turquie en haut du trio.

Ankara s'apprête à parrainer le renouveau de la Syrie

C'est un pays à facettes diplomatiques multiples. Membre de l'OTAN mais en bons termes avec la Russie et la Chine ; majoritairement sunnite (la branche prépondérante dans l'islam), il a des relations avec le Hamas palestinien mais aussi, alternant froid et chaud, avec Israël. La nostalgie de sept siècles de domination régionale, celle de la période ottomane, lui colle à la peau. Dans un moment d'hubris mal contrôlée, le président Recep Tayyip Erdogan disait récemment : « *Chaque événement au Moyen-Orient, particulièrement en Syrie, nous rappelle que la Turquie est plus grande que la Turquie (...) elle ne peut limiter son horizon à ses frontières actuelles pas plus qu'elle ne peut fuir sa destinée* » – cité par le journaliste et professeur James M. Dorsey sur son site *The Turbulent World*.

En guerre avec ses autonomistes kurdes, la Turquie veut les couper de la base arrière que pourraient leur offrir, de l'autre côté de la frontière, leurs cousins kurdes syriens : conquérante, elle occupe le nord-ouest de la Syrie et veut s'emparer du nord-est. Sans le feu vert d'Ankara, au moins tacite, Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), la formation syrienne islamiste d'Ahmed Al-Charaa, n'aurait pas chassé le clan de Bachar Al-Assad du pouvoir à Damas.

Ankara s'apprête à parrainer le renouveau de la Syrie. « *On se dirige vers un pouvoir politique islamique*, dit le pro-

fesseur Joseph Maïla, dans le quotidien libanais *L'Orient-Le-Jour*, un *islamisme d'accommodation (...) atténuant les effets d'une approche pure et dure de la charia* » (le droit islamique). En somme, un cocktail compatible avec le credo islamo-conservateur d'Erdogan dont le premier parti appartenait à la mouvance des Frères musulmans.

En Syrie, la Turquie prend la place de la Russie mais, plus encore, celle de la République islamique d'Iran, les anciens protecteurs du clan Al-Assad. Impopulaire, de plus en plus dictatorial, le régime de Téhéran vit à l'heure d'une transition difficile : le guide, Ali Khamenei, a 85 ans et souffre d'un cancer. La transition est aussi stratégique. L'Iran a perdu trois de ses grands alliés dans le monde arabe, le Hamas, le Hezbollah libanais, le régime Al-Assad. Ce dernier a été abandonné par le président russe, Vladimir Poutine, pour cause de guerre en Ukraine ; les deux autres, des partis-milices, ont été partiellement neutralisés par Israël.

« Point de rupture »

Cette ceinture milicienne arabe pro-Téhéran et auto-proclamée « axe de la résistance » – elle comprend aussi des formations armées irakiennes et les houthistes du Yémen – se voulait à l'avant-garde de la lutte pour la cause palestinienne.

La vérité est que l'« axe », qui s'est avéré désastreux

pour les Palestiniens, les Libanais et les Syriens, n'avait qu'un objet : protéger le régime iranien et son programme nucléaire. Au lendemain des massacres perpétrés par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023 – faisant 1 200 morts, sans compter les viols et les enlèvements – l'« axe » affronte l'Etat hébreu – à Gaza, au Liban, en Iran. Et enregistre défaite sur défaite.

Les Iraniens prennent la mesure de leur faiblesse militaire. A Téhéran, la nécessité de disposer au plus vite de l'arme atomique doit s'imposer chaque jour davantage. Le programme nucléaire de la mollarchie se rapprocherait du « *point de rupture* », a dit Emmanuel Macron, lundi 6 janvier, devant les ambassadeurs français réunis à l'Elysée.

En Israël, on cogite : ce serait le bon moment pour une série de raids sur les installations nucléaires iraniennes. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, attendrait le 20 janvier, date du retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Mais le « roi du deal » pourrait juger, au contraire, que l'état de faiblesse de l'Iran est l'occasion de reprendre une négociation avec Téhéran.

A l'instar de la Turquie, Israël aborde 2025 en position de force, au moins militaire. L'offensive post-7 octobre 2023 contre le territoire de Gaza a décapité le Hamas. Selon des sources locales, à ce jour non

démontées, elle a tué plus de 45 000 personnes dont les deux tiers de civils ; elle a démoli près d'une habitation sur deux ainsi que l'adduction d'eau et d'électricité, enfin

l'essentiel des structures hospitalières. Demain, quel plan pour les deux millions de Gazaouis ? Aucun, hormis la probabilité d'une longue occupation militaire. Soumis à

une annexion rampante, l'autre territoire palestinien, la Cisjordanie, est en état de rébellion armée – et, là non plus, pas d'autre perspective pour l'année qui vient.

Tel serait le nouvel équilibre des forces dans la région. Le statu quo 2025 ? Rien n'est moins sûr. Terre de prophètes, le Moyen-Orient défie souvent les prévisions.



09 janvier 2024

Syrie: combats mortels entre forces kurdes et milices pro-turques, un accord trouvé entre les FDS et Damas

Dans le nord de la Syrie, les combats entre milices pro-turques et forces kurdes ont fait au moins 37 morts le 8 janvier, selon l'Observatoire des droits de l'Homme. Parallèlement, le chef des Forces démocratiques syriennes affirme pourtant s'être mis d'accord avec le nouveau pouvoir à Damas.

Deux défis se déroulent parallèlement dans le nord de la **Syrie**. L'un d'eux est le défi d'unité nationale, relevé par l'autorité de transition syrienne. Pendant les dix dernières années de guerre, les forces **kurdes** avaient mis en place une région autonome. Hier mercredi, le chef des forces de cette région autonome, Maz-

loum Abdi, a réaffirmé l'attachement des Forces démocratiques syriennes (FDS) à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie. Les négociations sont encore en cours, précise **Oriane Verdier** du service international.

« *Nous sommes d'accord sur l'importance de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, et nous rejetons tout projet de division qui menacerait l'unité du pays* », a déclaré le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, dans une déclaration transmise à l'AFP commentant une rencontre en décembre entre ses forces et les autorités islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad à Damas. **Ahmed al-Charaa**,

le nouveau dirigeant syrien, a tenu le 30 décembre à Damas des premières discussions « positives » avec une délégation des FDS soutenues par Washington, avait indiqué à l'AFP un responsable sous couvert d'anonymat.

L'autre défi qui vient compliquer la réalisation du premier se trouve dans le conflit entre les forces kurdes syriennes et Ankara. La **Turquie**, alliée des forces aux manettes dans la transition syrienne, exige le retrait de l'organisation séparatiste kurde PKK des forces syriennes kurdes.

Le mouvement politique et militaire kurde est né en Turquie. Mais c'est sa

branche syrienne qui est aux manettes de la région kurde en Syrie. Ankara demande plus précisément que les cadres du PKK, venus de Turquie, se retirent de la région kurdo-syrienne. Washington, allié des forces kurdes syriennes, affirme plaider en ce sens. En attendant, sur le terrain, en plus des affrontements entre miliciens, les attaques de drones turcs continuent dans la région. Mercredi, cinq civils ont été tués et quinze autres blessés dans un raid aérien turc visant des convois civils se rendant au barrage de Tichrine près de Manbij, a indiqué l'administration autonome.

La levée des sanctions contre la Syrie, enjeu de la stabilisation du pays

Lundi 6 janvier, Washington a accordé une exemption de sanctions sur les transactions avec les institutions gouvernementales syriennes pour six mois. Une décision bienvenue pour le nouveau pouvoir de Damas, alors que le pays est broyé après des années de guerre.

Les Etats-Unis ont offert une bouffée d'oxygène aux nouvelles autorités de transition en Syrie. Lundi 6 janvier, Washington a accordé une exemption de sanctions sur les transactions avec les institutions gouvernementales syriennes pour une durée de six mois, et ce afin d'augmenter le flux de l'aide humanitaire. Ce geste est le bienvenu pour le nouveau maître de Damas, Ahmed Al-Charaa, chef de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), qui cherche à stabiliser le pays, décimé par plus d'une décennie de guerre civile et coupé du système financier mondial, mais aussi à consolider son pouvoir.

« La principale clause vise à faciliter la vente de pétrole ou d'électricité à la Syrie, ce qui est une vraie urgence : comment faire pour suppléer aux 50 000 à 60 000 barils de pétrole par jour que l'Iran fournissait au régime syrien et qu'il a cessé de fournir ? Cela pouvait créer un vrai risque d'instabilité. C'est la levée d'une hypothèque assez sérieuse », souligne Jihad Yazigi, directeur de la lettre économique *Syria Report*.

En conséquence, la Turquie et le Qatar ont annoncé l'envoi en Syrie de deux navires générateurs d'électricité pour fournir un total de 800 mégawatts. Le gouvernement intérimaire a dit qu'il comptait fournir jusqu'à huit heures d'électricité par jour d'ici à deux mois. Alors que les champs pétroliers de l'est du



Des habitants d'Alep viennent acheter du pain dans une boulangerie de l'est d'Alep, malgré des tarifs élevés, le 23 décembre 2024. BULENT KILIC POUR « LE MONDE »

pays sont passés sous le contrôle des forces kurdes, l'Etat ne fournit actuellement que deux ou trois heures de courant par jour. La Jordanie travaille également à rétablir les infrastructures pour alimenter la Syrie en électricité.

Ces exemptions sont aussi indispensables pour l'importation de blé, qui entre dans la fabrication du pain, aliment essentiel pour les 23 millions de Syriens, dont 90 % vivent sous le seuil de pauvreté, selon l'Organisation des Nations unies. La production agricole s'est effondrée pendant la guerre, et la Russie a cessé ses exportations depuis la chute du régime (elles s'élevaient à 1 million de tonnes par an).

« Un financement qatari »

« La facilitation de transactions avec le gouvernement syrien est également importante, car on parle d'un financement qatari pour permettre au gouvernement de payer les salaires, après l'annonce d'une augmentation de près de 400 % des salaires de la fonction publique », poursuit M. Yazigi. Le coût mensuel total des salaires, en incluant l'augmentation, est d'environ 120 millions de dollars (116 millions d'euros), pour un peu plus de 1,25 million de travailleurs dans le secteur public, selon le nouveau ministre des finances, Mohammad Abazid.

« C'est un répit pour les au-

torités de Damas, mais on n'est pas du tout dans une situation où des fonds seront virés pour financer la reconstruction du pays, ce qui reste interdit par les sanctions appliquées dans le cadre de la loi américaine César [visant depuis 2020 les Etats et entreprises tierces commerçant avec la Syrie] », explique Jihad Yazigi. Depuis la prise de Damas, le 8 décembre 2024, Ahmed Al-Charaa, plaide pour une levée des sanctions internationales, qui ont été imposées au dictateur Bachar Al-Assad et à son clan, après la répression des manifestations prodémocratie en 2011.

Les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni conditionnent encore la levée

des sanctions à la coopération de HTC sur la lutte contre le terrorisme et la formation d'un gouvernement incluant tous les Syriens. HTC, qui a rompu avec Al-Qaida en 2016, figure aussi sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU. Mercredi, le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, a déclaré sur France Inter que certaines sanctions contre la Syrie « pourraient être levées rapidement », notamment celles qui entravent l'aide humanitaire et le redressement du pays.

Besoins importants en infrastructures

L'exemption concédée par le Trésor américain autorise cer-

taines transactions énergétiques et les transferts de fonds personnels vers la Syrie jusqu'au 7 juillet. Bien que HTC soit classé comme organisation terroriste aux Etats-Unis, les transactions avec les institutions gouvernementales sont autorisées, mais les agences militaires ou de renseignement en sont exclues. Cette exemption devrait faciliter le travail des organisations internationales et des ONG, confrontées, dans la fourniture d'aide humanitaire pourtant non soumises aux sanctions, à des pratiques de surconformité des banques et des entreprises. La Syrie a besoin de 4,07 milliards de dollars d'aide en 2025, car seuls 33,1 % ont été financés, selon le Bureau de la coor-

dination des affaires humanitaires de l'ONU. « Cela fait des années que les fonds humanitaires baissent ; or, les besoins sont importants en matière d'infrastructures, comme les centrales électriques, les stations d'épuration, les aéroports, les chemins de fer, les ports, les systèmes de communication », explique M. Yazigi.

Le nouveau gouvernement a déclaré qu'il comptait récupérer jusqu'à 400 millions de dollars d'avoirs gelés à l'étranger. Il procède actuellement à un inventaire des avoirs de la banque centrale. Des sources citées par l'agence de presse Reuters estiment qu'il reste 200 millions de dollars dans ses coffres, ainsi

que 26 tonnes d'or, d'une valeur de 2,2 milliards de dollars aux prix actuels du marché. La banque centrale, désormais dirigée par Maysaa Sabrine, première femme à ce poste, s'est engagée à adopter un taux de change officiel unifié. Depuis la chute de Bachar Al-Assad, la livre syrienne s'est sensiblement renforcée face au dollar. « La Syrie a besoin de croissance économique et d'investissements. Il faut que les investisseurs privés syriens reviennent. Il y a aussi un manque de cadres. Avant 2011, la Syrie recevait beaucoup de soutien de pays étrangers pour la modernisation de son économie, comme la France qui envoyait des experts du Trésor », conclut M. Yazigi.

Le Monde

Hélène Sallon
09 janvier 2025

En Syrie, un cabinet de fidèles d'Ahmed Al-Charaa en attente d'une transition

L'homme fort du pays s'est entouré de proches, anciens djihadistes et technocrates islamistes conservateurs, avec qui il gouvernait la province d'Idlib.

A Riyad comme à Abou Dhabi, le nouveau maître de Damas, Ahmed Al-Charaa, a dépêché trois fidèles chargés d'y présenter son projet pour la Syrie, après la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad, le 8 décembre. Visage diplomatique des nouvelles autorités de transition, le ministre des affaires étrangères, Assad Hassan Al-Chibani, était accompagné de deux figures sécuritaires, le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, et le chef du renseignement, Anas Khattab.

Les trois hommes sont la clé de voûte du nouveau pouvoir qui se consolide à Damas autour d'Ahmed Al-Charaa, connu sous le nom d'Abou Mohammed Al-Joulani. Ils ont été des

compagnons de la première heure du chef de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), quand le groupe œuvrait encore sous la bannière de l'organisation djihadiste d'Al-Qaida, sous le nom de Front Al-Nosra (2012-2016). Ils ont joué un rôle central, à partir de 2017, dans la mise sur pied des institutions de HTC, dans son fief d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, devenu un laboratoire de la gouvernance du mouvement.

Autour d'eux, le premier ministre du gouvernement intérimaire, Mohammad Al-Bachir, a composé un cabinet réunissant des technocrates islamistes conservateurs, tous passés par le gouvernement d'Idlib. L'ingénieur de 41 ans, originaire de cette province, alors ministre

du développement et des affaires humanitaires, était, lui-même, le point de contact avec les Nations unies et les ONG qui intervenaient dans les camps de déplacés ou auprès des sinistrés du séisme de février 2023.

La composition de ce cabinet resserré autour de loyalistes d'Idlib a valu aux nouvelles autorités de transition d'être accusées de vouloir accaparer le pouvoir. Ahmed Al-Charaa a défendu la nécessité de former un gouvernement « harmonieux, homogène » dans la période actuelle d'instabilité et a promis plus d'ouverture, au terme d'une transition politique dont les contours tardent à se matérialiser. Les déclarations de ministres, que ce soit sur le

rôle des femmes, la réécriture des manuels scolaires ou encore le passé du ministre de la justice, Shadi Muhammad Al-Waisi, filmé, en 2015, supervisant l'exécution de deux femmes, ont renforcé les craintes d'une islamisation à marche forcée de la Syrie.

Ligne islamiste plus pragmatique

Le chef de la diplomatie, M. Al-Chibani, se charge de recadrer et de réaffirmer une ligne islamiste plus pragmatique et moins idéologique, celle qu'il défend aux côtés d'Ahmed Al-Charaa. Ancien porte-parole de HTC, puis du gouvernement d'Idlib, il est présenté comme l'émittance grise d'Al-Charaa. Agé de 37 ans, il a rejoint la révolution syrienne dès 2011, un di-

plôme de littérature anglaise de l'université de Damas en poche. Il a, par la suite, obtenu un master en sciences politiques et en relations internationales, en Turquie, tandis que, caché derrière des pseudonymes, il était l'homme de contact des diplomates étrangers à Idlib.

Mardi 7 janvier, M. Al-Chibani est de nouveau intervenu pour rassurer sur le processus de transition politique, un chantier prioritaire. Répondant aux appels de la société civile syrienne et des chancelleries, il a assuré que les autorités prendraient leur temps pour organiser la conférence de dialogue national, afin de former un « comité préparatoire étendu qui puisse assurer une représentation complète de tous les segments et gouvernorats de Syrie ».

Le chantier le plus important pour M. Al-Charaa est celui de la sécurité. Au ministère de la défense, il a placé le chef militaire Mourhaf Abou Qasra. Ce dernier a la tâche de construire l'armée nationale avec d'autres factions armées, dont les combattants n'ont pas la même discipline que ceux de HTC. Agé de 41 ans et originaire de la région d'Hama, cet ingénieur agronome a « réformé l'appareil militaire de HTC, en réorganisant ses unités qui étaient éclatées par régions, ce qui n'a pas été sans frictions. Il a créé des brigades mixtes pour renforcer la cohésion militaire. Il a amélioré le commandement et le contrôle ce qui a permis de conduire de vraies manœuvres militaires », explique Wassim Nasr, journaliste à France 24 et spécialiste de HTC au centre américain Soufan.

Promu au grade de général, fin décembre 2024, M. Qasra est une « façade », selon Thomas Pierret, chargé de recherche au CNRS-Iremam, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). « Les vrais poids lourds de l'institution militaire ne sont pas très présentables au vu de leur pedigree et surtout de leur nationalité », souligne-t-il. Parmi



De gauche à droite : le chef des services de renseignement syrien, Anas Khattab, le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, et le ministre des affaires étrangères, Assad Hassan Al-Chibani, reçus par le premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, à Doha, le 5 janvier 2025. SYRIAN ARAB NEWS AGENCY / AFP

les nouveaux officiers promus figurent de nombreux djihadistes étrangers, dont des milliers sont restés avec HTC après la rupture avec Al-Qaida, en 2016. Cinq d'entre eux ont été promus au rang de brigadier général, dont un Jordanien, un Turc et un Ouïgour.

« Une espèce de filtrage »

« L'argumentaire justifiant ces nominations est que les djihadistes étrangers se sont battus pendant douze ans à leurs côtés. Leur donner un grade militaire est une façon de les récompenser et de les mettre dans un cadre. C'est plutôt intelligent », dit Wassim Nasr. Ceux qui sont restés auprès de HTC en ont accepté la ligne pragmatique et ont rompu avec le djihad global. « Les étrangers qui ne voulaient pas se soumettre ont été soit emprisonnés, soit tués, soit virés. Certains sont partis », ajoute-t-il.

Les éléments les plus radicaux se trouvent dans la brigade Al-Tawhid, composée en majorité de Syriens. « Il y a eu une espèce de filtrage. Ils ont gardé les éléments les plus obéissants, ceux qui ont rejeté l'organisation Etat islamique [EI] et le Front Al-Nosra », souligne

Thomas Pierret. L'homme chargé de cette mission n'est autre qu'Anas Khattab, le véritable homme fort aux côtés d'Ahmed Al-Charaa, devenu chef du renseignement. Ce Syrien de 37 ans, né dans la région du massif de Qalamoun, a lui-même une longue carrière dans le djihad international qui lui vaut d'être encore placé sur les listes terroristes américaine et onusienne.

Longtemps resté dans l'ombre, surnommé Abou Ahmad Houdoud, Anas Khattab a fait ses armes au sein de l'EI d'Irak, où il aurait combattu l'occupation américaine dès 2008, avant de rejoindre le Front Al-Nosra, puis HTC. Il est devenu le « M. Sécurité » d'Idlib, chargé du renseignement. « Il est le bras droit d'Ahmed Al-Charaa depuis le début du Front Nosra, celui qui assure sa sécurité et auquel il fait le plus confiance au monde. Al-Charaa est un obsédé des complots, de ce qui est susceptible de le menacer à l'intérieur comme à l'extérieur », affirme Thomas Pierret.

« Sans lui, Al-Joulani [Al-Charaa] n'aurait pas survécu à la place qu'il occupe », abonde

Wassim Nasr. Anas Khattab a joué un rôle important dans la prise de distance de HTC avec Al-Qaida et dans le combat contre l'EI, aux côtés d'Abou Maria Al-Qahtani, un fondateur du Front Al-Nosra, tué en avril 2024 dans un attentat-suicide. Il a joué un rôle-clé dans l'élimination des cellules liées à l'EI et a été accusé par Al-Qaida d'avoir orchestré des assassinats de djihadistes par drone, en fournissant des informations aux Américains.

Anas Khattab est aussi derrière les nombreuses purges menées au sein de HTC. « Quand on doit consolider son pouvoir dans un panier de crabes, il faut diviser pour régner et éliminer ceux qui semblent trop forts », souligne Thomas Pierret. Pour le spécialiste, Ahmed Al-Charaa, aujourd'hui auréolé de l'aura du libérateur, applique toutes les recettes de la construction d'un pouvoir personnel. « C'est un régime militaire, car il est clair que le pouvoir n'est pas aux mains du conseil des ministres mais d'Al-Charaa et des autres commandants importants de HTC », conclut-il. Al-Charaa signe ses déclarations sous le titre de « commandant général ».

Pour faire plier l'Iran, Macron choisit de durcir le ton

Téhéran n'a rien à attendre de la part de Paris tant que les trois derniers « otages » français emprisonnés ne seront pas libérés

L'Iran se dit prêt à tenir de nouvelles négociations pour discuter de son programme nucléaire alors que les pourparlers doivent reprendre les 13 et 14 janvier, à Genève, avec le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Outre le programme nucléaire, très controversé, les Occidentaux souhaitent introduire d'autres sujets dans les discussions comme les missiles balistiques, les opérations de déstabilisation régionale et la libération des otages. AVEC L'IRAN, LA FRANCE change de stratégie. Paris lie dorénavant les différents dossiers conflictuels avec la république islamique alors qu'elle avait plutôt tendance à les découpler par le passé. L'heure n'est pas, non plus, aux concessions avec le nouveau gouvernement dit « modéré » du président Masoud Pezeshkian tant que Téhéran pratiquera une « politique d'otages d'Etat ».

Emmanuel Macron, comme son ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, a publiquement affiché la position française lors de la conférence des ambassadeurs, en début de semaine. Dans le passé, les officiels avaient tendance à privilégier les discussions souterraines. Pour le chef de

l'Etat, l'Iran constitue le « principal défi stratégique et sécuritaire » au Moyen-Orient. Il compte en faire une question prioritaire dans le dialogue que la France va engager avec l'administration Trump. Paris est parfaitement aligné avec Israël et prône une politique de pression maximale.

« La situation de nos compatriotes otages en Iran est tout simplement inadmissible, a déclaré, mardi, Jean-Noël Barrot. Depuis l'élection du président Pezeshkian et malgré nos efforts d'engagement au plus haut niveau, leur situation s'est dégradée. Je le dis aux autorités iraniennes : "Nos otages doivent être libérés. Nos relations bilatérales et l'avenir des sanctions en dépendent". »

La France comptait sept ressortissants incarcérés en Iran début 2023, quatre ont depuis été libérés. Accusé d'« espionnage », Cécile Kohler et Jacques Paris, un couple, reste détenu. Depuis mai 2022, ils vivent dans des cellules exigües au milieu d'autres prisonniers avec lesquels la communication est difficile, ne parlant pas le farsi. Les autorités consulaires ont du mal à leur rendre visite, ne peuvent aborder leur procédure lors de très courtes entrevues.

Un troisième Français pré-nommé Olivier, dont le nom de famille n'a pas été divulgué, est aussi emprisonné depuis deux ans et demi. Ses condi-

tions de détention sont un peu meilleures. Le consulat a pu lui faire passer des livres. Il peut appeler sa famille et les agents de l'ambassade. Mais, pour ses proches, il est innocent.

La France dénonce le jeu iranien qui fait d'eux une monnaie d'échange dans des négociations interétatiques. Elle pose donc clairement ses conditions : pas d'avancée à attendre avant leur libération. Le timing est particulièrement choisi. Un nouveau cycle de discussions sur le programme nucléaire iranien doit s'ouvrir entre l'Iran et les trois pays européens (E3, Allemagne, Royaume-Uni et France), la semaine prochaine à Genève.

« Point de rupture ». La France sera intransigeante alors que l'Iran se dit « prêt » à engager des discussions pour apaiser les inquiétudes relatives à son programme nucléaire. Elle s'inquiète, sur la base de ses renseignements et des rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de « l'accélération du programme nucléaire iranien (qui) nous amène tout près du point de rupture », selon les mots d'Emmanuel Macron. Téhéran a restreint l'accès à ses complexes pour les inspecteurs de l'AIEA, possède davantage de centrifugeuses, des stocks importants de matières enrichies à 60 %, proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une bombe atomique...

Paris souhaite élargir tout éventuel nouvel accord au contrôle du programme de missiles balistiques et à la fin des opérations de déstabilisation régionale. Ses officiels ne se montrent pas dupes de l'arrivée au pouvoir du président Pezeshkian et de la nomination d'un ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, appartenant lui aussi au clan dit des « modérés ». Cela reflète la volonté du Guide suprême Ali Khamenei. Objectif : amadouer les Occidentaux et obtenir une levée des sanctions, la restitution des avoirs gelés et des investissements étrangers.

La situation socio-économique ne cesse de se détériorer en Iran, notamment dans les provinces hostiles au pouvoir central comme le Sistan-Balouchistan, le Lorestan et le Kurdistan. L'inflation en glissement annuel atteint de 80% à 100% sur les produits de première nécessité. Et l'effet Trump se fait déjà sentir sur les exportations d'hydrocarbures qui se sont élevées à 1,3 million de barils par jour en novembre contre 1,8 million durant l'été. Sur le plan politique, le régime est ébranlé par l'affaiblissement de ses proxys (Hamis, Hezbollah, Houthis) et la contestation intérieure. Une conjoncture à exploiter... à condition que la rationalité supposée de Téhéran prime sur la lutte idéologique.



De notre envoyée spéciale à Manbij,
10 janvier 2025

Syrie : à Manbij, l'Armée nationale syrienne poursuit les combats et dénonce le manque de soutien

En Syrie, 37 personnes sont mortes le 8 janvier lors de nouveaux combats à proximité de Manbij. Autrefois gouvernée par les Kurdes des Forces démocratiques syriennes, la zone a été récupérée par les factions pro-turques de l'Armée nationale syrienne, début décembre. Ces dernières enchaînent, depuis, les offensives vers l'est afin de récupérer la totalité de la poche kurde.

À l'entrée de leur quartier général, les factions de l'Armée nationale syrienne se relaient. C'est ici que les combattants

se retrouvent avant de partir sur le front, quelques kilomètres plus à l'est, à proximité du barrage de Tishreen. Un groupe se prépare à partir, monte à l'arrière d'un pick-up transformé en canons anti-aériens.

« Hier, nous avons pris environ cinq villages et y avons établi des positions, affirme Abu Juuma, leader d'une faction de 200 hommes. Les combats étaient violents, mais dans quelques jours, si Dieu le veut, nous passerons de l'autre côté, à l'est de l'Euphrate. J'ai été blessé, mais je préfère cacher ma blessure pour

qu'elle ne soit pas visible aux yeux des autres. Il faut que le moral reste bon. »

« Personne ne nous soutient »

À l'abri, ce combattant panse ses plaies avec un bandage, puis jette un regard vers le ciel. Des avions de reconnaissance turcs y font des allers-retours. Mais le sujet est sensible parmi les troupes, qui feignent de ne pas recevoir de soutien turc.

« Ni la Turquie, ni personne ne nous soutient, poursuit Abu Juuma. Personne ne nous a

donné ni même une balle. Nous nous soutenons nous-mêmes, grâce aux efforts de nos jeunes et aux munitions et armes que nous saisissons. C'est seulement grâce à cela que nous combattons nos ennemis. »

Il y a quatre jours, la **Turquie**, qui accuse les Forces démocratiques syriennes d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol, a menacé de lancer une opération militaire dans la zone. Au total, près de 322 personnes sont mortes **depuis le début des combats, il y a un mois**.

La Marseillaise

avec AFP
11 janvier 2025

La Turquie menace les Kurdes de Syrie

Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan a mis sévèrement en garde la France vendredi contre un éventuel déploiement dans le nord-est de la Syrie et maintenu qu'Ankara est « déterminée » à mener une offensive contre les Kurdes de Syrie.

La France et les États-Unis veulent empêcher la Turquie de lancer une « opération militaire » contre les forces kurdes syriennes qui les ont aidés dans leur lutte contre le groupe État islamique et qu'Ankara considère comme

des mouvements terroristes.

Interrogé lors d'une conférence de presse, M. Fidan a écarté tout rôle de la France dans la région : « Notre interlocuteur sur cette question est l'Amérique. Nous parlons à l'Amérique. Pas avec les pays qui se cachent derrière », a-t-il asséné.

« Débarrasser la Syrie de la menace terroriste est notre tâche principale pour 2025 et la Turquie est la plus efficace dans la lutte anti-terroriste », a-t-il martelé. « Nous avons régulièrement alerté qu'il n'est

pas question de vivre avec une telle menace. Quelqu'un s'en occupe ou nous allons le faire », a-t-il lancé.

La Turquie a « le pouvoir, la capacité et la détermination pour éliminer à la source toute menace posée à sa survie », a-t-il martelé. Hakan Fidan et le président Recep Tayyip Erdogan ont tous deux menacé cette semaine d'intervenir militairement contre les forces kurdes en Syrie. De violents combats opposent les factions soutenues par la Turquie aux Unités de protection du peuple (YPG),

qu'Ankara dénonce comme une émanation du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, interdit sur son sol.

Une réponse ou plutôt une fin de non-recevoir des attentes des États-Unis qui travaillent « très dur » pour répondre aux « inquiétudes légitimes » de la Turquie pour sa sécurité et empêcher une offensive d'Ankara contre les combattants kurdes de Syrie, a affirmé mercredi le secrétaire d'État américain Antony Blinken. « Ce qui n'est absolument pas dans l'intérêt (de la Syrie) serait un conflit, et

nous travaillons très dur pour nous assurer que cela ne se produise pas », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse avec son homologue français Jean-Noël Barrot à Paris. La France étant sur la même ligne.

« Leurs propres revendications »

« Si la France a quelque chose à faire, c'est de reprendre ses propres citoyens, de les amener dans ses propres prisons et de les juger », a-t-il également lancé à propos des combattants jihadistes

français ayant trouvé refuge en Syrie après la chute de « l'émirat » islamiste.

Paris rechigne justement à rapatrier ces ressortissants, plusieurs dizaines au moins, qui sont déjà emprisonnés en Syrie sous la garde des Kurdes, ou qui ont participé à la coalition rebelle arrivée au pouvoir à Damas le mois dernier.

Le ministre turc a accusé la France de ne pas prendre en compte la sécurité de la Turquie et à ne mettre en avant que ses propres intérêts : «

Mais ils ne se soucient pas de notre sécurité (...) Ils mettent toujours en avant leurs propres revendications», a-t-il affirmé à propos de ses interlocuteurs français.

Le renversement du dirigeant syrien Bachar al-Assad le mois dernier a fait naître la possibilité d'une intervention directe de la Turquie en Syrie contre les forces kurdes YPG.

Ankara accuse les YPG, épine dorsale des FDS et considérées par l'Occident comme essentielles dans la lutte contre les jihadistes de

l'État islamique, de liens avec le PKK.

Hakan Fidan a par ailleurs réaffirmé la détermination de la Turquie à soutenir la phase de transition en Syrie, en coordonnant son action avec le Qatar et les Émirats arabes unis.

La Turquie qui partage plus de 900 km de frontière avec sa voisine a accueilli et apporté « la sécurité et les services de base à plus de cinq millions » de réfugiés syriens dont plus de 2,9 millions se trouvent toujours sur son sol.

The New York Times

Leily Nikounazar
Jan. 12, 2025

Italian Justice Ministry Moves to Release Iranian Man Sought by the U.S.

The request to revoke the man's arrest came only days after Iran released an Italian journalist. Iranian state news said the man was now in Tehran, but Italy has not confirmed that.

Italy's justice minister has requested the revocation of the arrest of an Iranian man sought by the United States for allegedly providing material used in an attack that killed three American soldiers, the Italian government announced on Sunday.

Mohammad Abedini Najafabadi, 38, was arrested last month in Milan and the U.S. Justice Department had asked for his extradition. He was charged with illegally providing material used in a drone attack by an Iranian-backed militia on an American military base in Jordan.

On Sunday evening, IRNA, Iran's state news agency, reported that Mr. Abedini had reached Tehran. Despite re-

peated requests for confirmation, Italy has not yet announced that it freed the man or that he left the country. The Italian ministry's request, which was filed to a court, came only days after [Iran freed an Italian reporter](#), Cecilia Sala, who had been arrested in Iran three days after Mr. Abedini was detained. She was arrested on accusations of violating the laws of the Islamic Republic, though the Iranian government never provided details.

While the Italian government never confirmed any connection between the two cases, Prime Minister Giorgia Meloni said last week that Ms. Sala's release was the result of a diplomatic "triangulation" with the United States and Iran.

On Sunday, the Italian Justice Ministry said it had not had the grounds to extradite Mr. Abedini. A U.S. Justice Department spokesman declined to comment.

IRNA, citing the judiciary's media center, reported on Sunday that Mr. Abedini's arrest had been a misunderstanding that was resolved with diplomacy between Iran and Italy and cooperation between Iran's and Italy's intelligence services.

In Sunday's government statement, Italy's Justice Ministry said that according to the extradition treaty between Italy and the United States, a person could be extradited only for crimes that are punished in both countries. Mr. Abedini's

case, they said, did not fit the criteria.

One of the crimes that he is accused of — conspiring to export sophisticated electronic components in violation of U.S. export control and sanctions laws — is not punished in Italy, the ministry said.

Italy's Justice Ministry also said that it had not received evidence to justify another accusation leveled against Mr. Abedini: that he provided material support to a foreign terrorist organization. The Justice Ministry said that it knew only that Mr. Abedini produced and traded technologies with Iran that had potential, but not exclusive, military use.

Le Monde

Propos recueillis par **Ghazal Golshiri**
(Hassaké et Kobané [Syrie], envoyée spéciale)
11 janvier 2025

Dans le nord-est de la Syrie, « la guerre n'est pas finie » pour les Kurdes

Témoignages | Environ 100 000 Kurdes fuient les combats provoqués par une offensive de la Turquie et de ses affidés.

En quittant Manbij, dans le nord-est de la Syrie, sous les bombardements de l'Armée nationale syrienne (ANS), une faction rebelle alliée à Ankara, Mahmoud a réprimé tous ses sentiments. « *Mon seul objectif était de rester en vie pour ma famille* », raconte ce Kurde de 45 ans. Rencontré vendredi 10 janvier à une soixantaine de kilomètres de là, dans un village proche de Kobané, où il vit désormais avec sa famille, il a choisi de conserver l'anonymat. « *Bien que Bachar Al-Assad soit parti, nous ne savons pas ce qui va se passer* », explique-t-il.

Le départ de Mahmoud remonte au 9 décembre 2024. Encouragée par les avancées rapides des rebelles islamistes du groupe Hayat Tahrir Al-Cham contre le régime de Bachar Al-Assad, la Turquie avait envoyé, quelques jours plus tôt, ses affidés de l'ANS à l'assaut de plusieurs villes du nord-est de la Syrie, jusqu'alors sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes. L'ANS a pris le contrôle de la ville stratégique de Tall Rifaat et de ses environs, à environ 20 kilomètres de la frontière turque, le 8 dé-



WILLIAM KEO POUR « LE MONDE »

cembre. Le même jour, à Damas, le dictateur syrien est renversé. Le lendemain, Manbij, la ville de Mahmoud, tenue depuis des années par des forces kurdes, tombe à son tour. Ankara, appuyé par des frappes aériennes, cherche en ce moment à déloger les FDS, principalement composées des Unités de protection du peuple, considérées par la Turquie comme un groupe terroriste lié au Parti des travailleurs du Kurdistan. La région de Tall Rifaat et Manbij se trouve dans la zone tampon de 32 kilomètres que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, veut établir en expulsant les combattants kurdes qui s'y trouvent. La menace d'une offensive terrestre par la Turquie dans le Rojava, la zone

autonome kurde du nord-est de la Syrie, où vivraient 4,6 millions de personnes, est palpable et occupe tous les esprits. Les combats ont déjà forcé plus de 100 000 personnes à fuir.

Anticipant une rapide détérioration de la situation, Mahmoud a fait sortir sa femme et leurs quatre enfants de Manbij dès le 8 décembre. Ce professeur d'école primaire a quitté la ville lui-même le lendemain, « *cinq minutes avant l'arrivée des forces proturques en bas de chez nous* », dit-il, le visage marqué et le regard perçant. « *Je savais que leur arrivée signifiait la violence pour nous, les Kurdes.* » Pour Mahmoud, l'ANS évoque des récits terrifiants de massacres de

Kurdes et de pillages dans les villes d'Afrin et de Tall Abyad, tombées respectivement en 2018 et en 2019. D'autres habitants de Manbij, qui ont pris la route après lui, ont rapporté avoir subi des pillages.

Sévices infligés par les milices proturques

Depuis leur départ, Mahmoud reçoit quotidiennement des témoignages sur les sévices infligés par les milices proturques aux habitants de Manbij. « *Les combattants de l'ANS sont allés dans le garage d'un de mes amis, l'ont tué et ont pillé sa boutique. La maison d'un autre collègue a aussi été dérobée. J'ai entendu qu'une habitante, accompagnée des forces proturques, se baladait*

dans les rues de Manbij et marquait les maisons où vivaient des Kurdes », explique Mahmoud, qui vit désormais avec son épouse et leurs enfants dans une chambre de la maison que son cousin lui a prêtée, dans le village familial.

La rapidité avec laquelle Manbij est tombée surprend encore cet enseignant. « On pensait que les combats allaient durer au moins un mois, mais en un rien de temps notre sort était scellé. » « Trahison », répète Mahmoud en parlant des combattants arabes tribaux au sein des FDS, qui auraient refusé de se battre. « Dans notre ville, beaucoup de membres de Daech [l'acronyme arabe de l'organisation Etat islamique, EI] ont été tués par les FDS. Leurs familles en veulent depuis à tous les Kurdes. »

Manbij a été sous contrôle de l'EI entre 2014 et 2016. L'organisation a été vaincue par les forces kurdes en 2019, avec le soutien de la coalition internationale, notamment des Américains. Cependant, des cellules dormantes de l'EI ont persisté, menant des attaques sporadiques dans tout le Rojava. « Vivre sous Daech pendant presque trois ans a marqué les mentalités », analyse Mahmoud, qui a été témoin de la haine de certains élèves d'origine arabe envers les Kurdes. « Quand ces enfants se battaient avec leurs camarades kurdes, ils ne les appelaient jamais par leurs prénoms, mais disaient simplement "le Kurde", raconte Mahmoud. J'ai toujours eu l'impression que leurs parents leur répé-

taient sans cesse : "Les Kurdes ont tué tes cousins, tes frères." Ils nous ont toujours détestés. »

Graves troubles psychologiques

C'est la quatrième fois depuis 2012 que Mahmoud et sa famille sont contraints de quitter Manbij. « La première fois, c'était pour fuir les bombardements du régime de Bachar Al-Assad, la deuxième après l'arrivée de Daech, puis nous sommes revenus un peu plus tard. La troisième fois, nous avons dû fuir une grande opération de Daech contre les Kurdes. Nous ne sommes retournés à Manbij qu'avec les FDS », raconte-t-il.

Sous Daech, il conseillait constamment à son petit frère, aujourd'hui âgé de 24 ans, de ne pas sortir dans la rue, craignant qu'il soit arrêté ou puni pour des raisons futiles, comme ne pas connaître la chahada, la profession de foi de l'islam. La pression a été telle que son frère souffre aujourd'hui de graves troubles psychologiques. « Il évite les foules et prend des médicaments », confie Mahmoud. Depuis leur départ de Manbij, son fils aîné, âgé de 15 ans, montre des signes d'agressivité, ce qui inquiète le père. « J'ai déjà perdu un membre proche de ma famille à cause de la maladie psychologique liée à la guerre. Je ne veux pas en perdre un autre », dit-il, tentant de protéger ses enfants en leur cachant sa propre tristesse et ses angoisses. Celles-ci se ravivent, car, dans ce village tranquille de moins de 100 habitants, Mah-

moud ne se sent pas en sécurité. D'ailleurs, au cours de l'entretien, quatre explosions ont retenti au loin. « La guerre n'est pas finie », glisse-t-il.

Le 10 janvier, pour la deuxième fois en quelques jours, les avions turcs ont ciblé les silos de Serrin, au sud de Kobané. Dans un autre secteur, l'armée turque a intensifié son assaut en bombardant les zones à l'est de Manbij et la campagne autour du barrage de Tichrine, entre Manbij et Kobané. Le 9 janvier, au moins 37 personnes, dont cinq civils, ont été tuées dans des affrontements près de Manbij, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Plus de 322 personnes sont mortes dans la région depuis décembre 2024.

Porté disparu

Soldat au sein des FDS à Tall Rifaat, Mohammad est porté disparu depuis la chute de la ville, le 8 décembre 2024. « Dix minutes avant la chute du régime, il nous a appelés pour nous dire qu'il était sur le front et que tout allait bien. Depuis, il n'a plus répondu à nos appels », raconte sa femme, Narine, qui a souhaité conserver l'anonymat. Rencontrée dans une école transformée en refuge pour déplacés à Hassaké, située dans le nord-est du Rojava, cette Kurde de 30 ans vit avec 14 autres personnes dans une salle de classe. Selon ses camarades de guerre, Mohammad aurait été arrêté par l'ANS. « Il a rejoint l'armée pour gagner un salaire correct et pouvoir élever ses six enfants »,

glisse son père, Mahmoud, 60 ans, assis à côté d'un poêle. Mahmoud, Narine et les autres membres de leur famille ont quitté Tall Rifaat sous le feu des échanges de tirs, à bord d'un tracteur et d'une charrette qui y était attachée. D'autres déplacés rencontrés dans cette même école à Hassaké racontent avoir été traités de « porcs » par les combattants de l'ANS. Les femmes, quant à elles, ont été qualifiées de « putes ». Les soldats faisaient des gestes aux civils tentant de fuir, mimant l'acte de leur trancher la tête. Le trajet de la famille de Mahmoud a duré neuf jours. « Nous dormions sur la route », explique Mahmoud, entouré de ses petits-enfants. Dans cette école insalubre de Hassaké, ouverte aux quatre vents, même pendant la journée, la famille a froid. « La nuit, nous sommes frigorifiés », se désole Narine.

Originaire d'Afrin, la famille a déjà vécu un déplacement similaire lors de la chute de cette ville, en 2018. Mahmoud avait alors réussi à emporter ses moutons avec lui. Cela n'a pas été le cas à leur départ de Tall Rifaat, où ils ont dû laisser derrière eux leurs biens les plus précieux, ainsi qu'un réservoir d'eau. Narine, elle, rêve chaque nuit du retour de son mari. « Le matin, je me réveille, et il n'est toujours pas là », dit cette femme portant un foulard bleu. « Je ne sais pas ce qui va nous arriver. La Turquie nous a fait venir ici alors que nous ne lui avions rien fait, murmure Mahmoud. Je veux juste retourner chez moi, à Afrin. »

The New York Times Jan. 11, 2025

Lebanon's Prime Minister Meets With Syrian Leader

The visit by Prime Minister Najib Mikati was the first official trip by the Lebanese leader to meet with the new government of Syria.

In his first official visit to Syria to meet with the new government there, the Lebanese prime minister on Saturday called for a way for the two countries to enable masses of Syrian refugees in Lebanon to head home.

The prime minister, Najib Mikati, met in the Syrian capital of Damascus with Ahmad al-Shara, the leader of the new Syrian government, on Saturday afternoon, according to the Lebanese prime minister's office. Mr. al-Shara leads Hayat Tahrir al-Sham, the Islamist group that spearheaded the lightning offensive that toppled the decades-long rule of Bashar al-Assad, the former Syrian president, last month.

At a news conference in Damascus, Mr. Mikati said both countries should quickly resolve the matter of the more than one million refugees that Lebanon took in as a result of the Syrian civil war, which began in 2011. While some have since returned, many others still remain in Lebanon.

"It has become urgent today — in the interest of both countries — to deal with this issue as quickly as possible and return the displaced to a Syria that is thankfully recovering," said Mr. Mikati, adding that he believed Mr. al-Shara supported the effort.

Mr. al-Shara said the two leaders had discussed "outstanding issues" including border security, but did not make any comment about the return of refugees. He said committees



Three men chatting last month atop Mount Qasioun, which overlooks the city of Damascus, Syria's capital. Laura Boushnak for The New York Times

would be set up to examine how to sort out various problems, but he urged Syrians to lower their expectations for a speedy overhaul of the impoverished country.

"We have a lot of problems in Syria," Mr. al-Shara said. "We won't be able to solve them all at once. We have to divide them up and look for solutions to each one."

Mr. Mikati's visit to Damascus came after the election of Joseph Aoun as Lebanon's president this week after two years in which the office lay vacant. Mr. Aoun will soon begin consultations on nominating a new prime minister next week.

In Syria, Mr. al-Shara faces the challenge of imposing order on a country that has been devastated by 14 years of civil war that split it into multiple warring regions and spurred a proliferation of armed groups. He has sought to quickly re-establish a sense of normalcy at home, urging civil servants back to work and students back to school.

Lebanon, like other countries on Syria's borders, fears that its internal chaos could spill over into its territory. Last week, at least five Lebanese soldiers were wounded in clashes along the Syrian border after Syrian militants fired at Lebanese soldiers. The Le-

bane military said its troops were trying to shut down an illegal border crossing in the area.

Joseph Aoun, Lebanon's new president, at the presidential palace in Baabda on Thursday. Mohammed Yassin/Reuters

Mr. Mikati spoke by phone with Mr. al-Shara after the incidents. During the call, Mr. al-Shara pledged that "the Syrian authorities are doing everything necessary to restore calm on the border and prevent the matter from recurring," Mr. Mikati's office said at the time.

Further underscoring those

challenges, Syrian state media announced on Saturday that its security forces had arrested people accused of belonging to the Islamic State who had planned to commit a major attack in Damascus.

The two men had planned to use explosives inside the Sayeda Zeinab mausoleum, a holy site particularly venerated by Shiite Muslims on the outskirts of Damascus, according to SANA, the government-controlled outlet.

While an international coalition led by the United States has largely beaten back ISIS in its former bastions in Iraq and Syria, the group is still active in some areas, and continues to inspire attacks online.

Here's what else is happening in the region:

Gaza cease-fire talks: Israeli security chiefs will soon head to Qatar for high-level talks on a truce that would free the hostages held in Gaza, the Israeli government said on Sa-

turday night. The office of Benjamin Netanyahu, the Israeli prime minister, said he had ordered David Barnea, the head of Israel's Mossad intelligence agency, to lead a delegation to Doha, the Qatari capital, for negotiations. Qatar and Egypt have been mediating between Israel and Hamas with help from the United States. The negotiations have [been seemingly deadlocked for months](#), but Israeli and U.S. officials have expressed cautious optimism about reaching a deal in the

coming weeks.

Rockets from Gaza: Over 15 months in the war between Israel and Hamas, the Palestinian militants are still firing munitions from the Gaza Strip, although both Israeli and U.S. officials say the group's military capacity has been significantly degraded. Air-raid sirens went off in Kerem Shalom, an Israeli border community, on Saturday after a rocket launch from southern Gaza; the Israeli military said it was successfully intercepted.

The New York Times

Jan. 12, 2025

Syria Confronts an Immense Challenge: Justice for Assad Regime Crimes

The rebel alliance that took power has vowed to prosecute senior figures from the ousted government, but accountability will be hard to achieve in a vulnerable, divided and battered country.

There seem to be no limits to the dark revelations laid bare by the downfall of Syria's 54-year Assad regime.

Prisons have emptied, exposing the instruments of torture used on peaceful protesters and others considered opponents of the government. Stacks of official documents record thousands of detainees. Morgues and mass graves hold the gaunt, broken-bodied victims, or at least some of them.

Many others have [yet to be found](#).

For these and many other atrocities, Syrians want justice. The rebel alliance that overthrew President Bashar al-Assad last month has [vowed to hunt down and prosecute](#) senior regime figures for crimes that include murdering, wrongly imprison-

ing, torturing and gassing their own people.

"Most Syrians would say they can only achieve closure to bring this dark 54-year era to an end when they bring these guys to justice," said Ayman Asfari, chairman of Madaniya, a network of Syrian human rights organizations and other civic groups.

But even assuming that the new authorities can track suspects down, accountability will be hard to achieve in a country as vulnerable, divided and battered as Syria. The experiences of other Arab countries whose despotic regimes collapsed testify to the challenges: None of those countries — not Egypt, not Iraq, not Tunisia — succeeded in securing comprehensive, lasting justice for the crimes of earlier eras.

Syria faces some distinctive

hurdles. The country's new de facto leaders come from the country's Sunni Muslim majority, while the senior ranks of the deposed regime were dominated by Alawites, a religious minority. That means prosecutions for Assad-era abuses could risk fueling Syria's sectarian tensions.

The justice system was for years little more than a tool for Mr. al-Assad, making it ill equipped to handle sweeping, complex human rights violations. Many thousands of Syrians could be implicated, more than can possibly be prosecuted, raising questions about how to handle lower-level officials.

And after years of war, [sanctions](#), corruption and mismanagement, it is an enormous task just to sort through the damage while transitioning to a new government.

Nine in 10 Syrians live in poverty. Cities lie in ruins. Homes have been destroyed. Tens of thousands of people were unjustly detained for years or decades. Hundreds of thousands were [killed in the fighting](#). Many are still missing.

Syrians will need time and many discussions to design a sound accountability process, said Nerma Jelacic of the Commission for International Justice and Accountability, which has been gathering evidence against Syrian regime figures for years.

"These are things that take time, and they never happen overnight," she said.

But there is enormous pressure on Syria's new leaders to begin punishing the old, and the transitional authorities in the capital, Damascus, have promised to do so.

"We will not relent in holding

accountable the criminals, murderers and security and military officers involved in torturing the Syrian people,” Ahmed al-Shara, Syria’s de facto leader, said in [a post on Telegram](#) in December. He added that they would soon publish “List No. 1” of senior officials “implicated in the torture of the Syrian people.”

Hunting down such figures will be difficult, if not impossible. Mr. al-Assad has found refuge in Russia, which is unlikely to give him up. Many of his top associates have melted away, with some reportedly in hiding in Lebanon or the United Arab Emirates.

Still, Syrian human rights groups in exile began laying the groundwork more than a decade ago, [gathering evidence for prosecutions](#) that were mounted in other countries — and someday, they hoped, in their own.

But Fernando Travesí, executive director of the International Center for Transitional Justice, which has worked with such Syrian groups, cautioned that, before beginning prosecutions in Syria, the authorities should first earn citizens’ trust by building a state that meets their needs.

Doing so would avoid the missteps of a country like Tunisia, where a lack of economic progress in the years after the 2011 Arab Spring revolution left many people [embittered and disenchanting](#). By 2021, Tunisians had turned on their fledgling democracy, throwing their support to a president who has grown [increasingly authoritarian](#). Efforts to bring members of the feared security services and regime cronies to justice are now functionally suspended. “Any process of truth, justice and accountability needs to

be coming from institutions that have some legitimacy and credibility with the population, otherwise it’s a waste of time,” Mr. Travesí said. Providing crucial services, he added, would encourage Syrians to view government as “not a tool for repression; it’s taking care of my needs.”

The transitional government can take basic yet vital steps such as helping refugees who left years ago obtain new identification, adjudicating what should happen to property that was stolen or occupied during the war, and providing stable electricity and running water. It will need to deliver humanitarian aid and economic improvements, though those [may only be possible](#) with the help of other countries.

And it must do all this in an evenhanded way, or Syrians might see accountability efforts as selective or politically driven. After the overthrow of Saddam Hussein in Iraq in 2003, the United States-led occupation and successive governments purged and blacklisted even junior functionaries in the former ruling party without due process, which [analysts said](#) undermined faith in the new system.

“The only way to heal the wounds with the other communities is to make sure they’re fairly represented,” Mr. Asfari said.

The Syrian authorities are signaling that they understand. They have vowed repeatedly to respect minority rights and have promised amnesty to rank-and-file soldiers who were forced to serve in Mr. al-Assad’s military. Most government employees have been allowed to stay on to keep institutions running. Any prosecution “has to be a

good process, otherwise it’ll look like score-settling,” said Stephen J. Rapp, a former international prosecutor and former U.S. ambassador for global justice who has worked on Syrian abuses for more than a decade. “And that can play a key role in reconciling a society and defusing efforts to settle scores, for instance, against the children of parents who committed these crimes.”

In an added complication, some of the documents that will be crucial to mounting any prosecutions have been damaged in the chaos following Mr. al-Assad’s downfall, with regime prisons and intelligence agency archives ransacked, looted or burned, said Ms. Jelacic of the Commission for International Justice and Accountability.

Because Syria remains [under wartime sanctions](#), her group and others trying to safeguard these papers for future use in court cannot operate across much of the country, further jeopardizing their efforts.

The wartime mass graves and torture devices are only the most glaring evidence of abuses overseen by Mr. al-Assad and [his father, Hafez](#).

Nearly every Syrian, in some sense, has been wronged by the former regime. So it is not enough to prosecute individuals for crimes committed during the civil war, say veterans of justice efforts in other countries that underwent political transitions.

Mr. Rapp called for a “larger truth-telling process” that could help “really begin to understand the system of state repression that was Syria for the last 54 years, and this machinery of murder that was Syria” since 2011.

One model could be the [post-](#)

[apartheid Truth and Reconciliation Commission](#) in South Africa, which heard testimony from victims and perpetrators of rights violations, offered reparations to victims, and in some cases granted amnesties.

Ms. Jelacic said Syria would need a broader reckoning with the Assad regime’s legacy that “doesn’t contribute to the divisions, but that it contributes to healing.”

Before trials begin, experts said, Syria should overhaul its police and court systems and build a legal framework to handle rights violations, perhaps creating a special tribunal to prosecute the most serious crimes. An equally urgent priority is finding out what happened to the estimated 136,000 people who remain missing after being arrested by the Assad regime and identifying bodies uncovered in mass graves.

But Syria cannot wait too long to prosecute former regime officials. Slow-moving official justice leaves room for angry people to take matters into their own hands, which could set off cycles of violence and deepen sectarian divisions. Already, scattered revenge killings and threats against minorities who were favored by the Assad regime have been reported.

[A f t e r T u n i s i a ’ s](#) revolution, [lengthy delays in bringing cases](#) against former security officials added to citizens’ sense that their new democracy was bankrupt.

Lamia Farhani, a Tunisian lawyer who has long sought justice for her brother’s fatal shooting while he protested the previous regime in 2011, said that her country’s disillusionment had permitted the current president, Kais Saied, to dismantle its democracy.

The New York Times Jan. 12, 2025

Druse Leader Aims to Secure Place for Syrian Minorities

Despite assurances from the rebels-turned-leaders, members of some religious groups worry what life will be like for them in a post-Assad Syria.

As Western diplomats explore establishing ties with the rebels who took power in Syria, a religious minority has been conducting its own diplomatic push to ensure protections for its members as the country rebuilds.

A representative of the group, the Druse, recently went to Washington to meet with lawmakers, members of the Biden and Trump administrations and diplomats to plead their case.

“We are very worried about the future,” Sheikh Muwafaq Tarif said in an interview in Washington, where he urged U.S. officials to prioritize protections for Syria’s 1.2 million Druse as part of their engagement with the country’s new government.

In December, after a long civil war, a coalition of Syrian rebels toppled President Bashar al-Assad and established an interim government. The rebellion put an end to a brutal regime, but for Western nations there remained a problem: The Islamist group that led the uprising once had ties to Al Qaeda and the Islamic State, and as a result was officially designated as a terrorist organization.

The rebel leaders have forsworn their old alliances and have pledged to build a Syria that is tolerant of other beliefs. And Western officials, eager for reconstruction to begin, have expressed their openness to working with the Islamist group now in power, [Hayat Tahrir al-Sham](#).



Members of Hayat Tahrir al-Sham patrolling in Damascus, Syria, last month. Nicole Tung for The New York Times

But members of Syrian minority groups like the Druse, who practice an offshoot of Shiite Islam and can also be found in Lebanon, Israel and Jordan, remain skeptical. The spiritual leader of the Druse in Syria, Sheikh Hikmat al-Hajari, [expressed wariness](#) in a recent interview with a German broadcaster over the promises of tolerance offered by Syria’s de facto leader, Ahmad al-Shara.

The de facto leader of Syria, Ahmad al-Shara. Giuseppe Lami/EPA, via Shutterstock

Sheikh Tarif, his counterpart in Israel, suggested that Mr. al-Shara was not moving quickly enough.

“He is speaking nicely,” Sheikh Tarif said. “What I hear is that the West is excited and they

like what he says. But there is a lot of fear among minorities. We want the statements to be borne out by actions.”

Mr. al-Shara has [sought to distance himself](#) from his group’s jihadist roots, promising to draft a new constitution, expressing relatively moderate political positions and seeking to reassure Syria’s minorities. In the Sweida district in the south, for example, a Druse woman was [recently appointed governor](#).

But some observers have suggested that Mr. al-Shara may be engaged in mere posturing to open the flow of foreign aid. Already, some moves his new government has made — like [sweeping changes to textbooks](#) — have raised concerns within Syria about his professed commitment to re-

ligious diversity.

Sheikh Tarif said that in his meetings with Western officials, he was pressing for much-needed economic assistance for Syria, and for sanctions imposed on the country to be lifted — but only conditioned on proof that the new government is keeping its commitments. He said he has also been trying to position the Druse community in Syria and throughout the Middle East as key partners for Western nations aiming to influence outcomes in the country and region.

For centuries, the Druse have survived across the Middle East in part by integrating politically in the countries where they live, even while keeping their religious practices distinct. In Syria, they

have played a significant historical role, leading a [revolt against French rule](#) in 1925 that came to be seen as the nation's first nationalist uprising.

"The Druse paid a high price for Syria's independence," Sheikh Tarif said.

When the uprising against the Assad regime began in 2011, some Druse aligned with the rebel groups, though the com-

munity's support was mixed, with concern that jihadist groups fighting the regime would prove hostile to their beliefs. Druse fighters did take part in the rebel offensive that deposed Mr. al-Assad.

In Israel, the Druse community of about 150,000 people that Mr. Tarif leads has in recent years protested the far-right government's adoption of a law that [marginalizes minorities](#). "There is a lot to im-

prove," he said. But Mr. Tarif dismissed criticism of the Israeli military's recent moves to seize territory in Syria near its border, saying Israel was acting to ensure its own security.

He noted that Druse commanders and soldiers had lost their lives fighting as members of the Israeli military in the conflicts set off by the Hamas-led attack on Israel on Oct. 7, 2023, and recalled the deaths

last summer of 12 young Druse in the Israeli-controlled Golan Heights who were killed by a Hezbollah rocket from Lebanon.

Given their presence in several nations, Sheikh Tarif said, the Druse consider themselves a potential bridge. "We can show how to live in peace," he said.

L'Opinion

Benoit Faucon et Summer Said
13 janvier 2025

En Syrie, les Etats arabes tentent de contrecarrer l'influence turque

L'Arabie saoudite et d'autres Etats arabes rivalisent pour gagner de l'influence auprès du gouvernement islamiste syrien, espérant prendre l'avantage sur leurs rivaux dans ce pays à la position stratégique, et ce malgré les appréhensions suscitées par le passé djihadiste de ses nouveaux dirigeants.

Le royaume saoudien, comme la Jordanie et le Qatar, envoie de l'aide humanitaire d'urgence à la population syrienne épuisée par la guerre. Les Etats arabes font le pari que cela permettra à leurs objectifs stratégiques ou localisés de progresser — qu'il s'agisse de réduire les flux de drogue et de combattants radicaux à la frontière syrienne ou de contrer l'influence de rivaux comme la Turquie et l'Iran.

« Les gouvernements de la région sont inquiets face à la nature islamiste des nouveaux dirigeants, mais aussi à l'idée que leur popularité pourrait avoir un effet contagieux au sein de leur propre population », explique Fabrice Balanche, expert syrien et professeur à l'université Lyon 2. « Ils veulent

aussi avoir leur place dans la nouvelle Syrie. »

La manière dont les contours politiques du pays prennent forme après la chute rapide et inattendue du régime de Bachar al-Assad a des ramifications de grande ampleur pour la région. Durant les plus de dix ans de conflit, des acteurs étrangers — notamment les principaux alliés de l'ex-président syrien, l'Iran et la Russie — ont soutenu différentes factions pour faire avancer leurs projets souvent en concurrence, transformant la Syrie en théâtre de guerres par procuration.

La Ligue arabe a exclu la Syrie de ses rangs lorsque la guerre civile syrienne a éclaté en 2011, mais ces dernières années, l'Arabie saoudite a

dirigé un mouvement visant à renouer les liens.

Dans le vide post-al-Assad, de nouveaux rivaux arabes proposent leurs services pour aider à la reconstruction et à pallier les pénuries de nourriture et d'énergie dont pâtit le pays, des initiatives qui, selon les analystes, ne sont pas motivées par du pur altruisme. Ces derniers jours, l'Arabie saoudite a mis en place un pont aérien vers la Syrie, qui lui permet de livrer de la nourriture, des abris et des fournitures médicales. Le royaume a également proposé d'entraîner et d'équiper la police civile syrienne et de remplacer l'approvisionnement en pétrole iranien touché par les sanctions internationales pour aider à soulager la crise énergétique syrienne, des propositions qui

font encore l'objet de discussions.

Hayat Tahrir al-Cham (HTC), le groupe islamiste à la tête de l'assaut qui a renversé le régime d'al-Assad, est au départ un rejeton d'al-Qaïda, qui a cherché à renverser la famille régnante en Arabie saoudite et a commencé à attaquer directement le royaume en 2003. HTC affirme avoir coupé tout lien avec les djihadistes.

De nombreux Etats arabes, dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, craignent la résurgence de groupes islamistes comme al-Qaïda, les Frères musulmans et l'Etat islamique au Proche-Orient. Ils cherchent à empêcher la diffusion de l'islam politique dans la région depuis que les soulèvements du Printemps

arabe de 2011 ont conduit à l'expulsion de dirigeants installés de longue date en Tunisie, en Egypte et en Libye. Ce vide a été dans certains cas comblé par des groupes islamistes, notamment par une faction des Frères musulmans en Egypte, qui a ensuite été évincée par un putsch. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis injectent depuis des millions de dollars en Égypte pour soutenir Abdel Fattah al-Sissi, le général devenu président.

Le chef de HTC, Ahmed al-Charaa, dit Abou Mohammed al-Joulani, était un djihadiste anti-Américains en Irak. Il a renié l'extrémisme il y a plusieurs années et s'est engagé à respecter la diversité ethnique et religieuse de la Syrie : son groupe aspire à obtenir la reconnaissance internationale et cherche des fonds pour reconstruire le pays, redémarrer l'économie et organiser le retour de millions de réfugiés.

Le nouveau ministre syrien des Affaires étrangères a choisi l'Arabie saoudite pour son premier voyage à l'étranger la semaine dernière, avant de faire la tournée des autres Etats arabes : le Qatar, les Emirats arabes unis et la Jordanie.

Cependant, la Turquie a des liens avec HTC et d'autres groupes qui se sont opposés à al-Assad, ce qui donne à Ankara une longueur d'avance auprès du nouveau gouvernement syrien par rapport à son rival de toujours, l'Arabie saoudite. Quelques jours après la fuite de M. Assad, la Turquie envoyait déjà des représentants et des hommes d'affaires à Damas, manifes-

tant son intérêt pour la reconstruction du secteur énergétique du pays, selon des déclarations de la nouvelle administration syrienne et le ministère turc de l'Energie. La Turquie est désormais en meilleure position pour faire pression sur les milices kurdes auxquelles elle s'oppose en Syrie, et dispose d'une plus vaste plateforme pour projeter sa puissance dans la région.

Riyad, qui a perdu la course à l'influence contre Téhéran dans l'Irak post-Saddam Hussein, cherche à utiliser l'aide humanitaire pour contrer la stratégie d'Ankara en Syrie, estiment les analystes. La rivalité du royaume avec la Turquie remonte à l'époque de l'Empire ottoman et se poursuit dans l'histoire moderne avec la lutte pour l'influence au Moyen-Orient dans le sillage du Printemps arabe.

« L'objectif [de l'Arabie saoudite] est de contrebalancer le rôle conséquent de la Turquie dans la nouvelle Syrie », explique Fawaz Gerges, professeur de relations internationales à la London School of Economics. Il ajoute que Riyad veut également s'assurer que la Syrie ne va pas sombrer de nouveau dans la violence et les bouleversements sociaux, ce qui menacerait la stabilité régionale.

Le Qatar a longtemps soutenu des groupes opposés à Bachar al-Assad et choisi de ne pas rejoindre l'Arabie saoudite et d'autres Etats arabes lorsqu'ils ont normalisé leurs relations avec la Syrie en 2023. Doha est en pourparlers avancés avec le nouveau gouvernement du pays pour fournir une aide énergétique et fi-

nancière, affirment certains représentants de la région.

Plusieurs Etats du Golfe, dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, craignent la résurgence de groupes islamistes comme al-Qaïda, les Frères musulmans et l'Etat islamique au Proche-Orient

Mardi 7 janvier, Qatar Airways, la compagnie nationale, est devenu le premier transporteur international à reprendre les vols commerciaux vers Damas après une coupure de treize ans. La Jordanie, malgré ses propres problèmes économiques, propose de fournir de l'électricité à la Syrie et est en pleines négociations pour nouer de plus nombreux liens avec son nouveau gouvernement.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG), un bloc de pays riches en hydrocarbures du Golfe persique dominé par l'Arabie saoudite, a l'intention d'offrir une aide technique pour aider à reconstruire les routes, le système électrique, les écoles, les hôpitaux et les logements en Syrie, a indiqué Abdel Aziz Aluwaisheg, représentant du CCG chargé des affaires politiques dans le grand quotidien Arab News.

Mais tous les Etats arabes ne se précipitent pas dans les bras du gouvernement dirigé par HTC. Les Emirats arabes unis ont accueilli la délégation syrienne cette semaine, mais n'ont pas proposé publiquement la moindre aide économique.

Les racines islamistes des nouveaux dirigeants et leurs liens passés avec des groupes extrémistes « sont assez in-

quiétants », a estimé Anwar Gargash, conseiller diplomatique du gouvernement émirati, lors d'une conférence à Abou Dabi à la mi-décembre. Si les éléments radicaux des factions présentes finissent par devenir dominants, « cela nous conduira tous à une nouvelle crise dans la région », dit-il.

Les puissances occidentales s'inquiètent également de la direction que les nouveaux chefs islamistes de la Syrie pourraient emprunter à terme, et s'abstiennent pour l'instant de lever les sanctions ou le qualificatif de terroriste attribué au groupe qui la dirige.

Cette semaine, l'administration Biden a cependant annoncé qu'elle allégerait les restrictions imposées à l'aide humanitaire à la Syrie pour six mois. Les Etats-Unis ont levé la prime de 10 millions de dollars mise sur la tête de M. al-Charaa après qu'il s'est engagé à ne pas être une menace pour les Etats-Unis ou leurs alliés.

La plupart des sanctions américaines à l'encontre de la Syrie restent en place. Les Nations unies et d'autres ont affirmé qu'il n'existait aucun autre projet immédiat de lever les sanctions contre M. al-Charaa et HTC, et ajouté que pour prendre ce type de décision, ils attendaient de voir où se placerait le nouveau régime en matière d'inclusivité et de démocratie.

Le Conseil de coopération du Golfe a l'intention d'offrir une aide technique pour aider à reconstruire les routes, les écoles, les hôpitaux et les logements en Syrie

Olivier Grondeau, Français détenu en Iran : « Ils sont venus et m'ont collé dans un réduit sans fenêtre »

Arrêté en octobre 2022, alors qu'il voyageait dans la République islamique, et détenu à la prison d'Evin, l'homme de 34 ans a fait parvenir au « Monde » une lettre interpellant les instances internationales afin d'accélérer sa libération et celle des autres otages retenus en Iran.

Olivier Grondeau, voyageur originaire de Paris, est retenu en otage en Iran depuis plus de deux ans. Il a été arrêté arbitrairement lors d'un séjour dans la ville de Chiraz, le 12 octobre 2022, puis incarcéré dans les prisons de Chiraz et d'Evin (à Téhéran), et avait jusqu'à présent souhaité éviter la médiatisation de sa situation. Cet ancien champion de Scrabble junior, grand lecteur et écrivain, a fait une grève de la faim en janvier 2024 en l'absence de perspectives quant à la date de son procès. Le 19 février, il a été condamné à cinq ans de prison ferme pour « collecte d'informations en vue de remettre au service d'espionnage adverse », des charges qu'il réfute catégoriquement. La peine a été confirmée en appel, en mai.

Ses conditions de détention sont particulièrement précaires : Olivier a droit à des appels hebdomadaires à ses parents et à des appels sur des numéros iraniens en fonction des créneaux alloués arbitrairement. A bout de forces, il a décidé de sortir de l'anonymat, à l'instar des deux autres Français retenus par le régime des mollahs, Cécile Kohler et Jacques Paris, au nom desquels il s'exprime aussi.

Il y a des mots qu'il nous coûte d'employer. Qui sont trop coupants pour ne pas nous distraire de cette tâche à laquelle on s'est attelé : sur-



Le Français Olivier Grondeau, 34 ans, est prisonnier en Iran depuis le mois d'octobre 2022. Ici à Istanbul, le 14 décembre 2021. COMITÉ DE SOUTIEN

vivre. Alors celles et ceux qui portent notre parole nous aident, ces mots-là, ils nous en

soulagent. D'autres, en revanche, ne sauraient être dits que par nous.

L'innocence. Cette chose éblouissante, cette chose aveuglante qu'est l'innocence. Il ne s'agit pas ici de l'établir : mon innocence est tout établie. Je ne suis rien d'autre qu'une monnaie d'échange. Nos ravisseurs s'en cachent à peine et les juges l'avouent à huis clos. Mais est-ce que ça suffit ? Qu'a-t-on dit de l'innocence une fois qu'on l'a prouvée ?

J'ai rencontré l'innocence le 12 octobre 2022. Quatre hommes m'attendaient à la porte de ma chambre d'hôtel. C'étaient mes ravisseurs. Et là, tapie dans leur ombre, c'était mon innocence. J'étais alors trop bouleversé pour la remarquer. Il s'est passé un long moment avant que je commence à sentir sa présence.

« Je l'ai trouvée devant ma porte, un soir que je rentrais chez moi... » Barbara chante ainsi la solitude, et la ressemblance m'a frappé. C'est vrai, l'innocence, « avec ses larges yeux cernés », a partie liée avec un certain type de solitude. L'enlèvement, d'abord, nous esseule : ils sont venus, m'ont découpé de la scène heureuse d'un matin d'automne et m'ont collé dans un réduit sans fenêtre. Ils m'ont esseulé à moi-même par un bandeau sur les yeux. Et puis l'interrogatoire, qui affirmait qu'au milieu de la foule insouciante ma silhouette avait été découpée car j'étais coupable. Or, tandis qu'après

m'avoir dépossédé du monde et de moi-même, ils me dépossédaient de la vérité, les voilà qui m'attribuaient une qualité nouvelle. Ce qui s'est élevé soudain de l'ombre accumulée de leurs papiers, de leurs dossiers et de leurs traductions, c'est l'édifice de mon innocence.

Les semaines ont passé. Je niais avec force – ce qui suffit, du point de vue du droit. Je savais bien que je n'étais pas coupable. Pourtant, inexplicablement, une ligne imaginaire, un genre de tropique, m'empêchait de penser mon innocence. Ce n'est pas que je rechignais à employer le mot, c'est qu'il manquait soudain à mon vocabulaire. Ça a duré des mois. Je me dis, maintenant, que l'idole de l'innocence, c'est moi qui l'avais craintivement cachée derrière un voile, et qu'en la libérant, j'aurais dû affronter tous ces autres esprits qui lui étaient asservis : l'erreur judiciaire, le procès au long cours, voire la justice arbitraire et la prise d'otage politique. Et ces mots-là, les premiers temps, quand l'espoir de retrouver la vie d'avant n'a pas encore achevé de nous couler entre les doigts, ces mots-là, on n'en veut pas. On ne veut pas « en être arrivé là ».

« Pourquoi me croient-ils coupable ? »

Alors on se rencogne et on attend. Pendant que les lampes nous imposent un jour ininterrompu, la peur, elle, nous maintient dans une nuit artificielle. Au cœur de leur nuit, je ne m'employais plus qu'à cela : défaire la tapisserie de leurs accusations. Une question surtout m'épuisait : pourquoi me croyaient-ils coupables ? Jusqu'à aujourd'hui, pas un jour n'a passé sans que je commette cette éblouissante méprise :

penser qu'ils se sont trompés. Après quinze mois d'une instruction à vide, après les aveux des juges que le verdict ne dépendait pas d'eux, revenait jour après jour cette instinctive et désarmante confiance en l'intégrité de l'autre : « Pourquoi m'ont-ils cru coupable ? » Mais bien sûr qu'ils n'y ont jamais cru ! Que nous sommes les victimes de stratégies de pouvoir dont les enjeux et l'immoralité nous sont absolument, intrinsèquement étrangers ! Bien sûr que dès ma première nuit de détention, ils me savaient innocent ! Que ce n'est pas une privation de liberté qu'ils ordonnent au soir du 12 octobre, mais une séquestration !

Pourtant, rien n'a eu raison de cette question. « Partout, elle me fait escorte, elle est revenue la voilà... » Au plus fort du désastre : la grâce ? Cette grâce de l'innocente ou de l'innocent qui, à la suite de l'attaque qui a rasé sa rationalité, cherche, malgré elle, malgré lui, sous les décombres et dans les débris d'obus, un signe de l'humanité de ses agresseurs. Jamais, j'en suis persuadé, un seul de mes ravisseurs n'a pu imaginer que, de retour dans ma cellule (et encore aujourd'hui !), la question qui m'obsédait fût celle-ci : « Pourquoi me croient-ils coupable ? » Jamais ils n'ont pu concevoir que ce qui me préoccupait à ce moment-là, c'était de les disculper. Liraient-ils une traduction de cette tribune qu'ils n'en croiraient pas un mot. Heureusement : ils auraient tant à assumer soudain. Et après une telle éclipse, mon innocence ne les brûlerait-elle pas ? Je ne peux quand même pas leur souhaiter ça.

Voilà ce qui m'a fait acquérir la certitude que, dans ces lu-

gubres moments passés en cellule à défaire leur tapisserie, je tissais déjà la mienne. J'agissais bien davantage que ce que ma vision floutée de stupeur et dévorée par le bandeau ne le laissait supposer. Eclairé quand il faut dormir et aveuglé quand il faut marcher, éprouvé par un arsenal de tortures simples comme le pain, trop frappé d'une perpétuelle stupeur pour rendre consciente l'innocence, voyons pourtant quelle alternative radicale et bouleversante incarne l'innocent...

Depuis le jour où nos ravisseurs sont venus nous chercher, il n'y a jamais eu que ça : façonner leur temps à notre image. Heure après heure, je tissais. Dans le plus grand secret, la nuque docilement offerte aux lucarnes et aux caméras, à l'insu de tous et de moi-même, je tissais. Peut-être me l'étais-je passé moi-même, ce second bandeau qui couvrait ma conscience, pour tisser en paix – car le fil était si fragile.

Alors on tisse, de fragiles motifs, instinctivement. C'est-à-dire : on vit. Une vie curieuse, comme juchée au-dessus de nous-mêmes. Une survie.

Si seulement l'innocence rendait immortel

Et les mois ont passé. C'est déconcertant comme on a réussi à vivre. Vous comprenez qu'après vingt-sept mois entre leurs mains, je trouve ça déconcertant. Vous comprenez qu'après deux ans et huit mois dans une cellule éclairée jour et nuit, au cœur de la contrainte, de la torture, de l'arbitraire et de la peur, il est déconcertant que Cécile et Jacques vivent encore ?

En un sens, nous n'avons rien à voir avec notre inno-

cence. C'est, de la part de nos ravisseurs, une sorte d'apposition des mains. Extérieure à nous, elle nous survivra, poursuivant sa croissance chaque jour qui passe et qui la nie.

Jeudi encore a été diffusé un reportage montrant que chez nous, dans les prisons d'Iran, on a beau mourir parfois, la plupart du temps on danse. Ni le mensonge, ni le cynisme, ni le meurtre n'auront raison de notre innocence. La seule manière de vous protéger de son insoutenable éclat, ce n'est pas de nous laisser mourir, c'est de nous libérer.

Car il ne faut pas s'y méprendre : l'éclat de notre innocence n'est ni un indice de notre résilience, ni une manifestation de notre vitalité. Qu'est-ce que cela dit de nous ? Pas qu'on s'en sortira. Pas qu'on verra l'été. Si seulement l'innocence rendait immortel ! Oh, il en faut, des flèches, et profond est l'émoi qui traverse alors les gradins, mais ils sont nombreux, ceux qui finissent par s'effondrer dans la poussière.

Non, ça dit de l'innocence qu'elle est une chose, oui, éblouissante.

Mais inquiétante aussi, quand elle se met à briller d'un pareil éclat. Cet éclat n'est pas le reflet de nos forces vitales. Peut-être permet-il au contraire d'en estimer la déperdition. A mesure que croît sa lumière, la nôtre s'éteint. Trop épuisés pour ménager davantage la susceptibilité de nos ravisseurs, Cécile, Jacques et moi atteignons cette période éphémère où notre innocence se manifeste dans son plus vif éclat, flamboie comme elle n'a jamais flamboyé. Rugit comme l'incendie. Et soudain nous nous éteignons, consumés.

Trois questions pour comprendre la situation des Kurdes en Syrie

Bien que les nouvelles autorités syriennes se montrent conciliantes à leur égard, les forces kurdes, dominantes au sein de l'entité autonome du nord-est du pays, dont la Turquie a juré l'anéantissement, ont tout à craindre d'une nouvelle donne dont la clé se trouve probablement à Washington.

L'Administration autonome du nord-est syrien (Aanes) peut-elle survivre à la « révolution » syrienne ? Les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance dominée par les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) qui gèrent la région depuis douze ans, ont beau multiplier les ouvertures en direction des islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), nouveaux maîtres du pays, rien ne garantit que ces derniers toléreront la persistance d'une entité autonome sur le territoire qu'ils entendent administrer dans son intégralité, conformément à leur nouvelle antienne nationaliste et à leur promesse de démantèlement des groupes armés.

Plus inquiétant pour les Kurdes de cette région, qu'ils ont baptisée « Rojava », la Turquie, désormais en position de force, et ses supplétifs de l'Armée nationale syrienne (ANS) ne cachent pas leur intention de les rayer d'une carte nationale dont ils occupent le quart, malgré les efforts d'apaisement américains. Après la prise d'Alep, l'ANS, qui a participé à l'offensive de HTC ayant entraîné la fuite de Bachar Al-Assad, s'est réorientée vers le nord pour s'attaquer aux milices kurdes. Depuis, d'intenses combats entre les supplétifs turcs et les héros de la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) font rage dans



Fresque peinte sur une façade de Kamechliyah, dans le nord-est de la Syrie, montrant des partisans des Forces démocratiques syriennes, dont l'un brandit le portrait d'Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). DELIL SOULEIMAN / AFP

l'ouest de la région autonome, où une centaine de combattants ont trouvé la mort, début janvier.

Les Etats-Unis, qui ont apporté un soutien décisif aux YPG dans leur lutte contre les djihadistes de l'EI, ont dépêché, le 13 décembre 2024, leur secrétaire d'Etat, Antony Blinken, à Ankara, où il a souligné l'importance de leur rôle face au risque de résurgence du mouvement djihadiste. Par ailleurs, le général Michael Kurilla, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, s'est rendu en Syrie immédiatement après la

fuite de Bachar Al-Assad afin de négocier une trêve entre combattants kurdes et supplétifs turcs.

Elle a donc rapidement volé en éclats et le gouvernement turc ne cesse de réaffirmer qu'il ne tolérera aucune présence « terroriste » à sa frontière. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le 20 janvier, laisse planer la menace d'un désengagement de Washington. La Turquie aurait ainsi les mains libres pour écraser le mouvement kurde, qu'elle considère comme une émanation du Parti des travailleurs du Kur-

distan (PKK) actif sur son propre territoire et dont elle a juré l'anéantissement.

Bien qu'elles se disent indépendantes, « les FDS sont inséparables du PKK », souligne Hamit Bozarslan, directeur de recherches à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de la question kurde. C'est même dans la région qu'elles administrent depuis douze ans que s'est constitué le socle du mouvement séparatiste kurde de Turquie. Celui-là même que les Etats-Unis et l'Union européenne, à l'instar d'Ankara,

considèrent comme une organisation terroriste, rappelle quant à lui Boris James, maître de conférences à l'université Paul-Valéry de Montpellier et auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, dont *Genèse du Kurdistan. Les Kurdes dans l'Orient mame-louk et mongol (1250-1340)* (Editions de la Sorbonne, 2021).

Dans le cadre d'un pacte tacite conclu après le coup d'Etat turc de 1980, la Syrie de Hafez Al-Assad (père de Bachar), où la minorité kurde a longtemps fait l'objet de discriminations, a toléré la présence du mouvement – à l'origine d'inspiration marxiste-léniniste – fondé par Abdullah Öcalan, notamment en raison de leur proximité idéologique. Ce pacte tacite s'est rompu une vingtaine d'années plus tard, sous la pression turque, ce qui a contraint le PKK à se restructurer et à créer des « officines » dans tous les pays concernés par la « question kurde ».

Baptisée Parti de l'union démocratique (PYD), celle de Syrie, dont les YPG représentent la branche armée, a ensuite pris son essor, à la faveur du soulèvement populaire de 2011. Lorsque les forces syriennes aux abois leur ont abandonné le nord-est du pays pour se focaliser sur la défense de Damas, le mouvement kurde, qui était le mieux organisé et le plus discipliné, a comblé le vide. Ainsi est née l'administration du Rojava, légitimée ensuite par les succès des miliciens kurdes contre l'EI.

Leur victoire de Kobané, première localité reprise à Daech en 2015, leur a valu l'estime

des habitants, pas seulement kurdes, de la région et la reconnaissance des puissances occidentales, qui en font leur bras armé dans la lutte contre le djihadisme en Syrie. « Par pragmatisme, le PYD réoriente alors son discours. Les revendications kurdes passent au second plan au profit d'un projet assez vague de "confédéralisme démocratique" prônant l'intégration de toutes les communautés – arabe, turque et kurde – dans un Moyen-Orient inclusif, écologiste, féministe et anticentraliste. Le Rojava devient l'Administration autonome du nord-est syrien », explique Boris James. La zone sous son contrôle s'étend ensuite dans des secteurs qui ne sont pas strictement kurdes, dont Raqqa, capitale de l'éphémère émirat proclamé par l'EI, conquise en 2017.

L'existence de l'Aanes est-elle tolérable pour HTC ?

« Malgré cette légitimité et son ancrage dans la durée, l'horizon de cette administration n'a jamais dépassé vingt-quatre heures. Elle est en permanence dans un état de survie », souligne Hamit Bozarslan, évoquant les menaces perpétuelles de la Turquie. Or, cette dernière semble être pour le moment la principale bénéficiaire de l'arrivée au pouvoir de HTC. L'ex-branche syrienne d'Al-Qaida, qui jure avoir rompu avec le djihadisme, s'est jusqu'ici montrée conciliante à l'égard des Kurdes. Il reste à savoir si les nouveaux maîtres de Damas, qui expriment clairement l'intention de restaurer l'intégrité territoriale et de dissoudre les milices, peuvent tolérer l'existence de cette entité autonome dotée

de sa propre force armée.

« Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est que HTC n'a rien gagné, estime le chercheur de l'EHESS. Le régime de Bachar Al-Assad s'est effondré de lui-même du fait de son extrême affaiblissement, de l'incapacité de ses alliés russe, iranien et du Hezbollah libanais, également affaiblis par les conflits en Ukraine et avec Israël, à lui prêter main-forte. »

Le mouvement islamiste est certes en position de force, mais « il se sait aussi extrêmement fragile et a tout intérêt à chercher l'apaisement, notamment avec les Kurdes, qui, en restant neutres, ont contribué au renversement du régime baasiste. Des négociations entre les deux parties auraient d'ailleurs eu lieu quelques mois avant l'offensive de HTC, ce qui a contribué à les rapprocher, et ce rapprochement pourrait durer », prédit Hamit Bozarslan.

« Il y a de part et d'autre une volonté de négocier, mais les intérêts des deux parties semblent assez divergents, pour ne pas dire diamétralement opposés. Cela étant dit, les dirigeants des deux mouvements sont très pragmatiques. Leurs positions pourraient donc converger », confirme Boris James. L'organisation d'Ahmed Al-Charraa pourrait même être tentée de mettre au pas ses alliés de circonstance de l'ANS. « Ce sont des gens qui se détestent et cette détestation pourrait avoir des conséquences positives pour les FDS. L'ANS est totalement sous la coupe de la Turquie. Ce n'est pas le cas de HTC », fait-il valoir, jugeant toutefois, comme son collègue de l'EHESS, que l'avenir du Ro-

java dépendra avant tout de l'attitude de Washington à l'égard d'Ankara et de HTC.

Que faut-il attendre de la Turquie et des Etats-Unis ?

« La Turquie compte utiliser tous les moyens pour créer une situation irréversible sur le terrain avant l'investiture de la nouvelle administration américaine, le 20 janvier. Si cette dernière cesse de soutenir les Kurdes, l'avenir du Rojava sera compromis, mais ses principaux membres sont très favorables aux Kurdes et très hostiles à la Turquie », avance Hamit Bozarslan, rappelant par ailleurs la très ferme mise en demeure que Donald Trump avait adressée en 2019 au président turc, Recep Tayyip Erdogan, pour faire cesser la deuxième offensive turque, après celle d'Afrin, l'année précédente, qui avait chassé les miliciens kurdes d'une bande frontalière de 180 km entre Ras Al-Aïn et Tall Abyad, à l'est de l'Euphrate. « Don't be a fool » (« Ne soyez pas stupide »), lui lançait-il, en le menaçant de ruiner son pays.

« Reste que Trump est une girouette », poursuit-il. Rien ne permet, pour l'instant, de savoir quelle sera, cette fois, la position de l'administration républicaine, « mais la survie de l'administration kurde et son intégration dans une entité nationale pourraient être la garantie du respect de la diversité de la nouvelle Syrie, de sa pluralité, d'une forme de respect des règles démocratiques et, donc, que le pays ne dérivera pas vers une espèce de "djihadistan" ou un nouvel émirat islamique, à l'image de l'Afghanistan ».



Jan.13, 2025

Turkey officially arrests, sacks five pro-Kurdish municipal officials

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish interior ministry said on Monday that it had dismissed a mayor and four municipal members affiliated to the main pro-Kurdish party in the southern province of Mersin following their arrest for charges related to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Hosyar Sariyildiz and Nuriye Aslan, district co-mayors of Akdeniz in Mersin province, as well as several members of the municipality - including Ozgur Caglar, Hikmet Bakirhan and Neslihan Oruc - were detained by the security forces on Friday.

The interior ministry announced on Monday that Sariyildiz has been sacked from his position and replaced by a state-affiliated trustee (administrator) after being charged by the court for allegedly "making propaganda" for the PKK, "being a member" of the group, and other charges related to the PKK.

The ministry said Nuriye, who is also a member of the local municipal council, Caglar, Bakirhan and Oruc, were also dismissed "as a temporary measure" after they were officially arrested by the court.

They are all affiliated with the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), which uses a co-chair-



From left: logos of Turkish interior ministry and DEM Party. Graphic: Rudaw

ship system aimed at gender equality. Sariyildiz won the last local elections but the party appointed Nuriye as his co-mayor.

Tuncer Bakirhan, co-chair of the DEM Party, slammed the government for the move, deeming it "political genocide."

"The appointment of a trustee to our Akdeniz municipality is an open blow to democracy. It is a political assassination against the hope of people living together. We reject it," he added.

The crackdown comes amid renewed efforts aimed at brokering a ceasefire be-

tween the state and the PKK to end a conflict between them that has claimed the lives of over 40,000 people since it began in the eighties.

A delegation from the DEM Party was recently granted rare access to Imrali prison to meet jailed PKK leader Abdullah Ocalan. The delegates have held a series of talks with the leaders of the Turkish political parties, parliament speaker and other influential jailed Kurdish politicians since then, carrying Ocalan's message.

"While internal peace is being discussed on the one hand, the usurpation of the will of the people on the other is an

eclipse of reason," Bakirhan said, calling for an end to the clampdowns on his party.

"We reiterate our promise that we will increase our democratic struggle against the tyranny of trustees, coups against democracy and hostility towards Kurds. The oppressors and tyrants will lose, the people will win!" he noted.

DEM Party's predecessor, the Peoples' Democratic Party (HDP), played a key role in negotiating peace talks a decade ago. The short-lived ceasefire collapsed in 2015 and was followed by intense urban fighting in the country's southwestern Kurdish areas.



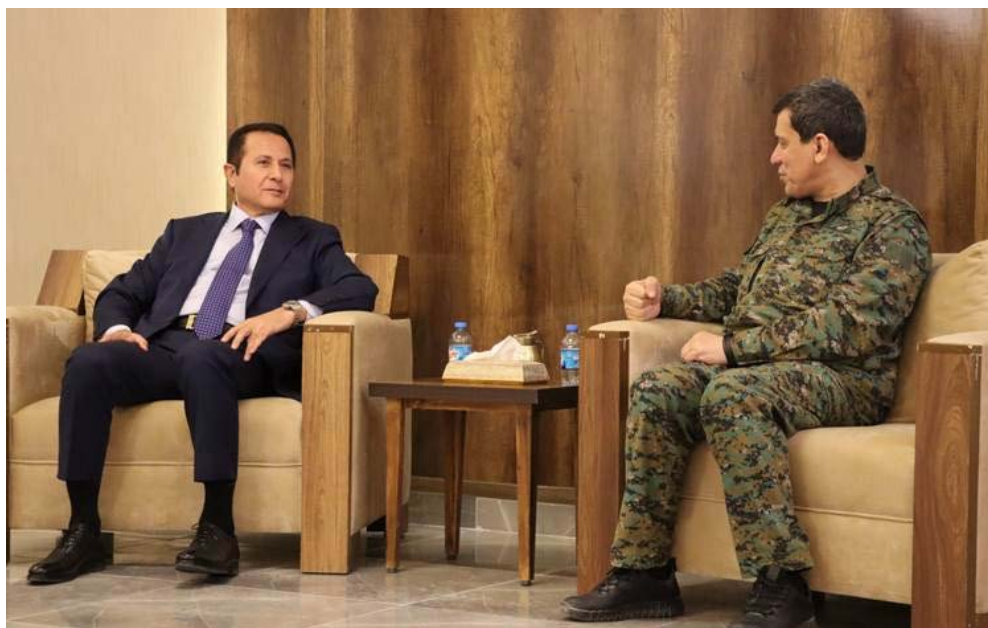
Jan.13, 2025

KDP leader's representative arrives in Rojava: Sources

ERBIL, Kurdistan Region - Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), has sent a representative to north-east Syria (Rojava) to meet with the Syrian Democratic Forces (SDF) chief Mazloum Abdi and the region's opposition coalition, Kurdish National Council (ENKS/KNC), several sources said on Monday.

Hamid Darbandi, head of the Rojava dossier at Barzani's office, arrived in Rojava's Hasaka city on Monday and met with Abdi. The meeting was underway at the time of reporting, an informed source told Rudaw on the condition of anonymity.

A senior official from the ENKS, who also spoke on the condition of anonymity, told Rudaw that Darbandi will meet with them after the meeting with Abdi, adding that the aim of the visit is to unify Kurdish position in Syria as the country navigates a transitional phase. A coalition of rebel groups,



KDP leader's representative Hamid Darbandi (left) and SDF chief Mazloum Abdi (right) meeting in Rojava on January 13, 2025. Photo: SDF

spearheaded by Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), launched an offensive late November, toppling Bashar al-Assad's regime.

Late last month, Abdi met with a delegation from the ENKS, in the presence of the US-led global coalition, to discuss Kurdish unity going forward.

After the collapse of the Syrian regime, the Kurdish National Unity Parties

(PYNK) expressed readiness to return to talks with the ENKS.

The PYNK is a coalition of 24 parties that have close ties with Rojava's ruling Democratic Union Party (PYD) and have representatives in the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES).

Previously, both sides had expressed willingness to

hold dialogue amid calls for a unified Kurdish front and efforts to resume talks between feuding Kurdish parties in Rojava.

PYD and ENKS signed a historical agreement in Kurdistan Region's Duhok province in 2015 to end tensions and share power in Rojava but the deal was never implemented. Each side blames one another for the collapse of the agreement.

L'artiste Marjane Satrapi refuse la Légion d'honneur en raison de l'« attitude hypocrite de la France vis-à-vis de l'Iran »

La dessinatrice et réalisatrice franco-iranienne dit ne pas comprendre « la politique de la France vis-à-vis de l'Iran », notamment dans l'attribution de visas.

C'est un refus qui risque de faire du bruit. L'artiste franco-iranienne Marjane Satrapi, qui s'est fait mondialement connaître avec la bande dessinée et le film *Persepolis*, a annoncé, lundi 13 janvier, « décliner » la Légion d'honneur.

Arrivée en France en 1994, naturalisée en 2006, la dessinatrice et réalisatrice de 55 ans a été promue au rang de chevalier de la Légion d'honneur en juillet 2024. Une décoration qu'elle a décidé de refuser en raison de ses « principes » et de son « attachement » à sa « patrie de naissance », explique-t-elle dans un courrier adressé à la ministre de la culture, Rachida Dati, publié sur Instagram.

« Je ne peux ignorer ce que je perçois comme une attitude hypocrite de la France vis-à-vis de l'Iran », ajoute-t-elle, réfutant tout « mépris » envers l'institution qui l'a distinguée.

Dans une vidéo postée quelques heures plus tard sur le réseau social, l'artiste évoque une « marque de solidarité avec les Iraniens, surtout avec les femmes et avec la jeunesse iranienne, mais aussi avec [ses] compatriotes français retenus en otage en Iran ».

« **Besoin d'actions concrètes** »



L'artiste franco-iranienne Marjane Satrapi, à Paris, le 1^{er} novembre 2022. JOEL SAGET / AFP

« Depuis un moment, j'ai réellement du mal à comprendre la politique de la France vis-à-vis de l'Iran », poursuit-elle, regrettant que de « jeunes Iraniens épris de liberté, des dissidents, des artistes, se voient refuser des visas », y compris touristiques, pendant que des enfants d'« oligarques iraniens » se « baladent à Paris comme à Saint-Tropez sans que cela ne pose aucun problème ».

Selon elle, « soutenir la révolution des femmes en Iran ne peut pas se résumer à des photos avec des victimes ou des célébrités lors des

commémorations de la mort de Mahsa Amini », jeune femme arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique et dont le décès a déclenché un vaste mouvement de contestation en 2022.

« Les Iraniens n'ont pas besoin de communication, nous avons besoin d'actions concrètes », fait valoir Marjane Satrapi. « Le refus de la Légion d'honneur n'est en aucun cas une action ou une pensée contre la France. Bien au contraire, j'aime profondément ce pays qui est le mien », insiste-t-elle, souhaitant « que

la France reste fidèle à elle-même ».

« Je serai honorée lorsque tous les défenseurs de la liberté le seront à mes côtés », conclut-elle.

Contactée par l'Agence France-Presse, Marjane Satrapi a expliqué que la remise de sa Légion d'honneur devait intervenir en janvier. « Quand vous avez un peuple qui se bat pour la démocratie (...) il faut le soutenir », a-t-elle lancé.



Jan 14, 2025

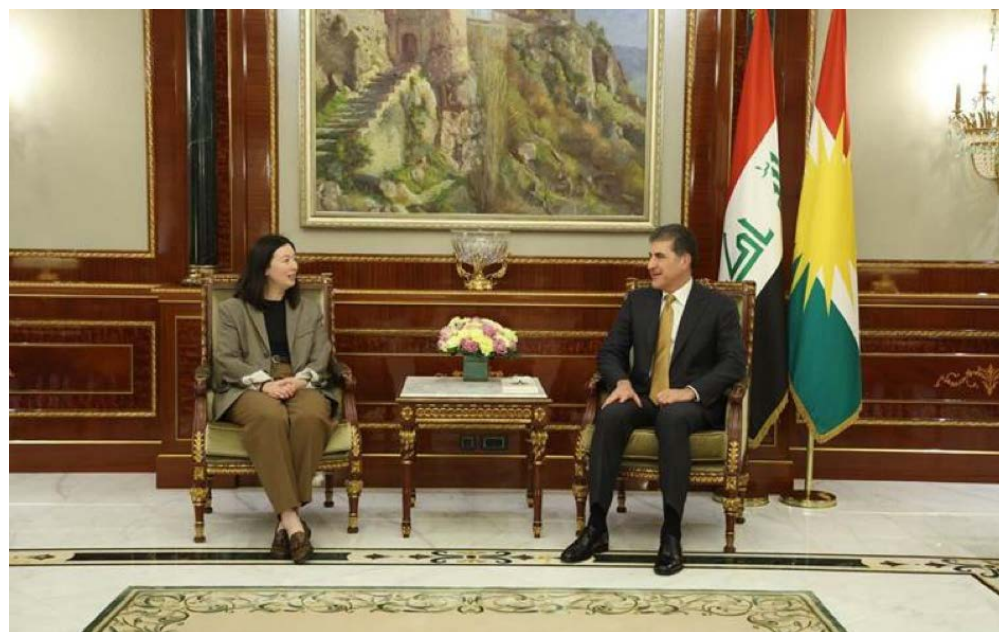
President Barzani, US delegation discuss Erbil-Baghdad issues

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani met with a US delegation led by deputy assistant secretary of state for Iraq and Iran, on Wednesday to discuss Erbil-Baghdad tensions and ongoing efforts to form a new Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet.

The meeting with Victoria Taylor and her delegation “focused on United States relations with Iraq and the Kurdistan Region, as well as the dynamics between Erbil and Baghdad,” read a statement from the Kurdistan Region Presidency.

On Monday, President Barzan held a series of meetings with Iraq’s top leaders in Baghdad to discuss unresolved issues between the federal and regional government including the Kurdish region’s share in the federal budget.

According to the statement, both President Barzani and the US delegation highlighted the importance of addressing concerns between Erbil and Bag-



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and US deputy assistant secretary of state for Iraq and Iran, Victoria Taylor in a meeting on January 15, 2025. Photo: Kurdistan Region Presidency

dad with respect to the constitution, legal frameworks, and existing agreements.

Disputes between Erbil and Baghdad over the regional government’s share in the federal budget have remained unresolved for years.

KRG’s civil servants have not been paid on time for years. They have yet to receive December salaries. Erbil and Baghdad have blamed one another for the

unpaid salaries. The fate of the January salary also remains unclear.

Kurdistan Region held long-overdue parliamentary elections on October 20 but the political parties have yet to agree on forming a government.

“They discussed the ongoing efforts to establish a new Cabinet for the Kurdistan Regional Government, the current political landscape in Iraq, and re-

cent developments,” the statement from Barzani’s office added.

The American delegation also met with KRG Prime Minister Masrour Barzani.

“I had a productive meeting with DAS Victoria Taylor to address key priorities: resuming KRI oil exports, ensuring financial entitlements of the people of the Kurdistan Region, and maintaining stability in Iraq and Syria,” said the Kurdish premier.

« Tous les pâturages sont devenus des zones militaires » : comment un mur financé par l'Union européenne détruit des villages kurdes en Turquie

« Tous les pâturages sont devenus des zones militaires » : comment un mur financé par l'Union européenne détruit des villages kurdes en Turquie

Dans la province de Van, à l'est du pays, un mur de séparation de près de 300 km construit le long de l'Iran, grâce à des financements européens, détruit des villages entiers et spolie les Kurdes vivant de part et d'autre de la frontière.

(Monde p16) Des villages kurdes détruits par un mur financé par l'UE

Dans la province de Van, à l'est du pays, un mur de séparation de près de 300 km construit le long de l'Iran, grâce à des financements européens, détruit des villages entiers et spolie les Kurdes vivant de part et d'autre de la frontière.

Turgali (Turquie), correspondances particulières.

Au milieu des vastes plaines désertiques d'Anatolie orientale brûlées par le soleil, Serdar Argül, secondé par son fidèle Kangal, contemple son troupeau. Il y a trois mois, le berger kurde de 18 ans a été chassé de ses terres par l'armée turque. « Depuis la construction du mur, tous les pâturages sont devenus des zones militaires. Les éleveurs qui faisaient paître leurs bêtes près de la frontière ont été repoussés plus bas dans la vallée », déplore le jeune homme. À quelques kilomètres de là, les montagnes frontalières se dévoilent progressivement.



Des fossés ont été creusés dans la montagne et de nouvelles routes construites pour permettre l'acheminement des matériaux nécessaires à l'érection du mur, privant les villageois de leurs terres. © Angeline Desdevises

L'infranchissable rempart, haut de trois mètres et surmonté de miradors et de barbelés, serpente à perte de vue en suivant la ligne de crête. Sous couvert de lutter contre l'immigration en provenance d'Iran et d'Afghanistan, les autorités turques, épaulées par l'UE, ont commencé la construction de cette forteresse en 2017.

Une nouvelle route a vu le jour pour permettre l'acheminement des matériaux nécessaires à son édification, rasant de nombreux terrains appartenant autrefois aux bergers. Des tranchées ont

été creusées et des postes de police sont sortis de terre par dizaines, donnant désormais aux villages des airs de bases militaires.

« Une guerre psychologique »

« La surveillance militaire est constante. Des véhicules blindés stationnent devant nos maisons et nous contrôlent quotidiennement. Si on prend le risque de circuler sans autorisation, on est arrêté », s'alarme Etimes, habitante de Turgali, dernier hameau encore peuplé au pied de la frontière. Un arsenal technologique colossal a

été déployé pour surveiller cet épais bloc de béton et les quelques âmes encore présentes.

Des drones dotés de dispositifs de reconnaissance faciale survolent la zone régulièrement, et l'installation de caméras thermiques force les familles à recouvrir les fenêtres de plaques de fer. La connexion Internet est fréquemment interrompue et les coupe-signaux brouillent les GPS. « C'est une guerre psychologique que nous mène l'État, la présence des caméras suffit à nous terroriser et nous empêche de sortir libre-

ment », murmure la mère de famille.

Les mains tremblantes d'Hülya et de sa mère s'activent pour rassembler leurs dernières affaires. Déjà 150 familles (sur 300) ont fui Turgali, et les deux femmes prennent à leur tour le chemin de l'exil, espérant trouver du travail ailleurs. Engin Kolcuer a quitté son village en 2022 pour rejoindre Bodrum, sur la côte ouest du pays.

L'ancien fermier a décroché un contrat dans le secteur du bâtiment : « Après des mois d'errance, j'ai fini par trouver un travail, ma femme et ma fille ont pu me retrouver. » Triste sort réservé aux Kurdes vivant à moins de 30 km de la frontière que le gouvernement tente de contrôler. « Les Kurdes résistent mais bientôt les villages seront définitivement vidés », accuse Cüzeyri Özkaplan, retraité de Sirimli, bourgade frontalière. Il s'agit d'une région poreuse

favorable au commerce transfrontalier, où la circulation de denrées alimentaires garantissait à chaque foyer un niveau de vie confortable, sans avoir à dépendre des grandes villes voisines. La construction du mur a mis un terme à ce commerce : « Le prix du paquet de farine est deux fois plus élevé, on ne peut plus se permettre d'en acheter trop souvent », rapporte timidement Berfin, dorénavant confronté à l'insécurité alimentaire.

« Rompre définitivement les liens entre les différentes parties du Kurdistan »

Le pays d'Erdogan a l'obligation de s'aligner aux normes européennes en matière de surveillance des frontières. L'UE et la Turquie convergent toutes deux vers un intérêt commun : tenir les réfugiés à distance des frontières.

Les sommes versées par Bruxelles servent ainsi à l'édi-

fication du mur et à la militarisation de la zone. Cela représente des milliers de kilomètres carrés qu'il a fallu préalablement déminer, projet mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). L'UE incite la Turquie à augmenter sa capacité de surveillance des frontières à l'est, et livre des véhicules dotés d'équipements modernes (vision nocturne avec imagerie thermique) permettant d'assurer un contrôle constant.

Le maire de Saray est catégorique : « Le mur n'a pas été bâti dans le but de freiner l'immigration. » D'après l'élu du DEM (anciennement HDP, Parti démocratique des peuples), les soldats turcs continueraient de faire passer illégalement les réfugiés. La volonté sous-jacente du gouvernement serait de « rompre définitivement les liens entre les différentes parties du Kurdistan ».

Marquée par des années de conflit politique, la zone frontalière où les forces du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) sont très actives a toujours été sous contrôle turc. Mehmet Salih Coşkun, avocat spécialiste des questions migratoires de Van, confirme : « Tout le monde ici sait que la construction du mur s'inscrit dans la lutte que mène la Turquie contre les Kurdes. En vidant entièrement la zone et en les forçant à migrer vers les grandes métropoles du pays, leur identité, leur histoire et leur culture seront perdues. »

Cette évolution est aussi liée aux campagnes militaires menées par la Turquie en Syrie, notamment aux récentes attaques contre les zones contrôlées par les Kurdes après la chute de Bachar Al Assad. Les efforts du président Erdogan pour réprimer l'autonomie kurde en Syrie se reflètent à l'est par cette barrière de béton.



14 janvier 2025

Bernard Phelan témoigne de son incarcération terrifiante en Iran

Bernard Phelan, détenu en Iran en 2022, raconte les horreurs des exécutions dans la prison de Mashad. Libéré en 2023 après des efforts diplomatiques.

Parmi les nombreux récits horribles de son incarcération en tant qu'otage d'État en Iran, Bernard Phelan se souvient des cris d'impuissance poussés la nuit par des hommes qui devaient être pendus au matin.

« Tous les détenus de notre prison qui devaient être exé-

cutés étaient amenés dans notre bloc la nuit précédente », explique-t-il dans l'émission Europe Conversation d'Euro-news.

« On ne les voyait pas... on les entendait le soir... pleurer dans leur cellule, leurs chaussures devant leur porte ».

« La simple idée d'être à côté de quelqu'un qui va être exécuté le lendemain après la prière... »

« Il n'y a pas d'exécution durant le Ramadan. À la fin du

ramadan, il y avait donc un flot continu d'hommes dans cette cellule », explique-t-il : « L'Iran est le deuxième pays après la Chine en termes d'exécutions. »

M. Phelan est un conseiller touristique basé à Paris et possède la double nationalité irlandaise et française. En 2022, il a été condamné à six ans et demi de détention dans la tristement célèbre prison de Mashad, en Iran.

Au moment de son arrestation, il en était à sa cinquième visite dans ce pays qu'il connaissait

bien ; il a d'ailleurs écrit un article sur cette destination touristique « idéale » pour le journal The Guardian.

Lorsqu'il a refusé de signer des documents rédigés en persan, qu'il considérait comme des aveux non autorisés, un juge lui a dit qu'il « mourrait en prison ».

Phelan était apparemment accusé d'espionner l'Iran et d'envoyer des informations à des pays ennemis tels que la France.

Mais, comme il l'explique dans son livre « Vous mourrez en prison », il a ensuite été informé par des sources diplomatiques que la police iranienne l'avait pris en otage en raison de son passeport français, dans le cadre d'un stratagème d'État visant à arrêter des citoyens français, suédois et belges dans le but de réaliser des échanges de prisonniers.

« Lorsque la police a réalisé qu'elle avait affaire à un citoyen français, elle s'est dit que c'était intéressant. Les Iraniens ont une très longue liste d'otages et j'étais tout simplement la mauvaise personne, au mauvais endroit et au mauvais moment », explique-t-il.

Après son arrestation et sa première incarcération, il a

passé la nuit dans une cellule avec une couverture car il n'y avait pas de lit. Il explique que c'est cette nuit-là qu'il a pris conscience de la gravité de sa situation, alors qu'il était contraint d'écouter un prisonnier victime d'un passage à tabac bruyant dans une cellule voisine.

« Je savais que j'étais en danger. La situation était grave, très grave », a-t-il déclaré.

Il a passé au moins un mois à subir des interrogatoires intenses jusqu'à sa condamnation et a refusé à plusieurs reprises de signer des documents fournis par les autorités.

Cependant, Bernard Phelan décrit à quel point il a été « sidéré » par la nonchalance avec laquelle le régime pénit

entiaire a réagi au fait qu'il est un homme gay marié avec un autre homme résidant à Paris.

Les Iraniens sont « extrêmement tolérants. Cependant, je sais comment le régime traite la communauté homosexuelle iranienne. Ils les pendent. »

« Mais je savais qu'ils ne feraient pas cela à un otage européen », déclare-t-il. « Ils avaient besoin de moi vivant. »

Les mois ont été éprouvants et, de plus, Phelan n'était pas certain de pouvoir partir un jour, étant donné la nature chaotique et hypocrite du régime, qui emprisonne souvent les gens pendant bien plus d'années que leur peine officielle.

« C'est un choc terrible. Je pensais que je ne survivrais

pas physiquement, je ne savais pas combien de temps je resterais là-bas », dit-il.

« Ici, en Europe, un prisonnier sait quand il va sortir. Qu'il soit condamné pour cinq ans, dix ans ou six mois. Mais en Iran, ils ne savent pas quand ils sortiront. »

« Certains prisonniers politiques sont condamnés à deux ou trois ans et sont toujours incarcérés cinq ans plus tard. »

Bernard Phelan a finalement été libéré en mai 2023 après plus de 220 jours d'emprisonnement, grâce aux efforts diplomatiques des autorités irlandaises et françaises.

Il a retrouvé son mari Roland et son père, âgé de 97 ans à l'époque et décédé depuis à Dublin en octobre 2024.



Diyar Kurda
Jan 15, 2025

US says government formation will enhance Kurdistan Region stability

ERBIL, Kurdistan Region - Political parties in the Kurdistan Region should come together to form an inclusive government as its formation will enhance the Region's stability and economic advancement, the US State Department said on Wednesday.

“We encourage political parties to support an inclusive and timely KRG [Kurdistan Regional Government] formation. The seating of a new government will allow the KRG ... to advance human rights, promote economic de-

velopment, and enhance the IKR [Iraqi Kurdistan Region] resiliency as part of a secure, stable, and sovereign Iraq,” State Department spokesperson Matthew Miller told Rudaw in a press briefing.

He was commenting on the visit of US Deputy Assistant Secretary of State for Iraq and Iran Victoria Taylor to Erbil, where she met with President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani. Miller said that Taylor was in the Region “for diplomatic conversations focused on IKR stability and security.”

The Kurdistan Region held long-overdue parliamentary elections on October 20 but the political parties have yet to agree on a mechanism for forming the government.

According to Miller, Washington has also encouraged Erbil and Baghdad to reach a sustainable agreement on budgetary issues.

“We have engaged the Government of Iraq and the Kurdistan Regional Government to reach a durable agreement that would facilitate sustained oil production in the Kurdistan Region. We have seen the re-

view of the budget amendment this week and urge its speedy adoption,” he said.

Disputes between Erbil and Baghdad over the regional government's share in the federal budget have remained unresolved for years.

KRG's civil servants have not been paid on time for years. They have yet to receive December salaries. Erbil and Baghdad have blamed one another for the unpaid salaries. The fate of the January salary also remains unclear.

Dans le nord de la Syrie, l'inquiétude des Kurdes de Kobané face à l'avancée des milices pro-Ankara

Les anciennes brigades révolutionnaires passées sous la coupe de la Turquie ont repris deux localités arabes conquises par les forces kurdes pendant la guerre civile.

Vendredi 10 janvier après-midi, jour de congé hebdomadaire en Syrie, des dizaines de familles du Rojava, la zone autonome du Nord-Est, se sont rendues dans la forêt de Kobané, poumon vert en lisière de la Turquie. Certains habitants sont venus avec des chaises et des tables de camping. D'autres ont étalé un tapis au sol et préparent un barbecue. Des airs de musique kurde s'échappent de la sono des voitures. « *En temps normal, ici, c'est noir de monde, mais, en ce moment, rien n'est normal* », dit Dilara Bangin Dommar, une esthéticienne de 23 ans.

La veille, les avions turcs avaient intensifié leurs frappes au sud de Kobané. Les bombardements se sont étendus au secteur du barrage de Tichrine, menaçant cette infrastructure vitale. Le 8 janvier, les parents de Dilara Bangin Dommar, avec d'autres résidents de Kobané, étaient allés sur le barrage pour manifester leur solidarité avec les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Cible de l'offensive d'Ankara au Rojava, cette formation paramilitaire kurdo-arabe est dominée par la milice kurde du Parti de l'union démocratique, qui est la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan, en lutte armée contre le pouvoir turc depuis des décennies. Le lendemain, un autre convoi de civils et d'employés de l'administration, parti de Rakka, ville plus au sud, en direction du barrage, a été attaqué par des drones turcs, qui ont fait cinq victimes.



Dans un parc de Kobané (Syrie), le 10 janvier 2025. WILLIAM KEO POUR « LE MONDE »

« **Nous allons soit mourir, soit gagner** »

C'est l'offensive éclair, début décembre 2024, des rebelles islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), tombeurs du régime d'Al-Assad, qui a incité le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à passer à l'action. Il a ordonné à ses affidés de l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition de brigades révolutionnaires passées sous la coupe d'Ankara, d'attaquer plusieurs villes du nord-est de la Syrie, conquises par les FDS pendant la guerre civile. Tall Rifaat et Manbij, deux localités à l'ouest de l'Euphrate, à majorité arabe, sont tombées très rapidement.

Pour le moment, rien ne laisse penser que Kobané, ville kurde

à l'est du fleuve, subisse une offensive d'envergure de la Turquie et de l'ANS. Des négociations sont en cours entre Ankara et les puissances occidentales, dont les Etats-Unis, sur l'avenir du Rojava et des FDS dans la nouvelle Syrie. Toutefois, l'état se resserre autour de la cité, symbole de la résistance acharnée des Kurdes à l'organisation Etat islamique (EI). Les dommages causés au barrage de Tichrine provoquent dans la ville, depuis un mois, des coupures d'électricité et d'eau répétées.

En ce mois de janvier, l'inquiétude de la population, mais aussi sa résilience, est palpable. « *C'est comme si, depuis décembre, notre vie d'avant s'était arrêtée*, explique Dilara Bangin

Dommar, assise à même le sol dans la forêt de Kobané. *J'ai l'impression que tout le monde est en train de se préparer pour ce moment décisif. Si la Turquie attaque, nous allons soit mourir, soit gagner.* »

Ambiance pesante

Depuis l'intensification des combats, Dilara Bangin Dommar a beaucoup moins de travail dans son salon de beauté. « *Les gens ne se marient plus autant qu'avant. Dans ma famille, nous avons aussi décidé de ne pas célébrer l'anniversaire de ma nièce, début janvier, parce que personne n'a le cœur à célébrer en ce moment* », explique-t-elle. Autour d'elle, à Kobané, presque toutes les familles ont compté ou comptent encore aujourd'hui

des combattants au sein des FDS.

L'un des frères de Dilara a déjà servi au Rojava pour les Asayiches : agents de la sécurité kurdes, les forces de sécurité et de police de la zone autonome, et trois de ses cousins sont, en ce moment, sur le front, dont l'un près du barrage de Tichrine. Son amie proche, Adla Romi, 21 ans, a perdu un frère, dans les combats contre l'EI, en 2019. Depuis, elle porte la bague de ce dernier. Elle travaille dans l'imprimerie de la ville, qui appartient à sa famille, tirant très souvent des posters

à l'effigie des civils et des combattants de Kobané morts au combat. « *La nuit, je me réveille plusieurs fois pour regarder les dernières informations sur les opérations militaires* », raconte cette jeune femme timide.

« Je veux que cette guerre s'arrête »

La perspective d'une réunification de la Syrie, au terme de négociations avec les nouvelles autorités de Damas, ne les enchante guère. « *J'ai peur de HTC*, explique Adla Romi. *Pour nous, il n'y a pas de grande différence entre eux et les hommes*

de Daech [acronyme arabe de l'EI], *qui ont attaqué Sinjar* [ville irakienne, berceau de la communauté yézidie, minorité religieuse kurdophone] *et qui ont kidnappé et tué les femmes yézidies*. » Malgré l'ambiance pesante, aucune des deux jeunes femmes ne se dit résignée. « *Le moral est bon*, ajoute Adla Romi. *S'il y a une guerre, Kobané gagnera. Nous n'avons pas le choix. Nous devons nous battre jusqu'au bout*. »

Le lendemain, dans le « cimetière des martyrs » de Kobané, six nouvelles tombes ont été creusées pour les dernières vic-

times des combats. Quelques rangées plus loin repose Egid Kobani, combattant au sein des FDS, mort le 21 décembre 2024. « *Il est tombé en martyr à Hasaké, dans un bombardement turc* », explique son père, Nihad Ahmad Kobani, qui, avec sa famille, est venu se recueillir sur la tombe. « *Regardez ce gigantesque cimetière : est-ce que vous voyez un seul vieux martyr ?*, demande la mère, Jamila Chahine. *Ils sont tous jeunes. Je veux que cette guerre s'arrête*. »



15 janvier 2025

A Alep, les Kurdes harcelés par des proturcs « en situation de force »

Depuis le renversement du régime syrien, les tirs de snipers et les incidents avec des combattants d'unités liées à Ankara se multiplient dangereusement aux portes des quartiers kurdes, où les habitants vivent cloîtrés.

Perchés sur les hauteurs d'Alep, les quartiers de Cheikh Maqoud et d'Achrafieh sont dévorés par la peur du lendemain. Cette enclave urbaine, passée sous le contrôle des groupes kurdes aux premières heures du conflit syrien, a tout d'une forteresse imprenable : barricadée et fermée à double tour depuis la conquête d'Alep par le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS), elle n'est plus reliée au reste du monde que par une seule voie d'accès, où les forces de sécurité locales, armées jusqu'aux dents, inspectent minutieusement toutes les allées et venues. Depuis le début du mois de décembre, les accrochages aux abords

de ces quartiers se sont multipliés. A tel point que de nombreux Aleppins évitent à présent soigneusement ses alentours, de peur d'être pris dans les tirs croisés qui éclatent régulièrement entre les milices kurdes de la zone et des formations proturques stationnant à proximité.

A l'intérieur, au cœur d'un dédale de ruelles désordonnées et bondées, Hamed et ses amis ne font pas mystère de leur anxiété. Les trentenaires, dont la vie se résume à des petits boulots sans lendemain, confessent ne plus sortir de l'enclave, de peur d'être victimes d'expéditions punitives de formations hostiles.

« Bien sûr que nous avons peur. Les miliciens qui nous pourchassent depuis plus de dix ans sont à nos portes et ils sont désormais en situation de force. Alors nous vivons au jour le jour. » Les jeunes hommes l'assurent : la soudaine montée des tensions n'a aucun lien avec HTS, qui, selon eux, « reste à bonne distance » : « Notre problème porte un nom, l'Armée nationale syrienne [ANS]. Ces milices proturques sont extrêmement présentes à Alep, et elles ne nous laissent pas respirer depuis plus d'un mois. Elles jouissent d'une totale impunité, et nous nous sentons terriblement vulnérables. »

Blessures rouvertes

Une situation aux airs de déjà-vu. Dès les premières heures du soulèvement syrien, Cheikh Maqoud et Achrafieh ont été assiégés par une pléiade de milices islamistes. Leurs attaques continues ont été qualifiées de « crimes de guerre » par Amnesty International en 2016, et par un rapport des Nations unies l'année suivante. Dans les bureaux de son organisation, Nouri Sheikho, coprésident du comité populaire réunissant les deux secteurs - qui entretient des liens étroits avec l'Administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES) -, plante le décor : « Dès 2011, beaucoup de

Kurdes d'Alep se sont retrouvés entre le marteau d'un régime dictatorial et raciste, et l'enclume de mouvements radicaux qui nous sont hostiles. Au moins 2 500 personnes du quartier ont été tuées, nous avons dû apprendre à nous protéger par nous-mêmes.»

Des blessures non cicatrisées qui se sont rouvertes immédiatement après la libération d'Alep, alors qu'éclataient les premiers affrontements entre les troupes kurdes et des groupes identifiés par ces derniers comme faisant partie de l'ANS. Le 31 décembre, la tension est encore montée d'un cran avec une frappe de drone attribuée à des formations pro-turques, qui a fait trois morts et sept blessés graves parmi les «Asayish», l'organe de sécurité qui administre l'enclave.

Mahmoud, foulard kurde autour du cou, est à la tête de cet organe. «Les membres de HTS ne s'approchent pas, et nous n'avons pas de problèmes avec eux. Ce sont les groupes sous les ordres de la Turquie qui contrôlent totalement les environs, et qui mitraillent le quartier depuis l'extérieur, assure l'homme de 45 ans. Face à cela, nous avons été contraints de sécuriser les lieux afin d'éviter les infiltrations.»

Une tâche difficile, tant la confusion règne depuis plusieurs semaines : alors que les combats entre les troupes à dominante kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) et celles pilotées par Ankara font rage à quelques dizaines

de kilomètres plus au nord, beaucoup de Kurdes des régions avoisinantes sont venus trouver refuge à Cheikh Maqsoud et Achrafieh. La population de l'enclave, selon les autorités locales, aurait été multipliée par deux depuis un mois, et avoisinerait désormais les 500 000 personnes.

Dans le courant du mois de décembre, les combattants kurdes du YPG déployés dans les quartiers d'Alep se sont retirés, à la suite d'un accord conclu dans le plus grand secret entre les FDS et HTS. «Ils ont tous quitté les lieux dans la précipitation pour rejoindre le territoire de l'AANES, évacuant même les personnes blessées dans les affrontements récents», explique la mère d'un combattant YPG. Depuis, la sécurité à l'intérieur et aux bordures de Cheikh Maqsoud n'est plus assurée que par les Asayish et le Comité de protection.

Fhemi Hamdi, 54 ans, est responsable de cette milice d'autodéfense qui regroupe depuis 2014 des volontaires ayant pris les armes pour défendre leurs quartiers. «L'anxiété est totale. Nous mobilisons des troupes, nous nous organisons, et nous préparons au pire. Nous en avons malheureusement l'habitude», commente-t-il, fataliste. Dans les bureaux de sa formation, à l'ombre de portraits du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan - la bête noire d'Ankara - quelques combattants observent avec attention sur un téléviseur les images d'affrontements entre les FDS et l'ANS, à quelques

dizaines de kilomètres au nord d'Alep. «C'est peut-être ce qui nous attend, et personne ne nous protégera, nous le savons», poursuit Fhemi Hamdi.

Véhicule criblé de balles

Les forces kurdes font face à un courroux grandissant localement : de nombreux Aleppins les accusent de mitrailler sans discernement les personnes avançant vers l'enclave. A bonne distance de Cheikh Maqsoud, Hamer, 65 ans, explique : «Nous n'approchons plus, plusieurs routes sont impraticables à cause des snipers. Difficile de dire de quel côté viennent les tirs, mais la géographie des lieux incrimine les Kurdes, qui sont situés en hauteur. Je ne comprends pas : les FDS n'ont jamais agi de la sorte, et pourtant tout indique qu'ils sont responsables.»

Le mois dernier, Osama Lababidi a perdu un cousin, dont le véhicule a été criblé de balles à proximité de l'enclave : «Il allait prendre de l'essence quand il a été délibérément ciblé. Je ne peux pas dire d'où venaient ces tirs, il y a des snipers des deux côtés», affirme-t-il, prudent. Le directeur de l'hôpital le plus proche confirme avoir traité plus «d'une centaine de blessés, qui se trouvaient tous à l'extérieur de l'enclave», «ce qui ne laisse que peu de doutes sur l'origine des assaillants».

Interrogés, les combattants kurdes de Cheikh Maqsoud s'insurgent et nient catégoriquement être à l'origine des tirs. Ils pointent du doigt leur ennemi : les groupes

liés à l'Armée nationale syrienne, qui tenteraient «de saper l'image des Kurdes» et «de contraindre HTS à prendre le quartier sans attendre». Car ce sont bien les relations entre HTS et l'AANES, propulsées au centre de l'équation sécuritaire syrienne, qui détermineront le sort de l'enclave kurde d'Alep. De sources concordantes, les discussions entre les deux acteurs se poursuivent, sans avancée notoire sur les dossiers chauds, parmi lesquels la remise des armes des formations kurdes. Le nouvel homme fort de la Syrie et leader de HTS, Ahmed al-Charaa, a annoncé le 21 décembre qu'il «ne permettrait absolument pas que des armes échappent au contrôle de l'Etat», ajoutant lors d'une conférence de presse que cette décision s'appliquerait également aux «factions présentes dans la zone des FDS».

Une proposition «totalement inenvisageable pour l'heure», selon le responsable des Asayish de Cheikh Maqsoud : «Nous sommes sous attaque constante. Bien sûr, après les élections, quand la situation sera stabilisée, nous parviendrons peut-être à ce scénario. Mais à ce stade, cela serait du suicide.» Avant de conclure : «La Turquie menace le Rojava [la région du nord-est syrien administrée de facto par les Kurdes, ndlr] d'une opération militaire. Si c'est le cas, nous serons immédiatement attaqués et ferons face à un siège total et à une situation de guerre. Nous ferons avec, comme nous avons toujours fait.»

The New York Times Jan. 17, 2025

Russia and Iran Sign Cooperation Treaty in the Kremlin

The agreement is focused more on trade than military issues, but it will bring two countries with a shared desire to challenge the West closer together.

President Masoud Pezeshkian of Iran and his Russian counterpart, Vladimir V. Putin, signed a major cooperation treaty on Friday in the Kremlin, solidifying an alliance between two countries driven by mutual desire to challenge the West.

The treaty was the latest Russia has signed with a country that is engaged in a conflict with Western states since Moscow invaded Ukraine almost three years ago, and represents an effort to improve its global standing before the start of the second Trump presidency.

Iran and Russia have been subjected to numerous sanctions by the West, and trade and finance are at the forefront of the treaty signed Friday.

The published agreement covers military issues and specifies that in case either Iran or Russia are attacked, the treaty signatories would not give any military or other aid to the aggressor that “would facilitate the continuation of the aggression.”

But in contrast to the accords that Moscow has signed with other allies, the deal with Iran stops short of including a mutual defense clause, according to Iran’s ambassador to Moscow.

“Our country’s independence and security, as well as self-reliance, are very important,” Kazem Jalali, the ambassador, told IRNA, an Iranian news agency, according to



President Masoud Pezeshkian of Iran, center, attending a wreath-laying ceremony in Moscow on Friday. Pool photo by Alexander Nemenov

TASS. “We are not interested in joining any bloc.”

Speaking in the Kremlin after the meeting, Mr. Putin said that the agreement with Iran creates “additional, significant, serious basis to build mutual relations based on trust.”

“For a long time, we have been coordinating our efforts on the international arena,” Mr. Putin said during a news conference.

But analysts of Russian policy in the Middle East said the treaty only formalizes the existing state of affairs in a region where Russia has to be careful to remain friendly with various players that are at odds with each other.

According to Ruslan Suley-

manov, an independent Russian analyst of Middle Eastern affairs, the new agreement will codify the current relationship between Russia and Iran but won’t represent a new step for the two countries.

While Russia relies on weapon deliveries from Iran, Mr. Suleymanov said that economically Moscow is much more dependent on the United Arab Emirates.

“It gets harder for Russia to perform a balancing act between Iran and other countries in the region,” Mr. Suleymanov said in a response to written questions. He pointed out that Moscow has been signing declarations with the United Arab Emirates that question Iran’s sovereignty over three strategic islands in the Strait

of Ormuz, which reflected Moscow’s increasing dependence on Abu Dhabi.

Nikita Smagin, an expert on Russian policy in the Middle East with the Russian International Affairs Council think tank, said that apart from the ties to the U.A.E., Russia also has to bear in mind its relationship with Saudi Arabia when talking with Iran, since Riyadh is a “very important partner in terms of influencing the prices of oil.”

For instance, Russia hasn’t sent its advanced fighter jets to Iran, likely because of Saudi Arabia’s opposition to the move, according to Mr. Smagin.

“Overall on the one hand, Russia’s strategy to be a uni-

versal mediator in the Middle East that can talk to all sides has collapsed since the invasion of Ukraine because Israel and the United States have been removed from the equation,” Mr. Smagin said. “But if we take relations between Iran, Saudi Arabia and the U.A.E., within that triangle, Russia can still remain an equidistant partner to all of them.”

Iranian leaders have portrayed the trip as more than just a state visit, saying it represented a strategic turning point.

“This treaty is not only a key turning point that strengthens our bilateral ties,” wrote Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, on the social media network Telegram. He added, “This is not just a political agreement, it’s the road map to the future.”

Dmitri S. Peskov, the Kremlin’s spokesman, said that the timing of the treaty’s signing was not meant to divert attention from Mr. Trump’s inauguration on Monday, and Mr. Araghchi told state television in Iran that it had been scheduled months ago.

Since the invasion of Ukraine nearly three years ago, Moscow and Tehran have been growing closer. Iran has sent short-range ballistic missiles and drones to Russia, [according](#) to U.S. and European officials, to aid the Kremlin’s war effort. Iran has denied it is sending weapons to Moscow.

The Kremlin has provided some diplomatic support to Tehran and is building two nuclear reactors at the Bushehr nuclear power plant in Iran. Both Moscow and Tehran have recently faced a major setback in the region with the fall of Bashar al-Assad’s regime in Syria.

Since the start of the war in Ukraine, Russia has been working to counter what it sees as an aggressive and imperial Western hegemony, led by the United States, by creating and formalizing a series of treaties.

The signed treaty said that Russia and Iran “reject unipolarity and hegemony in world affairs.”

In June, Russia signed a partnership agreement with North Korea, and in December, a security treaty with Belarus formalized the deployment of

Russian tactical nuclear weapons in that country. Both treaties included a mutual defense clause.

Russia also leads what is known as the Collective Security Treaty Organization, which includes Belarus and several other former Soviet states including Armenia in the Caucasus, and Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan in Central Asia.

Intended as a counterweight to NATO, the organization is based on a principle that an attack against one member should be perceived as an attack against all. The alliance has been challenged recently with Armenia effectively freezing its membership.

For its part, Iran is facing a cascade of challenges at home and in the region, with its militant allies weakened and its economy in shambles because of sanctions. The return of Mr. Trump as U.S. president will most likely bring more pressure and efforts by Washington to isolate Iran.

Apart from defense issues, Russia has been working with Iran and other countries to develop an alternative to the

Western-led Swift, a global messaging service that connects more than 11,000 financial institutions and allows them to alert one another about pending transactions.

Moscow also hopes to [build a railway](#) through Iran that would connect Russia directly with ports on the Persian Gulf. Mr. Araghchi said that the deal signed on Friday would allow Iran to serve as a passageway for Russian gas exports through its network of pipelines, bringing gas from the Caspian Sea to the shores of the Persian Gulf. It means, he said, that Iran is “becoming a major hub for gas exports.” Mr. Jalali, the ambassador to Russia, told Iranian media that the leaders of Russia and Iran realized that an older agreement between the two countries was outdated and did not reflect the realities of the current world and regional order.

The new accord, he said, “takes into consideration every aspect of our bilateral relations including our political posturing. How do we view power and how do we move forward together.”

LE FIGARO

Alain Barluet
17 janvier 2025

Poutine resserre son alliance avec l’Iran

Le président russe et son homologue iranien doivent signer, vendredi à Moscou, un accord stratégique qui scellera un rapprochement spectaculaire, mais non sans arrière-pensées, entre leurs deux pays.

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, sera reçu vendredi à Moscou par Vladimir Poutine et ne repartira pas les mains vides. Moscou a d’ores et déjà annoncé que

les deux dirigeants signeraient dans la foulée un accord de partenariat stratégique global. Une initiative préparée de longue date entre deux piliers du camp anti-occidental, dont le rapprochement prend un relief très particulier à la lumière des événements récents. L’Iran vient en effet de voir son influence réduite par l’offensive israélienne contre ses alliés au Liban et en Syrie. Un pays d’où Bachar al-Assad, sou-

tenu par Moscou et Téhéran, a dû fuir précipitamment, le 8 décembre, face à l’offensive d’une coalition de combattants menée par des islamistes. La Russie et l’Iran, voyant leur influence régionale battue en brèche et tous deux sous sanctions internationales, serrent les rangs. Comme ils l’ont fait en Ukraine, où l’armée russe a largement bénéficié ces trois dernières années de drones iraniens « kamikazes » Sha-

hed, dont la fourniture n’a jamais été officiellement reconnue par Téhéran.

Même si son contenu demeure flou, le projet d’accord est d’ores et déjà comparé par certains au récent traité sur le partenariat stratégique global signé avec la Corée du Nord, qui prévoit une « aide militaire immédiate » en cas d’attaque par un pays tiers. La visite officielle du président iranien à Moscou intervient à

trois jours de l'investiture de Donald Trump. Durant son premier mandat, le président des États-Unis avait envoyé bouler l'accord sur le nucléaire signé en 2015 avec Téhéran, qui prévoyait un allègement des sanctions en échange d'une limitation de ses ambitions nucléaires. Lors de sa dernière campagne, il a fait monter la pression vis-à-vis de l'Iran en suggérant de possibles frappes israéliennes contre ses centrales atomiques. Rien donc qui, au total, laisse présager une réduction des tensions. Entre la Russie et l'Iran, l'accord de partenariat stratégique global doit structurer les relations pour « les vingt années à venir », a prévenu l'ambassadeur de Téhéran à Moscou, cité par l'agence Tass.

« Un moyen de défier l'Occident »

L'un des volets connus du document tient particulièrement à cœur à Vladimir Poutine, qui en parle régulièrement : le corridor de transport international nord-sud, reliant Saint-Pétersbourg à Bombay

par route, voie ferrée et bateau via la Caspienne, le golfe Arabo-Persique et l'océan Indien. Ce projet ancien a été réactivé par Moscou depuis l'annexion de la Crimée et la guerre en Ukraine dans le but de contourner les sanctions mises en place en mer Baltique. La voie commerciale, dont les ports iraniens sont une pièce maîtresse, est plus courte en kilomètres (7 200 contre 16 000 via la Méditerranée et le canal de Suez), mais souffre de nombreuses ruptures de charge et d'insuffisances logistiques.

L'accord russo-iranien devrait notamment se traduire par la construction de quelque 160 kilomètres de voie ferrée manquants sur la rive occidentale de la Caspienne. « Un mégaprojet qui fera reculer les montagnes », s'enthousiasmaient récemment les médias russes, qui citent aussi un autre point du document signé vendredi : un hub gazier en Iran, lui aussi censé être immune aux pressions occidentales. Le mémorandum signé l'année dernière par Gazprom et la National Iranian Gas

Company prévoit la fourniture annuelle de 110 milliards de mètres cubes de gaz russe à Téhéran. Une entreprise là encore conforme aux visées du chef du Kremlin, qui entend fédérer le « Sud global ». Il mise pour cela sur les Brics, ce groupe de pays naguère considérés comme émergents que l'Iran a rejoint l'an dernier.

Aussi spectaculaire qu'il paraisse, le rapprochement russo-iranien n'en recèle pas moins d'évidentes limites. Par exemple, « la coopération militaire entre l'Iran et la Russie reste limitée », relève le chercheur Clément Therme dans une note de l'Institut français des relations internationales (Ifri) de novembre dernier et aborde la « mise à l'épreuve » des relations entre les deux pays par la récente escalade au Proche-Orient. Même si le nouvel accord prévoit une coopération militaire accrue, force est de constater que « Moscou n'a toujours pas livré de systèmes de défense antimissile russes S-400 (réclamés depuis longtemps par l'Iran, NDLR), en raison de ses hésitations ou de l'insuf-

fisance de ses capacités militaires dans le contexte de la guerre en Ukraine », souligne l'expert. En matière énergétique et économique, les discordances ne manquent pas non plus, du fait notamment de la proximité de Moscou avec les monarchies du Golfe.

Au fond, explique Clément Therme, « si l'Iran et la Russie coopèrent dans plusieurs domaines stratégiques, ils ne partagent pas d'objectifs identiques : l'Iran cherche à se positionner comme une puissance régionale incontournable, alors que la Russie, qui aspire à un rôle global, veut déstabiliser Washington dans le contexte de la guerre en Ukraine ». Selon l'expert de l'Ifri, « Moscou voit principalement Téhéran comme un moyen de défier l'Occident », mais cherche en même temps à « calmer les velléités de confrontation de la République islamique. » Reste à savoir comment ce jeu d'équilibre résistera à la tornade Trump. A. B.



The Cost of Arbitrary Borders: Syria's Division and the Kurdish Quest for Recognition

As soon as Hay'at Tahrir al-Sham (HTS)—a group designated as a terrorist organization by the US—launched its campaign to topple the dictatorship in Damascus, Turkey and its radical Syrian proxies initiated a simultaneous war against the Syrian Kurds. The attacks, carried out with drones and artillery, resulted in the deaths of dozens of people,

including [women and children](#). Meanwhile, other Turkish-backed groups in the occupied Afrin region killed more civilians who had returned to their hometown after being displaced—a pattern of violence inflicted on the Kurds since Turkey's invasion of Afrin in 2018.

Nearly two months after the fall of Assad's dictatorship, Turkey continues to employ

thousands of its Syrian proxies and has launched further attacks on Kurdish territories in Syria, leading to [intense battles](#), particularly near the strategic Tishreen Dam. At the same time, the Turkish government is actively supporting the formation of a new interim government in Damascus, providing extensive backing to HTS. This group, a long-time ally of Turkey with

affiliations to [al-Qaeda and ISIS](#), is being positioned to ensure that no role or place will be reserved for Syrian Kurds in the new political structure.

Western Countries' Naive Approach and Why Syrian Kurdistan is Vital

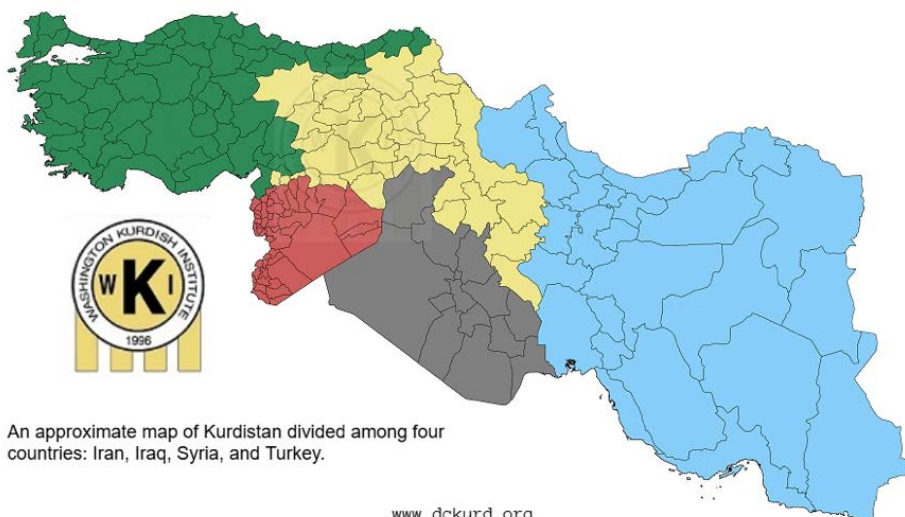
Historically and in modern times, the West, mainly the

U.S. has pursued a weak and appeasing policy toward Turkey, the “NATO member.” This policy has persisted under various administrations, all of which have largely ignored Turkey’s consistent anti-US policies, including collaboration with [US adversaries](#) and actions against [US interests](#) across the region, including in Syria. The appeasement toward Turkey has often come at the expense of the Kurds across Greater Kurdistan. For example, the US repeatedly prioritized Turkey over the Kurds, even when the Kurds faced persecution and ethnic [cleansing in Syria](#) and Turkey. Similarly, in Iraq, the US opposed the independence referendum held by Iraqi Kurds in 2017, dismissing it as “[illegitimate](#)”; a shared position with Turkey and Iran.

In Syria, Turkey has been attacking the Kurds and invading their lands [since 2015](#), yet the US has remained silent aside from releasing statements here and there. Notably, under President Trump, the [US withdrew](#) from most of Syria, effectively greenlighting Turkish invasions. Under President Biden, [Turkish drone attacks](#) on the Kurds have continued unabated.

Turkey has capitalized on the US’s appeasement policies, particularly in Syria, where it has repeatedly called for a US withdrawal and hindered the fight against ISIS by targeting Kurdish forces. The US initially deployed troops in 2014 out of serious concerns about ISIS’s growth and potential threats to the US. With anti-terrorism laws invoked, the US created a symbolic presence and provided air support to Kurdish forces to combat ISIS.

By 2019, the caliphate had been dismantled, with tens of thousands of ISIS terrorists killed and thousands more captured. However, the victory came at a steep cost, with the Kurdish-led Syrian Dem-



An approximate map of Kurdistan divided among four countries: Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

ocratic Forces (SDF) losing approximately 12,000 fighters. The question arises: why did the US and the European Union (EU) choose to arm the Kurds against ISIS in the first place? The answer is straightforward: [Turkey failed to play](#) any meaningful role in the fight against ISIS, even allowing thousands of foreign terrorists from Europe to cross the Turkish border to join ISIS. Efforts to arm the so-called “Syrian opposition” proved disastrous, as \$500 million in US aid ended up [benefiting al-Qaeda affiliates](#). This left the Kurds as the only viable partners for the US and EU, given their refusal to collaborate with the Assad regime.

Even after the caliphate’s fall, the SDF continued to maintain security in northern and eastern Syria, despite persistent Turkish aggression. When Turkey and its Syrian proxies attacked the SDF, the US’s response was apathetic and failed to deter [Turkish aggression](#). Beyond dismantling the caliphate, the SDF has also prevented numerous terror attacks on the EU and the US by uncovering ISIS cells and thwarting [planned operations](#). The SDF has provided invaluable intelligence, exposing ISIS’s structure, resources, and international operations.

The US and EU continued weak stance toward Turkey

could result in severe consequences for their national security. If the Kurds lose ground to Turkish proxies—radical Islamists with ties to al-Qaeda and similar groups—it will embolden terrorist networks.

Western nations have also displayed naivety by rushing to legitimize the new radical governance in Damascus. The HTS, which has turned parts of Syria into a haven for terrorism, harbors thousands of ISIS-like extremists, providing fertile ground for external attacks on the region, the US, and the EU. Another misguided approach is the assumption that supporting and recognizing the new rulers in Damascus will prompt Syrian refugees to return home. This policy is fundamentally flawed; the HTS regime has [already created](#) new waves of refugees, and Syria is likely to become a new migration route to the EU. Additionally, Syria’s Mediterranean shoreline, controlled by HTS and other radical groups, could facilitate the smuggling of terrorists into Europe or the US.

The international community, led by the US, must prepare for a prolonged fight against terrorism in Syria. Secular groups, primarily the Kurds and the SDF, remain the most reliable partners in this struggle. Therefore, western nations

must adopt a new policy that prioritizes support for Syrian Kurds and abandons the outdated approach of appeasing Turkey. Establishing an autonomous Syrian Kurdish region would solidify the stability achieved by the Autonomous AANES and prevent future misuse of the region against US allies, including Israel and Arab states that support the Kurds in Iraq and Syria.

The Syrian Kurdish region’s strategic importance cannot be overstated. Its stability is vital for regional security, and its protection is a necessity for the long-term interests of the US, EU, and their allies. A decisive shift in policy is required to ensure that past mistakes are not repeated, and that the region does not fall into the hands of radical elements that threaten global security.

Syria: A Flawed Middle Eastern State

Syria, like many of its neighboring countries, is home to a diverse mix of ethnic, religious, and sectarian groups, some of which have lived there for centuries. However, it has become a prime example of the flawed designs imposed by Western powers following World War I. Sharing historical and geographical similarities with Turkey, Iraq, and Iran, Syria’s current borders are

the result of arbitrary divisions by Britain and France. The peoples of these countries have been paying the price for these arrangements for decades.

Among the most affected by these divisions are the Kurds, who inhabit a clearly defined geography that should never have been fragmented. Meanwhile, Sunni and Shia Arab Muslims rarely occupy the same territories, as the two main sects of Islam are geographically distinct. This unfair division, orchestrated by Western powers, has resulted in endless wars and persecutions of various groups. Most disheartening is the international community's continued reluctance to support Kurdish self-determination, effectively condoning the historical and ongoing atrocities committed against them.

Today's Syria evokes parallels with Iraq in 2003, a nation that endured years of dictatorship and brutal rule. Currently, Syria is divided among multiple factions. On one side are extremist radicals such as al-Qaeda and its affiliates, including HTS in Damascus. On another side are Turkish-backed ultra-nationalists operating under the guise of the so-called "National Army." Then there is the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), which, similar to the Kurdistan Regional Government in Iraq, represents a vision of secularism and equality. This administration has fought tirelessly against extremism while promoting a pluralistic and inclusive model for Syria's future.

In addition to these groups, other radical factions such as ISIS, the Army of Islam (Jaish al-Islam), Ahrar al-Sham, Faylaq al-Sham, Jaish al-Nukhba, and Jaish al-Sharqiya add to the complexity. While these factions currently tolerate HTS's dominance, the fragile

alliances are unlikely to last, as history has shown with similar brigades and terrorist groups. HTS's leader, Abu Mohammad al-Jawlani, a US-designated terrorist, was recently removed from a [\\$10 million bounty by the US](#).

Turkish-Kurdish Peace

The Turkish government, led by President Recep Tayyip Erdogan, has been particularly brutal toward Kurdish populations in Turkey and Syria. While Erdogan initially offered limited access to the Kurdish language during his early political career, he [later reversed](#) these efforts and adopted ultra-nationalist policies that surpassed even those of Mustafa Kemal Atatürk. For example, following electoral losses in 2015, Erdogan's war on the Kurdish region in Turkey left it [in turmoil and destruction](#). He further escalated his crackdown by removing dozens of elected [Kurdish officials](#) and imprisoning veteran politicians and emerging leaders. Similarly, he launched a war on Syrian Kurds, committing atrocities and enabling ethnic cleansing in places [like Afrin](#). His ongoing drone attacks continue to claim the lives of civilians.

In 2013, Erdogan announced a peace process between the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK). However, it was short-lived, as Erdogan shifted alliances to the ultra-nationalists after failing to secure Kurdish support for his political ambitions. Consequently, he not only abandoned peace with the Kurds but also launched military offensives against Kurdish regions in [Iraq](#), Syria, and Turkey.

Erdogan's government remains one of the most oppressive regimes in its treatment of the Kurdish nation across Kurdistan, including the recent removal of more

elected Kurdish officials in Turkey and continued military operations in Syria. Erdogan's focus has increasingly centered on dismantling the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) and preventing the establishment of Kurdish autonomy in Syria.

Recently, Erdogan, along with his ultra-nationalist ally Devlet Bahçeli of the MHP, launched a new round of peace overtures to the Kurds. These initiatives included facilitating visits between leaders of the pro-Kurdish The Peoples' Equality and Democracy Party (DEM) Party and imprisoned Kurdish leader [Abdullah Öcalan](#). Bahçeli and Erdogan have even proposed new peace processes, with Bahçeli surprisingly advocating for Öcalan to be hosted in the Turkish parliament and granted amnesty.

This unexpected move by Erdogan appears to be driven by multiple factors. Erdogan aims to amend the constitution to extend his presidency, a goal that requires Kurdish support. At the same time, Turkey has struggled to contain the PKK and the SDF in Syria, both of which have effectively countered Turkish military and its proxies. Erdogan fears that regional players, such as Israel, might increasingly back the Kurds as the Kurdish issue garners global attention. Additionally, Erdogan believes that achieving peace at home would bolster Turkey's regional expansion efforts and strengthen its bid to lead the Islamic Arab world.

The question remains: what kind of peace can Erdogan deliver to the Kurds? The core issue is that Erdogan cannot provide what Kurds have been fighting for over a century, namely self-governance, whether through independence or federal status. Genuine peace would require recognition of the Kurdish region

in Turkey, referred to as Kurdistan, with full rights and constitutional guarantees. This would involve the establishment of laws ensuring Kurdish self-governance and autonomy, including security forces under Kurdish control. It would necessitate the release of all political prisoners and the provision of legal amnesty for Kurdish leaders. The Kurdish language would need to become an official language in Turkey, alongside measures to end assimilation policies and laws to combat hate crimes against Kurds. Furthermore, reparations would be required to compensate Kurdish victims of past atrocities, including families impacted by public violence.

While peace would greatly benefit the Kurds, it would benefit Turkey even more. A peaceful resolution would allow Turkey to build strong alliances across the Kurdish regions, which stretch from western Iran to the verge of the Mediterranean. This alignment could significantly enhance Turkey's geopolitical influence.

However, whether Erdogan and Bahçeli are the right leaders to deliver such a deal remains uncertain. Their history of ultra-nationalism and anti-Kurdish policies casts doubt on their ability to foster genuine peace. Without substantial and sincere efforts, their peace initiatives risk being seen as mere political maneuvers rather than a true commitment to resolving the Kurdish issue.

Historical parallels, such as Saddam Hussein's so-called peace with the Kurds—known as the [March 11 Declaration](#)—serve as a cautionary tale. What appeared to be a symbolic peace was quickly followed by ethnic cleansing campaigns against Iraqi Kurds, highlighting the potential dangers of insincere negotiations.

En Syrie, des avocats s'inquiètent de la mainmise du nouveau pouvoir sur le barreau

Les islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham ont décidé unilatéralement de remplacer les membres du conseil de l'ordre, élus sous le régime d'Al-Assad, par ceux de la branche d'Idlib, la région du nord-est qui était leur bastion avant qu'ils s'emparent de Damas.

Le barreau central de Syrie, situé dans le centre de Damas, fourmille d'avocats. Après la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, il a fallu moins de dix jours au nouveau pouvoir syrien dirigé par les islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) pour renouveler le conseil de l'ordre. Sous la houlette du bâtonnier Ahmed Mohamed Al-Douran, les onze membres du conseil de l'ordre libre, qui officiait depuis 2017 sous l'autorité de HTC dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, ont été dépêchés à Damas pour remplacer l'ancien conseil, élu sous la supervision du Baas, l'ex-parti unique désormais dissous.



Ahmed Al-Charaa, nouvel homme fort de la Syrie, à Damas, le 16 janvier 2025. SYRIA'S TRANSITIONAL GOVERNMENT / AFP

« Nous sommes venus ici, sur ordre de la révolution, pour faire tomber le régime Al-Assad et le conseil de l'ordre. La majorité de ses anciens membres sont des criminels, des corrompus, qui ont été nommés par le parti Baas. Nous avons gelé leur travail jusqu'à la fin des enquêtes les concernant », dit Iskander Hussein, un avocat originaire de Maarat Al-Numan et l'un des membres du nouveau barreau, qui représente les 55 000 avocats exerçant en Syrie. Au fond de son bureau se trouve un lit simple où il passe désormais ses nuits, loin de sa famille restée à Idlib.

« Des avocats loyaux au Baas

dénonçaient leurs collègues aux services de sécurité pour les envoyer en prison, poursuit-il. Nous, au contraire, on travaille avec la police pour s'assurer qu'elle ne touche à aucun des membres de notre ordre. Certains étaient de mèche avec le régime, d'autres ont été forcés à collaborer avec lui. Nous ne sommes pas venus pour nous venger. » Les échanges entre le nouveau conseil et les avocats ne sont néanmoins pas dénués de tensions. Des avocats qui avaient critiqué sur Facebook une décision du nouveau barreau se sont ainsi vus qualifiés de « collaborateurs » par ses responsables,

avant que des excuses soient présentées.

Pétition

« Il y a des avocats connus pour être des sbires du régime [Al-Assad]. Certains ont participé à la répression et au système de corruption et de clientélisme. Il faut un processus pour les identifier. D'autres sont d'une grande honnêteté. Un barreau indépendant va pouvoir définir un cadre pour gérer cette situation », plaide Abdulay Al-Sayed. Cet avocat d'affaires, spécialisé en arbitrage international, est à l'origine d'une pétition, signée par plus de 400 Syriens de toutes

les professions, dont 130 avocats, appelant à garantir l'indépendance du barreau.

En 1979, l'ordre des avocats avait été pionnier dans la défense de l'Etat de droit face au tournant répressif impulsé par le président Hafez Al-Assad. Il avait dénoncé l'imposition de l'état d'urgence, les arrestations arbitraires et la généralisation de la torture. La réponse du chef de l'Etat avait été brutale. Le bâtonnier avait été arrêté, le conseil de l'ordre dissous et la loi organisant la profession amendée en 1981 pour faire du barreau un instrument de contrôle et de répression des avocats.

Depuis, les élections au sein des branches régionales et du conseil central de l'ordre se déroulaient en présence d'un membre du Baas.

« Aujourd'hui, avec l'effondrement du régime, le barreau ne doit plus être soumis aux caprices d'un quelconque dirigeant, alertent les signataires de la pétition. Il est impératif qu'il reprenne le rôle qui lui revient dans la vie publique et donne à ses membres les moyens de défendre les droits des individus et de protéger la société, même contre les autorités les plus puissantes. » Les signataires demandent que les ordres professionnels

qui étaient en place à la chute du régime d'Al-Assad ne soient pas remplacés par « d'autres sans légitimité électorale ». « Cette approche ne ferait que remplacer une forme d'autoritarisme par une autre », souligne la pétition.

Conférence de dialogue national

Les signataires redoutent une pérennisation du nouveau conseil de l'ordre des avocats et appellent à l'organisation rapide d'élections pour désigner les membres des branches régionales et du barreau central de Syrie. Ils estiment qu'il suffit aux autorités de facto d'user de leurs pré-

rogatives exceptionnelles pour suspendre certaines dispositions de la loi relative à l'organisation de la profession juridique, notamment celle qui donne au parti Baas le pouvoir de convoquer et valider des élections.

Seul un barreau indépendant peut, à leurs yeux, garantir l'indépendance des avocats, protéger leur immunité et faire valoir leurs revendications. « Dans la discussion sur l'écriture d'une nouvelle Constitution, le barreau a aussi son mot à dire. Il faut qu'il participe à la conférence de dialogue national, où sera abordée cette question. Si ses repré-

sentants sont nommés par les autorités de facto, cela laisse présager d'un dialogue national qui ne sera qu'un outil de légitimation d'institutions déjà en place », estime Abdulay Al-Sayed.

Les membres du nouveau conseil de l'ordre ne l'entendent pas de la même oreille. « Nous sommes venus construire la Syrie et l'Etat, main dans la main avec le peuple. Nous resterons en fonctions jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle Constitution. Cela peut prendre deux, trois, quatre ans. On ne pourra pas voter de loi ou organiser d'élections avant », assure l'avocat Iskander Hussein.

LE FIGARO

avec AFP
18 janvier 2025

L'Iran dévoile un dépôt souterrain de navires « capables de frapper des destroyers américains »

La force maritime des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a dévoilé samedi un dépôt souterrain de navires situé « dans les eaux du sud » du pays, selon des images diffusées par la télévision d'État. Ces images montrent des dizaines de petits bateaux équipés de mitrailleuses et de missiles, entreposés dans des galeries souterraines sinieuses. « Cette installation, où sont stockés des navires d'assaut lanceurs de missiles, se trouve à une profondeur de 500 mètres dans les eaux du sud de l'Iran », a indiqué la

télévision iranienne, sans révéler son emplacement exact.

Le général Hossein Salami, chef des Gardiens, et le général Alireza Tangsiri, commandant de la marine des Gardiens, ont visité le site, selon les images diffusées samedi. Cette annonce survient à deux jours de la prise de fonction du nouveau président américain Donald Trump, partisan d'une politique de « pression maximale » envers l'Iran lors de son précédent mandat. La télévision d'État a affirmé que « certains de ces navires » étaient « capables de frapper des navires

et des destroyers américains ».

Une base souterraine de missiles visitée le 10 janvier

Le 10 janvier, Hossein Salami avait inspecté une base souterraine de missiles présentée comme ayant été utilisée pour attaquer Israël en octobre avec environ 200 missiles, incluant pour la première fois des missiles hypersoniques, selon la télévision iranienne. Ces frappes avaient été revendiquées par Téhéran comme des représailles à l'assassinat, en juillet dans la capitale iranienne, de l'ex-chef

du mouvement islamiste palestinien Hamas, Ismaïl Haniyeh, imputé à Israël.

L'Iran avait également évoqué une riposte à la mort d'un général iranien dans une frappe au Liban en septembre, qui avait aussi coûté la vie à Hassan Nasrallah, ancien chef du Hezbollah, mouvement libanais soutenu par l'Iran. Fin octobre, Israël avait déclaré avoir mené des frappes ciblées contre des sites militaires iraniens, en réponse à l'attaque revendiquée par Téhéran.

The New York Times

Farnaz Fassihi
Jan. 18, 2025

Italian Reporter's Ordeal in Iranian Prison: 'I Was Trapped in a Game'

Cecilia Sala found herself in the middle of Iran's hostage diplomacy.

After Iran elected a more moderate president last year, Cecilia Sala, an Italian journalist, thought something may have changed in the country, which she had been covering from afar.

For two years, Iran had rejected her application for a journalist visa, but it granted her one after the election. Colleagues and friends told her Iran's new government seemed more open to foreign reporters as it sought to repair relations with Europe.

Ms. Sala, 29, had not traveled to Iran since 2021, before an uprising led by women and girls demanded an end to clerical rule. So she took a plane to Tehran, the capital.

"I wanted to see with my eyes what had changed," she said in an interview recently in Rome.

Instead, she got firsthand experience of what had not changed.

On Dec. 19, as she was preparing an episode of an Italian podcast that she hosts every day, two agents from the intelligence wing of the Islamic Revolutionary Guards Corps came to her hotel room in Tehran. When she tried to grab her phone, she said, one of them threw it to the other side of the room.

They blindfolded her, Ms. Sala said, and took her to the notorious Evin prison, where most of Iran's political prisoners are held and some are tortured.



Cecilia Sala, an Italian journalist, in Rome this month after being released from a prison in Iran. Stephanie Gengotti for The New York Times

At one point, when she asked what she was accused of, she was told, she said, that she had committed "many illegal actions in many places."

Iran has used the detention of foreign and dual citizens as a cornerstone of its foreign policy for nearly five decades, since the Islamic Revolution in 1979. The detainees — journalists, businesspeople, aid workers, diplomats, tourists — are effectively hostages whom Tehran leverages with other countries to swap

prisoners and free frozen funds.

Ms. Sala feared from the start that she had been taken hostage for a swap.

She said she had read that Italy had arrested an Iranian engineer three days earlier at the request of the United States. The engineer, **Mohammad Abedini Najafabadi**, was wanted for his alleged role in providing drone technology for Iran that was used in an attack that killed three Ameri-

can soldiers in Jordan.

"I was trapped in a game much bigger than I was," she said.

Ms. Sala said she worried that if the United States insisted on extraditing Mr. Abedini, she might linger in prison for years, her release contingent on the decision of the incoming American president, Donald J. Trump.

At Evin, the guards gave Ms. Sala a prison uniform, she said — a gray tracksuit, a blue shirt and pants, a blue hijab and a long covering known as a chador. They seized her glasses, without which she is all but blind.

Her cell had two blankets and no mattress or pillow. The light was constantly on, she said, and she could not sleep.

Only after several days, when she closely inspected her cell's light yellow walls inch by inch, did she notice a blood stain, parallel marks, she said, perhaps left by a previous inmate marking the days, and the word "freedom" in Farsi.

She was blindfolded during hours of nearly daily interrogations in which she sat facing a wall, she said.

Her interrogator spoke flawless English, she said, and signaled that he knew Italy well by asking whether she preferred Roman or Neapolitan pizza crust.

She was permitted to speak at times with her parents and

boyfriend back in Italy, she said, and when her mother told reporters there about her daughter's conditions in prison, the interrogator told Ms. Sala that because of those remarks, Iran would detain her for much longer.

Through a narrow opening in her cell door, she said she heard sounds of crying, vo-

miting, footsteps and banging that sounded as if someone was running and hitting his or her head against the door.

"I thought if they don't take me out, I am going to also end up like this," Ms. Sala said. She feared that if they kept her for long, she said, "I would come back an animal, not a person."

On Jan. 8, Ms. Sala was on a plane home, and shortly after, Italy freed Mr. Abedini. Ms. Sala was **released** in part with the assistance of Elon Musk, two Iranian officials said. "I played a small role," **Mr. Musk later wrote on X**.

Ms. Sala said she was eager to return to her work.

"I am in a rush to go back to being a journalist," she said. "To tell someone else's story."

Her ordeal has reverberated widely, particularly for journalists wanting to travel to Iran.

"Obviously, I am not going back to Iran," Ms. Sala said. "At least as long as there is the Islamic Republic."

Le Monde

avec AFP
18 janvier 2025

Iran : deux juges de la Cour suprême assassinés à Téhéran, l'assaillant se suicide

Le porte-parole du pouvoir judiciaire a annoncé samedi soir que « des individus ont été identifiés, convoqués ou arrêtés en lien avec l'incident », sans plus de détails.

Deux juges de la Cour suprême iranienne ont été assassinés samedi 18 janvier à Téhéran par un homme armé, a annoncé l'agence officielle de l'autorité judiciaire, Mizan Online. Deux chefs de la Cour suprême, les juges Ali Razini et Mohammad Moghisseh, ont été tués dans l'enceinte de la Cour suprême, dans le sud de la capitale iranienne, et l'assaillant s'est suicidé, a précisé Mizan Online.

Le porte-parole du pouvoir judiciaire, Asghar Jahangir, a déclaré à la télévision que l'assaillant était « entré dans le bureau des deux juges armé d'un pistolet » et les avait tués.

L'agence n'a pas fourni de détails sur les motivations de l'auteur des faits, mais a précisé qu'il « *n'avait pas de dossier devant la Cour suprême* ». L'affaire, très rare en Iran, « *fait désormais objet d'une enquête* », a ajouté Mizan, qualifiant le crime d'acte « *terroriste* ».

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a exhorté les forces de l'ordre à « *identifier dans les plus brefs délais les commanditaires et les auteurs* » du crime, selon un communiqué publié sur le site de la présidence. « *Il ne fait aucun doute que le chemin brillant de ces juges, qui ont consacré toute leur vie à lutter contre divers crimes contre la sécurité natio-*

nale, se poursuivra avec force », a-t-il ajouté.

Samedi soir, M. Jahangir a annoncé que « *des individus ont été identifiés, convoqués ou arrêtés en lien avec l'incident* », sans plus de détails.

Les deux juges tués samedi sont Hodjatoleslam, un rang intermédiaire dans le clergé chiite, et ont présidé les audiences d'importants procès ces dernières années. Mohammad Moghisseh, 68 ans, a eu une longue carrière au sein de la justice depuis l'instauration de la République islamique, en 1979. Il a été sanctionné en 2019 par les Etats-Unis pour avoir « *supervisé un nombre incalculable de procès inéquitable* ».

De son côté, Ali Razini, 71 ans, a occupé des postes importants au sein du système judiciaire mais aussi politique de l'Iran. En 1998, alors chef du pouvoir judiciaire de la capitale, Téhéran, il avait été la cible d'une première tentative d'assassinat, selon Mizan.

En avril 2023, un ayatollah membre de l'Assemblée des experts, le collègue chargé de nommer, superviser et éventuellement démettre le Guide suprême, a été tué par balle dans le nord de l'Iran. En 2005, le juge du tribunal révolutionnaire de Téhéran, Massoud (Hassan) Moghadas, avait été assassiné en pleine rue à Téhéran.

Two Prominent Judges Are Shot Dead Outside Iran's Supreme Court

The gunman took his own life after killing two judges and wounding a third in what officials described as a terrorist attack.

An unidentified gunman killed two high-profile judges outside Iran's Supreme Court on Saturday in what the authorities are calling a terrorist attack, according to state-run media.

The attacker opened fire on a square near the Supreme Court headquarters in the capital, Tehran, the [Islamic Republic News Agency](#) reported.

The judges, Ali Razini and Mohammad Moqiseh, had long careers and had presided over cases involving national security, espionage and terrorism, according to a statement by the judiciary and published by state media.

Both were heads of branches of the Supreme Court. A third judge was wounded in the at-



A view of Tehran in October. Arash Khamooshi for The New York Times

tack. The Iranian judiciary described the episode as a terrorist attack and the shootings as targeted assassinations,

according to [Mizan](#), another state news outlet

The attacker killed himself be-

fore the police could arrest him, [Mizan](#) reported. The police opened an investigation.



Jan. 19, 2025

Renowned Kurdish comedian dies after Tishreen Dam airstrike

ERBIL, Kurdistan Region - Renowned Kurdish comedian Juma Khalil, famously known as Bave Teyar, died on Sunday of injuries he sustained during an airstrike on northern Syria's Tishreen Dam the day before, Kurdish media reported. Ronahi TV, affiliated with the Kurdish-led Syrian Democratic

Forces (SDF), said that the comedian was among a convoy of civilians at Tishreen Dam protesting against Turkish and Turkish-backed militia attacks.

"I swear by the blood of the martyrs, you cannot break one millimeter of our morale. Our morale is high, as long

as we have fighters, our morale is high. Not with your tanks, not with your bombs, you cannot scare us," Khalil said in a video at the Tishreen Dam protest.

"You see all these people here on their feet, even if you bomb us we will stand against it," he affirmed. He was critically injured in an

airstrike on Saturday before succumbing to his wounds on Sunday.

Tishreen Dam has been the focus of attacks by Ankara and Turkish-backed militants who call themselves the Syrian National Army (SNA) for the past month. On Saturday, the SDF said

that four civilians were killed and 15 others were injured in the airstrike it blamed on Ankara.

Turkey has yet to comment on the incident.

There are fears the structure

could collapse and the Kurdish-led administration of north and east Syria last week appealed to the international community to halt the attacks.

The dam on the Euphrates River provides electricity to much of northeast Syria (Ro-

java). The SDF took control of the facility from the Islamic State (ISIS) in 2015 with the help of American troops.

International NGOs have also expressed concern over the humanitarian implications of attacks on the dam.

Two separate convoys of civilians going to the dam to protest the attacks have come under attack earlier this month, with several people killed and injured.



Jan.19,2025

Top German official meets SDF chief

ERBIL, Kurdistan Region - A top official from Germany's foreign affairs ministry said on Sunday that he and Mazloum Abdi, chief of the Syrian Democratic Forces (SDF), met to discuss "urgent issues" that need to be resolved in new Syria.

"With @mazloumabdi I spoke about the urgent issues to be addressed in direct contacts between SDF and HTS leadership," Tobias Tunkel, the director of the Middle East and North Africa office of the German foreign office, said in a post on X.

Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) spearheaded offensive by rebel groups against Bashar al-Assad's regime, toppling it in a matter of days.

HTS has not clashed with US-backed SDF so far and its leader, Ahmed al-Sharaa, recently met with



Top German delegation meeting with SDF commanders in northeast Syria (Rojava) on January 19, 2025. Photo: Tobias Tunkel/X

Abdi with American mediation to discuss the future of the SDF-held northeast Syria (Rojava).

Several top Germany officials, including foreign

minister, have visited Syria and reiterated support for Kurdish rights in new Syria and the inclusion of the SDF in the new security apparatus.

Top German delegation meeting with SDF commanders in northeast Syria (Rojava) on January 19, 2025. Photo: Tobias Tunkel/X

"Rights and interests of Syrian Kurds can best be safeguarded in an inner-Syrian dialogue with Damascus," Tunkel said on Sunday.

The German official has previously spoken with Abdi on the phone and held face-to-face meetings with other Rojava officials.

He said they also discussed the ongoing fight against the Islamic State (ISIS).

SDF is the main ally of the US-led global coalition against ISIS. Germany is an active member of the coalition.

"We also discussed continuous joint efforts against ISIS," Tunkel said.

Iran : le rappeur Amir Tataloo condamné à mort, selon un média local

Agé de 37 ans, le chanteur et compositeur a été l'un des pionniers du rap en Iran, où il a commencé sa carrière au début des années 2000. Il est accusé d'« insulte au prophète », selon le journal réformiste « Etemad ».

Un tribunal iranien a condamné en appel le rappeur iranien Amir Tataloo à la peine capitale, après avoir été reconnu coupable de « blasphème », a rapporté dimanche 19 janvier un média local. « La Cour suprême a accepté le recours du procureur » contre une précédente peine de cinq ans d'emprisonnement, et « cette fois-ci l'accusé a été condamné à mort pour insulte au prophète » Mahomet, a rapporté le journal réformiste *Etemad* sur son site. Le jugement n'est pas définitif et peut

faire l'objet d'un nouvel appel, a ajouté la même source.

Agé de 37 ans, le chanteur et compositeur a été l'un des pionniers du rap en Iran, où il a commencé sa carrière au début des années 2000. Il s'était installé à Istanbul en 2018 après n'avoir pas obtenu de licence d'activité musicale des autorités iraniennes.

« Contenus obscènes »

En décembre 2024, la justice a annoncé que l'artiste avait

été remis à l'Iran par la Turquie sur l'ordre d'un tribunal révolutionnaire de Téhéran. Son procès s'était ouvert en mars 2024, notamment au motif d'« encourager la jeune génération à la prostitution », de « faire de la propagande contre » la République islamique et de « diffuser des contenus obscènes sous forme de clips et de chansons ».

Avant son départ pour la Turquie, Amir Tataloo avait été arrêté à plusieurs reprises, notamment en 2016 pour

avoir « perturbé l'opinion publique ». Tatoué de la tête aux pieds, le rappeur avait déclenché une polémique en 2017 lorsqu'il avait rencontré le président ultraconservateur Ebrahim Raïssi, mort dans un accident d'hélicoptère en mai 2024. En 2015, il avait écrit une chanson pour soutenir le programme nucléaire iranien lors de la conclusion d'un accord à ce sujet entre Téhéran et la communauté internationale.



Jan.20,2025

Turkish official sparks outrage by ridiculing execution of Kurdish leader

ERBIL, Kurdistan Region - An official from Turkey's opposition Republican People's Party (CHP) has sparked outrage by posting a photo of legendary Kurdish leader Sheikh Said hanging as a car air freshener in his office, mocking his execution.

CHP member Alparslan Yılmaz, deputy general manager of Ankara municipality, posted a photo on X of Sheikh Said's hanging as a car air fresh-

ener from his office and wrote "Sait [Said] is rocking in his rightful place in our office!"

The post, which insults the legendary Kurdish figure, caused strong reactions and the Sheikh Said Association strongly condemned the actions of the CHP official.

Mohammed Kasim Firat, Sheikh Said's grandson who is also head of the Sheikh Said Association strongly condemned the

photo, calling it "immoral" and accused them of "spreading hate."

"They are playing with our nerves with their hatred, grudge, and rudeness," Firat wrote on X. «We will settle this in front of justice, or our hands will be on your necks on the Day of Judgment.»

Firat, a lawyer, told Rudaw that around 100 to 150 people have taken part in the defamation.

"We decided to take them

to court. The security forces started investigating them. Turkish law dictates that whoever defames another person can spend up to two years in jail," he said.

Qasim Firat, another grandson of Sheikh Said, believes that the actions are part of a broader agenda to disrupt the ongoing, intensifying efforts for a renewed Kurdish-Turkish peace process.

"Their goal is not to hurt

us, their goal is to ruin the steps being taken now [in the peace process] and provoke,” Firat told Rudaw. “We must act with caution and wisdom and not escalate the issue.”

Sheikh Said revolted against the newly established Turkish state in

Diyarbakir in 1925 but was hanged the same year.

This is not the first time the legendary leader has been insulted by nationalist Turks.

In December 2023, the Amed (Diyarbakir) municipality announced that it

had started working on a street in the city, introducing it as Sheikh Said Boulevard.

Soon after the announcement, Turkish nationalist politicians, journalists, and social media users condemned the move, claiming that the legendary leader was an enemy of

the state and a collaborator of the British.

Umit Ozdag, leader of the Turkish far-right Victory Party, who was quick to denounce the Diyarbakir municipality decision, labeled Sheikh Said as a “traitor.”



20 janvier 2025

Syrie : à Damas, l'espoir de la reconstruction de la gare de Qadam

Construite sous le sultan Abdulhamid II au début des années 1900, la gare de Qadam n'est aujourd'hui que décombres et wagons calcinés. De nombreux syriens espèrent rendre au bâtiment sa splendeur d'antan.

La gare de Qadam, à Damas était autrefois la fierté de la capitale syrienne, reliant l'Europe à la péninsule arabe sous l'Empire ottoman, mais plus d'une décennie de guerre n'a laissé que décombres, murs marqués par les balles, et wagons calcinés sur les lieux de la station.

Au lendemain de la chute du régime d'Assad, de nombreux Syriens espèrent sa remise en état et voit dans cette reconstruc-

tion, l'occasion de créer un symbole fort de la renaissance du pays.

Mazen Malla a grandi près de la gare. Comme son père, ses oncles et son grand-père, il a exercé en tant que conducteur de train durant de nombreuses années, passant plus de 12 heures dans une locomotive.

«Nous considérons le train et l'automobile comme faisant partie de nous», a-t-il déclaré. «Je ne voyais pas mes propres enfants autant que l'automobile.»

La gare de Qadam a été construite sous le sultan Abdulhamid II au début des années 1900, reliant les pèlerins musulmans

d'Europe et d'Asie via l'actuelle Turquie à la ville sainte de Médine, en Arabie Saoudite.

Le chemin de fer est rapidement devenu la cible des combattants arabes lors d'un soulèvement armé pendant la Première Guerre mondiale, soutenu par la Grande-Bretagne, la France et d'autres forces alliées, qui a finalement renversé l'Empire ottoman.

Au cours des décennies suivantes, le tronçon de chemin de fer a servi au transport des voyageurs entre Damas et sa deuxième ville, Alep, ainsi que plusieurs villes et la Jordanie voisine.

Puis le bâtiment, servi de base militaire à l'armée, a été endommagé durant la

guerre.

Pendant toute les années où l'armée syrienne maintenait le contrôle du quartier de Qadam, Mazem Malla s'est tenu à l'écart de la gare. Lorsqu'Assad a été renversé, le cheminot est revenu.

Aujourd'hui, lui et d'autres espèrent que le chemin de fer pourra être débarrassé de ses décombres et de son sombre passé et devenir un élément central de la relance économique de la Syrie.

L'ancien cheminot espère pouvoir un jour reprendre son activité à la gare et que son fils puisse perpétuer la tradition familiale en y travaillant aussi.

The New York Times Jan. 21, 2025

At Least 76 Are Killed in Fire at Ski Resort in Turkey

The pre-dawn blaze broke out at a popular resort during a school break. Some survivors spoke of terrifying escapes.

A fire blazed through a 12-story hotel at a ski resort in Turkey on Tuesday, killing at least 76 people and injuring 51 others, the authorities said, turning an idyllic vacation spot into a smoke-filled nightmare.

The disaster struck during Turkey's winter holiday, when children are out of school and many families go on vacation, including to ski resorts. It was not clear how many children were among the dead, but a number were reported by acquaintances.

The cause of the fire was unclear.

Justice Minister Yilmaz Tunc said on social media that six prosecutors had been assigned to investigate the blaze. Nine people, including the hotel's owner, had been detained.

The fire broke out before dawn in the Grand Kartal Hotel in Kartalkaya, 180 miles east of Istanbul, sending large flames from the windows and thick smoke billowing from the roof.

About 230 guests were believed to be in the hotel at the time, in addition to a number of employees. Some survivors told the Turkish news media of terrifying escapes, exacerbated by a lack of fire alarms or clear fire escapes.

"The smoke was so intense that we could hardly breathe," Eylem Senturk, who was vacationing at the hotel with her family, told the state-run Anadolu news agency.

She and her daughter raced downstairs to an exit, but the smoke was too intense for her husband, she said, so he jumped from a window onto a lower rooftop and then onto a car to reach the ground.

Ms. Senturk said she had not heard a fire alarm, but realized that the building was burning when she heard people shouting in the hallway and opened the door to see smoke. She did not see any fire escapes, she said.

"If there had been a fire alarm, we could have been faster," she said. "The lack of a fire alarm and fire escape trapped people."

Another survivor, Muzaffer Cig, also told Anadolu that there was no fire escape. "As there was no fire escape, we ran down the staircase," he said.

Speaking to reporters at the scene, Tourism Minister Mehmet Nuri Ersoy said that the hotel had been inspected in 2021 and 2024 and was found to have the necessary fire precautions. He also said

the building had two fire escapes.

But no external escapes are visible in aerial footage of the building broadcast on Turkish television after the fire.

Fifty-two of the victims have been identified, and 14 were sent to forensic medicine unit for further DNA testing, officials said. The bodies of 45 people were turned over to their families.

Turkey declared a day of national mourning.

The dozens of deaths in a building surrounded by snow-capped peaks where families had gone expecting good times prompted calls for accountability, but such calls after past disasters have not gone far.

After powerful earthquakes killed more than 50,000 people in southern Turkey in early 2023, survivors and engineers accused contractors and government inspectors of failing to ensure compliance with building codes, increasing the death toll. Nearly two years later, however, few people have been held accountable.

The fire on Tuesday started at around 3:30 a.m., when most hotel occupants were asleep, according to news reports. In an effort to evacu-

ate, some strung bedsheets together to make a rope that they used to descend to a lower floor, video footage showed.

Dozens of rescuers and fire trucks rushed to the site from surrounding towns. "When I left my room, I saw the flames at the fourth floor, the floor of the restaurant," Necmi Kepcetutan, a ski instructor who also worked at the hotel, told the NTV network. "Then it started to swarm the hotel. We helped around a dozen or more people to evacuate, since we know the hotel very well."

"People were screaming to be rescued," he added.

Two people — a guest and a hotel employee — died after jumping from the building, the area's governor, Abdulaziz Aydin, told Anadolu.

The fire took place on the same day that an explosion injured four people at another Turkish ski resort, in the central province of Sivas, its governor's office said in a statement.

The reason for the explosion was unclear. Two skiers and a trainer were lightly injured, while another trainer had second-degree burns on the hands and face, the statement said.

François Hollande et Jean-Pierre Raffarin : « La France a le devoir de protéger les Kurdes de Syrie »

FIGAROVX/TRIBUNE - Si la chute du gouvernement de Bachar el-Assad fait naître des espoirs légitimes pour la Syrie, il y a des raisons de s'inquiéter quant à l'avenir des Kurdes, qui sont des opposants historiques à l'Etat islamique, alertent le député socialiste et l'ancien premier ministre.

François Hollande a été président de la République française entre 2012 et 2017. Il est député PS de la Corrèze.

Jean-Pierre Raffarin a été premier ministre entre 2002 et 2005. Il est le fondateur de Leaders pour la Paix.

Forts de [notre expérience](#), nous savons que le défaut de politique de prévention est le principal échec des politiques de maintien de la paix, partout dans le monde. Il y a aujourd'hui un théâtre où un effort de prévention peut nous permettre d'éviter une nouvelle vague de drames. Il s'agit de [la Syrie](#).

En effet la [chute du régime](#)

[de la famille Assad](#) lève un immense espoir mais aussi des mécanismes dont les effets peuvent être tragiques. L'espoir jaillit de la chute d'un système dictatorial dont les exemples de cruauté s'affichent jour après jour, au fur et à mesure que l'on découvre les cicatrices des souffrances d'un peuple qui compte au total plus de 500.000 morts.

Face à ces douleurs, on comprend naturellement les explosions de la joie populaire, cette ferveur pour la liberté retrouvée peut expliquer aussi les discours aux allures modérées des nouveaux dirigeants. Or, le passé des [dirigeants du HTC](#) peut nous inquiéter. Des départements ministériels, essentiels pour l'avenir de la Syrie, sont dans des mains qui pourraient ne se tendre que de façon bien sélective.

Les Kurdes assument le rôle de gardien des individus et des familles qui ont servi l'Etat Islamique. Leur fuite nous exposerait, ici, en Europe.

François Hollande et Jean-Pierre Raffarin

Notre inquiétude concerne principalement deux populations. Les Kurdes ont été nos alliés, loyaux, déterminants jusqu'au sacrifice dans notre guerre contre l'état islamique ce qui leur a coûté plus de 12.000 morts et 30.000 blessés. En charge de l'administration du Nord-Est Syrien ils sont quotidiennement agressés par les Turcs ou leurs obligés et sont en droit de craindre une offensive contre leur territoire de la part de ce partenaire puissant du nouveau régime. Les minorités religieuses sont aujourd'hui plus optimistes quant à leur acceptabilité par le nouveau pouvoir. Tant mieux, mais restons lucides, ces communautés, notamment les chrétiens mais aussi les alaouites, pourraient se voir imposer un statut particulièrement sévère qui les conduirait à la fuite.

Malgré ces menaces, l'Occident semble vouloir accorder une présomption positive au nouveau pouvoir syrien. Pourquoi pas?

Mais à certaines conditions, d'où la nécessité de construire une politique de prévention.

Dans cette perspective nous proposons que la France prenne plusieurs initiatives. Renforcer la présence française actuellement modeste au Nord-Est de la Syrie pour dissuader la Turquie d'une incursion militaire. Envoyer une aide humanitaire d'urgence en zone kurde pour les déplacés. Proposer une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU créant une mission d'observation des frontières entre le Nord-Est syrien et la Turquie pour mettre fin aux agressions quotidiennes. Soutenir financièrement et matériellement [les efforts des Kurdes](#) qui assument le rôle de gardien des individus et des familles qui ont servi l'Etat Islamique. Leur fuite nous exposerait, ici, en Europe.

Ces démarches permettraient à la France de marquer sa solidarité à l'égard d'alliés historiques et de prévenir des conflits ultérieurs, qui sont pour le moment encore évitables.

L'enquête commence après l'incendie meurtrier d'un hôtel dans une station de ski en Turquie

Neuf personnes ont été arrêtées, dont le propriétaire de l'hôtel qui a pris feu dans une station de ski très fréquentée. Le bilan est de 76 morts et plus de 50 blessés. Le président Erdoğan a déclaré ce mercredi, jour de deuil national.

Un incendie a ravagé un hôtel de 12 étages dans la province de Bolu, au nord-ouest de la Turquie, tuant au moins 76 personnes. Selon les autorités, au moins deux d'entre elles sont mortes après avoir sauté du bâtiment pour échapper aux flammes.

Les pompiers travaillent après l'incendie qui s'est déclaré le 21 janvier dans un hôtel de la station de ski de Kartalkaya, Francisco Seco/Copyright 2025 The AP. All rights reserved

Plus de 50 autres personnes ont également été blessées dans l'incendie de l'hôtel Grand Kartal, situé dans la station de ski de Kartalkaya, à Bolu, selon le ministre turc de l'intérieur, Ali Yerlikaya. L'incendie s'est déclaré à une période de l'année où les hôtels sont bondés, alors que les écoles du pays sont en vacances d'hiver pendant deux semaines.

«Nos cœurs sont brisés. Nous sommes en deuil», a déclaré M. Yerlikaya aux journalistes présents devant l'hôtel. «Vous devez savoir que quiconque est responsable de cette douleur n'échappera pas à la justice», a-t-il ajouté.

Neuf personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'incendie. Le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunc, a déclaré que le propriétaire de l'hôtel faisait partie des personnes détenues pour être interrogées dans le cadre de l'enquête.

Le gouvernement a nommé six procureurs pour la mener. L'incendie aurait débuté dans le restaurant de l'hôtel avant de se propager rapidement à l'ensemble du bâtiment.

L'hôtel comptait plus de 230 clients enregistrés au moment de l'incendie, qui a été signalé à 3h27 heure locale (1h27 CET). Les pompiers ont commencé à intervenir à 4h15, heure locale.

Yerlikaya précise que 45 des 76 personnes dont la mort a été confirmée ont été identifiées, tandis que les efforts pour identifier les autres victimes se poursuivent. Les corps des personnes identifiées ont été remis à leurs familles.

Selon le ministre turc de la santé, Kemal Memisoglu, au moins un des blessés se trouve dans un état critique, tandis que 17 autres ont été rapidement soignés et ont quitté l'hôpital, n'ayant subi que des blessures mineures. L'événement a provoqué une onde de choc dans tout le pays après l'apparition de détails sur ce qu'ont vécu les victimes.

Atakan Yelkovan, un client ré-

sidant au troisième étage de l'hôtel, a déclaré aux médias turcs que le chaos régnait dans les étages supérieurs, alors que d'autres clients se précipitaient pour tenter de s'échapper.

«Les gens des étages supérieurs criaient. Ils se sont accrochés aux draps... certains ont essayé de sauter», a déclaré M. Yelkovan.

Necmi Kepcetutan, un moniteur de ski de l'hôtel, a déclaré qu'il dormait lorsque l'incendie s'est déclaré et qu'il s'est précipité hors du bâtiment. Il a pu aider une vingtaine de clients à sortir de l'hôtel, mais affirme qu'il a été incroyablement difficile de sortir, car la fumée a rapidement envahi les étages de l'hôtel, ce qui a rendu difficile la localisation de l'issue de secours.

Les images de l'incendie qui circulent sur les réseaux sociaux et les chaînes de télévision turques montrent le toit et les étages supérieurs de l'hôtel en feu. Des témoins et les premiers rapports suggèrent que le système de détection d'incendie de l'hôtel n'a pas fonctionné. Les rapports indiquent également que le revêtement en bois à l'extérieur de l'hôtel pourrait avoir accéléré la propagation de l'incendie.

«Ma femme a senti l'odeur de brûlé. L'alarme ne s'est pas déclenchée», a déclaré M. Yelkovan. «Nous avons essayé de monter à l'étage,

mais nous n'avons pas pu, il y avait des flammes. Nous sommes descendus et sommes sortis».

Le ministre turc du Tourisme, Mehmet Nuri Ersoy, a déclaré aux journalistes que l'hôtel avait fait l'objet d'inspections en matière de sécurité incendie et de compétence en 2021 et 2024. M. Ersoy a déclaré que le service des incendies n'avait rien signalé de négatif lors de ces deux inspections.

M. Yelkovan a également indiqué qu'il avait fallu environ une heure aux équipes de pompiers pour arriver à l'hôtel. Le ministre de l'intérieur Yerlikaya explique que ce retard est dû au fait qu'une partie de l'hôtel de 161 chambres se trouve sur le flanc d'une falaise, ce qui a entravé les opérations de secours.

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a annoncé qu'une journée de deuil national serait observée mercredi. Il a ajouté que tous les drapeaux des bâtiments gouvernementaux et des missions diplomatiques turques à l'étranger seraient mis en berne en hommage aux victimes.

Dans un discours prononcé mardi, le dirigeant turc a déclaré : «Malheureusement, nous avons reçu ce matin de très tristes nouvelles de Bolu, Kartalkaya. Nos frères et sœurs ont été tués et blessés dans l'incendie d'un hôtel». M. Erdoğan a souligné que

toutes les mesures nécessaires seront prises pour déterminer ce qui s'est passé et comment l'incendie a été pro-

voqué, et que toute personne jugée responsable de cet incident tragique devra rendre des comptes.

Les autres hôtels de la station de ski ont été évacués par précaution et les clients ont été placés dans divers hôtels

de la province de Bolu.

LE FIGARO

Louis Solal
22 janvier 2025

En Syrie, HTC traque les djihadistes de Daech

Autour d'Alep, la sécurité a été renforcée mi-janvier pour prévenir des attaques fomentées par l'État islamique.

Deux talus ont été jetés sur le bitume et forment un boyau d'étranglement. La terre est surmontée de ce panneau, qui résume l'ambiance : « Attention, dernier check-point libéré ». Si l'on en croit les combattants de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) qui la gardent, la route ne mène qu'à la mort. D'après la carte, cette dernière porterait le nom de Dayr Hafir. À l'est d'Alep, elle est la première ville sous contrôle des forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, qui administrent l'est de la Syrie. « À partir d'ici, ce n'est plus sûr, confie Walid*, 25 ans, kalachnikov en bandoulière. Les Kurdes peuvent attaquer à tout moment et il y a toujours la menace de l'État islamique. Surtout la nuit. »

Le soleil est tombé depuis longtemps, les talus sont éclairés à la lumière des téléphones. Les lambeaux d'un gilet jaune fixé sur un

plot la reflètent à peine. Confronté à la menace d'attaques, Hayat Tahrir al-Cham (HTC) a renforcé son dispositif sécuritaire mi-janvier. À commencer par ces contrôles routiers qui, autour d'Alep, la deuxième ville de Syrie, ont été doublés. La M4, qui traverse le pays d'ouest en est, et passe par Dayr Hafir, est l'un de ces points chauds. Les soldats le savent bien. Les immeubles autour du checkpoint ont été détruits par des années de bombardements. Impossible de s'y retrancher. On n'y voit rien à 100 mètres de toute façon. Et que protègent ces tas de terre si une bombe est actionnée ?

Pour la première fois depuis le renversement du régime de Bachar el-Assad, début décembre, les nouvelles autorités de Damas ont annoncé, le week-end dernier, avoir déjoué deux tentatives d'attentat. L'une venait de l'État islamique, qui grouille encore dans la Badiya, les zones désertiques du centre et de l'est. Selon le ministère de l'Intérieur, cette attaque visait le mausolée de Sayeda Zeinab, petite-fille de Mahomet, haut lieu du

chiisme près de la capitale. Quatre kamikazes en devenir ont été arrêtés et placés en détention. Des papiers d'identité de deux Libanais et d'un réfugié palestinien, résidant au Liban, ont été retrouvés lors d'une descente dans leur « cachette ». Les photos rendues publiques par HTC montrent des explosifs et des grenades.

La seconde attaque a moins retenu l'attention. Une camionnette bourrée d'explosifs a été arrêtée vendredi dernier au checkpoint tenu par Walid et ses frères d'armes. Le chauffeur venait des zones administrées par les forces démocratiques syriennes, accusées par HTC de mener des attaques contre des cibles militaires et civiles. À l'arrière du véhicule se trouvaient des pains de TNT, soviétiques à en croire les écritures russes dessus, et des câbles pour la détonation. Le conducteur n'était pas au courant de sa cargaison, selon les soldats qui l'ont appréhendé. « Il tremblait, se souvient Walid, et nous a dit qu'il avait été maintenu en détention pendant plusieurs jours par le PKK », le Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK), la guérilla kurde considérée comme terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne. Le chauffeur aurait fini par être relâché selon plusieurs témoignages.

Au bord de la M4, il suffit de parler opération antiterroriste à n'importe quel insurgé de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), et c'est Abou Hassan qui débarque au volant d'un SUV neuf. Trente ans, plusieurs téléphones en main et un visage qui reste masqué. « Vous comprenez, ce n'est pas contre vous. » Il n'ôte sa cagoule en lycra que pour prier, et les visiteurs sont invités, eux, à quitter la pièce. La discrétion est la clé de son métier : chef de la sécurité de toute la zone à l'est d'Alep, deuxième ville de Syrie. Parmi les positions à pourvoir après la prise de contrôle rapide de la Syrie opérée par le groupe islamiste, il y a des tâches moins exigeantes.

« Coexister tous ensemble »

Dans la guérite à côté de la route, qui sert de bureau à Abou Hassan ce jour-là,

son arme est pendue au portemanteau. Il l'utilise peu: la centaine d'hommes sous sa supervision est là pour tirer à sa place. « Nous fouillons des villages, les habitants nous fournissent des informations, dit-il en se balançant dans un large fauteuil en cuir. Généralement, nous arrivons à identifier les terroristes en amont. L'État islamique est affaibli et retranché loin dans le désert, c'est plus simple. Le gros risque pour nous vient des zones des FDS, qui mènent des attaques à la voiture piégée. » Abou Mo-

hammad, son adjoint, à moitié aveuglé par son bob noir, dit avoir perdu un cousin dans l'une d'elles, en décembre.

Selon ce service formé à ces opérations spéciales au sein de l'Amniyat, les forces de sécurité de HTC, les attaques visent la plupart du temps des civils. La crédibilité de Damas se jouera en partie sur sa capacité à assurer un retour au calme après treize années de guerre. La promesse d'Ahmed al-Chareh, le nouvel homme fort de la Syrie, de pouvoir

« coexister tous ensemble » commence donc ici, sur ces plaines vides : il faut garder la M4 ouverte. L'image d'une Syrie unie en dépend, malgré ce nord-est gouverné par les Kurdes et dont personne ne connaît l'avenir.

Avant les faubourgs d'Alep, la deux-voies dessert l'unique centrale thermique du gouvernorat le plus peuplé de Syrie, puis l'aéroport militaire Kweires, dont les murs accueillent l'académie de l'armée de l'air. Jusqu'à son dernier souffle, le régime a tenté

de garder cette portion de la M4, stratégique à plus d'un titre, désormais disputée entre HTC et les forces kurdes. « C'est pour cette raison qu'ils envoient leurs voitures piégées : terroriser la population, faire croire que nous sommes incapables de garantir leur sécurité et reprendre cette zone. » Éléments de langage pour justifier ses crimes, la menace du terrorisme a été largement alimentée par le clan el-Assad. Dans sa chute, il a peut-être réussi à imposer son logiciel.

LE FIGARO

AFP
22 janvier 2025

Iran : une personne exécutée pour le meurtre d'un policier

Les faits se sont produits le 30 mai 2023 dans la province de Markazi, dans le centre de l'Iran. L'accusé a été condamné à mort conformément au principe de la loi du talion.

Une personne a été exécutée ce mercredi 22 janvier en Iran pour le meurtre d'un officier de police, a rapporté Mizan Online, l'organe de l'Autorité judiciaire. «*Le tueur avait intentionnellement écrasé avec sa voiture le commandant de police de la ville de Zarandieh alors qu'il arrêtait des contrebandiers au bord d'une au-*

toroute», a-t-on indiqué de même source. Les faits se sont produits le 30 mai 2023 dans la province de Markazi, dans le centre de l'Iran, selon l'agence de la justice. L'accusé a été condamné à mort conformément au principe de [la loi du talion](#), a précisé Mizan Online.

Homicides volontaires et assassinats sont passibles

de la peine de mort en Iran, selon le principe de la loi du talion. Mais si la famille d'une victime accorde son pardon à un criminel condamné à mort, la sentence n'est pas exécutée. «*Les parents de la victime ont refusé de pardonner et la peine de mort a été exécutée à la prison de Saveh ce matin (mercredi)*», a précisé Mizan Online.

L'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par an après [la Chine](#), selon l'organisation de défense des droits humains [Amnesty International](#). Téhéran maintient la peine de mort pour plusieurs crimes, notamment le trafic de drogue et les meurtres mais aussi les viols et agressions sexuelles.

Ce que bouleversent les tablettes mésopotamiennes découvertes au Kurdistan irakien

Plusieurs tablettes en argile datant du milieu de l'âge de bronze (1 800 av. J.-C.) ont été découvertes près d'Erbil au Kurdistan irakien. Leur emplacement pourrait être l'ancienne ville mésopotamienne de Qabra.

C'est une découverte qui pourrait remettre en question bien des certitudes au sujet

de [l'histoire de la Mésopotamie](#), cette civilisation connue, entre autres, pour être à l'origine du développement de l'écriture et de l'agriculture.

Une équipe de l'université de Floride a en effet trouvé plusieurs tablettes en argile recouvertes d'écriture cunéiforme et datant du milieu de l'âge de bronze (1 800 av. J.-

C.) dans le site de Kurd Qaburstan, situé près d'Erbil, dans [le Kurdistan irakien](#), où elle fouille depuis plusieurs années.

C'est une première pour le nord de l'Irak, les grandes villes de Mésopotamie jusque-là connues se trouvant dans les plaines fertiles situées entre le Tigre et l'Eu-

phrate. La présence de ces tablettes, contemporaines du souverain Hammourabi, pourrait de plus laisser penser que ce site correspond à la ville de Qabra, un centre administratif majeur mentionné sur des monuments de l'ancienne Babylone, comme la célèbre stèle de Dadusha, jamais identifiée.



Anastasia Becchio
23 janvier 2025

Le Parlement européen vote une résolution pour exiger la libération de quatre otages détenus en Iran

Une résolution d'urgence doit être votée ce jeudi 23 janvier à Strasbourg. En marge de la session plénière, et avant le débat dans l'hémicycle qui a eu lieu mercredi soir, des proches de trois otages français ont été reçus par des eurodéputés. Leur objectif est de faire en sorte que l'Europe envoie un message fort à l'Iran pour obtenir au plus vite la libération de cette femme et de ces hommes dont la vie est selon eux en danger.

Pendant deux jours, ils ont multiplié les rendez-vous au Parlement européen. La sœur de [Cécile Kohler](#), professeur de français, arrêtée en mai

2022 avec son compagnon, Jacques Paris, ou encore Tristan Bultiauw, porte-parole du comité de soutien à [Olivier Grondeau](#), le troisième otage français, ont rencontré les députés européens pour plaider la cause de leurs proches.

« **Pression constante** »

« Nous, on est inquiets tous les jours qu'il se fasse du mal. Il est très dépressif. Il est vraiment sous la pression constante de la peur de l'exécution. Ses camarades de cellule sont souvent la cible de peines de mort et du coup, il y a une ambiance extrêmement délétère pour son esprit », explique Tristan Bultiauw

à propos de son ami Olivier Grondeau.

Les proches des otages ont été invités au Parlement européen par la députée socialiste Chloé Ridet. C'est elle qui a poussé pour l'adoption d'une résolution exigeant la libération de tous les otages retenus par le régime des mollahs.

Une vie « ruinée par le régime iranien »

« Ça va amener l'Union européenne à se positionner officiellement pour demander la libération de ce que nous, on appelle des otages. Parce qu'en fait, le régime iranien

emprisonne des gens pour faire pression sur la France, pour faire pression sur l'Europe. Et c'est une pratique absolument délétère qu'on combat, affirme l'eurodéputée. Cécile, Jacques ou Olivier n'ont rien à voir avec la diplomatie. Ils n'ont rien à voir avec la politique étrangère de quelque pays que ce soit. Et c'est leur vie qui aujourd'hui est complètement gâchée et ruinée par le régime iranien depuis deux ans ».

Les proches des otages français estiment qu'il est urgent de créer une coordination entre les États. Une quinzaine d'Européens sont actuellement détenus en Iran.

En Turquie, 78 morts lors de l'incendie d'un hôtel d'une station de ski

Le sinistre s'est déclaré pour une raison encore inconnue dans les étages supérieurs du bâtiment, en pleine nuit mardi.

Soixante-dix-huit personnes ont trouvé la mort dans l'incendie qui a ravagé leur hôtel, en pleine nuit mardi, dans une station de ski du centre de la Turquie, selon un nouveau bilan, jeudi 23 janvier, du ministre de la justice, annonçant la fin du travail d'identification des victimes à l'hôpital de Bolu, la capitale régionale. Après ce drame, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé qu'une journée de deuil national aurait lieu mercredi.

Un précédent décompte faisait état de 66 morts et de 51 blessés, avait annoncé le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, qui s'était rendu sur place. Des familles entières ont péri dans l'incendie de l'hôtel Grand Kartal de Kartalkaya, qui a éclaté mardi peu avant 3 h 30 du matin (1 h 30 à Paris), selon les autorités.

Les accusations de négligence se sont multipliées depuis. Des rescapés et des experts ont notamment souligné que le système d'alarme incendie de l'hôtel de douze étages n'avait pas fonctionné. La présidente de la chambre d'architecture d'Ankara, Derya Basyilmaz, venue sur place, a également affirmé à l'Agence France-Presse que l'établissement ne comptait qu'un seul escalier servant d'issue de secours et que celui-ci n'était pas « conforme aux normes ».

Onze personnes, dont un adjoint au maire de Bolu, le chef des pompiers de la ville, le propriétaire du Grand Kartal, son directeur général et son



Des pompiers s'efforcent d'éteindre l'incendie qui a dévasté un hôtel de la station de ski de Kartalkaya, dans la province de Bolu, en Turquie, le 21 janvier 2025. MERT OZKAN/REUTERS

chef électricien, ont été arrêtées depuis mardi dans le cadre d'une enquête des autorités.

Selon Tanju Ozcan, le maire de Bolu, dont dépend la station de Kartalkaya, le feu a été maîtrisé en fin de matinée mardi, et les autorités locales redoutent désormais l'effondrement du bâtiment de dix étages. La station de Kartalkaya, située à 170 kilomètres au nord-ouest d'Ankara, est adossée à une falaise, ce qui a compliqué l'intervention des pompiers.

Près de 270 pompiers et secouristes ont été mobilisés pour venir à bout du feu qui s'est déclaré dans les étages supérieurs, pour une raison encore inconnue, a expliqué le ministre de la justice turc,

Yilmaz Tunç. Il s'est ensuite rapidement propagé au reste du bâtiment en raison du bardage en bois, ont rapporté les médias turcs, dont les images ont montré de grandes flammes s'échappant des fenêtres supérieures et du toit, ainsi que des panaches de fumée noire.

Plus de 230 clients se trouvaient dans l'hôtel, en pleines vacances d'hiver nationales, a précisé la chaîne de télévision privée NTV, qui affirme que trois personnes ont trouvé la mort en sautant par les fenêtres.

Absence d'alarme et de détecteur de fumée

Les employés de l'hôtel, le Grand Kartal, ont aidé à l'évacuation des clients, mais les témoins et les médias sur

place ont dénoncé l'absence d'alarme et de détecteur de fumée. « Aucune alarme ne s'est déclenchée, [il n'y avait] aucun détecteur de fumée ni [de] sortie de secours, alors qu'il y avait de la fumée jusqu'au dixième étage », a dénoncé sur les télévisions un quinquagénaire en larmes, qui se trouvait en famille depuis dimanche dans l'établissement.

« Les gens appelaient à l'aide, ils demandaient des couvertures pour pouvoir sortir par les fenêtres, a témoigné Baris Salgur, employé d'un hôtel voisin. On leur a apporté ce qu'on trouvait, des cordes, des oreillers et même un canapé... Quand les flammes se sont approchées d'eux, certains se sont jetés dans le vide. »

Le ministre de la justice a annoncé l'ouverture d'une enquête confiée à « six procureurs » et la formation d'un comité d'experts pour les appuyer. Devant sa formation,

le Parti de la justice et du développement, réuni en congrès, Recep Tayyip Erdogan a également assuré que « tout sera[it] mis en œuvre pour faire la lumière sur tous

les aspects du drame et pour demander des comptes aux responsables ».

De nombreux pays, dont l'Allemagne, la Grèce, l'Ukraine, le Pakistan, l'Azerbaïdjan, les

responsables de l'Union européenne et le président russe, Vladimir Poutine, ont adressé leurs condoléances et exprimé leur solidarité après ce drame.

Le Monde

Nicolas Bourcier
23 janvier 2025

En Turquie, Erdogan accuse l'évolution des mœurs de nuire à la famille

Alors que la natalité du pays s'est effondrée, et que les indicateurs socio-économiques soulignent la faiblesse de l'économie et le niveau toujours élevé du taux d'inflation, le gouvernement poursuit une croisade contre ceux qu'il juge hostiles à la « tradition ».

Les distinctions officielles disent beaucoup d'une époque, parfois même elles l'anticipent. Le prix Necip Fazil, décerné le 3 janvier, des mains du président turc, Recep Tayyip Erdogan, en est une illustration. Créé en 2014 par le pouvoir islamo-conservateur, en hommage au poète préféré du chef de l'Etat, [Necip Fazil Kısakürek \(1904-1983\)](#), romancier, dramaturge, idéologue islamiste, complotiste et truculent chantre de l'anticommunisme et de la modernité turque, il vient récompenser chaque année artistes et auteurs dans le but de préserver l'héritage culturel de l'écrivain. En d'autres termes, les œuvres qui flattent les thuriféraires de la « tradition », si chère au pouvoir en place.

Dans la catégorie « recherche d'idées », c'est un psychiatre jungien qui a reçu la distinction : Mustafa Merter, 77 ans, connu



Plusieurs centaines de personnes ont brièvement participé à une marche des fiertés LGBTQ, interdite par les autorités, dans le quartier de Kadıköy, à Istanbul, le 30 juin 2024. KEMAL ASLAN / AFP

surtout des plateaux télévisés des chaînes progouvernement et des réseaux sociaux. L'homme est avenant, doté d'un charme certain et d'une prodigieuse assurance. Comme ses confrères islamiques, il utilise les notions de *nefs* (« âme ») ou *zihin* (« esprit ») pour re-

formuler des concepts comme le moi, le surmoi ou l'inconscient. Mais c'est principalement la dénonciation et la critique au vitriol des milieux progressistes qui lui servent de trame narrative.

Son cheval de bataille : l'effondrement de la fa-

mille provoqué par la disparition de l'autorité. M. Merter aime à se poser en observateur scrupuleux des tendances masculines chez les femmes, des retards de maternité, des films hollywoodiens qui les encouragent et de la façon dont [la célèbre école de Francfort](#) (et, par exten-

sion, les juifs) est derrière tout cela. La faconde en moins, il rappelle les sailles du [Canadien Jordan Peterson](#), psychologue radical et masculiniste devenu une célébrité dans les milieux conservateurs par sa lutte contre les standards LGBTQ+ dans les campus outre-Atlantique. Il pourrait même reprendre certaines notions de la philosophe britannique [Kathleen Stock](#) pour qui le sexe biologique est une réalité inaliénable.

« Des idéologies perverses »

C'est bien tout cela qu'a voulu mettre en avant le prix Necip Fazil. Au tabloïd *Star*, M. Merter a d'ailleurs affirmé qu'il prenait cette récompense comme un « signe, voire un avertissement » et qu'il serait bénéfique pour les jeunes de « connaître certains des actes honteux de l'humanité qui nous ont été présentés sous le nom de "révolution" ». Le message est clair.

Dix jours plus tard, le président Erdogan lançait officiellement son « *année de la famille* ». Annonçant des mesures visant à stimuler le taux de natalité, le chef de l'Etat s'est lancé dans une attaque en règle contre la communauté LGBTQ+. Citant la « *vérité historique selon laquelle une famille forte ouvre la voie à un Etat fort* », il a tenu à rappeler qu'« *il est de [leur] responsabilité commune de protéger [leurs] enfants et [leurs] jeunes des tendances né-*

fastes et des idéologies perverses ». « *Les tendances culturelles néolibérales traversent les frontières et pénètrent tous les coins du monde, a-t-il insisté. Elles conduisent les LGBT et d'autres mouvements à gagner du terrain.* »

Abordant la baisse « *alarmante* » du taux de croissance démographique (celui-ci est passé de 2,53 % en 2015 à 0,23 % en 2024), M. Erdogan a déclaré, dans une métaphore qui n'échappe pas à l'analyse, que la Turquie « *perdait du sang* ». Et d'ajouter : « *La cible des politiques de neutralisation des genres, dans lesquelles les LGBT sont utilisés comme bélier, est la famille. La critique des LGBT est immédiatement réduite au silence, tout comme les critiques légitimes du sionisme. Toute personne qui défend la nature et la famille est soumise à une forte oppression.* »

Une offensive savamment calibrée

Certes, le président turc parle de natalité depuis longtemps. C'est à la fin des années 2000 qu'il a commencé à appeler les familles à avoir « *au moins trois enfants* », répétant à plusieurs reprises depuis son mantra : « *Un [enfant] signifie la solitude, deux signifient la rivalité, trois signifient l'équilibre et quatre signifient l'abondance.* » Comme le souligne Diego Cupolo dans le média en ligne *Turkey*

Recap, le dirigeant turc a amplifié, au cours de la même période, la rhétorique anti-LGBTQ+, utilisant à plusieurs reprises le sujet pour marquer les lignes de fracture idéologiques parmi les électeurs, comme lors de la présidentielle de 2023.

Mais cette fois-ci, M. Erdogan a combiné sur un ton on ne peut plus alarmiste ses positions profamille et anti-LGBTQ+. La cible est toute désignée, l'offensive savamment calibrée. La vindicte est montée d'un cran. Au point de se demander si la communauté LGBTQ+ n'est pas la raison de tous les maux du pays.

Cette communauté est peu visible en Turquie. [Les défilés de la fierté sont interdits depuis 2015](#). Et leurs revendications cantonnées dans des niches quasi confidentielles. Nombreux sont en revanche les indicateurs socio-économiques qui documentent l'effondrement de la natalité en Turquie. Ainsi, par exemple, le rapport de 2024 de la Fondation turque de recherche en politiques économiques, un centre de recherche indépendant basé à Ankara. Il rappelle que ce sont les conditions économiques et le chômage qui font partie des facteurs contribuant à une baisse du taux de natalité.

Les prix ont explosé

De fait, le pays connaît l'une des pires crises du coût de la vie depuis des

décennies. Longtemps l'inflation était à trois chiffres. Elle ne tutoie les 50 % que depuis quelques mois. Les prix de l'alimentaire, des loyers et de l'éducation ont littéralement explosé. Les inégalités se sont creusées et le manque d'ancrage des prix est devenu source d'angoisse. « *Les conditions économiques et les inquiétudes concernant les moyens de subsistance poussent de nombreuses familles à retarder ou à renoncer complètement à avoir des enfants, dit le centre de recherche, selon lequel l'augmentation du coût de la vie aggrave le fardeau que représente l'éducation d'un enfant.* »

Ajoutons qu'en matière de calendrier, la remise des prix Necip Fazil et le programme profamille du gouvernement ont été annoncés quelques heures après la publication par la plateforme Stoppons les féminicides du nombre de femmes tuées en Turquie en 2024. Au cours des douze derniers mois, 394 féminicides ont été ainsi recensés, auxquels s'ajoutent 258 décès suspects, un taux jamais atteint. Après l'officialisation de cette année consacrée à la célébration de la famille, la Fédération turque des associations de femmes a rendu public un communiqué rappelant que la plupart des féminicides se produisent au sein même des familles. Loin d'Hollywood et de l'école de Francfort.

En Turquie, les ambiguïtés de la politique de main tendue aux Kurdes

Depuis plus de trois mois, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan et les représentants du parti prokurde DEM ont amorcé un cycle de consultations sans que ses objectifs soient clairement définis

Lorsque, en 2013, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan rend public l'existence de négociations avec Abdullah Öcalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), [détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali](#) (ouest de la Turquie), la démarche suscite immédiatement l'espoir d'une résolution du conflit kurde. Cette tentative de mettre fin à plusieurs décennies de guerre est alors sans précédent.

Les observateurs saluent une baisse des violences sur le terrain, et tous s'accordent à dire que les deux parties, avec l'intermédiaire de la formation politique prokurde HDP (le Parti démocratique des peuples), semblent engager un dialogue sérieux sur des principes de démocratie et de droits. Dans une lettre, le chef rebelle kurde ira même jusqu'à appeler les combattants du PKK à déposer les armes et à quitter la Turquie, affirmant que le temps est venu de « *faire prévaloir la politique* ».

Et pourtant, ce premier processus de paix échouera. Les [législatives de 2015, marquées par une percée des élus prokurdes](#), privant le parti d'Erdogan, le Parti de la justice et du développement (AKP), d'une majorité parlementaire absolue, entraînent une reprise des tensions, suivies d'affrontements entre le PKK et An-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan, à Ankara, le 21 janvier 2025. MUHAMMED SELIM KORKUTATA / ANADOLU VIA AFP

kara, continuation du cycle de la guerre, qui se déplacera par la suite dans les montagnes du nord de l'Irak et en Syrie.

Cycle de consultations

Dix ans plus tard, Ankara a décidé de relancer un processus de négociations. Depuis plus de trois mois, le gouvernement de coalition d'Erdogan et les représentants du parti prokurde DEM (le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie, successeur du HDP menacé d'interdiction) ont amorcé un cycle de consultations entre les différents partis et les dirigeants kurdes emprisonnés. Mais force est de constater que celui-ci ne suscite plus autant d'enthousiasme.

Au contraire même, l'initiative de dialogue et de main tendue mise en scène par le pouvoir depuis le mois d'octobre 2024 ne convainc pas, et semble même poser plus de questions qu'elle n'en résout.

Les rencontres se tiennent en comité restreint et derrière des portes closes. Les objectifs restent flous, et les messages contradictoires envoyés par l'exécutif n'aident pas non plus. Tantôt c'est la possibilité pour la Turquie d'accomplir des progrès significatifs et de « *mettre fin au fléau du terrorisme* » qui est mise en avant, comme l'a encore répété, sur le ton de l'apaisement, le chef de l'Etat la se-

maine dernière ; tantôt les autorités recommencent à poursuivre et incarcérer des élus issus de la formation prokurde. La confusion est telle qu'à peine 22 % des personnes interrogées, selon un sondage MetroPOLL, publié le 15 janvier, disent soutenir le nouveau processus.

La surprise est d'abord venue du leader d'extrême droite Devlet Bahçeli (Parti d'action nationaliste, MHP), figure historique de l'ultra-nationalisme turc. D'habitude prompt à faire l'amalgame entre les élus prokurdes et le PKK, quand il ne nie pas purement et simplement l'existence d'une identité kurde, l'allié et symbole vivant, à 77 ans, du virage

autoritaire de Recep Tayyip Erdogan a pris l'initiative, à l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, le 1^{er} octobre 2024, de venir saluer les députés du DEM. L'image a immédiatement fait la une des médias et des réseaux sociaux. Un tel geste, de mémoire turque, n'avait pas été observé depuis plus d'une décennie.

Devant les journalistes, Devlet Bahçeli a dit, tout sourire : « *Nous entrons dans une nouvelle période : si nous recherchons la paix dans le monde, nous devons d'abord établir la paix dans notre propre pays.* » Cette déclaration est une allusion directe au discours tenu quelques minutes auparavant par le chef de l'Etat au sein du Parlement, dans lequel il appelait à la réconciliation à l'intérieur du pays, tout en mettant en garde contre « *l'expansion des guerres dans la région* ».

La crainte d'accords entre le PKK et l'Iran

A peine une semaine plus tard, le site d'information en ligne *Al-Monitor* révèle que des pourparlers exploratoires en vue d'une reprise des négociations entre le gouvernement et le chef kurde incarcéré sont en cours. Pourquoi ? Le gouvernement turc, écrit la journaliste Amberin Zaman, est contraint par la menace d'une conflagration plus large au Moyen-Orient. Ankara craint, avance-t-elle, que, en cas de réponse d'Israël à [l'attaque de missiles iraniens sur le territoire israélien le 1^{er} octobre 2024](#), les gardiens de la révolution puissent conclure des accords avec le PKK, un scénario qui risque de renforcer l'ensemble des forces kurdes

tout le long de la frontière turque.

Le 22 octobre 2024, Devlet Bahçeli va encore plus loin. Devant les députés de son groupe parlementaire, il propose qu'Abdullah Öcalan vienne s'exprimer à l'Assemblée pour inciter les combattants de son organisation à renoncer à la lutte armée. Face aux élus de son parti médusés, il laisse même entrevoir une possible libération du chef honni kurde en cas de dissolution du PKK.

Dès le lendemain, Abdullah Öcalan reçoit la visite, sur son île-prison, des membres de sa famille, une première après quarante-trois mois passés à l'isolement. Mais il faudra attendre encore une semaine avant que le président y aille de son couplet. Dans un discours retransmis à la télévision, Recep Tayyip Erdogan confirme qu'une nouvelle période de détente est en cours. Il qualifie l'idée de « *courageuse* » et d'« *opportunité sans précédent* », remerciant Devlet Bahçeli, « *un leader qui pourrait changer le cours de l'histoire* ».

Pour de nombreux observateurs, cette semaine de silence du chef de l'Etat dénote toutefois l'absence de véritables objectifs communs des deux têtes du pouvoir. « *Depuis le début*, observe le journaliste Irfan Aktan, *Bahçeli craint une possible création d'un Etat kurde aux portes de la Turquie et fait donc tout pour éviter un tel scénario. Son but, qui s'est même renforcé avec les événements syriens, est de protéger l'Etat turc quitte à passer par plus de droits pour les Kurdes, voire à libérer Öcalan. Contrairement à Erdogan, Bahçeli se fiche de*

perdre des voix, il préfère négocier avec un Öcalan qu'avec, par exemple, Washington ou Israël, qui soutiennent les Kurdes de l'autre côté de la frontière. »

Séduire les électeurs

Pour le politologue Tezcan Gümüş, Erdogan et l'AKP ont une approche « *éminemment plus transactionnelle* » : « *Ils cherchent à obtenir le soutien des forces politiques kurdes afin d'obtenir le nombre d'amendements constitutionnels nécessaires permettant de consolider et de perpétuer le pouvoir du président.* » En promettant la paix avec le PKK, souligne le spécialiste, le pouvoir cherche à séduire les électeurs qui aspirent à la stabilité : « *Dans le même temps, la répression persistante des politiciens kurdes fait office de "bâton" dans cette équation. En favorisant ce climat de peur, le pouvoir fait pression pour que le DEM adopte le rôle d'une opposition soumise et "loyale".* »

Le soir même du discours du chef de l'Etat, on apprenait l'arrestation d'un élu d'un des plus grands arrondissements d'Istanbul, accusé d'appartenance au PKK. Quatre jours plus tard, ce sont [trois maires du DEM, dans le sud-est à majorité kurde du pays, qui ont été démis de leurs fonctions.](#)

Lorsque la formation prokurde DEM propose d'envoyer ses deux coprésidents pour rencontrer Abdullah Öcalan, les autorités d'Ankara refusent et leur préfèrent deux députés. « *Tout cela montre à quel point ce processus est une farce*, cingle Ezgi Basaran, ancienne journaliste et politologue à Oxford (Royaume-Uni). *Son*

objectif n'est pas de résoudre la question kurde, mais de la contrôler. Soyons clairs : il ne s'agit pas d'égalité des droits ou de réformes globales dans le sud-est de la Turquie. Le gouvernement d'Erdogan cherche à tirer parti de ce qui reste de l'influence d'Öcalan en Turquie et sur les dirigeants kurdes en Syrie pour façonner leurs actions. »

Le feu vert donné par le ministère de la justice à l'entrevue avec Öcalan a finalement lieu le 28 décembre 2024. Dans une note rendue publique après celle-ci, le fondateur du PKK affirme que le rapprochement entre Turcs et Kurdes est une « *responsabilité historique* », se disant « *déterminé pour apporter une contribution positive au nouveau paradigme lancé par MM. Bahçeli et Erdogan* ». S'ensuivent trois semaines d'intenses réunions, où la délégation de la formation prokurde multiplie les rencontres avec les représentants des principaux partis politiques.

Les 11 et 12 janvier, les deux députés DEM se sont entretenus avec les anciens coprésidents de l'ex-HDP incarcérés, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, qui ont exprimé, eux aussi, leur soutien aux efforts en cours. Dans un communiqué, le DEM a tenu à affirmer que, « *malgré les difficultés* », il prévoyait une nouvelle visite sur l'île-prison d'Imrali. Celle-ci a été fixée par Ankara au mercredi 22 janvier. L'entretien a duré quatre heures. Dans un court communiqué publié le lendemain, la délégation a simplement déclaré que le processus se poursuivait.

Dans le nord de la Syrie, l'ANS pro-turque sous la menace des drones kurdes

Ismaïl Abou Hammoud tourne la tête à la recherche d'un bruit. De trois quarts, le vent rend un peu moins sourd. L'astuce vaut ce qu'elle vaut. Mais c'est la seule technique trouvée par ce combattant de l'Armée nationale syrienne (ANS), emballé dans un foulard noir, contre les bourrasques qui balaient le village d'Abou Qilqil. Perdre l'audition, même un instant, n'est pas permis dans cette plaine du nord de la Syrie. Un bourdonnement finit d'ailleurs par percer - un drone-kamikaze.

L'engin tombe à 100 mètres. Cinq étages de poussière sont soulevés immédiatement. Les enfants qui jouaient dehors courent dans tous les sens. Ismaïl Abou Hammoud veut rassurer et crie « Ami ! Ami ! » Tout le monde sait que c'est faux, le drone vient des lignes ennemies. Les Kurdes les lancent à moins de dix kilomètres. On ne peut même pas s'abriter contre un immeuble. De manière totalement contre-intuitive, il faut marcher au milieu des rues désertes. Être une cible, peut-être, mais garder l'horizon en vue. Abou Qilqil, dernier village avant la ligne de contact, base de projection de l'ANS, subit le harcèlement constant de drones kurdes.

Le front est à dix minutes de voiture, sur les rives de l'Euphrate tenu par les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde. Un mois et demi que l'ANS, appuyée par la Turquie, tente de prendre le fleuve, et son point de passage, stratégique pour s'emparer de la région autonome kurde : le barrage de Tichrine. Après avoir

conquis Manbij, dernière ville de la zone, en 24 heures, tirant avantage de la déroute du régime début décembre, l'ANS, cet agglomérat de factions pro-turques, n'avance plus. La grande offensive espérée s'est transformée en des combats épars, de village en village.

Champ de protection. Au bord de la grande rue d'Abou Qilqil, le vendeur de cafés serrés rabat son rideau de fer, ajouré par des impacts de balles. Le calme retombe. Ismaïl Abou Hammoud en profite pour rejoindre le centre de commandement. Les rebelles de l'ANS l'utilisent comme une installation de brouillage de fréquences. « Ce n'est pas très précis, vous l'avez vu par vous-même », confie le moudjahid en traversant un immeuble jamais livré. Deux escaliers en béton servent de bancs à des frères d'armes en chaussettes. Les ordres sont de barricader ces systèmes de radios, branchés sur un générateur à essence.

Une voix hurle de l'autre côté d'un talkie-walkie. Sur le front, l'une des factions engagées exige la coupure des ondes, le temps que l'ANS envoie ses propres drones de reconnaissance. La consigne est passée. « À partir de maintenant, nous n'avons plus aucune couverture », prévient Abou Khaled, 38 ans, assis en tailleur sur des coussins brodés. Le soldat, chargé d'activer ou d'éteindre le brouillage, vit terré dans cette planque aux murs nus depuis quatre semaines. Ses cheveux sont gras, le cendrier est plein. Abou Khaled et ses hommes attendent sans bruit que la fenêtre de tir se referme. Le silence est in-

terrompu par le pschitt de cannettes de Pepsi qu'on ouvre.

Depuis Tichrine jusqu'à Abou Qilqil, les drones kurdes avec leurs explosifs mettent deux minutes à parcourir la distance. Ceux, plus légers, chargés de la surveillance n'ont besoin que de 30 secondes. « Les terroristes (les forces kurdes selon ses mots, NDLR) occupent la zone depuis 2016. Nous pensions qu'ils seraient plus faciles à vaincre, mais on s'est trompé. Le barrage est plein d'armement et ils sont aidés par le renseignement et l'armement des Américains », décrit Abou Ali, l'un des chefs militaires de Sultan Mehmed Fatih, une faction de l'ANS. Le vieux leader de 54 ans n'a pas fini sa cigarette qu'il en allume une autre. Le générateur redémarre. Ça y est, le brouilleur est de nouveau actif.

Dehors, le champ de protection invisible des hommes d'Abou Khaled apporte peu de certitude. Ismaïl Abou Hammoud tient à montrer les effets de cette menace qui vient d'en haut. Le moudjahid lève ses yeux de reptile, dont le blanc est aussi jaune que ses rétines, et balaie le ciel. « Allons-y, vite ! » Un peu plus loin, un véhicule blindé turc V-150 attend d'être réparé. De fabrication américaine, il a été offert à l'ANS par la Turquie, le pays à l'origine de la formation de cette alliance de groupes rebelles. Il y a deux jours, le véhicule a essuyé deux drones-kamikazes consécutifs sur son flanc et est inutilisable. La veille, une voiture a été transformée en choux-fleur calciné. Ses occupants, tués sur le coup.

Abou Qilqil a connu bien des guerres depuis le début de la révolution syrienne, en 2011. Face au régime, contre l'État islamique, qui a administré la zone entre 2014 et 2017, et désormais entre factions pro-turques et militants kurdes. Jamais, cependant, elle ne s'était jouée dans les airs. Au moins 350 personnes sont mortes dans ces combats depuis décembre. Des centaines de familles ont été déplacées, la plupart à Manbij, à l'ouest. Certains sont restés, faute de solution. Chahin al-Rabia, 55 ans, est assis sur une chaise en plastique. Le vent secoue son keffieh à damier rouge et blanc. Ses cinq enfants surveillent le thé sur le feu. « Rien pour s'abriter, rien à manger. Mais vous voulez que j'aïlle où ? »

Un moteur interrompt ce calme sommaire. Chahin al-Rabia tend l'oreille, encore. « Grâce à Dieu », ce n'est pas un drone. Une voiture fonce à toute allure, puis s'arrête net devant la clinique d'Abou Qilqil. Des hommes en treillis tirent des fenêtres. Trois rafales d'AK47 pour alerter les secouristes. « Blessé ! Blessé ! » Un homme emmaillotté dans une couverture est transbahuté à l'arrière de l'ambulance. Il part en direction l'hôpital de Manbij, le seul de la région à pouvoir soigner les polytraumatisés du front. La route prend 20 minutes. Les roues de la camionnette blanche n'absorbent pas les dos d'ânes. Il faut serrer les dents.

Le blessé entre dans l'hôpital en urgence absolue. Le brancard d'Abou Koch - c'est son nom - bouscule tout sur son passage. Le pronostic ne

paraît pas bon. Son corps tremble. Il y a du sang partout. Ses bras sont troués. L'abdomen est touché, les chirurgiens doivent ouvrir. Dans le couloir, son compa-

gnon, Abou Ahmad, est sous le choc. Leur pick-up mitrailleur a été atteint par un drone suicide. Sept autres membres de leur unité sont morts de la sorte ces derniers jours.

Le soldat valide n'arrête pas de triturer sa casquette noire, et invoque Dieu. À l'intérieur de la salle d'opération, la peau de son ami est tirée dans tous les sens. « Bismil-

lah, bismillah ». Deux shrapnells sont retirés de son foie. Il est vivant.

Le Monde

Ghazal Golshiri
24 janvier 2025

A Rakka, ancienne « capitale » de l'EI en Syrie, les tensions montent entre Arabes et Kurdes

Reportage Depuis la chute du régime Al-Assad, la tutelle des Forces démocratiques syriennes, majoritairement kurdes, est de plus en plus contestée, en particulier dans les villes à majorité arabe.

Le 8 décembre 2024, jour de la chute de Bachar Al-Assad, Ibrahim Cheikh Nabi, un Kurde travaillant dans le milieu associatif, a entendu l'écho des célébrations sur la place Al-Naïm de Rakka. Mais il n'avait pas vraiment le cœur à s'y rendre. « *Je ne me sentais pas le bienvenu, j'étais dévoré par l'angoisse* », confie ce diplômé en droit de 35 ans, rencontré mi-janvier, dans son bureau.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) à Damas, la domination des Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes, dans le Rojava, région autonome kurde du nord-est de la Syrie, est de plus en plus contestée, en particulier dans les villes à majorité arabe, comme Rakka, ancienne capitale de l'organisation Etat islamique (EI). Les FDS ont déjà été délogés de Tall Rifaat et de Manbij, deux localités principalement arabes, par l'Armée nationale syrienne (ANS), une coalition d'ex-brigades

rebelles soutenue par la Turquie.

Avec le renversement de Bachar Al-Assad, de nombreux Arabes du Rojava revendiquent une gouvernance affiliée à HTC et une réintégration de leur localité dans une Syrie unifiée, ce qui accentue le sentiment d'insécurité des Kurdes dans ces zones. « *Le jour de la chute de Bachar Al-Assad, je n'avais pas le cœur à faire la fête. Je m'attendais déjà à ce que les tensions entre Kurdes et Arabes s'accroissent. Ces derniers ne nous aiment pas et veulent se débarrasser de nous* », affirme Ibrahim Cheikh Nabi.

« Cellules dormantes »

Ce soir-là, sur la place Al-Naïm, où ce dernier est finalement allé, les slogans célébrant la chute de Bachar Al-Assad se sont rapidement transformés en des déclarations d'hostilité à l'administration autonome kurde. « *Les gens sur place criaient : "FDS, partez !"* », se souvient Ibrahim Cheikh Nabi. Des coups de feu ont d'abord été tirés en l'air, en signe de célébration, puis, à mesure que montaient les tensions entre les manifestants et les forces kurdes, des balles ont été tirées sur la foule, faisant des dizaines de blessés.

Plus tard, des vidéos de l'incident ont circulé, montrant une personne vêtue de noir, la tête recouverte d'un foulard, armée d'un fusil-mitrailleur, tirant au hasard parmi les gens rassemblés sur la place. Le commandement des forces de sécurité intérieure et de police de la zone autonome, les Asayiches, a condamné cet « *acte criminel* » dans un communiqué, précisant que certains de ses membres avaient été blessés. Ce dernier a accusé les renseignements turcs d'avoir orchestré l'incident.

Depuis, un calme apparent est revenu à Rakka. Un couvre-feu a été instauré dans toute la ville à partir de 21 heures. « *C'est notamment pour empêcher Daech [l'acronyme, en arabe, de l'EI] de se déplacer la nuit. La région de Rakka regorge de cellules dormantes et leurs activités ont augmenté depuis la chute de Bachar Al-Assad* », explique Farhad Shami, chef du centre médiatique des FDS, rencontré sur place.

Messages hostiles sur les réseaux sociaux

Mais Ibrahim Cheikh Nabi ne se sent plus en sécurité. Sa valise est prête, pour le cas où il devrait quitter précipitam-

ment la ville. Il ne dort plus tout seul, de peur d'être attaqué le soir. Il gare sa voiture, qui porte une plaque d'immatriculation de Kobané, ville kurde emblématique, non pas dans la rue, mais dans la cour de son bureau. « *Certains de mes amis arabes me disent, sur le ton de rigolade : "Rends tes clés. Tes heures sont comptées !"* », raconte l'homme aux yeux marron empreints de tristesse.

Sur les réseaux sociaux, les messages hostiles aux Kurdes se multiplient. Omar, un Arabe de Rakka utilisant un pseudonyme par crainte de représailles, déplore cet élan de haine, initialement dirigé contre les FDS mais désormais généralisé aux Kurdes. « *Nous avons toujours cohabité avec eux à Rakka. Entre nos communautés, il y a des mariages, des amitiés. Mais il est vrai que les FDS discriminent les Arabes* », dit cet homme de 47 ans. « *Leur politique est fondée sur l'ethnie. Les Arabes n'ont pas de rôles importants dans leur administration* », poursuit-il.

Son ami Khaled (un pseudonyme aussi), également arabe, affirme avoir été privé d'un poste d'instituteur dans son quartier, au profit de l'épouse d'un officier kurde.

« J'ai dû partir travailler dans un village à 50 kilomètres de chez moi. Cela me coûtait deux heures de trajet par jour », explique cet homme de 40 ans. Les deux amis ont mal digéré le fait que les FDS se soient approprié, selon eux, tout le prestige de la victoire sur l'EI. « Il y a des Arabes dans leurs rangs et, dans les offensives sur les villes arabes, comme Deir ez-Zor, les Kurdes ont été peu nombreux. Mais la chute de Daech a été présentée comme l'œuvre des seuls Kurdes », soutient Khaled.



WILLIAM KEO POUR « LE MONDE »

Compromis

Les deux amis ont milité contre le régime de Bachar Al-Assad. Khaled a déserté en 2011, au début de la révolution, alors qu'il effectuait son service militaire obligatoire. « Je ne voulais pas tuer mes compatriotes », explique-t-il. Deux des frères d'Omar ainsi que l'un de ses neveux ont été tués par le largage de bombes barils (un mélange d'explosif, de ferraille et de combustible) sur Rakka. Après l'arrivée des combattants de l'EI dans cette ville, en 2014, Khaled, à l'époque agriculteur, a décidé de ne pas partir. Pour sa femme, qui a toujours porté le niqab, le règne de Daech n'a pas changé grand-chose. « On s'en sortait mieux économiquement, parce que les taxes sur les récoltes ont été revues à la baisse par les nouveaux dirigeants », explique Khaled.

Mais la vie quotidienne est devenue pénible, en raison de l'obscurantisme du groupe, guidé par la charia. « Les combattants de Daech étaient des gens hargneux. Fumer dehors ou même avoir un simple paquet de cigarettes sur

soi pouvait coûter très cher. Daech décapitait ses opposants et plantait leurs têtes sur la place Al-Naim. La situation est évidemment meilleure aujourd'hui », soutient Khaled. Depuis la reprise, en 2017, de Rakka par les FDS, soutenues par la coalition internationale, les taxes, notamment sur les graines, ont augmenté, explique Khaled. Voilà pourquoi, il y a deux ans, il a décidé de ne plus cultiver ses terres. « Faire de l'agriculture n'est plus rentable pour moi », explique-t-il.

En octobre 2019, juste après le semi-retrait des troupes américaines déployées en Syrie, sous le premier mandat de Donald Trump, la Turquie a lancé l'opération « Source de paix » destinée à repousser les FDS, considérées par Ankara comme liées au Parti des travailleurs du Kurdistan, qualifié d'organisation terroriste. Confrontés à l'avancée turque et au risque d'être anéantis, les Kurdes, isolés sur les plans militaire et diplomatique, ont été contraints de requérir l'aide du régime syrien.

Un accord, négocié par la Russie la même année, a permis à l'armée de Bachar Al-Assad de se déployer dans plusieurs zones kurdes, notamment certains quartiers de Hassaké et Kamechliyé, pour contenir l'offensive turque. « Ces compromis entre les FDS et Bachar Al-Assad nous ont laissé un goût amer », explique Omar. « Bien sûr, nous avons toujours préféré l'administration actuelle au régime de Bachar, mais, maintenant que le régime a disparu, il n'y a plus aucune raison de se plier à la domination des Kurdes », poursuit Khaled.

« Notre ville fait partie de la Syrie »

Pour Patrick Haenni, chercheur associé à l'Institut universitaire européen de Florence, « la légitimité de l'administration autonome reposait sur deux piliers : la sécurité, qui a été restaurée et appréciée par les populations arabes, et le fait d'être perçue comme un moindre mal par rapport au régime de Bachar Al-Assad. Depuis la chute de ce dernier, ce pilier n'existe plus ». Si le nouveau pouvoir

syrien décide de reprendre les régions du Nord-Est, poursuit le chercheur, « il ne fera sans doute pas par une bataille militaire classique, comme celle menée par la Turquie et ses affidés, mais plutôt par une logique de cooptation et de renversement d'allégeances. D'ailleurs, des désertions se sont déjà produites dans certaines zones. En l'absence de solution politique, il est possible qu'on assiste à un morcellement du territoire ».

Khaled, lui, est retourné à Damas pour la première fois depuis quatorze ans, fin décembre 2024. « Je n'arrivais pas à me rendre compte que je marchais dans les rues de Damas après tant d'années. Je demandais à ma femme de me pincer pour que je me rende à l'évidence. » Omar, lui, a prévu de s'y rendre dans quelques jours. « On aimerait en finir avec le règne des Kurdes. Notre ville fait partie de la Syrie, et pas du nord-est de la Syrie. Nous voudrions être un seul pays, la Syrie », dit Khaled.

En Turquie, les autorités se mobilisent pour contrer la chute de la natalité

Le janvier, le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé une série d'aides financières pour encourager le mariage et les naissances dans le cadre de l'« année de la famille »

Les paupières lourdes, le petit Kerem-Ali, 1 an, lutte pour ne pas sombrer. Déposé sur le coussin moelleux d'un canapé, il suit d'un regard curieux la ribambelle de cousins qui s'interpellent et courent d'une pièce à l'autre. Mais il est l'heure de la sieste et les bercements réguliers de sa mère finissent par avoir raison de lui. « *Mon rêve serait d'avoir quatre ou cinq enfants*, confie Nur (les noms ont été modifiés), 26 ans, posant un regard tendre sur le nourrisson. *Malheureusement, l'éducation est devenue tellement chère que cela ne sera pas possible.* »

Originaires de la région de Mus, dans le sud-est kurde de la Turquie, Nur et son mari, Serhun, viennent tous deux d'une famille nombreuse. Huit frères et sœurs d'un côté, cinq de l'autre, ils ont grandi dans de petits appartements bruyants, où flôtait l'odeur des soupes de lentilles et des viandes en sauce qui mijotaient en continu sur les poêles à bois. Ils sont aujourd'hui installés à Sultanbeyli, arrondissement modeste de la rive asiatique d'Istanbul, et les chambres à coucher de leur appartement leur paraissent bien vides.

« *Je voudrais envoyer Kerem-Ali à l'école publique, mais il y a 50 élèves par classe. C'est impossible d'enseigner quelque chose à des enfants dans ces conditions* », anticipe Nur. Le couple a la chance d'être propriétaire de son logement, mais le salaire de fonctionnaire de Serhun –



Dans le quartier de Tarlabasi, à Istanbul, le 2 mai 2022. BULENT KILIC / AFP

56 000 livres turques (environ 1 500 euros) – ne suffira probablement pas à assurer les frais de scolarité d'un établissement privé, et Nur sera contrainte de retourner travailler. « *Les allocations familiales annoncées par le gouvernement sont trop faibles* », expliquent les jeunes parents, lucides.

2025, l'« année de la famille »

Depuis 2008, le président turc évoque régulièrement la nécessité pour les couples d'avoir au moins trois enfants. Une injonction qu'il a ensuite déclinée en différents slogans, selon l'inspiration du moment, les années suivantes : « *Un seul enfant, c'est étrange. Deux enfants, c'est la compétition. Trois en-*

fants, c'est l'équilibre. Quatre enfants, c'est l'abondance. Cinq enfants, la volonté divine », avait-il lancé, lors du mariage du fils du maire de la ville anatolienne de Kayseri, en 2018.

Les incitations présidentielles n'auront cependant pas permis d'enrayer la chute de la natalité. Entre 2001 et 2024, le nombre d'enfants par femme est passé de 2,38 à 1,51, bien en deçà du taux de 2,05 nécessaire au renouvellement des générations. Si le phénomène est global, la courbe de la Turquie a chuté de manière « *particulièrement rapide, comme en Italie et au Japon* », selon l'économiste et démographe Aykut Attar, maître de conférences à l'université Hacettepe à Ankara. Inquiètes du déclin démogra-

phique qui s'annonce, les autorités turques se mobilisent plus concrètement pour renverser la tendance. L'année 2025 a ainsi été nommée « année de la famille », et des mesures ont été proclamées par Recep Tayyip Erdogan lui-même, le 13 janvier, pour faire face à ce que le numéro un turc qualifie de « *problème de sécurité nationale* ».

Le président Erdogan a ainsi annoncé la création d'un haut conseil des politiques démographiques et d'un institut de la famille, rattachés au ministère de la famille et des services sociaux. Les mères turques pourront recevoir entre 1 500 et 5 000 livres turques par mois pour les premier, deuxième et troisième enfants nés à partir du 1^{er} janvier. Les jeunes mariés entre

18 et 29 ans aux revenus modestes pourront bénéficier d'un crédit de 150 000 livres turques sans intérêts. Enfin, le télétravail et les aménagements d'horaires seront encouragés pour les mères, afin de faciliter la garde des enfants.

L'« angoisse de l'avenir »
« D'après l'institut de statistiques TÜİK, le coût de l'organisation d'un mariage dans un salon s'élève à environ 589 405 livres turques. Les sommes allouées [par le gouvernement] ne permettent ab-

solument pas de construire un foyer, réagit Aylin Nazliaka, députée du parti d'opposition CHP (Parti républicain du peuple) et responsable des affaires sociales et familiales, interrogée sur les annonces du gouvernement. *La priorité des jeunes est de travailler, pas de se marier. Dans notre pays, des dizaines de jeunes ont mis fin à leurs jours à cause du chômage et de l'angoisse de l'avenir. Le taux de prise d'antidépresseurs augmente chaque année. Donner de l'argent et dire "mariez-vous" n'a aucun sens. »*

L'inflation à trois chiffres et la perte de pouvoir d'achat minent le quotidien des Turcs. En 2024, une personne sur trois était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale, d'après les chiffres de TÜİK. Une précarité économique qui empêche de nombreux candidats à la parentalité de se projeter sereinement vers l'avenir. Dans un sondage de l'Institut Veri, publié, début janvier, dans l'hebdomadaire *Gazete Oksijen*, 47 % des 18-24 ans et 39 % des 25-49 ans estimaient ainsi que l'état actuel du pays ne per-

mettait pas d'« élever correctement un enfant ».

Lors de son discours du 13 janvier, le président Erdogan n'a évoqué ni les conditions économiques ni le manque de perspectives de la jeunesse. Il a en revanche listé les menaces qui pèsent, d'après lui, sur la famille, et a fustigé les personnes LGBT+, « cheval de Troie » de politiques de « déssexualisation » véhiculées par les séries télévisées et les films populaires de la culture mondialisée.



Jan 25, 2025

Iran speaks to Turkey about attacks on civilians in Syria

ERBIL, Kurdistan Region - In a phone call on Thursday with his Turkish counterpart, Iran's foreign minister raised concerns about recent news of attacks on civilians in Syria.

Minister Abbas Araghchi "voiced concern about news published on the arbitrary actions of armed groups against ordinary people and civilians in the Shiite and Alawite areas and demanded the protection of the rights of minorities," the foreign ministry said of his phone call with Turkish Foreign Minister Hakan Fidan.

Araghchi added that Iran supports "the sovereignty and territorial integrity of Syria and



Turkish flag (left) and Iranian flag (right). Graphic: Rudaw

the need to avoid internal conflicts and the formation of an inclusive government with the participation of all political, ethnic, and religious currents."

Iran was a staunch supporter

of Bashar al-Assad's Syrian regime, which was toppled on December 8 by a coalition of rebel groups that are spearheaded by the Islamist Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) and are close to Turkey.

Since the fall of Assad, members of the Alawite minority that were the backbone of the regime, have reported being harassed and threatened.

Iran last month accused the United States and Israel of being behind the recent developments in Syria and accused them of having a "master plan" for the Middle East after a Washington official said there would be no place for Iran in the new Syria.

The new Syrian authorities subsequently warned Iran against "spreading chaos" in their country and called on Tehran to respect the will of the Syrian people.



Kurdistan Digest | January 25, 2025

Iran

Human Rights Watch has raised alarm over the potential execution of two Kurdish women, Pakhshan Azizi and Warisha Moradi, in Iran. Both women have been sentenced to death on charges of “armed rebellion against the state” and alleged membership in opposition groups.

Iranian authorities have defied international condemnation and upheld the death sentence against political prisoner Pakhshan Azizi. Despite her defense highlighting significant legal issues, the Supreme Court affirmed her death sentence on January 8, 2025.

Azizi’s lawyer, Amir Raesian, denounced the court’s disregard for critical irregularities in the case. Arrested in August 2023 alongside her family, Azizi was denied basic human rights for months. She faced four months of solitary confinement, barred from legal counsel and family visits, before the Revolutionary Court issued her death sentence in July 2024. The ruling has ignited widespread outrage, with 3,400 artists, activists, and organizations signing a statement condemning the verdict.

In a similar case, political prisoner Zanyar Moradi, a member of the Free Women’s Society of Eastern Kurdistan (Rojhelat), was also sentenced to death. Arrested in August 2023 in Senna, Moradi spent five months of solitary confinement at Evin Prison, where reports of torture emerged. Moradi was denied the right to defend herself, and her lawyers were obstructed from presenting crucial evidence.

The Hengaw Organization for

Human Rights reported that shops and businesses in at least 13 cities across Kurdistan held a public strike on January 22. The strike was organized in protest against the death sentences of the Kurdish women, following calls from Kurdish political parties, organizations, and human rights groups. As a result, the regime’s security forces arrested several shop owners and activists, with several of their whereabouts remaining unknown.

Zhina Amini’s father, Amjad Amini, faces a barrage of legal threats from Iranian authorities. Despite initially being charged with “spreading falsehoods” for his social media activity, the Saqqez Prosecutor’s Office unexpectedly escalated the charges against him to “propaganda against the state.” Zhina Amini’s death sparked widespread anti-government protests in the fall of 2022.

The Iranian regime continues cracking down on Kurdish communities across Rojhelat in 2025, with dozens being arrested so far in the year.

Iraq

The Kurdistan Regional Government (KRG) has strongly denounced a recent agreement between British Petroleum (BP) and Baghdad over Kirkuk’s oil fields, accusing the federal government of violating Iraq’s constitution and undermining the rights of the Kurdish people. In a statement released on January 12, 2025, the KRG reaffirmed its commitment to defending its constitutional authority and protecting the rights of the Kurdistan Region, including Kirkuk.

At the heart of the dispute is Article 140 of Iraq’s 2005 Federal Constitution, which requires the federal government to hold a referendum in Kirkuk and other disputed territories to determine their administrative status. This referendum was originally mandated to occur by December 31, 2007. However, successive governments in Baghdad have failed to meet this obligation, leaving the status of these territories unresolved for nearly two decades.

The KRG statement read that Baghdad is now unilaterally exploiting oil and gas resources in Kirkuk, disregarding constitutional provisions. Under Article 112, Baghdad is required to manage pre-existing oil fields like those in Kirkuk jointly with the Kurdistan Region and enter into revenue-sharing arrangements. Furthermore, Articles 110 and 115 grant the KRG exclusive authority to manage new oil and gas fields.

In a related development, the KRG spokesperson also issued a statement against the federal government’s unilateral actions in amending the federal budget law. The KRG claimed that despite extensive meetings and two readings in the Council of Representatives, a final vote on the amendment failed to occur.

According to the spokesperson, a new proposal was unexpectedly submitted by the representative of the federal government in the Council of Representatives without consulting the KRG or securing approval from the federal Council of Ministers. This unilateral action, the KRG statement read, directly contradicts a prior decision by the federal

Council of Ministers to amend the budget law to facilitate the resumption of oil exports from the Kurdistan Region. Kurdistan’s oil exports have remained halted for nearly two years, costing Baghdad over \$20 billion and severely impacting Kurdistan’s economy.

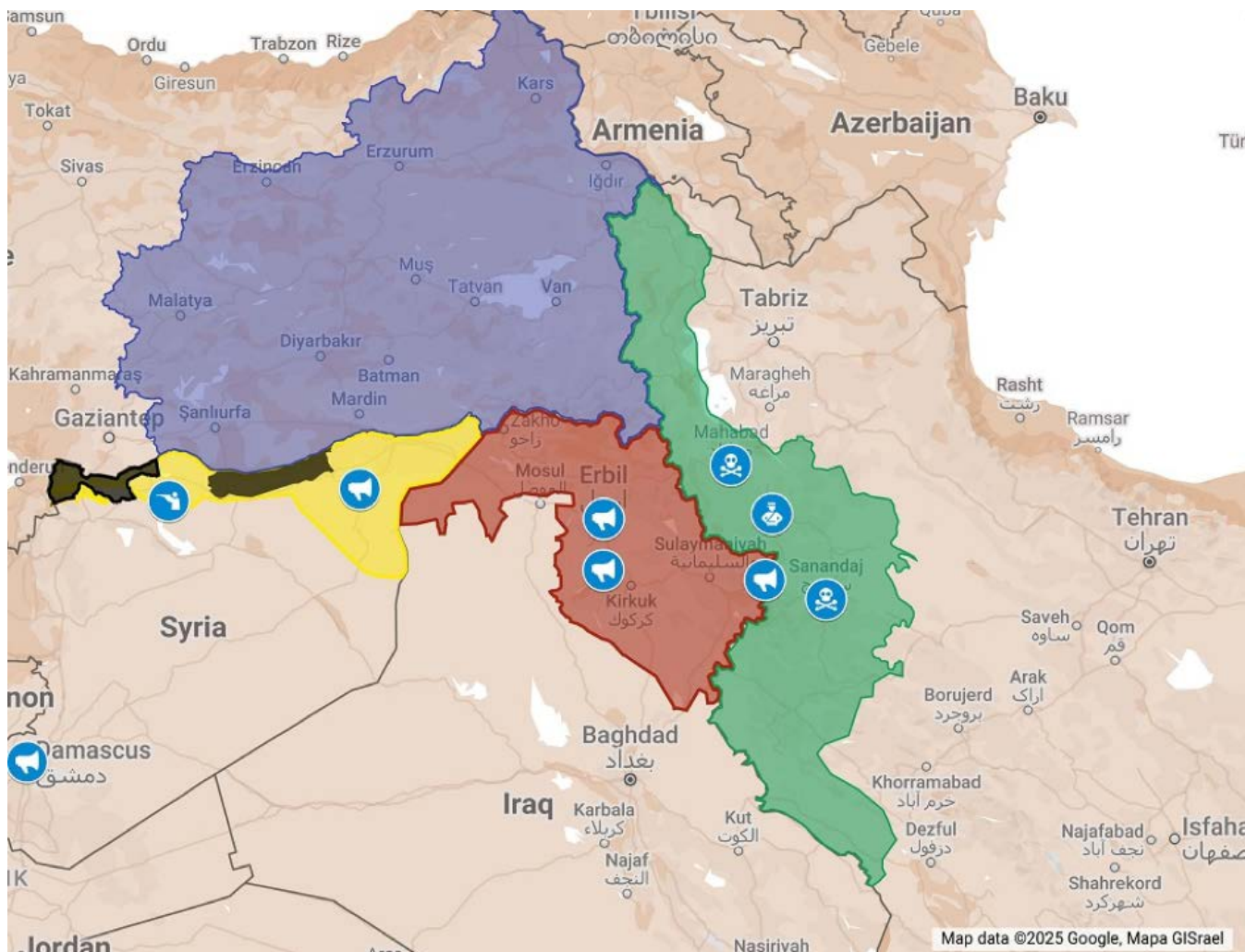
Syria

The Commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), Mazloum Abdi, welcomed the United Nations Special Envoy for Syria, Geir Pedersen, for his “support and efforts toward a successful political transition.”

In a statement, Abdi underscored the importance of a thoughtful and inclusive approach to resolving the future of North and East Syria within the broader framework of the Syrian state. His comments come as discussions continue regarding the political and military integration of the region into Syria’s national framework.

Abdi emphasized that any resolution must be built on a comprehensive national vision that promotes unity while respecting Syria’s diverse social and cultural fabric. “The issue of North and East Syria and the integration of our forces within the Syrian state requires a well-thought-out approach that paves the way for a comprehensive national vision and leads to a united Syria that reflects its diversity, guarantees fair representation, and secures justice and equality for all,” he stated.

The SDF also condemned Turkish media and “pro-Turkish mercenary” platforms for attempting to fabricate a false



narrative of “tension” between the SDF and Hayat Tahrir al-Sham (HTS). The SDF accused Turkey of deliberately inciting conflict among Syrians.

In interviews with Turkish media, the Syrian leader of Hayat Tahrir al-Sham (HTS), Ahmed al-Shara’a, who is listed as a terrorist by the United States, [stated](#) that the SDF has yet to disarm. This demand has been rejected by the Kurds, citing the presence of dozens of other armed groups in Syria backed by Turkey. Meanwhile, Syria’s so-called “[defense minister](#)” issued threats, signaling readiness to confront the SDF. At the same time, Turkey’s Foreign Minister, Hakan Fidan, expressed support for HTS and reportedly offered assis-

tance if they engage in fighting [against the Kurds](#). Meanwhile, State Secretary Rubio [highlighted the need](#) for an inclusive transition in Syria during a phone call with Fidan on January 23.

The recent developments come as Turkey’s Syrian proxies, with air support from Turkey, continued attacks on the SDF near the Tishreen Dam. These attacks have resulted in the deaths of [20 civilians](#) due to drone strikes carried out by [Turkey and its proxies](#). While the SDF has successfully thwarted many of the attacks, it has also suffered casualties in the clashes. Additionally, the SDF released footage of a captured drone, [revealing evidence](#) of Turkish soldiers directly assisting their Syrian proxies

with drone operations.

Turkey

The Imralı delegation, consisting of prominent politicians Sırrı Süreyya Önder and Pervin Buldan, visited Abdullah Öcalan on January 23, 2025, marking their second meeting this month as part of the Turkish government’s proposed peace process.

In a [statement following](#) the visit, the DEM Party’s Imralı Delegation highlighted their discussions with Öcalan on January 22. The statement noted Öcalan’s condolences to the families of those who lost their lives in the Bolu fire and his wishes for a swift recovery for the injured. While the delegation [did not disclose specific](#) details of the meeting,

the DEM Party emphasized Öcalan’s active role in the peace process, noting that he continues to work on the initiative. “After the preparations in this regard are completed, the necessary explanations will be made to the public,” the statement read.

The delegation also reaffirmed its commitment to advancing the process and keeping the public informed as developments occur, signaling cautious optimism for progress in Türkiye’s ongoing reconciliation efforts. The DEM Party delegation had also visited other jailed Kurdish politicians, including [Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ](#), who both expressed their support for Öcalan’s proposal.

En Irak, le Parlement adopte une proposition de loi susceptible de légaliser le mariage des enfants

Le texte voté par les députés, dans le cadre d'un grand marchandage législatif entre communautés, donne au clergé chiite, qui autorise les unions à partir de l'âge de 9 ans, une compétence en matière d'affaires familiales.

En Irak, l'amendement de l'une des lois les plus progressistes du pays suscite de vives inquiétudes parmi les défenseurs des droits des femmes. Le Parlement a adopté, mardi 21 janvier, une modification du texte sur le statut personnel, qui risque d'accroître le pouvoir des autorités religieuses. L'entrée en vigueur de cet amendement, introduit par un élu conservateur chiite, dépend d'une ultime procédure parlementaire et d'une ratification par le président irakien, Abdel Latif Rachid, dans les quatre mois.

La version remaniée de la loi permet aux Irakiens chiites de choisir entre les préceptes de leur communauté et les règles étatiques pour trancher les questions de mariage, d'héritage, de divorce et de garde d'enfants. Selon les détracteurs du texte, ce flou juridique, qui fragilise l'autorité du gouvernement, pourrait légaliser les mariages précoces.

La loi sur le statut personnel, adoptée en 1959, peu après la chute de la monarchie irakienne, avait entraîné une véritable révolution en matière de protection des droits des femmes. Avant-gardiste en la matière au Moyen-Orient, elle entérinait le transfert de la compétence, en matière d'affaires familiales, des autorités religieuses à l'Etat et à son système judiciaire. Elle fixait aussi l'âge légal du mariage à 18 ans, tout en restreignant la pratique de la polygamie.



Manifestation en soutien à un amendement modifiant le texte sur le statut personnel, à Bagdad, le 8 septembre 2024. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

C'est cette protection juridique qui est remise en question par le vote de mardi.

« C'est une abomination »

Certes, le texte adopté par les députés conserve certaines dispositions de la précédente loi. L'âge légal du mariage demeure fixé à 18 ans et, au minimum, à 15 ans, avec l'autorisation des tuteurs légaux et d'un juge. Mais le passage de l'amendement qui redonne aux autorités religieuses un droit de regard sur la gestion des affaires familiales pourrait encourager le mariage à un âge plus précoce. L'école juridique jafarite, suivie par les conservateurs chiites, autorise les

unions à partir de l'âge de 9 ans.

« L'Irak n'avait jamais été témoin d'un tel déclin. En plus de mettre en danger les droits des femmes, cette nouvelle version du statut personnel viole de nombreux traités », dénonce le député indépendant Sajjad Salem. « L'amendement enfreint notamment la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, signée par l'Irak en 1986, ainsi que la convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée en 1994, en exposant les jeunes filles au mariage précoce », ajoute-t-il.

En Irak, les mariages d'enfants sont en constante augmentation depuis une vingtaine d'années. Selon l'Unicef, 28 % des Irakiennes sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 22 % des unions non enregistrées concernent des filles âgées de moins de 14 ans. Chaque année, des responsables religieux célèbrent des milliers de mariages non enregistrés, y compris d'enfants, en violation de la loi en vigueur, selon l'ONG Human Rights Watch. Nombreux sont ceux qui affirment qu'historiquement l'islam autorise les unions des filles pubères, à partir de l'âge de 9 ans, car le prophète Mahomet aurait épousé Aïcha à cet âge-là.

« C'est une porte ouverte aux mariages de jeunes filles, fustige Hanaa Edwar, figure emblématique de la lutte pour les droits des femmes en Irak, qui reçoit, depuis mardi, des appels inquiets d'ambassadeurs en poste à Bagdad. Les hommes chiites pourront ouvertement épouser des filles de 9 ans, voire moins, en ignorant les dispositions juridiques du pays. Il leur suffira de se marier dans le cadre de leur secte religieuse, puis d'attendre que la fillette devienne majeure pour déclarer l'union auprès des instances gouvernementales, comme ils le font déjà illégalement. C'est une abomination qui va à l'encontre des valeurs de notre pays. »

Marchandage législatif

Outre l'âge légal du mariage, les femmes irakiennes pourraient perdre de nombreux acquis légaux, comme la

garde de leurs enfants âgés de plus de 7 ans. « Ils vont venir et me voler ma fille. Je me battrais jusqu'au bout pour conserver sa garde, mais c'est perdu d'avance. La loi ne me protégera pas », témoigne, en larmes, Alia, une femme divorcée, contactée grâce à une militante féministe. Cette mère, qui a souhaité taire son nom de famille, craint que la garde de son enfant de 11 ans lui soit retirée si le père le souhaite. « Les femmes vont être privées de leurs droits financiers. Il faut s'attendre à un regain de violences physiques et sexuelles contre les femmes. C'est un véritable recul de la liberté et des droits fondamentaux », explique Iman Yassin Al-Amin, activiste et membre de la Coalition 188, un groupe composé d'ONG, de militants et de personnalités politiques.

Après une intense campagne

visant à empêcher la réforme de la loi, Coalition 188 a dénoncé le passage en force de cet amendement, accusant le Parlement d'avoir enfreint les règles de procédure lors de la séance de mardi. Lors d'une conférence de presse, l'association a soutenu que le décompte des voix n'avait pas respecté le processus légal. Elle a affirmé également que le quorum n'avait pas été atteint, la moitié des députés présents durant la session n'ayant pas voté.

L'amendement a été adopté dans le cadre d'un vaste marchandage législatif entre les trois principales communautés religieuses et ethniques du pays. Tandis que les chiites ont acquis la révision du texte de 1959, les sunnites ont obtenu une vaste loi d'amnistie pour leurs coreligionnaires emprisonnés – exception faite des personnes condamnées

pour crime de sang – et les Kurdes une législation favorable à leurs revendications territoriales dans la région de Kirkouk.

Les autorités religieuses chiites ont désormais quatre mois pour édicter les obligations s'imposant aux membres de leur communauté en matière de statut personnel. Leur texte sera ensuite soumis au vote des parlementaires. Si les députés l'adoptent, il devra être paraphé par le président pour entrer en vigueur. Pour les opposants du texte, l'heure est plus que jamais à la riposte. Tandis que les députés de l'opposition envisagent de faire appel auprès de la Cour fédérale suprême, Coalition 188 a établi une permanence juridique, qui offre des conseils gratuits à toutes les femmes victimes d'abus et concernées par cet amendement.



Xavier Moulinot
26 janvier 2025

Iran : Deux femmes arrêtées pour une danse contraire « à la charia » dans un cimetière

Le pouvoir en Iran ne veut pas laisser la place à la contestation, quelle qu'en soit sa forme. La police iranienne a ainsi arrêté deux jeunes femmes après la diffusion d'une vidéo dans laquelle elles dansent dans un cimetière de Téhéran sans respecter le strict code vestimentaire du pays, ont rapporté vendredi des médias locaux.

« Il y a peu de temps, deux personnes, dans le cimetière des martyrs à Téhéran, ont,

sans tenir compte du caractère sacré du lieu, enregistré un clip vidéo avec des vêtements inappropriés et des mouvements contraires aux coutumes et à la charia », la loi islamique, a déclaré la police dans un communiqué cité par l'agence de presse Tasnim. Leurs agissements « ont provoqué de vives protestations publiques, notamment de la part des familles des martyrs, et les deux personnes ont été arrêtées par la police puis remises aux autorités judi-

ciaires », a ajouté la police.

De fortes contestations depuis la mort de Mahsa Amini

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes en Iran ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics, où elles n'ont pas non plus le droit de danser. Mais de plus en plus de femmes apparaissent désormais sans voile depuis la mort de Mahsa Amini, en signe de défiance à l'encontre d'un

des piliers idéologiques de la République islamique.

La mort de cette jeune Iranienne, arrêtée pour une infraction supposée au code vestimentaire, avait entraîné une vague de contestation sans précédent en septembre 2022. La répression du mouvement a fait plusieurs centaines de morts et provoqué l'arrestation de milliers de personnes, selon des ONG.

L'UE s'engage dans un processus de levée graduelle des sanctions contre la Syrie

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne sont convenus de suspendre, lors de leur réunion à Bruxelles, lundi, une partie des sanctions économiques pesant sur Damas. Cette mesure, destinée à encourager la transition politique en cours en Syrie, pourra être annulée, si les nouveaux maîtres du pays bafouent leurs promesses portant sur le respect des droits de l'homme et des minorités.

Les Européens sont prêts à faire un geste politique en faveur de la Syrie, près de deux mois après la chute du régime de Bachar Al-Assad et la prise de pouvoir d'Ahmed Al-Charaa, le responsable du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC). En dépit du fait que cette formation est toujours classée « terroriste » par l'ONU, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) doivent décider, lors de leur réunion à Bruxelles lundi 27 janvier, la suspension de certaines sanctions économiques infligées à la Syrie, depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie, en 2011.

Après la visite à Damas le 3 janvier d'Annalena Baerbock et de Jean-Noël Barrot, les chefs de la diplomatie allemande et française, et les engagements pris à cette occasion par Ahmed Al-Charaa, le nouvel homme fort de la Syrie, les Européens sont prêts à encourager la transition politique en cours et à aider à la reconstruction. « *A ce stade, les Vingt-Sept sont d'accord pour suspendre les sanctions prises dans le domaine de l'énergie et le transport* », indique un diplomate européen à Bruxelles.

Mi-janvier, Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne, confiait au *Monde* espérer que la réunion du



Le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot (à droite), et la ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock (au milieu), et Assad Hassan Al-Chibani, ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire syrien (à gauche) en sortant de palais présidentiel à Damas le 3 janvier 2025. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

27 janvier débouche sur une feuille de route de levée progressive des sanctions, en échange de la mise en place en Syrie d'un processus de transition politique inclusif, garantissant les droits humains, y compris ceux des femmes, respectant les minorités religieuses et ethniques et menant, à terme, à la tenue d'élections.

L'approche européenne sera graduelle. Si le nouveau régime syrien bafoue ses engagements, l'UE pourra réimposer les sanctions suspendues, confient plusieurs di-

plomates au cœur des discussions à Bruxelles. Si la transition progresse au contraire sans accroc, l'UE pourra envisager de nouvelles levées de sanctions, notamment celles visant les transactions financières, qui empêchent de fait le financement de la reconstruction du pays. Certains Etats, comme l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas, souhaitent alléger d'emblée ces sanctions, mais d'autres, notamment des Etats du nord de l'Europe, craignent qu'une telle décision facilite un financement du terrorisme.

« Un message politique »

Ces premières décisions peuvent-elles améliorer le sort du pays confronté à de larges coupures de courant, du fait de l'arrêt des importations de pétrole iranien ? Les experts sont circonspects. En décembre 2024, Agathe Demarais, une chercheuse pour le centre de réflexion européen ECFR, assurait que « *si l'UE devait lever ses sanctions sans que les États-Unis ne fassent de même, cela ne changerait pas grand-chose sur le terrain en Syrie* ». Avec son Caesar Syria Civilian Protection Act,

Washington dispose d'un régime de sanctions contre Damas très handicapant, et la nouvelle administration de Donald Trump n'a toujours pas indiqué sa vision de l'avenir de la Syrie.

« Tant qu'il y a le Caesar Act et les restrictions sur les transactions financières, en particulier l'utilisation du dollar,

toute exemption de sanctions sera très insuffisante pour permettre à la Syrie de commencer sa reconstruction, juge Jihad Yazigi, le rédacteur en chef de *Syria Report*, une lettre d'information en ligne sur l'économie syrienne. Cela ne veut pas dire que ces décisions de l'UE n'auront pas d'impact. C'est un message politique, de soutien au pro-

cessus de changement syrien, ce n'est donc pas négligeable. »

Enfin, souligne Agathe Demarais, si l'UE entend rétablir ses relations avec la Syrie, elle devra au préalable s'assurer du retrait de HTC, émanation de l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaida, de la liste noire des organisations ter-

roristes. Aujourd'hui, toute transaction avec les nouveaux dirigeants syriens pourrait être interprétée comme un soutien au terrorisme. L'UE n'entend pas s'engager pour l'instant sur ce chemin. De même, Bruxelles assure qu'elle conservera les mesures restrictives prises contre 316 personnes et 86 entités liées au régime d'Al-Assad.

L'Opinion

Laurence Norman et Benoit Faucon
27 janvier 2025

La Chine fournit des produits chimiques à l'Iran pour son programme de missiles balistiques

Ces derniers mois, deux navires iraniens sont arrivés en Chine afin de charger des cargaisons d'une substance essentielle à la production de propergol pour les missiles balistiques, selon des personnes bien informées. Cet épisode illustre les défis qui attendent l'administration Trump pour que la Chine réduise sa coopération avec l'Iran.

Les soutes des deux cargos contiennent environ 1 000 tonnes de perchlorate de sodium, qui pourraient permettre à l'Iran de produire 960 tonnes de perchlorate d'ammonium. Cet élément chimique est l'un des principaux composants du propergol solide utilisé pour les missiles balistiques, précisent les mêmes sources. Selon l'une d'elles, un haut fonctionnaire occidental, ce volume pourrait suffire à assurer la propulsion de 260 missiles iraniens de moyenne portée.

L'accroissement de la dépendance de Téhéran à l'égard de Pékin résulte en partie des coups portés par Israël à son programme balistique et à son réseau de proxies ces derniers mois, mais elle met également en évidence un problème plus important pour Washington : l'Iran et la Chine s'alignent de

plus en plus sur la Russie et la Corée du Nord. Ce bloc d'Etats autoritaires est uni par un intérêt commun, celui de saper l'ordre mondial régi par les Etats-Unis.

Rien ne prouve que les autorités chinoises étaient informées des deux cargaisons. Un porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington a même assuré qu'il n'était pas au courant. Pékin, a-t-il ajouté, surveille étroitement les biens à double usage, conformément à ses lois sur le contrôle des exportations et à ses obligations internationales.

Le projet de livraison de propergol pour missiles avait été révélé par le Financial Times.

L'Iran possède l'un des stocks de missiles balistiques les plus importants du Proche-Orient : il en comptait plus de 3 000 en

2023, selon les estimations américaines. Mais ce chiffre s'est amenuisé, le pays ayant puisé dans ses réserves pour lancer deux attaques contre Israël l'année dernière et en ayant vendu d'autres à la Russie.

Les représailles aériennes menées par Tel-Aviv en octobre ont, par ailleurs, endommagé des sites de production de missiles iraniens. Ces raids ont détruit la plupart des mélangeurs planétaires de l'Iran — des machines, utilisées pour amalgamer les composants du propergol solide, qui sont difficiles à remplacer. Le propergol solide est un assemblage de combustible et d'oxydant qui s'enflamme simultanément pour déclencher la poussée des missiles et des fusées.

Après ces frappes, des responsables américains et israéliens ont déclaré au Wall Street Jour-

nal que la production de missiles à combustible solide par l'Iran pourrait être interrompue pendant au moins un an. Les autorités américaines ont récemment confirmé ces affirmations. Téhéran pourra donc difficilement utiliser les cargaisons à court terme, si elles lui sont livrées.

Selon Fabian Hinz, spécialiste des questions de défense et d'analyse militaire à l'Institut international d'études stratégiques, la Chine participe à la fourniture de propergol solide pour les fusées et les missiles iraniens depuis les années 1990. Ces dernières années, des responsables et des entreprises iraniens ont été sanctionnés par le Trésor américain pour avoir acheté à Pékin d'autres produits entrant dans la fabrication du propergol solide, comme le caoutchouc nitrile-butadiène.

« La Chine était et reste la principale filière d'approvisionnement de l'Iran pour tout ce qui a trait à la fabrication d'armes », résume Ronen Solomon, un analyste israélien spécialisé dans les questions sécuritaires qui étudie l'Iran.

Le haut fonctionnaire occidental précité ne précise pas quand les cargaisons en provenance de Chine ont été commandées, mais il estime que cela a pu se produire avant qu'Israël ne frappe l'Iran au mois d'octobre. Pékin et Téhéran pourraient reconsidérer la livraison après les fuites sur la présence des deux navires dans des ports chinois.

Selon le site web de suivi des navires Marine Traffic, un porte-conteneurs, le Golbon, a chargé une cargaison mardi en fin de journée sur l'île de Xiushan, près de la ville de Ningbo, située sur le littoral central de la Chine. Il est parti tôt mercredi, en donnant comme destination le port de Taicang, dans le nord du pays, mais a interrompu son parcours mercredi après-midi.

Le second navire, le Jairan, partiellement chargé, est arrivé à Liheng, un autre port proche de Ningbo, le 19 décembre et est pratiquement toujours resté au mouillage depuis.

Les deux bâtiments sont exploités par la société Rahbaran Omid Darya Ship Management Co, une filiale sanctionnée par les Etats-Unis de l'Islamic Republic of Iran Shipping Lines (IRISL), la plus grande compagnie maritime de transport de marchandises non pétrolières d'Iran, selon la base de données Equasis de l'Union européenne. Cet armateur est également sous le coup de sanctions de Bruxelles.

IRISL et Rahbaran Omid Darya n'ont pas répondu aux demandes de commentaires. La mission iranienne des Nations unies à New York n'a pas réagi



Selon des chercheurs, le Corps des gardiens de la révolution islamique, une organisation paramilitaire iranienne, dirige un programme visant à fabriquer uniquement des missiles à combustible solide. SIPA PRESS

dans les délais de parution de cet article.

Selon M. Hinz, le Corps des gardiens de la révolution dirige un programme visant à fabriquer uniquement des missiles à combustible solide et a agrandi les sites de production dédiés. L'Iran possède sur son sol au moins une installation de transformation du perchlorate de sodium — la matière chargée sur les deux navires — en perchlorate d'ammonium, mais la quantité précise de perchlorate de sodium qui y est stockée reste difficile à déterminer. Téhéran se procure également auprès de fournisseurs étrangers d'autres composants nécessaires au propérol solide destiné aux missiles, notamment de la poudre d'aluminium.

Téhéran est soupçonné d'avoir fourni du perchlorate d'ammonium à des proxies dans le passé pour les aider à développer leurs programmes de missiles. En novembre 2022, les Etats-Unis ont intercepté un navire de pêche iranien transportant plus de 70 tonnes de perchlorate d'ammonium dans le golfe d'Oman, comme l'avait annoncé à l'époque le commandement des forces na-

vales américaines. Le navire naviguait depuis l'Iran sur un itinéraire fréquemment utilisé pour transférer des armes aux Houthis au Yémen, avait précisé la marine américaine.

Les autorités américaines accusent depuis longtemps la République islamique d'utiliser une partie de ses recettes pétrolières pour soutenir les milices régionales pro-iraniennes. La nouvelle administration Trump a indiqué vouloir accentuer la pression économique sur l'Iran pour le contraindre à revoir à la baisse ses ambitions nucléaires et régionales.

Pour le régime des mollahs, la Chine représente la principale source de revenus. Cet argent constitue une bouée de sauvetage pour une économie iranienne en crise. Ce mois-ci, le Wall Street Journal a révélé que Pékin avait donné le feu vert à Téhéran pour commencer à prélever et à vendre des millions de barils de pétrole que le pays stocke en Chine depuis des années.

Ces dernières années, le département du Trésor des Etats-Unis a sanctionné des fournisseurs chinois pour leur participation à l'approvisionne-

ment en armes des Houthis. En 2023, la justice américaine a également inculpé un ressortissant chinois pour violation des sanctions en raison de son rôle présumé dans l'envoi à l'Iran de matériaux utilisés dans les nez de missiles balistiques.

Jason Brodsky, directeur des affaires publiques de United Against Nuclear Iran, une organisation qui milite pour des mesures destinées à contrer les menaces émanant de Téhéran, estime que l'administration Trump devait faire pression sur Pékin pour qu'il limite ses relations avec l'Iran. Selon lui, la Chine aurait tout à y gagner en matière d'influence dans la région.

« Pékin risque de compromettre ses propres intérêts au Proche-Orient en fournissant l'Iran et les Houthis, car il renforce leur capacité à cibler non seulement Israël, mais aussi l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis dans l'éventualité d'un futur conflit », conclut-il.

« La Chine était et reste la principale filière de l'Iran pour tout ce qui a trait à la fabrication d'armes »

L'UE a décidé une suspension graduelle des sanctions contre la Syrie

Le ministre des affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani, a salué sur X une « décision positive » qui « aura un impact positif sur l'ensemble des aspects du quotidien du peuple syrien »

Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé, lundi 27 janvier, d'assouplir le régime de sanctions qu'elle impose à la Syrie depuis le début de la guerre civile en 2011. « Nous sommes parvenus à un accord politique pour commencer à alléger ces sanctions, s'est félicitée Kaja Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne. Cela pourra donner un coup de fouet à l'économie syrienne et l'aidera à se remettre sur pied. »

Concrètement, la feuille de route adoptée par les ministres

prévoit une suspension graduelle des sanctions, selon les engagements du nouveau régime syrien dirigé par Ahmed Al-Charaa, notamment en matière de gouvernance, de respect des minorités et des droits humains. Ces décisions sont réversibles. En cas de recul sur ces sujets, les sanctions pourront être de nouveau appliquées.

Selon plusieurs sources diplomatiques, les sanctions contre les secteurs de l'énergie, des transports, et même des institutions financières, qui faisaient l'objet encore

d'un certain désaccord entre les Vingt-Sept ces derniers jours, bénéficieront d'une première suspension d'un an. Néanmoins, il faudra encore attendre quelques semaines pour que cette décision soit effective. « Différents groupes de travail technique doivent encore préciser à Bruxelles le contour exact des levées de sanctions », précise un diplomate européen.

Réouverture des canaux financiers

Dans un document de travail, une demi-douzaine d'Etats membres, dont la France, appellent notamment à lever l'in-

terdiction d'exporter des technologies pétrolières et gazières, à suspendre les sanctions à l'encontre de compagnies aériennes, et à rouvrir des canaux financiers essentiels entre l'Union européenne et la Syrie.

Lundi, le ministre syrien des affaires étrangères, Assad Hassan Al-Chibani, a salué, sur le réseau social X, cette « mesure positive ». « Nous espérons que cette décision aura un impact positif sur l'ensemble des aspects du quotidien du peuple syrien et garantira un développement durable », a-t-il ajouté.

Syrie : 35 exécutions en trois jours, selon une ONG

Des combattants affiliés au nouveau pouvoir islamiste en Syrie ont commis 35 exécutions sommaires lors des trois derniers jours, pour la plupart sur des officiers du régime de Bachar al-Assad, a affirmé une ONG ce dimanche 26 janvier. Les autorités mises en place par les rebelles islamistes qui ont démis le président Bachar al-Assad le mois dernier ont indiqué avoir mené des arrestations en nombre dans la région de Homs (ouest) ces derniers jours.

L'agence officielle syrienne Sana a indiqué que les autorités avaient accusé vendredi un « groupe criminel » ayant commis des crimes contre la population « en se faisant passer pour des membres des services de sécurité ». Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, « ces arrestations font suite à de graves crimes et exécutions sommaires qui ont coûté la vie à 35 personnes dans les dernières 72 heures ». La même ONG affirme que « des membres de minorités religieuses » ont subi des « humiliations ».

Des victimes civiles dans de nombreux villages de la région de Homs

La plupart des personnes exécutées sont d'anciens officiers du gouvernement de Bachar al-Assad, qui se sont présentés dans des centres mis en place par les nouvelles autorités, selon l'ONG basée à Londres et bénéficiant d'un réseau d'observateurs en Syrie. « Des dizaines de membres de groupes armés locaux sous le contrôle de la nouvelle coalition islamiste sunnite au pouvoir, qui avaient participé

aux opérations de sécurité » dans la région de Homs, « ont été arrêtées », selon l'Observatoire.

Selon la même source, ces groupes « ont mené à bien des représailles et réglé de vieux comptes avec des membres de la minorité alaouite à laquelle appartient le clan de Bachar al-Assad, profitant du chaos, de l'abondance d'armes et de leurs liens avec les nouvelles autorités ». L'ONG a mentionné « des arrestations arbitraires en masse, des attaques contre

des symboles religieux, la mutilation de cadavres, des exécutions sommaires et brutales de civils» qui ont selon elle montré «un niveau sans précédent de cruauté et de vio-

lence».

Le Groupe civil pour la paix, une organisation de la société civile, a indiqué dans un communiqué qu'il y avait eu des victimes civiles dans de

nombreux villages de la région de Homs lors du changement de pouvoir. Ce groupe a dénoncé notamment le meurtre d'hommes désarmés. Des membres de la minorité

alaouite ont exprimé leur crainte de représailles pour les abus commis pendant des décennies par le clan Assad.

The New York Times Jan. 27, 2025

E.U. to Cautiously Pare Back Sanctions on Syria

European foreign ministers agreed on a “road map” to lift financial restrictions, but the change will happen in stages.

European Union foreign ministers will lift some sanctions on Syria, the bloc's top diplomat said on Monday, a move intended to give Syria's new government some economic breathing room after more than a decade of stiff restrictions.

The European Union imposed sweeping trade limitations on Syria when it was under the control of President Bashar al-Assad, but after his ouster in December, it has decided to roll those back in stages.

“Today we reached the political agreement to begin easing sanctions on Syria,” the diplomat, Kaja Kallas, said after the meeting of foreign ministers on Monday. “This could give a boost to the Syrian economy and help the country get back on its feet.”

The goal is to give the Syria's new government some relief while also allowing time to determine whether the new Syrian power structure under the Islamist group Hayat Tahrir al-Sham will evolve in a way that is consistent with E.U. values.

“While we aim to move fast, we also are ready to reverse the course if the situation

worsens,” Ms. Kallas said.

Sanctions on Syria have included an oil and arms embargo, export and import restrictions on some technology and strict financial limitations. Paring them back is likely to be a delicate process.

That's because Europe is still assessing the rise to power of Hayat Tahrir al-Sham, a name that means Organization for the Liberation of the Levant. The group is a former affiliate of Al Qaeda, though it broke away years ago. But many Western countries still consider Hayat Tahrir al-Sham a terrorist group, and they are watching its actions warily.

The United States, for instance, has eased restrictions on humanitarian aid to Syria and has let up on some financial sanctions in an effort to enable essential services, but it has left many other limitations in place as it waits to see how the new government shapes up.

Brussels is also being cautious. Ms. Kallas told reporters earlier on Monday that the European Union was “ready to open” its embassy in Damascus, “to really have

our eyes and ears on the ground.”

Monday's agreement to roll back sanctions must now be worked out at a detailed level, Ms. Kallas said, emphasizing that today's decision was a sign of the political direction — and that the changes would be gradual. She said the sanctions that will be rolled back first are those that will help with rebuilding.

“What we are not relieving, of course, is anything related to arms and arm dealing,” she said. “Right now, we have a political decision, we have a road map, we have a step-for-step approach.”

Syria conducts very little trade with Europe currently, largely because of a sweeping sanctions program that the European Union started to construct shortly after an uprising that started in 2011 against decades of authoritarian rule by the Assad family.

The Assad family — Bashar al-Assad succeeded his father, Hafez, who came to power in 1971 — built up a vast security state with secret police and prison networks notorious for brutal torture

tactics against political opponents.

During the uprising, rights groups warned that those prisons had become mass extermination sites, where thousands of detainees were killed.

As the rebellion devolved into civil war, Mr. al-Assad's military unleashed heavy bombardments on cities across the country, including by using chemical weapons, and imposed monthslong sieges.

The campaign forced a vast displacement of Syrians across the country and led millions to seek refuge abroad. Around one million went to Europe.

Since the fall of Mr. al-Assad, E.U. leaders have emphasized that Syria's new government must respect human rights while resisting terrorism.

The European foreign ministers discussed a range of other issues on Monday, including European relationships with the United States, and renewed sanctions on Russia.

Le Monde 28 janvier 2025

Lafarge en Syrie : le cimentier demande 200 millions d'euros de réparation à son ancien PDG

Le cimentier français et son propriétaire suisse Holcim se retournent contre Bruno Lafont, PDG de 2007 à 2015, et trois autres anciens cadres du groupe, ainsi qu'un businessman syrien. Lafarge est accusé d'avoir payé des groupes djihadistes pour poursuivre son activité en Syrie jusqu'en 2014.

Le cimentier français Lafarge, accusé d'avoir payé des groupes djihadistes pour maintenir son activité en Syrie jusqu'en 2014, et son propriétaire suisse Holcim ont demandé, lundi 27 janvier, lors d'une audience, 200 millions d'euros de réparation pour préjudice à son PDG au moment des faits, Bruno Lafont, ainsi qu'à quatre autres personnes.

Lafarge est soupçonné d'avoir versé en 2013 et 2014, via une sous-filiale syrienne, plus de 5 millions d'euros en « taxes » et achats de matières premières à des groupes djihadistes, dont l'organisation Etat islamique, et à des intermédiaires, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie à Jalabiya, alors même que le pays s'enfonçait dans la guerre.

L'entreprise, désormais filiale du groupe suisse Holcim, a plaidé coupable aux Etats-Unis pour ces faits en 2022 et a alors payé [une sanction financière de 778 millions de dollars](#).

Holcim et Lafarge se retournent désormais contre Bruno Lafont, PDG du cimentier de 2007 à 2015, et trois autres anciens cadres du groupe, ainsi qu'un businessman syrien. Ils ont demandé lundi devant le tribunal des activités économiques de Paris 200 millions d'euros de répa-



L'ancien PDG du cimentier français Lafarge Bruno Lafont présentant les résultats 2014 du groupe lors d'une conférence de presse à Paris, le 18 février 2015. ERIC PIERMONT / AFP

ration du « préjudice subi », à verser solidairement.

« Une logique de recherche de profits »

« Cette action est délirante : personne ici n'a 200 millions d'euros, et Lafarge le sait », s'est indigné à l'audience Quentin de Margerie, avocat de M. Lafont. Ce dernier nie avoir eu connaissance des versements en Syrie, et conteste, comme les autres anciens dirigeants, toute implication. Il estime que, après que Lafarge et Holcim ont plaidé coupables en 2022 sans l'en avertir, ils sont allés à l'encontre de sa présomption d'innocence et de sa capacité

à se défendre dans les autres procédures qui l'attendent.

Car un procès, au pénal cette fois-ci, attend toujours M. Lafont, Lafarge et sept autres anciens responsables. Ils seront jugés devant le tribunal correctionnel de Paris à la fin de 2025 pour « financement d'entreprises terroristes » et, pour certains, non-respect de sanctions financières internationales.

Selon l'ordonnance de renvoi consultée par l'Agence France-Presse, ils « ont, dans une logique de recherche de profits pour l'entité économique qu'ils servaient, ou pour certains de profit personnel

direct, organisé, validé, facilité ou mis en œuvre une politique supposant de faire parvenir un financement aux organisations terroristes ».

Un autre procès pourrait se tenir à une date ultérieure, cette fois devant les assises, pour Lafarge, également poursuivi pour complicité de crimes contre l'humanité, un motif de mise en examen rarissime.

Le tribunal des activités économiques de Paris rendra son délibéré le 1^{er} avril. Il pourrait décider de retarder encore son jugement à une date ultérieure à celle des procès au pénal, comme le demandent Lafarge et Holcim.

The New York Times Jan. 28, 2025

Russian Envoys Arrive in Syria for First Time Since al-Assad Fell

Russia's deputy foreign minister and a special envoy arrived in Damascus. Theirs was the first such visit since President Bashar al-Assad fled the country, according to Russian state news.

A top Russian delegation arrived in Damascus on Tuesday for the first time since the collapse of Bashar al-Assad's government last month, as Russia looks to negotiate the future of its military bases in Syria with the country's new leadership.

Among the diplomats to arrive in the Syrian capital on Tuesday were Russia's deputy foreign minister, Mikhail Bogdanov, who oversees Middle Eastern affairs, and the special presidential envoy to Syria, Aleksandr Lavrentiev, the Russian state news agency TASS reported.

The Syrian rebels who toppled Mr. al-Assad last month fought for years against government forces backed by Russia, but their interim leader has suggested he wants to continue Syria's relationship with Moscow, given the historical linkages and overlapping geopolitical interests.

Ahmed al-Shara, the leader of the rebel coalition that ousted Mr. al-Assad, called Russia "an important country" in an interview with the Saudi Arabian state television channel Al Arabiya last month. He said he did not want Russia to leave Syria "in the way that some wish."

"We don't want Russia to exit Syria in a way that undermines its relationship with our country," Mr. al-Shara said, noting that Syria depended on Russia for all its weapons and to manage many of its power plants.

Mr. al-Shara's Islamist rebel group, Hayat Tahrir al-Sham, has been branded a terrorist organization by both Russia and the United States. But leaders from Moscow and the West have reached out to him, amid a broader scramble for geopolitical influence in postwar Syria.

Russia has two main mili-

tary bases in the country: the Tartus naval base on the Mediterranean Sea, which dates to the Soviet era, and the Khmeimim air base near Latakia, which Russian forces set up in 2015 to help Moscow back Mr. al-Assad in the civil war. Russian forces also established smaller outposts across the country.

Having to close the bases would be a serious blow to Russia's ambitions of maintaining a military foothold in the Middle East and exerting influence around the Mediterranean.

President Vladimir V. Putin of Russia, who has extended asylum to Mr. al-Assad in Moscow, said during his annual call-in show last month that Russia must consider what to do about its bases in Syria, now that the country is under new leadership.

"We must think about this, because we must decide for ourselves how our relations will develop with

those political forces that currently control and will control the situation in this country," Mr. Putin said.

Russia's foreign minister, Sergey V. Lavrov, said in an interview with a Russian state media outlet in late December that he expected the new rebel leadership would bring changes to arrangements about the bases.

"Undoubtedly, the change of power and the changes on the ground will make certain adjustments to Russia's military presence in Syria," Mr. Lavrov said. "This includes not only continued deployment of our bases or strongholds, but also the terms of their operation, maintenance and support, and the interaction with local authorities."

He said those issues could be the subject of negotiations with the new Syrian leadership.

Quel avenir pour le Rojava ?

Depuis la chute de Bachar Al Assad, les attaques turques contre la province autonome ont gagné en intensité. Les intentions du nouveau pouvoir à Damas accentuent encore l'inquiétude pour le futur.

Cible d'une offensive militaire de la Turquie, l'avenir du projet politique inclusif kurde dépend en grande partie de l'attitude des États-Unis

Le renversement de Bachar Al Assad par le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant) le 8 décembre 2024 a mis fin à près de quatorze ans de guerre civile et a été célébré dans toute la Syrie. La nouvelle situation reste néanmoins pleine d'incertitude pour les Kurdes de ce pays, qui ont pourtant été le bras armé de la coalition internationale contre l'« État islamique » à partir de la bataille de Kobané en 2014-2015. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump pourrait amener les États-Unis à retirer leur soutien aux forces kurdes, qui seraient alors menacées à la fois par la Turquie, et ses supplétifs de l'Armée nationale syrienne (ANS), et par le nouveau pouvoir syrien.

La présence militaire kurde est ancienne en Syrie. Après le coup d'État de 1980 en Turquie, le régime de Hafez Al Assad a servi de base arrière au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan, en guerre contre l'État turc à partir de 1984. Cette alliance a duré jusqu'en 1998, quand des pressions turques ont conduit à l'expulsion du PKK de Syrie et à l'arrestation de son chef. Mais l'intervention américaine en Irak à partir de 2003 a incité le PKK à créer des organisations sœurs au Moyen-Orient, notamment le PYD (Parti de l'union démocratique) et les YPG (Unités de protection du peuple) en Syrie.



L'avenir de la région dépendra in fine en grande partie des choix politiques de la nouvelle administration Trump © Zinken Paul/DPA/ABACA

Ce sont ces forces politiques et militaires qui ont pris le contrôle du Rojava (Kurdistan de l'Ouest) en 2014, quand le pouvoir de Bachar Al Assad s'est retiré du nord de la Syrie pour reconcentrer ses forces dans la défense de Damas. Ainsi est née l'Administration autonome du Nord-Est syrien (Aanes), qui a développé depuis un projet politique original, ethniquement et confessionnellement inclusif, féministe et écologiste : le confédéralisme démocratique.

Ce sont ses forces militaires, les FDS (Forces démocratiques syriennes, arabo-kurdes) qui ont vaincu l'« État islamique » avec l'aide de la coalition internationale en mars 2019. Le Nord-Est syrien ne s'est cependant jamais stabilisé : après une première offensive en 2016-2017, la Turquie a pris le contrôle de la région d'Afrin en 2018, puis s'est emparée de la zone entre

Tall Abyad et Serékaniyé en 2019, grignotant peu à peu le territoire de l'Administration autonome.

Début janvier 2025, l'ANS, soutenue par la Turquie, a repris deux localités à majorité arabe, Tall Rifaat et Manbij, et menace désormais Kobané. Mais un autre danger concerne les relations avec le nouveau pouvoir syrien, qui s'est donné pour objectif de désarmer toutes les milices, de restaurer l'intégrité territoriale de l'État syrien et de recentraliser le pays.

Si des négociations entre le HTC et l'Aanes sont en cours depuis plusieurs mois, les Kurdes auront du mal à renoncer à leur autonomie, mais ils seraient prêts à renvoyer les combattants du PKK et à se retirer des régions majoritairement arabes. L'avenir de la région dépendra in fine en grande partie des choix poli-

tiques de la nouvelle administration Trump.

La révolution au Rojava et son modèle démocratique fondé sur l'égalité entre les femmes et les hommes peuvent être un modèle pour la Syrie

Fuad Omer

Représentant du Parti de l'union démocratique (PYD) en Europe

Depuis la chute de Bachar Al Assad, la Turquie cherche à reprendre le contrôle du dossier syrien. Elle a lancé ses opérations militaires contre les zones de l'Administration autonome du Rojava et les zones à majorité kurde, déplaçant plus de 100 000 Kurdes de la région de Shahba, au nord d'Alep. Les combats se poursuivent intensément dans la zone du barrage de Tishrin sur l'Eu-

phrate. Les intérêts turcs en Syrie exigent la poursuite du conflit et des contradictions ethniques et sectaires.

La négation de l'existence du peuple kurde a été le fondement de toutes les politiques contre la démocratie, la liberté et la justice en Syrie. Elle a conduit à la négation du principe de pluralisme, qui à son tour a conduit à la marginalisation et la souffrance d'autres composantes de la population. Ainsi [la question kurde, en plus d'être une question nationale, est une question de démocratie et de justice sociale](#). La communauté kurde est partie prenante du soulèvement contre la dictature des Al Assad depuis ses débuts. Ce soulèvement ne peut pas

atteindre ses objectifs de démocratie, de liberté et de justice, à moins que l'opposition ne s'unisse autour d'un programme politique et social commun. Dans les zones libérées du joug de l'« État islamique », les Kurdes, avec les autres communautés, ont développé un modèle démocratique basé sur des administrations civiles autonomes. Tous ont participé à la rédaction du contrat social selon les principes de la démocratie consensuelle, sans majorité ni minorité, chacun ayant les mêmes droits, sans discrimination d'appartenance, de couleur de peau, de genre ou de tenue vestimentaire. L'arabe, le kurde et le syriaque ont été adoptés comme langues officielles, un précé-

dent inédit au Moyen-Orient. La Syrie est une mosaïque multiculturelle composée de nombreux peuples (Arabes, Kurdes, Assyriens, Syriaques, Chaldéens...) et d'une multitude de religions (islam, christianisme, judaïsme, yézidisme...). Instaurer une stabilité durable et parvenir à une coexistence, garantir les droits et assurer la justice, l'égalité, la liberté, tout en s'intégrant aux autres sociétés du monde implique de fonder le nouvel État syrien sur des bases démocratiques. Au Rojava, la couleur jaune de la révolution domine la scène. Le modèle de l'Administration autonome s'impose comme un exemple ayant réalisé des progrès significatifs et franchi des étapes importantes en

matière de stabilité et de coexistence pacifique, mettant en avant la libération de la femme dans l'espace social et politique.

En adoptant le principe de la nation démocratique et le concept de modernité associé au système de coprésidence femme-homme, la révolution du Rojava pourrait changer la nature des systèmes politiques à venir. Les Kurdes, l'ensemble des citoyens du nord et de l'est de la Syrie et tous ceux qui croient en la démocratie et la liberté dans le monde ont la tâche de soutenir et d'appuyer la révolution de la démocratie, de la liberté et de la fraternité entre les peuples.



Siavosh Ghazi
28 janvier 2025

Nucléaire: l'Iran durcit le ton face au président américain Donald Trump

L'Iran a durci sa position vis-à-vis du président Trump qui a affirmé que l'Iran devait accepter un contrôle beaucoup plus poussé de son programme nucléaire pour l'empêcher d'aller vers la construction de l'arme atomique mais aussi sur la politique de l'Iran face à Israël en rejetant tout transfert des populations palestiniennes de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie.

Dans un entretien à [la chaîne britannique Sky-News](#), le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a affirmé que l'Iran était prêt à entendre les propositions américaines sur le dossier nucléaire, mais que

les [États-Unis](#) devaient faire des concessions importantes pour aboutir à un accord.

Déjà, le vice-ministre des Affaires étrangères avait déclaré, hier lundi, qu'un accord sur le dossier nucléaire avec Washington serait difficile à atteindre. Le président Trump avait en effet certifié que [l'Iran](#) devait faire des concessions importantes pour permettre un nouvel accord sur le dossier nucléaire.

Les Occidentaux accusent Téhéran d'avoir accéléré son programme nucléaire contrairement à l'accord de 2015 avec les grandes puissances.

Sur le plan régional, le chef

de la diplomatie iranienne a également pris le contre-pied du président [Trump qui a souhaité le transfert des Palestiniens](#) de Gaza vers l'Égypte et la [Jordanie](#) : « *Les Palestiniens ne peuvent être expulsés. J'ai une autre proposition : essayez d'expulser les Israéliens. Envoyez-les au Groenland. Comme ça, vous ferez d'une pierre deux coups.* »

De son côté, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baqaei, a dénoncé l'idée du président américain Donald Trump de déplacer les Palestiniens hors de la bande de Gaza, soulignant que ce territoire était leur « *patrie* ».

« *La coercition politique et les manipulations démographiques ne pourront pas forcer les Palestiniens à migrer* », a fustigé le porte-parole sur X.

Pour afficher ce contenu X (Twitter), il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Alors que la situation économique du pays ne cesse de se dégrader, avec une hausse presque quotidienne des prix, les responsables iraniens semblent vouloir croiser le fer avec le président Trump et son administration qui veulent accentuer la pression contre Téhéran.



Bastien Marie, à la frontière turco-syrienne
28 janvier 2025

« Papa reste. On rentre avec Maman » : en Turquie, le dilemme des 3 millions de réfugiés syriens après la chute d'Assad

Rentrer ou rester ? En Turquie, où trois millions de Syriens ont trouvé refuge ces dix dernières années, le choix d'un retour divise depuis la chute du régime. Plus d'un mois après la prise de Damas et le départ d'Assad, plus de 50 000 réfugiés sont déjà rentrés

Au bout de l'interminable ligne droite, là-bas, on raconte que certains rêves reprennent vie. En cette matinée de janvier, dans le sud-est de la Turquie, le soleil se lève tout juste au-dessus des dernières steppes anatoliennes. Dans quelques kilomètres, la route D850 se terminera aux portes de la Syrie. « Personne ne passait avant. Quelques camions, mais pas les gens. C'est comme si c'était resté fermé, alors on n'y venait pas. »

La Turquie, qui partage une frontière de plus de 900 km avec la Syrie, accueille toujours sur son sol quelque 2,92 millions de Syriens ayant fui la guerre qui a meurtri leur pays à partir de 2011

Syrie : plus de 25 000 ressortissants sont revenus dans le pays depuis la Turquie après la chute d'Assad

Syrie, Corne de l'Afrique, Ukraine... La Turquie joue un rôle de plus en plus important dans la diplomatie mondiale et étale son influence régionale

Turquie : après la chute d'Assad, Recep Tayyip Erdogan



Toute la journée, des centaines de réfugiés syriens se présentent au poste-frontière d'Öncüpınar pour rejoindre la Syrie. © Crédit photo : Bastien Marie / SO

étend son influence sur la scène mondiale

Dans sa vieille Mercedes break, ce chauffeur de taxi a repris l'habitude de s'aventurer sur ces derniers kilomètres de route. Venu de Kilis, la petite ville voisine, il transporte depuis déjà plus d'un mois des centaines de réfugiés syriens jusqu'au poste-frontière d'Öncüpınar. Un grand portail métallique au milieu des champs d'amandes et d'oliviers, qui marque pour beaucoup le retour enfin possible à une vie mise entre parenthèses.

Onze années d'attente

« Je savais qu'on rentrerait un jour chez nous. C'était mon rêve de revoir ma famille restée là-bas. Certains amis ont pu revenir quelques jours, pour l'Aïd par exemple. Mais pas moi... » Recouverte d'une voile bleu cyan, Leïla tente de garder un œil sur ses quatre enfants. Au milieu de tas de

valises, et sous le regard de nombreux policiers, la jeune mère de famille prend quelques instants pour récupérer. « C'est le moment... Ça y est ! » Elle pose son regard vers l'horizon, reprend une respiration, puis poursuit.

« Nous, c'est ce qu'on a toujours voulu : rentrer. Mais avec les enfants, il valait mieux rester en sécurité en Turquie »

« Nous, c'est ce qu'on a toujours voulu : rentrer. Mais avec les enfants, il valait mieux rester en sécurité en Turquie. Ceux qui ont essayé de rentrer sont revenus. » Quand ils sortiront du petit camp de transit, où ils patientent avant de traverser, Leïla et ses enfants prendront la direction d'Alep, à une cinquantaine de kilomètres de là. « Nous pouvons d'abord rester dans la maison de mon oncle. Après, on trouvera quelque chose d'autre. » Pendant plus de dix ans, la

famille a vécu dans la ville voisine de Gaziantep, ironiquement surnommée l'Alep turque.

Tout (re)quitter

Depuis la Turquie, les premiers groupes de réfugiés ont commencé à rentrer après les victoires des rebelles islamistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTC). Plus d'un mois après la prise de Damas et le départ d'Assad, plus de 50 000 Syriens sont déjà rentrés en Syrie depuis la Turquie. « En toute sécurité et dignité », a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, alors que 2,92 millions de Syriens vivent encore dans le pays depuis le début de la guerre civile en 2011. Une vie plus « sûre », mais dans un contexte politique de plus en plus tendu pour les réfugiés.

« Je suis né en Syrie. Mes parents sont partis quand j'étais bébé... » Les années ont passé depuis le départ de cette autre famille. Et Ali a

grandi. Le jeune garçon de 13 ans a vécu à Istanbul, appris le turc – qu’il parle autant que l’arabe – et découvert les soubresauts de la vie de réfugié. Devant les gardes-frontières, ce sont bien ses yeux d’enfant qui se posent eux aussi sur la ligne d’horizon. À quoi ressemblera la vie dans ce pays dont il porte le lourd fardeau en Turquie, mais qu’il connaît pourtant si peu ? Pour l’heure, la famille prend la destination d’Hassaké, dans l’est de la Syrie. Enfin, seulement une partie : « On rentre avec maman et mon frère Ilyan. Mais mon papa reste à Istanbul. Quand il pourra revenir, il rentrera aussi. » « J’ai encore mes parents là-bas, poursuit Fatima, sa mère. On peut y rester quelque temps avec mes enfants. Mais mon mari doit encore travailler à Istanbul. Il est cuisinier dans un restaurant, il ne peut pas partir maintenant. »

S’il faut du cran pour quitter son pays, il en faut aussi pour traverser la frontière

Après plus de dix ans passés en Turquie, la majorité des réfugiés ont évidemment pris repères et habitudes. Appris la langue pour certains. Construit une vie pour tous. S’il faut du cran pour quitter son pays, il en faut aussi pour traverser la frontière et son lot d’incertitudes.

Choix impossible

De nouveau les klaxons devant le poste d’Öncüpınar. Une énième salve de taxis ramène encore d’autres réfugiés. Les mêmes vies rempaquetées sur des chariots et le même schéma pour passer la frontière. Avant de quitter le territoire, tous doivent monter à bord d’une petite estafette du ministère de l’Intérieur. Une « Mobil Gök Noktasi », un point de migration mobile, comme il en existe des milliers dans le pays pour effectuer en masse des contrôles de titres de séjour. Ici, les autorités s’en servent pour faire signer une déclaration de « retour volontaire » aux réfugiés en partance. Ce document inter-

dit tout retour, sauf pour un membre de la famille, autorisé à revenir quelques jours pour finaliser les démarches. À moins de cinq kilomètres de là, la petite ville de Kilis est réputée dans tout le pays pour accueillir plus de réfugiés syriens que de Turcs. L’agglomération s’est d’ailleurs considérablement agrandie aux rythmes des arrivées, les réfugiés y trouvant une certaine familiarité culturelle. « C’est un peu comme chez nous ici. Ça n’a rien à voir avec d’autres villes du pays. On ne dérange personne. »

Devant ses étals de fruits, Salih n’a pas encore décidé. « Je ne sais pas. Je veux rester pour aider mon fils à l’épicerie. C’est notre vie », justifie presque l’homme de 62 ans, en fumant cigarette sur cigarette. « Mais nous devons attendre de voir ce que va donner ce nouveau gouvernement. On ne doit pas se précipiter. » S’il rentre, Salih se rendra lui aussi dans la province voisine d’Alep d’où il est originaire. De nouveau en

partance, mais plus réfugié : seulement Syrien.

Rhétorique violente et enjeux économiques

Contactée par « Sud Ouest », la municipalité de Gaziantep (CHP, principal parti d’opposition) illustre bien les ambiguïtés de la question syrienne. Lors de la campagne présidentielle de 2023, le parti avait soutenu le retour massif des réfugiés avec le slogan « Ils rentreront chez eux », alimentant un sentiment anti-migrants déjà fort. « La démographie de notre ville a beaucoup changé. En tant que parent, je n’y vois pas mes enfants en sécurité », réagit l’un des cadres du parti. À Gaziantep, où vivent 400 000 Syriens, leur présence reste controversée malgré leur contribution à l’économie locale. « Ils sont employés dans de meilleures conditions, créant une concurrence déloyale. Les autres dépendent des aides. Nous plaçons donc notre espoir dans un meilleur régime pour les Syriens. »



Jan. 30, 2025

Peshmerga unification process may be completed before 2026

ERBIL, Kurdistan Region - The unification process of the Kurdistan Region’s Peshmerga forces could be completed before 2026, a ministry official said on Thursday, emphasizing ongoing reforms and international support for the effort.

“The process in 2026, maybe even before that, may be finished,” Abdulkhaliq Babiri, undersecretary

of the Peshmerga ministry, told Rudaw’s Ranja Jamal.

He said that the US-led international coalition’s logistical, equipment, and financial support for the Peshmerga “continues” and expressed gratitude, with Washington having agreed to support the process until 2026.

“The reform and reorganization process of the Peshmerga forces is going very well,” Babiri said.

Earlier this month, a delegation from the Kurdistan Region held a broad meeting with a joint US military and diplomatic delegation to discuss Peshmerga reforms.

“The Peshmerga ministry

is in a reform process and this process is very important for unifying and reorganizing the Peshmerga forces,” Babiri said.

In late December, the Peshmerga ministry announced plans to establish two operations command centers comprising 11 military divisions as part of ongoing efforts to reform and unify the

Kurdistan Region's forces.

The US has provided the Peshmerga with multiple rounds of military aid over the years.

Despite efforts by Washington and several European countries, the Peshmerga remains a highly partisan force in organization and loyalty, split between the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Unit 70 forces are affiliated with the PUK and Unit 80 forces are controlled by the KDP. These two units make up the majority of the Peshmerga forces, amounting to over 100,000 troops.



Kurdistan Region's Peshmerga forces. Photo: Rudaw

Unification of the Peshmerga forces has been on the agenda of the Kurdistan Regional Government

(KRG) for several years, and while some progress has been made and a number of brigades

controlled by the PUK and the KDP have been added to the ministry, much work remains to be done.

LE FIGARO

avec AFP
30 janvier 2025

Iran : le pays se dit «prêt» à négocier autour de son programme nucléaire si les pays occidentaux sont « sérieux »

Ces dernières semaines, l'Iran a multiplié les signaux envers les pays occidentaux, affichant sa volonté de conclure un accord autour de son programme nucléaire.

L'Iran est «prêt» à négocier autour de son programme nucléaire si les pays occidentaux font preuve de «sérieux», a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne dans un entretien publié jeudi. «Nous avons dit à plusieurs reprises que nous étions prêts à discuter, à condition que l'autre partie

soit sérieuse», a indiqué Esmaïl Baghaï, selon le quotidien *Iran*, publication du gouvernement.

Ces dernières semaines, l'Iran a multiplié les signaux envers les pays occidentaux, affichant sa volonté de conclure un accord autour de son programme nucléaire. Le porte-parole avait émis l'espoir le 20 janvier que le nouveau gouvernement américain du président Donald Trump adopte une «approche réaliste» envers Téhéran, différente de celle menée lors de son premier

mandat (2017-2021).

Sous la première présidence de Donald Trump, les États-Unis s'étaient retirés en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien, conclu trois ans auparavant et qui offrait à Téhéran un allègement des sanctions en échange d'une limitation de ses ambitions nucléaires. «Nous suivons de près les réalisations et ajustons nos politiques et nos actions en fonction des actions des autres parties», a indiqué jeudi Baghaï, répondant à une question sur les négociations éventuelles

avec les États-Unis.

Des discussions «franches et constructives» à Genève

Après le retrait unilatéral de Washington, l'Iran a commencé à revenir sur ses engagements. Toutes les tentatives pour raviver l'accord ont échoué ces dernières années.

Des responsables iraniens ont mené à la mi-janvier à Genève (Suisse), dans un lieu tenu secret, des discussions avec des représentants allemands, britanniques et français, qualifiées de

«franches et constructives» par les deux camps. Les trois pays européens avaient évoqué en décembre le possible recours au mécanisme réimposant des sanctions contre

l'Iran «pour l'empêcher d'acquiescer à l'arme nucléaire».

Jeudi, Baghaï a averti que si les Européens utilisaient cet outil contre l'Iran, l'adhésion

de **Téhéran** au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) «n'aura(it) plus de sens». Le TNP fait obligation aux États signataires de déclarer et placer

leurs matières nucléaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le Monde

Nicolas Bourcier
30 janvier 2025

En Turquie, les ravages de l'hyperinflation : « Pour 200 balles, tu n'as plus rien »

Selon les chiffres officiels, l'inflation s'est élevée à 44,4 % sur un an en décembre 2024, laminant le pouvoir d'achat, alors que la croissance est au point mort.

Il y a vingt ans, jour pour jour, en 2005, la Turquie a supprimé six zéros de sa monnaie nationale, dans le but d'affirmer sa stabilité économique et de lutter contre l'inflation. [L'introduction de la nouvelle livre a lieu en janvier 2005](#) ; elle remplaça l'ancien million de livres, qui, avec ses alignements de zéros, pouvait donner le vertige : le moindre kilo de pommes de terre dépassait le million et un loyer se payait en milliards. Avec la réforme, 2 livres turques équivalaient désormais à 1 euro.

En douze mois, l'inflation passa, pour la première fois en quarante ans, sous la barre des 10 % et la dette publique fut ramenée de 100 % à 60 % du produit intérieur brut (PIB). Conséquence de cette embellie, le ministre de l'économie de l'époque, Mehmet Simsek, affirma que le secteur public turc pouvait se passer d'une nouvelle ligne de crédit du Fonds monétaire international. Le premier ministre d'alors, Recep Tayyip Erdogan, promit, lui, sur un ton tout aussi confiant, un environnement stable, avec une livre turque devenue « *le principal indicateur de la bonne santé de l'économie du*

pays ». Sortie de presse, rose et avec le portrait du fondateur de la Turquie moderne et républicaine, Atatürk (comme tous les billets de banque en circulation), la plus grosse coupure fut introduite sur le marché : elle s'élevait crânement à 200 livres turques.

Depuis, l'homme qui dirigeait le pays est resté le même. Le ministre du trésor et des finances de l'époque est revenu à son poste, après un long interlude, nommé à la suite du remaniement qui a suivi [l'élection présidentielle de 2023](#). Et le billet rose est toujours le plus élevé. Sauf que sa valeur s'est dramatiquement dégradée. Alors qu'il s'appréciait, il y a encore dix ans, à 70 euros, la même coupure s'échange, aujourd'hui, à peine à un peu plus de 5 euros. Pour le quidam, la règle veut que l'estimation approximative du coût d'une chose en Turquie soit multipliée par deux d'une année sur l'autre, le double en matière de coupures roses.

Vingt ans après le lancement de la nouvelle monnaie, force est de constater que l'économie turque, en ce début d'année 2025, est loin d'avoir retrouvé sa prospérité d'antan.

Les inégalités se sont accrues, la pauvreté a augmenté et l'économie envoie d'inquiétants signes de faiblesse. Selon les dernières données de l'Institut statistique de Turquie (TUIK), le PIB s'est contracté de 0,2 % au troisième trimestre 2024. C'est le second recul trimestriel d'affilée, signifiant l'entrée dans une récession technique. Pour la première fois, l'économie turque flanche ainsi depuis la pandémie de Covid-19.

« Politique économique populiste et ultralibérale »

Toujours selon les chiffres officiels du TUIK, l'inflation s'est élevée, en décembre 2024, à 44,4 % sur un an. La hausse des prix à la consommation, alimentée par la faiblesse de la livre turque, s'est établie, elle, à 1,03 % sur le mois. Il s'agit cependant du double, d'après les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation, qui a calculé l'inflation à 83,4 % sur les douze derniers mois et à 2,34 % pour le seul mois de décembre 2024. Des chiffres vertigineux, qui ont toutefois été présentés comme « *une bonne nouvelle* », à tout le moins, par les autorités, puisqu'il s'agit là du taux d'in-

flation le plus faible depuis février 2023. Comme quoi, tout est relatif.

A la décharge d'Ankara, l'inflation était de 20 points en plus à la fin de 2022 et de 2023, a souligné avec enthousiasme Mehmet Simsek, qui a cru bon d'ajouter : « *Résoudre les difficultés financières de nos citoyens est notre priorité absolue, nous avons établi le cadre politique nécessaire à cet égard et continuons à mettre en œuvre le programme de désinflation avec la plus grande détermination.* »

Le cadre, parlons-en. A rebours des théories économiques classiques, Recep Tayyip Erdogan a considéré, pendant des années, que les taux d'intérêt élevés favorisaient l'inflation. Refusant que l'Etat stimule l'économie par le biais de la dette, comme cela avait été fait durant les décennies précédentes, lui et ses gouvernements successifs ont privatisé à tout-va et placé la banque centrale sous son étroit contrôle, « *faisant le choix d'une politique économique populiste et ultralibérale, uniquement tournée vers la production et la construction* », rappelle le spécialiste

des mécanismes inflationnistes et du chômage Haluk Levent.

Il a fallu attendre le deuxième tour de la présidentielle de 2023, une première pour le chef de l'État, pour que Recep Tayyip Erdogan se décide à changer de cap. L'élection avait jeté une lumière crue sur la crise financière, le manque patent de liquidités et l'épuisement du système de clientélisme mis en place par le pouvoir. Réélu, le président a non seulement rappelé Mehmet Simsek, mais aussi accepté un resserrement monétaire. Entre juin 2023 et mars 2024, la banque centrale a relevé son taux directeur de 8,5 % à... 50 %. Elle vient à peine de l'abaisser de 2,5 points, en décembre 2024, après l'annonce de l'entrée en récession.

Pour quels effets ? Le bilan, pour l'heure, apparaît médiocre. Les prévisions continuent d'être revues à la

baisse, l'économie poursuit sa contraction et les habitudes des Turcs n'ont pas changé d'un iota. Contrairement à la France, où l'inflation des prix ralentit la consommation des ménages, ici, elle l'accélère. Un phénomène en partie lié au fait que de nombreux Turcs anticipent l'achat des biens afin d'éviter les hausses de prix à venir. Même si le rythme est plus lent que les années précédentes, la consommation a ainsi encore augmenté en 2024, de plus de 3 %.

Inégalités sociales

Dans la pratique, le meilleur investissement en période d'hyperinflation ininterrompue s'avère être la consommation immédiate. L'argent emprunté auprès des banques, même si celles-ci se montrent de plus en plus restrictives, se rembourse quasiment tout seul au fil des années. Et tant pis pour l'épargne en livres turques.

C'est là que l'on touche au second dysfonctionnement, celui qui concerne les inégalités sociales, point sensible de la Turquie. Avec un effet de change hors norme, le nombre de millionnaires turcs (en euros ou en dollars) s'est considérablement accru ces dernières années. Il devrait même augmenter de 43 % d'ici à 2028, selon les prévisions de la banque UBS. Les restaurants de luxe bondés et le doublement du nombre de Lamborghini et de Bentley vendues en Turquie en 2023 et en 2024 ne sont que la face visible de cette expansion.

Pendant ce temps, les pauvres s'appauvrissent. Les salariés à revenu fixe sont confrontés à des problèmes de base tels que « *la sécurité alimentaire, le transport et le chauffage, ce qui n'était pas le cas dans les années 2000 et 2010* », souligne l'auteur et analyste politique Selim Koru. La retraite, elle, a prati-

quement disparu. Les mensualités sont à ce point faibles (l'augmentation en janvier des retraites dans la fonction publique a été fixée entre 12 % et 16 %) que la plupart des retraités vivent tant bien que mal de petits jobs ou d'apports familiaux.

Depuis le 1^{er} janvier, le salaire minimum est, lui, passé à 22 104 livres turques (605 euros), soit une augmentation de 30 %, suscitant la colère des syndicats. Dans un pays où plus de 60 % de la population active est payée au smic (plus de 50 % des salariés dans le secteur industriel, 70 % dans la construction, l'hébergement et la restauration, 64 % dans le commerce), l'annonce passe mal. D'autant plus mal que ce revenu repassera dès le mois de février en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 20 561 livres turques en novembre 2024) en raison de l'inarrêtable envolée des prix. Et ce, quelle que soit la couleur du billet.



Estelle Nilsson-Julien
30 janvier 2025

La vente de missiles français à la Turquie suscite l'inquiétude de la Grèce

La vente de missiles français à la Turquie suscite l'inquiétude de la Grèce

Paris et Athènes sont liées par un accord de défense depuis 2021. Selon la Grèce, la vente potentielle de missiles Meteor à la Turquie ne respecte pas leur partenariat.

Le ministre grec de la défense, Nikos Dendias, a demandé des explications à l'ambassadeur de France, Laurence Auer, quant au pro-

jet de vente de missiles à la Turquie qui auraient été annoncés par un consortium français.

La Grèce et la France tenues par un accord de défense

Dans un message partagé sur X, le responsable politique a demandé «une mise à jour officielle sur la vente de missiles Meteor à la Turquie par un consortium auquel la France participe», ajoutant que cet accord irait à l'encontre des «excellentes relations

stratégiques» entre les deux pays.

De son côté, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a déclaré «n'avoir aucune information» concernant la vente potentielle de missiles à la Turquie, lors d'une interview sur Alpha TV mercredi soir.

En septembre 2021, la France et la Grèce ont signé l'accord de défense, qui comprend une clause de défense mutuelle au cas où

l'une des parties serait attaquée par un pays tiers. Le texte conseille également aux deux pays de se consulter sur les décisions affectant leurs intérêts de sécurité «dans la mesure du possible».

Depuis janvier 2021, la Grèce a acheté un total de 24 avions à réaction Rafale produits par la société française Dassault Aviation et a reçu des frégates françaises. Le développement des missiles Meteor, dirigé par le fabricant français MBDA

Le programme de missiles Meteor a été développé par un consortium de partenaires européens dirigé par le fabricant français MBDA. Cette initiative militaire a été créée pour répondre aux besoins de six nations européennes : le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Espagne et la Suède.

Selon le site web de MBDA, le Meteor est doté d'un «statoréacteur» qui lui permet de «pousser jusqu'à l'intercep-

tion de la cible». Il offre ainsi la «plus grande zone d'exclusion de tout système de missile air-air, plusieurs fois supérieure à celle des missiles air-air à moyenne portée actuels, avec une «ogive à fragmentation [qui] assure une létalité maximale».

Relations tendues entre la Grèce et la Turquie

La Grèce et la Turquie ont beau être des alliés de l'OTAN, elles ont une longue

histoire de tensions et de flambées, et la vente potentielle de missiles Meteor à la Turquie pourrait susciter des inquiétudes quant à une modification de l'équilibre militaire régional.

Lors d'une rencontre avec Kyriakos Mitsotakis en mai dernier, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré qu'il n'y avait «pas de problèmes insolubles» avec la Grèce.

Dans un discours prononcé à

la mi-décembre, le ministre grec de la défense, Nikos Dendias, a toutefois annoncé que la Turquie «élargissait progressivement sa liste d'exigences à l'encontre de notre patrie». «Si le dialogue avec la Turquie est nécessaire, il implique cependant le rejet des aspects inacceptables des positions turques, comme la menace du casus belli», a-t-il déclaré.

La Marseillaise

L.D.
30 janvier 2025

Face à la répression, les Kurdes dans la rue

Depuis la chute de Bachar Al Assad, la répression s'accroît envers les Kurdes en Syrie, dans l'indifférence générale. Une situation dénoncée par un collectif kurde marseillais. Lundi 27 janvier, à Montpellier. Il est un peu plus de 18h30 quand un groupe d'une quarantaine de personnes s'élanche de la place du Peyrou pour arpenter le centre-ville. Dans le cortège, des drapeaux aux couleurs du Rojava et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). À l'origine de cette manifestation, le Collectif de solidarité avec le peuple kurde de Montpellier, qui dénonce l'accroissement de la répression turque dont font l'objet les Kurdes depuis la chute de Bachar Al Assad en Syrie. «[Le président turc] Erdogan a le vent en poupe et a la main sur le nouveau pouvoir en Syrie, il y a un vrai danger de disparition et que les



Le collectif espère une « prise de conscience » de l'opinion à l'égard de la répression que subissent les Kurdes en Syrie. PHOTO L.D.

Kurdes soient complètement laissés-pour-compte dans la négociation de la nouvelle Syrie. C'est important que l'ensemble des communautés soient prises en compte dans ce nouveau projet», fait valoir Delphine Petit, une des porte-parole du collectif. En témoignent les bombardements in-

cessants sur le Rojava, région autonome kurde en Syrie.

Une répression dans l'indifférence générale et marquée par le double jeu de l'Union Européenne (UE). «L'UE a financé un projet de mur gigantesque à la frontière entre l'Iran et l'Afghanistan. Les

paysans kurdes de part et d'autre de la frontière se font expulser, exproprier. Il y a une hypocrisie totale: on fait des grands discours sur les droits de l'Homme et de l'autre côté, on mène une politique monstrueuse de soutien à un régime dictatorial qui emprisonne ses opposants. C'est insupportable», poursuit Delphine Petit.

Face à l'oubli, le collectif a donc décidé de se mobiliser afin de remettre sur le devant de la scène la question kurde et de provoquer une prise de conscience dans l'opinion. La date n'a pas été choisie au hasard : «elle marque les dix ans de la reprise de [la ville syrienne de] Kobané par les forces kurdes face à Daesh. Les Kurdes continuent à militer contre les milices djihadistes et au mieux, nous regardons ailleurs, au pire, le gouvernement soutient la répression.»

U.S. Funding Freeze Threatens Security at ISIS Camps in Syria

A halt in foreign aid may undermine American organizations' support for forces that guard the two largest camps holding Islamic State members and their families.

President Trump's sweeping executive order to halt foreign aid threatens to freeze a U.S. program supporting security forces inside a notorious camp in the Syrian desert that holds tens of thousands of Islamic State members and their families, Syrian and U.S. officials said.

The order has also wreaked havoc on another U.S. organization in Syria that was forced to briefly stop operations inside the camp, known as Al Hol, where the large concentration of ISIS members is seen as a security threat.

Concerns over an ISIS comeback have been rising, with Syria in a state of flux as its new leaders try to solidify control over a nation still fragmented after rebels ousted its authoritarian leader, Bashar al-Assad.

The Trump administration has argued that the funding freeze, set to last for 90 days, was needed to ensure U.S. funds were not being wasted. But its impact highlights the risk posed to operations seen as critical to preventing a resurgence of ISIS, a jihadist group that once controlled vast swaths of Syria and Iraq and launched



Al Hol detention camp in Syria in 2019. It houses some 39,000 Islamic State members, their families and refugees. Ivor Prickett for The New York Times

deadly attacks in Europe and the United States before it was decimated by an American-led international coalition.

American troops still maintain a presence in northeastern Syria, supporting a local U.S. ally, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, in the coalition's fight against ISIS. The S.D.F. not only controls northeastern Syria, but also a constellation of prisons and refugee camps in the territory holding ISIS fighters and their families, who are mostly from Syria and Iraq but also dozens of other countries.

"The Al Hol camp is full of ISIS remnants," Jihan Hanan, the camp director and an official in the regional government, said in an interview. "Our prisons are full of ISIS fighters. They pose a huge threat to the people of this region. We were the ones who fought on the front lines against ISIS. We were America's partners. They should continue with us to the end — or at least until we can ensure peace and security for this region." Western security officials have also expressed concerns that any deterioration of control over the camps and prisons could fuel an

ISIS revival in the region and beyond.

A destroyed hospital in Deir al-Zour Province, near the last stretch of Syria that was controlled by the Islamic State, in 2019. Ivor Prickett for The New York Times

After Mr. Trump's directive last Monday, Secretary of State Marco Rubio issued a stop-work order for all foreign aid. That order has halted operations by the U.S. contractor, Proximity International, which manages a program to train and equip thousands of Syrians to act as a police

force, and provide them with vehicles and equipment.

One of the company's most critical roles is providing security inside [Al Hol camp](#), which houses some 39,000 ISIS members, their families and refugees, Ms. Hanan said. Occupied mostly by Iraqis and Syrians, the camp also contains foreigners of 42 other nationalities.

"It's got a huge effect on us," Ms. Hanan said of the halt to Proximity operations. "They supported internal security. They supplied what was needed for the camp gates — the technical equipment they needed, security cameras — all that kind of work, they supported that."

Maintaining security at Al Hol, as well as a smaller camp, Al Roj, is viewed as a critical part of keeping an ISIS resurgence at bay. The camps are seen as a key target for ISIS recruitment and operations.

Proximity International's contract to support the security forces ends on Friday, according to Ms. Hanan and two of the program's employees, who spoke on condition of anonymity. And because it has been ordered to stop work, it cannot sign a new contract with the forces. The company has filed for an exemption, the employees said, but had yet to receive a response as of Thursday.

Proximity International did not immediately reply to a request for comment.

Local officials warned that not only were such freezes a security risk, they could also undermine Washington's relationship with its local Kurdish allies before the Trump administration has determined its strategies toward Syria and ISIS.

Adding to the disarray for the sensitive programs is the Trump administration's apparent [reversal](#) of the directive ordering halts to federal funding. The two U.S. contractors affected at Al Hol said the move did not appear to reverse their freeze but that it had added yet another layer of confusion to an already uncertain situation.

The U.S. State Department [defended](#) the foreign aid freeze this week, arguing that it would incentivize organizations to offer a thorough accounting and justification of American financing of foreign projects.

Detainees in Al Hol in 2019. Ivor Prickett for The New York Times

The stop-work order also briefly halted a Virginia-based nonprofit organization's work last Saturday in the two camps, laying bare the potential for chaos. The nonprofit, Blumont, handles aid distribution, electricity and latrines at the camps, and employs security guards for the camps' warehouses and

supply centers. It also helps manage repatriation operations: Reducing the number of inhabitants at the camps is seen as critical to diminishing the potential for exploitation by ISIS.

Ms. Hanan said when Blumont was ordered at 1 a.m. local time Saturday to stop operations — hours before she and the organization were set to help repatriate dozens of families to Iraq — the aid group immediately withdrew its security guards and halted distribution of bread and fuel.

S.D.F. forces rushed in to fill the security gap, she said, while Blumont workers scrambled to stretch their resources to cover residents' needs.

It was not until the beginning of this week that the company received a two-week waiver to continue security and humanitarian aid at the camps while U.S. administration officials reviewed the assistance, according to a Blumont employee and a senior U.S. military official, who spoke anonymously because they were not authorized to discuss the matter.

But the weekend delay in bread distribution had so angered camp inhabitants, Ms. Hanan said, that she had feared it would spark violence.

"People started demanding we open the gates and let them go," she said. "We could handle a day or two,

but after that? We just can't. What would happen in the camp; what kind of explosion could this cause among its inhabitants? Could they attack us? Force their way out of the camp? Attempted escapes? All of that could happen."

Reducing the number of inhabitants of camps like Al Hol is seen as critical to diminishing the potential for exploitation by ISIS. Ivor Prickett for The New York Times

It is unclear what will happen when the waiver expires. A Blumont representative said the humanitarian group would continue to deliver aid and provide critical services in the camps until told otherwise, and "we'll follow additional guidance as we receive it."

In a statement on Wednesday, the State Department said, "A temporary pause, with common-sense waivers for truly life-threatening situations, is the only way to scrutinize and prevent waste."

U.S. financial assistance overseas generally supports humanitarian, development and security programs, and it makes up less than 1 percent of the government budget.

Ms. Hanan warned that the aid at the camps was critical for the region. "ISIS is still here," she said. "This isn't over."

The New York Times

Jan. 30, 2025

What We Know About Ahmed al-Shara, Syria's Interim President

The rebel chief who led the overthrow of the longtime dictator Bashar al-Assad has been declared the head of government for a transitional period.

Ahmed al-Shara, the leader of the rebel coalition that [swept to power in Syria](#) last month, has been [declared the country's interim president](#), a role that will see him navigate a time of untold change for a fractured nation.

Under Mr. al-Shara's stewardship, Syria's interim government will now face a delicate political transition after the overthrow of the dictatorship led by President Bashar al-Assad.

Among the many challenges he faces are uniting a complex patchwork of rebel groups, gaining control over multiple regions under the sway of powerful factions and rebuilding relations with the international community to undo crippling sanctions.



Ahmed al-Shara, center, in Damascus in December. Under his stewardship, Syria's interim government will now face a delicate political balancing act. Abdulaziz Ketaz/Agence France-Presse — Getty Images

How did Mr. al-Shara rise to power?

Formerly known by his nom de guerre, [Abu Mohammad al-Jolani](#), Mr. al-Shara spearheaded an offensive last month that ousted Mr. al-Assad and ended the Assad family's iron grip on the country, which had lasted more than five decades.

Mr. al-Shara was the leader of [Hayat Tahrir al-Sham](#), an Islamist rebel group once linked to Al Qaeda. His faction controlled most of Idlib Province, in northwestern Syria, during a [long stalemate](#) in the country's civil war, which dragged on for nearly 14 years.

In late November, Mr. al-Shara launched the most significant challenge to Mr. al-Assad's rule in a decade, capturing territory across several provinces without facing much resistance from the government's military forces

or from their powerful international allies Russia and Iran.

Hayat Tahrir al-Sham and other armed factions in the rebel coalition would be disbanded and integrated into the fledgling government's armed forces, a spokesman for the coalition, Col. Hassan Abdel Ghani, announced on Wednesday. He also declared that the Constitution had been nullified and that the legislature and army formed under the Assad regime had been dissolved, according to the Syrian state news agency, SANA.

It was not immediately clear whether there was a broad consensus among armed groups across Syria about Mr. al-Shara's appointment as interim president. It was also unclear how long the transitional period would last.

What is the new leader's background?

Born in Saudi Arabia, Mr. al-Shara is the child of Syrian exiles, according to Arab media reports. In the late 1980s, his family moved back to Syria, and in 2003, he went to neighboring Iraq to join Al Qaeda and fight the American occupation. There, he spent several years in a U.S. prison, according to American officials.

Mr. al-Shara later emerged in Syria around the start of the civil war and formed the Nusra Front, an affiliate of Al Qaeda. He eventually broke ties with Al Qaeda, and the Nusra Front evolved into Hayat Tahrir al-Sham.

After sweeping to power in Syria last month, Mr. al-Shara has seemed to be trying to distance himself from his militant past, ditching his combat fatigues and donning a suit and tie as

he [welcomed a roster of foreign diplomats](#) to Damascus, the Syrian capital. By eschewing global jihadist ambitions, Mr. al-Shara apparently hopes to gain international legitimacy, which would help to attract much-needed sanctions relief and funds for rebuilding.

There are signs that the strategy may be working.

Last month, the U.S. government — which has designated Hayat Tahrir al-Sham a [terrorist organization](#) — dropped a \$10 million bounty on Mr. al-Shara's head.

Washington has also [eased some restrictions on humanitarian aid](#) to Syria, and the European Union [announced this week](#) that it would lift some sanctions. Those moves should give Mr. al-Shara's transitional government some breathing

room as it attempts to build a more stable future.

What challenges does Syria face?

Mr. al-Shara has laid out lofty goals, including rebuilding state institutions, ridding the government of corruption and crony-

ism, and freeing the country from the torture and repression that came to define the Assad regime.

“What Syria needs today is greater than ever before,” he said in remarks published by SANA on Wednesday. “Just as

we were determined to liberate it in the past, our duty now is to commit to rebuilding and advancing it.”

But many Syrians have questioned whether Mr. al-Shara can deliver on the ambitious promises and also reconcile his

former rebel group’s [militant Islamist roots](#) with a largely secular state. Under the watchful eye of the international community, Mr. al-Shara has sought repeatedly to reassure minority communities, and he has pledged to build a country that is tolerant of other beliefs.



Jan.31,2025

Macron, President Barzani discuss Kurdish rights in Syria

EBRIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani received a phone call from French President Emmanuel Macron on Thursday night. Both expressed support «for the protection of Kurdish rights in Syria,» as the Kurdistan Region takes on a greater role in mediating between factions in northeast Syria (Rojava).

The two agreed on the «importance of protecting the rights of communities in Iraq and Syria and reiterated their support for the protection of Kurdish rights in Syria,» according to a statement from Barzani’s office released on Friday.

Macron «called for the implementation of a fair political transition that respects all components of Syrian society. The Kurds of Syria must be fully integrated into the national dialogue,» read a statement from the Elysee Palace about their phone call.

He also said France remains committed to the fight against the Islamic State (ISIS).

«France will continue to support the Syrian Democratic Forces [SDF] who are leading this fight, in full respect of Sy-



President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani (left) shakes hands with French President Emmanuel Macron at Elysee Palace in Paris in July 2019. File photo: Ludovic Marin / AFP

rian sovereignty,» the statement added.

The statement noted that these messages will be reiterated during the Conference on Syria in Paris, scheduled for February 13 and organized by France’s foreign affairs ministry.

In early January, Macron expressed support for «freedom fighters, like the Kurds» in Syria, saying France will not abandon them. France, an active member of the United States-led coalition against

ISIS, maintains a military presence in Rojava.

Earlier this month, Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani held a historic meeting in Erbil with Mazloum Abdi, general commander of the Kurdish-led SDF, to discuss Kurdish unity talks against the backdrop of developments in Syria, over a month after an Islamist-led coalition toppled Bashar al-Assad’s regime.

The Kurdish administration in

Rojava is currently in talks with the new leadership in Damascus about the future of the country.

Also in their phone call, Barzani and Macron both “stressed the importance of intensifying efforts to maintain peace and stability in the region, as well as the continuation of dialogue between the Kurdistan Region and the Iraqi Federal Government to resolve the issues in Erbil. He called Baghdad important for Iraq’s stability,” the statement added.

En Syrie, Ahmed Al-Charaa nommé président pour un intérim dont la durée n'est pas fixée

Les annonces faites par l'ancien chef du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, qui a renversé le régime Assad en décembre, divisent les Syriens.

La joie qu'éprouvent une majorité de Syriens depuis la chute de Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, est teintée d'inquiétude. « *On ne sait pas ce qui vient* », entend-on désormais comme un leitmotiv à Damas. Les clarifications qui ont été apportées, mercredi 29 janvier dans la soirée, l'ont été de façon très abrupte, par un communiqué de l'agence officielle SANA, qui cite un porte-parole militaire, le colonel Hassan Abdel Ghani. Ahmed Al-Charaa, nouvel homme fort de la Syrie depuis le 8 décembre 2024, a été nommé président intérimaire. Il est chargé de former un conseil législatif « *intérimaire* », dont le mandat s'étendra le long de la « *période de transition* ». Une phase dont la durée n'a pas été indiquée.

Les annonces de mercredi ont été faites à l'issue d'une réunion, dans la capitale syrienne, des chefs de faction qui ont participé au renversement du régime baassiste survenu à l'issue de douze jours d'une offensive fulgurante, lancée fin novembre 2024. Ahmed Al-Charaa s'est présenté en tenue militaire devant eux. Il ne s'est pas adressé à la nation, malgré les attentes à ce sujet de nombreux Syriens, désireux de l'entendre s'exprimer sur ses intentions. Ses lignes directrices ont pour l'instant été formulées soit dans des interviews, soit lors de comptes rendus des rencontres avec les représentants occidentaux



Dans un café à Damas, où la télévision diffuse des images du président intérimaire, Ahmed Al-Charaa, le 29 janvier 2025. LOUAI BESHARA / AFP

et arabes – et même russes, désormais – qui se succèdent à Damas. Dans une interview avec la chaîne Al-Arabiya fin décembre 2024, Al-Charaa avait indiqué que la tenue d'une élection « *pourrait prendre quatre ans* », et que la rédaction d'une nouvelle Constitution pourrait durer « *deux ou trois ans* ».

« Comblant le vide du pouvoir »

Selon une vidéo diffusée mercredi dans la soirée, l'ancien chef du groupe rebelle islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, la plus puissante des factions) s'est fixé comme priorités de « *comblant le vide du pouvoir, préserver la paix civile, construire les institutions de l'Etat, œuvrer à bâtir une économie tournée vers le*

développement et redonner à la Syrie son rôle international et régional ». Il dit assumer les « *grandes responsabilités* » qui lui incombent. Il a mis en garde contre le risque que les vainqueurs se montrent « *arrogants* », ce qui les « *mènerait à la tyrannie* ». Ce nouveau statut présidentiel officialise le rôle qu'occupe, de fait, Ahmed Al-Charaa depuis la prise de pouvoir par les factions rebelles, le 8 décembre 2024. Cela va lui permettre d'être reçu à l'étranger en tant que dirigeant désigné de la Syrie. Le nouveau pouvoir souhaite obtenir la levée des sanctions occidentales, qui étaient censées punir le régime Al-Assad mais qui ont abouti à un appauvrissement de la société syrienne.

Adoptée en 2012, quelques mois après le début du soulèvement réprimé dans le sang par le régime syrien, la Constitution a été abrogée. Sa seule concession de façade avait été l'introduction, sur le papier, du « *pluralisme politique* ». « *Seule une nouvelle Constitution, selon les droits qu'elle encadrera, pourra nous assurer que l'on s'engage vers une stabilité* », nous confiait un Syrien il y a quelques jours.

Les Kurdes marginalisés

Le communiqué de SANA annonce également « *la dissolution de l'armée du régime* », en vue de « *la reconstruction de l'armée syrienne* », ainsi que la dissolution de « *tous les groupes armés* », qui

« doivent être intégrés aux institutions de l'Etat ». La même agence SANA transmettait, il y a juste quelques semaines, les déclarations de l'ancien pouvoir. Son directeur a été remplacé et les salariés jugés les plus compromis écartés. Les forces kurdes, qui opèrent sur un territoire de facto autonome, dans le Nord-Est syrien, n'étaient pas représentées à la réunion de mercredi. La Turquie, parrain du nouveau pouvoir syrien, entend marginaliser ces acteurs, qu'elle combat sur le terrain par le biais de supplétifs.

Le Parlement est dissous. Le bâtiment, situé dans le centre-ville, était déjà vide, depuis le renversement de Bachar Al-Assad, et gardé par des hommes du nouveau pouvoir, au visage cagoulé. Juste à côté se trouve l'un des clubs des officiers de Damas, également fermé, après avoir été vandalisé. Des photographies de Hafez Al-Assad

et de son fils Bachar y ont été posées au sol en guise de tapis, pour être piétinées.

Les mesures annoncées mercredi ont été suivies par des manifestations de joie sur la place des Omeyyades, lieu de rassemblement depuis la chute de Bachar Al-Assad. En revanche, sur les réseaux sociaux, elles sont diversement appréciées.

Pour les uns, c'est un coup de massue. « Les Syriens sont condamnés à ne pas élire leur président », raille une internaute, en référence aux élections et référendums truqués qui ont jalonné la dictature des Al-Assad. Tout aussi sévère, un autre voit dans les nouvelles annonces la formalisation d'un « coup d'Etat militaire ». Aucune mention n'a été faite concernant la tenue d'une conférence nationale, un événement censé réunir des représentants de différents segments de la société, pour

discuter du visage de la nouvelle Syrie, et dont la tenue a été plusieurs fois reportée.

La stabilisation comme priorité

Pour les autres, l'officialisation du rôle dirigeant de l'ex-chef de HTC est un gage de stabilité, dans une Syrie fragile. La crainte reste forte d'un scénario à l'irakienne, avec le démantèlement de l'Etat qui a prévalu après l'invasion américaine en 2003, ou à la libyenne, avec un pays livré à l'anarchie et à la loi des milices. Ahmed Al-Charaa a cherché à envoyer des messages rassurants depuis qu'il s'est emparé du pouvoir. Le Qatar, l'un de ses principaux soutiens, a salué des mesures qui « améliorent le consensus et l'unité » en Syrie et peuvent mener vers un « transfert de pouvoir pacifique » grâce à un processus politique.

La stabilisation, y compris au

niveau sécuritaire, est une priorité des Syriens. Les armes pullulent sur le territoire. Dans certains secteurs de la capitale, des comités de quartier assurent des veilles de nuit, kalachnikov en bandoulière. A Damas, depuis la mi-janvier, des hommes de HTC, autorité de facto sur le terrain, reconnaissables à leur uniforme noir, ont été déployés comme forces de sécurité à des carrefours et des checkpoints, alors que les habitants s'inquiétaient de l'absence de la police, dont les membres ont pris la fuite ou été suspendus. Des renforts similaires ont été envoyés, mercredi, à Alep, la grande ville du nord de la Syrie.

Le gouvernement intérimaire mis en place en décembre 2024 était censé rendre son tablier début mars. Ce calendrier n'a pas été réaffirmé, mercredi. L'actuel exécutif est en grande partie composé d'anciens responsables du gouvernement de la région d'Idlib, l'ex-enclave rebelle

The New York Times Jan. 31, 2025

Syria's New President Pledges Unity in First Address

President Ahmed al-Shara vowed to be inclusive, but the way crucial decisions have been made has left some Syrians wary.

The newly appointed president of Syria, Ahmed al-Shara, pledged in a speech on Thursday to create an inclusive transitional government that reflects Syria's diversity and that will lead the country until it can hold "free and fair elections."

The speech was Mr. al-Shara's first public address since his rebel coalition toppled the country's longtime dictator, Bashar al-Assad, last month

and came amid growing unease among some Syrians over his coalition's plans for leading the country.

"Building the nation is our collective responsibility," Mr. al-Shara said in the five-minute video address broadcast by Syrian state media. "This is a call to all Syrians to participate in building a new homeland, one that will be governed by justice and consultation."

The speech came a day after

his rebel coalition declared Mr. al-Shara president of Syria for a transitional period and announced a series of other critically important decisions, including nullifying the Constitution and dissolving the legislature and army that were formed under the ousted dictatorship.

The declarations placed control over the formation of a new state firmly in Mr. al-Shara's hands for the foreseeable future. Mr. Shara has not said

how long this transitional period would last, and it was not immediately clear whether his appointment had broad support across a diverse range of armed factions outside of his coalition.

"It's a very centralized, authoritarian, top-down approach," said Dr. Salam Said, a Syrian researcher and former lecturer at the Free University of Berlin, describing Mr. al-Shara's appointment as president. "Progressive Syrians and others

are really worried about their role and their participation in this new state,” she added. “They feel left behind in all of these decisions.”

Many Syrians have also questioned whether Mr. al-Shara will be able to reconcile the militant Islamist roots of his rebel group, which evolved years ago from an affiliate of Al Qaeda, with a largely secular state.

In his public address on Thursday, Mr. Shara sought to assuage some of those concerns, emphasizing that the process for establishing the transitional government will involve consultation with people from across Syrian society.

“We must all remember that this is a transitional phase, part of a political process that requires the genuine participation of all Syrians,” he said.

Mr. al-Shara added that as president, he planned to prioritize unifying all Syrian territories, building state institutions and reviving the country’s battered economy. In the coming days, his government will announce a committee to determine the members of a legislative council for the transitional period, he said.

In recent weeks, Mr. al-Shara had come under growing criticism for failing to make a single speech addressing the Syrian public in the nearly two months since his coalition took power in early December. During that time, however, the new leadership publicized a flurry of meetings between Mr. al-Shara and visiting foreign diplomats. On Thursday, Qatar’s emir, Sheikh Tamim bin Hamad Al-Thani, visited Damascus and met with Mr. al-Shara in the first visit by a head of state to the Syrian capital since the rebels seized power.

The way in which the leadership announced crucial deci-



People celebrating in the streets of the Syrian capital, Damascus, on Wednesday after rebel leader Ahmed al-Shara was named president. Bilal Al Hammoud/EPA, via Shutterstock

sions on Wednesday — during a private meeting with several other rebel groups in the presidential palace — also drew criticism. Notably absent from the meeting were some Druse militias that effectively control much of southwestern Syria and the Kurdish militia that controls the northeast.

The coalition did not publish any information about which factions were present at the meeting or the process through which they appointed Mr. al-Shara, leaving uncertainty over whether there was a unified front behind these steps.

In the weeks after his rebel coalition swept Damascus, Mr. al-Shara and his allies have spoken of a grand vision for Syria’s new state. Leaders from across society — including activists, intellectuals and opposition figures — would be invited to help build a caretaker government. An inclusive committee would draw up a new Constitution. Elections would be held. Free speech would rein.

That rhetoric was welcomed by many in Syria, a country

ruled with an iron fist by the Assad family for more than 50 years. But over time, the euphoria has begun to fizzle. “They are now deriving their legitimacy from militarily liberating the country,” said Alise Mofrej, a member of the Syrian Negotiation Commission, an umbrella organization for Syrian opposition groups. But Mr. al-Shara needs to assure the Syrian people that he will not establish “a new tyranny,” she added.

Mr. al-Shara’s speech promising inclusivity and broader consultations with Syrian civil society appeared to be an effort to address that criticism. Mr. al-Shara also said that he had conducted intensive legal consultations to ensure his appointment as president had been done “in accordance with legal norms, granting it the necessary legitimacy.” A spokesman for the interim government’s military operations, Col. Hassan Abdul Ghani, announced on Wednesday that all Syrian militias would be dissolved and integrated into the state. But it was unclear how rebel factions that were not present and have so far refused to give

up their arms would respond to that mandate.

Some militias had previously refused to disband and integrate their fighters into a new national army until they had more clarity on the form the caretaker government would take.

Unifying those militias under a single state is among the most pressing challenges Mr. al-Shara’s government faces, experts say, and one made more difficult having likely lost some of their confidence after announcing major decisions on Wednesday without their input.

“While it was expected for him to be announced as transitional president, the way it was done — and the way that some political actors were excluded — cost him some political capital,” said Ibrahim al-Assil, a Syrian adjunct professor of political science at George Washington University who returned to Damascus after the fall of the Assad government.

“I don’t think that was a game changer,” he added. “But it was a step that has people worried about what will come next.”

Erol Önderoglu, journaliste : « En Turquie, on observe un perfectionnement du système autoritaire contre les médias »

Le nouveau report du procès du représentant de Reporters sans frontières dans le pays, après neuf ans de procédure, illustre la dégradation en continu de l'indépendance de la justice turque. Ces derniers jours ont été marqués par l'arrestation par la police de plus d'une dizaine de journalistes.

L'audience aura duré deux minutes, jeudi 30 janvier, le temps de renvoyer la procédure au mois d'avril. La précédente, qui a eu lieu en octobre, ici même, au sein de cette cour pénale d'Istanbul, avait été expédiée dans un laps de temps tout aussi court, à peine un peu moins que celle de mars. L'affaire, qui occupe les magistrats depuis près de neuf ans, concerne Erol Önderoglu, le représentant de Reporters sans frontières (RSF). Ce dernier est accusé, avec la défenseuse des droits humains Sebnem Korur Fincanci et le journaliste Ahmet Nesin, d'avoir pris part à une campagne de solidarité en faveur du quotidien d'opposition prokurde *Özgür Gündem*. Vingt-quatre comparutions ont eu lieu jusqu'à présent sans qu'aucune issue ne se dessine.

« Cette affaire, comme toutes les autres et comme toutes celles qui se multiplient ces derniers temps, sont autant d'épées de Damoclès qui planent sur l'activité de journaliste en Turquie », déplore Erol Önderoglu, faisant référence à la vague de répression et au nombre de mises en examen qu'ont subies une dizaine de ses confrères depuis le début de l'année.

Son cas, comme tant d'autres, illustre la dégradation continue de l'indépendance de la justice turque. En mai 2016,



Erol Önderoglu, représentant de Reporters sans frontières (RSF) en Turquie, devant le palais de justice d'Istanbul avant son procès pour avoir pris part à une campagne de solidarité en faveur du quotidien d'opposition prokurde « Özgür Gündem », le 30 septembre 2021. OZAN KOSE / AFP

lui et 55 autres personnalités s'étaient relayés pour assumer symboliquement la rédaction en chef d'*Özgür Gündem*, un journal plusieurs fois interdit, accusé par le pouvoir d'être un paravent du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qui avait cessé de paraître en 1994 après l'assassinat et la disparition d'une trentaine de ses journalistes et employés. C'est sur la base d'articles publiés pendant cette campagne de soutien de six mois que les trois coaccusés sont poursuivis pour « propagande terroriste » et « apologie de crime », et qu'ils restent toujours passibles de qua-

torze ans et de six mois de prison.

« Stratégie très élaborée »

Déjà marqué par de nombreux reports, un premier procès avait fini au bout de trois ans par l'acquittement d'Erol Önderoglu et de ses coaccusés. Une décision annulée en octobre 2020, une semaine après que le président Recep Tayyip Erdogan a publiquement attaqué Sebnem Korur Fincanci, qui venait d'être nommée présidente de l'Association médicale turque, en la qualifiant de « terroriste ».

La cour d'appel d'Istanbul a alors non seulement rejeté le caractère symbolique de la campagne de soutien au quotidien, mais elle a considéré que les trois accusés auraient dû être jugés pour les mêmes charges que celles retenues contre le rédacteur en chef, Inan Kizilkaya. En 2022, la demande de révocation du juge Murat Bircan en raison de ses liens avec le Parti de la justice et du développement (l'AKP), la formation au pouvoir pour laquelle il a été candidat à la mairie de Samsun, a été rejetée par le tribunal. Depuis, la cour dit attendre la déposition d'Ahmet

Nesin, qui réside en France.

En plus de vingt-cinq ans de carrière chez RSF, Erol Önderoğlu affirme aujourd'hui observer de la part des autorités un « véritable perfectionnement du système autoritaire mis en place ces derniers temps par Ankara » : « Il n'y a plus les incarcérations de masse de journalistes que l'on voyait au cours des décennies précédentes, mais il s'est mis en place une stratégie très élaborée, qui consiste à cibler et à réduire au silence les journalistes et youtubeurs les plus influents. On observe un accroissement des interpellations, des

contrôles ou des poursuites judiciaires abusives et une amplification de la censure sur Internet. »

Des chiffres édifiants

Les derniers chiffres disponibles sont édifiants. Selon l'enquête annuelle du site d'information *Bianet*, spécialisé dans les droits humains, au moins dix journalistes ont été emprisonnés en 2024 et 57 journalistes détenus, puis relâchés sous des mesures de contrôle judiciaire telles que l'interdiction de voyager, l'obligation d'émarger dans un commissariat ou l'assignation à résidence. L'accès à 3 136

reportages et contenus journalistiques a été bloqué ces douze derniers mois. Le Conseil suprême de la radio et de la télévision turques (RTÜK) a privé une des dernières radios indépendantes, Açık Radyo, de sa licence, après près de trente ans d'antenne.

Rien qu'en janvier sept journalistes d'une agence kurde ont été appréhendés par la police. Encore l'avant-veille de l'audience d'Erol Önderoğlu, trois journalistes d'une chaîne proche de l'opposition, dont une présentatrice et un enquêteur vedette, ont été arrêtés alors qu'ils préparaient

leur émission du soir. Deux ont été relâchés sous contrôle judiciaire le lendemain, alors qu'au même moment deux autres responsables de la chaîne étaient emmenés à leur tour au poste, avant d'être relâchés à leur tour.

Dans son rapport pour l'année 2024, RSF a placé la Turquie au 158^e rang sur 180 de son classement sur la liberté de la presse, soulignant que « tous les moyens sont bons pour affaiblir les plus critiques ». Et l'ONG d'ajouter : « Le pluralisme des médias est plus que jamais remis en cause. »

Le Monde

Laure Stephan
31 janvier 2025

A Damas, le café Rawda, « salon » des opposants et des artistes exilés de retour en Syrie

ReportageL'établissement, ouvert dans les années 1930, à deux pas du Parlement syrien, a été le témoin des tumultes de la vie politique du pays. C'est aujourd'hui le lieu des retrouvailles des membres de l'intelligentsia, ceux restés dans le pays malgré la guerre et ceux partis à l'étranger.

Adnan Alaoda se sent chez lui au café Rawda de Damas, rue Al-Abed. « C'est comme un salon, une pièce à vivre au centre de la ville », estime le poète et scénariste. Depuis que cet ancien exilé est revenu en Syrie, le 8 janvier, un mois après la chute de Bachar Al-Assad, il y passe ses journées dans le nuage de fumée de cigarettes et de narguilles qui plane sur la grande salle, où se croisent anonymes et artistes. Là, intellectuels et opposants ayant fui le régime, de retour ou de passage au pays, retrouvent des amis et des souvenirs. Adnan Alaoda évoque les

séances d'écriture de scénarios, avec des pairs, autour de tasses de café et de thé, avant de quitter la Syrie en 2013, par refus de cautionner la guerre dans laquelle avait sombré le pays, après la répression de la révolte populaire de 2011. « Aujourd'hui, on parle de culture et de politique : quelle direction emprunte le nouveau gouvernement [de Hayat Tahrir Al-Cham, l'autorité de facto], civile ou islamiste ? Comment former des syndicats ? Comment construire la paix civile ? C'est comme un Parlement populaire, explique-t-il. On doit tout reconstruire de

zéro, après plus de cinquante ans d'un régime construit autour d'une famille mafieuse. »

Depuis le 8 décembre 2024, moments festifs et discussions publiques alternent dans le café Rawda, sous des guirlandes de fanions vert, blanc, noir, frappés de trois étoiles, les couleurs de la nouvelle Syrie. L'ancien député Riad Seif, tout comme l'acteur Jamal Suliman et l'écrivain [Yasmine Al-Haj Saleh](#), trois figures de proue de l'ex-opposition, tous revenus d'exil, fréquentent le lieu. L'ambiance s'est rajeunie : de jeunes hommes

de Damas, qui limitaient leurs déplacements pour échapper au service militaire, s'affichent désormais dans cet espace public.

Le vrai Parlement, aujourd'hui fermé, est à deux pas. Le café Rawda, ouvert en 1938, en fut un temps la succursale informelle : dans les années 1940-1960, les députés venaient y débattre, entre deux séances – et quelques coups d'Etat. « Damas avait alors la même énergie que Beyrouth, avec des cinémas, des cafés rassemblant intellectuels et élus », explique Ahmad Kozoroch, l'actuel pro-

priétaire du café. C'est son père qui l'avait acquis en 1970, quelques mois avant le putsch qui a conduit Hafez Al-Assad au pouvoir. « *Le caractère vibrant de Damas, et la vie des cafés, a décliné avec l'obsession sécuritaire du régime* », poursuit celui qui a repris l'affaire familiale en 2020.

Les habitués se souviennent de la présence, du temps des Al-Assad, des agents des services de renseignement qui épiaient les conversations. « *On chuchotait. C'est remarquable d'entendre chacun parler ici à voix haute aujourd'hui* », se réjouit l'actrice Amana Wali, restée en Syrie tout au long de la guerre. Déjà en 2000-2001, « *lors du "printemps de Damas"* [éphémère phase d'ouverture du régime après l'accession au pouvoir de Bachar Al-Assad], *le café Rawda avait été une plateforme d'échanges* », se rappelle Fayez Sara, l'un des animateurs des débats de cette époque, ému de revoir Damas. Mais, en 2011, lorsque commencent les manifestations contre le régime, « *l'activisme se passe dans la rue, pas au café : c'était trop dangereux ici* », précise-t-il.

« **Espoir d'un nouveau départ** »

Commence l'exode des Syriens, fuyant les combats ou la menace d'une arrestation. Six millions de personnes quittent le pays, vers la Turquie, le Liban ou la Jordanie pour une majorité, le Golfe, l'Europe ou les Amériques pour d'autres. Parmi ces exilés figurent un grand nombre d'intellectuels et d'artistes. A Damas, le cercle des habitués du Rawda se réduit et ceux qui continuent à s'y rendre doivent faire profil bas. Amana Wali se rappelle des longs moments qu'elle y a passés avec le conteur de la tragédie syrienne, l'écrivain Khaled Khalifa, mort en 2023. Aujourd'hui, le café Rawda héberge les retrouvailles entre



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

ceux qui sont partis et ceux qui sont restés, endurant les traumatismes de la guerre et des privations. « *On ne se juge pas. Chacun a vécu de grandes souffrances. Ceux qui sont partis ont connu le déracinement* », raconte Amana Wali, attablée avec son amie Maya Al-Rahabi, qu'elle n'avait plus vue à Damas depuis la fuite en catastrophe de cette dernière en 2014, « *une valise à la main* ». « *Je n'avais pas imaginé que je pourrais revenir un jour* », commente Maya Al-Rahabi, toute à sa joie de parcourir la capitale. Vivant à Paris, elle ne sait pas encore si, et quand, elle rentrera pour de bon : « *Y aura-t-il une place pour nous, militantes féministes ?* »

« *Damas était plus vibrante autrefois. Sa mélancolie se lit sur les visages de ses habitants. Les Syriens sont épuisés. Mais, aujourd'hui, il y a l'espoir d'un nouveau départ* », commente Fayez Sara, parti en 2013. Journaliste à Londres au quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat*, à vocation panarabe, il envisage pour l'instant de faire des allers-retours avec la Syrie et d'y lancer des projets sociaux.

Tout est encore fragile, instable

Quand vient le soir, la fièvre monte dans la grande salle, pleine à craquer. Un arbre est

planté en son centre. De longues tablées rassemblent amis et familles, de la diaspora et de « l'intérieur ». Un homme joue furtivement de l'oud. Une femme chante au micro. L'assemblée se dresse, frappe dans ses mains, en ignorant les fausses notes. Des chants emblématiques de la révolte syrienne, comme *Janna* (« paradis ») résonnent dans les haut-parleurs. De vieux messieurs impassibles continuent de jouer à la *tawlé* (tricot), dans l'autre salle qui donne sur la rue passante. Plusieurs fois, des combattants du nouveau pouvoir sont venus, sans armes, boire un café, se fondant dans la foule.

On se prend en photo, on se filme, avant de poster les images sur les réseaux sociaux. Les commentaires des internautes sont parfois acides, comme un rappel des divisions qui ont empoisonné l'opposition syrienne. « *De telles réactions sont courantes, dans une période de renversement de régime, mais cela n'aide pas à refaire lien, regrette Amana Wali. J'espère que les artistes pourront envoyer un message de réconciliation.* » Elle aimerait voir éclore des *moussalsalat* – les feuillets du ramadan, genre dans lequel la Syrie excellait avant la guerre – qui parlent « *de pardon* ».

L'euphorie d'en avoir fini avec

le régime Al-Assad, qui traverse le café Rawda, n'empêche pas les doutes. Tout est encore fragile, instable, avec un gouvernement de transition, un territoire divisé – le Nord-Est est sous contrôle kurde – et des voisins envahissants, la Turquie et Israël. « *On ne sait rien de ce qui nous attend. Mais ça ne pourra pas être pire que ce que l'on a vécu, considère Ahmad Kozoroch, le propriétaire, qui avait quitté la Syrie de 2012 à 2020. Des armes sont encore présentes partout dans le pays. Il y a tant de défis.* » Assis dans un coin, dans un canapé venu de la maison de ses parents, il reprend : « *Y aura-t-il des restrictions apportées à la mixité ici, ou à la consommation de narguilé ?* »

Revenu des Pays-Bas, Adnan Alaoda, le poète et scénariste, a posé ses valises pour de bon, au cœur de ce qui l'inspire : la société syrienne. Le retour est désormais son principal thème de travail. « *Les moments de retrouvailles au café Rawda offrent l'illusion à la diaspora de n'être jamais partie, estime-t-il. Le vrai retour, ce sera quand les Syriens des camps – d'Idlib, du Liban, de Jordanie, de Turquie – pourront revenir chez eux.* » Un mouvement qui risque de prendre plusieurs années, tant le pays est en état de ruines.

Syrie : le Kremlin et le nouveau pouvoir islamiste échouent à trouver un accord pour maintenir les bases militaires russes

La première visite d'une délégation russe à Damas n'a pas permis à Moscou de sécuriser le maintien de ses deux bases cruciales pour la projection de forces vers le continent africain. Damas exigerait en échange l'extradition du dictateur déchu Bachar Al-Assad.

Le Kremlin et le nouveau pouvoir islamiste syrien, encore tout récemment ennemis, ont établi mercredi 29 janvier leurs premiers contacts officiels à haut niveau. Une délégation russe dirigée par le vice-ministre des affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, et comprenant l'envoyé spécial du président russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev, a indiqué avoir été reçue pendant trois heures par le nouveau dirigeant syrien, Ahmed Al-Charaa, et son ministre des affaires étrangères, Assad Hassan Al-Chibani.

Engagée militairement en Syrie depuis 2015 en soutien du dictateur Bachar Al-Assad, la Russie bombardait encore il y a deux mois la poche d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, contrôlée par le groupe Hayat Tahrir Al-Cham d'Ahmed Al-Charaa, avant que celui-ci ne s'empare de Damas le 8 décembre 2024.

Du côté russe, on rapporte que la discussion fut « franche », ce qui, dans le jargon diplomatique, indique l'existence de désaccords entre les positions des deux parties.

L'agence de presse officielle syrienne SANA raconte que les Russes ont « réaffirmé leur soutien aux changements positifs en cours en Syrie ». Mais, surtout, elle si-



Une photo diffusée par le gouvernement de transition syrien le 29 janvier 2025 montre le nouveau dirigeant syrien, Ahmed al-Charaa (à droite), et le vice-ministre russe des affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, à Damas. GOUVERNEMENT TRANSITIONNEL SYRIEN/AFP

gnale que Damas attend de Moscou « le rétablissement de la confiance avec le peuple syrien par le biais de mesures concrètes sous forme de compensation, de reconstruction et de réhabilitation ».

Autocritique russe attendue

Un communiqué du nouveau pouvoir syrien souligne que les discussions ont porté sur les « mécanismes de transition judiciaire » destinés à rendre « justice aux victimes de la guerre brutale menée par le régime d'Al-Assad ». Depuis 2011, le conflit aurait

causé la mort d'environ 600 000 Syriens et poussé 6 millions d'autres à l'exil.

Les autorités syriennes, selon SANA, ont stipulé lors des discussions que « le rétablissement des relations devra prendre en compte les erreurs du passé ». Jamais Vladimir Poutine n'a exprimé d'autocritique en matière de politique étrangère depuis vingt-cinq ans qu'il dirige le pays.

Encore plus difficile à accepter pour Moscou, Damas exigerait que Bachar Al-Assad,

qui s'est réfugié en Russie avec sa famille, soit livré aux nouvelles autorités syriennes. L'agence Reuters, qui cite une source proche du régime islamiste, affirme que c'est à cette condition que la Russie pourra garder deux bases militaires sur le territoire syrien. Le Kremlin, qui prétend fonder ses alliances internationales sur une loyauté sans faille avec les régimes amis, aurait refusé. Aucune des parties aux négociations n'a officiellement mentionné une telle proposition.

Interrogé sur la demande sy-

rienne de compensations, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a refusé de commenter. « Nous poursuivrons le dialogue avec les autorités syriennes », a ajouté M. Peskov, selon l'agence de presse Interfax.

Mikhaïl Bogdanov a admis, à l'issue d'une réunion avec des représentants de la nouvelle administration syrienne, que les deux parties n'ont pas trouvé d'accord sur le maintien des bases militaires russes en Syrie. « Cette question nécessite des négociations supplémentaires. Nous avons convenu de poursuivre des consultations plus approfondies sur chaque domaine de notre coopération », a-t-il déclaré, selon l'agence TASS. Port de Tartous

Moscou souhaite ardemment conserver ses deux bases militaires en Syrie, dans lesquelles il a investi des

sommes importantes. Le port de Tartous offre la seule capacité de maintenance navale en mer Méditerranée pour la flotte militaire russe, tandis que l'aérodrome de Hmeimim, à 60 kilomètres au nord, constitue un centre logistique essentiel pour les liaisons cargo aériennes entre la Russie et ses contingents déployés chez ses pays alliés au Sahel.

En cas d'échec des négociations avec Damas, Moscou pourrait être contraint de se redéployer sur d'autres points d'appui dans des zones encore moins stables, comme la Libye, où des mercenaires russes soutiennent le maréchal Khalifa Haftar, ou au Soudan.

Par prudence, l'armée russe a déjà évacué une partie de ses équipements, non sans difficultés à cause du contrôle étroit de HTC sur tout ce qui

entre et sort des deux bases russes. Des images satellites analysées par la cellule enquête vidéo du Monde montrent que deux navires battant pavillon russe, le Sparta et Sparta-II, ont récupéré d'importantes cargaisons dans le troisième bassin du port syrien de Tartous le 25 janvier. Les images montrent leurs cales ouvertes et plusieurs camions attendant d'y transférer leur cargaison. Ces deux rouliers, officiellement civils, sont sous sanctions américaines pour avoir transporté de l'équipement militaire russe.

Vers la Libye

En comparant des images prises avant leur arrivée dans le port, le 18 janvier, puis d'autres après le départ du Sparta-II, le 27 janvier, on note qu'une grande partie des véhicules jusque-là stationnés sur les quais ont disparu.

Le Sparta-II, arrivé à Tartous le 21 janvier après huit jours d'attente au large, a quitté le port syrien le 27 janvier et a mis le cap vers l'ouest. Une fois arrivé au sud de l'île de Chypre après treize heures de navigation, son signal AIS (système d'identification automatique) a été coupé.

Des images satellites prises le 29 janvier indiquent que le Sparta a à son tour quitté le port de Tartous, mais n'a émis aucun signal AIS permettant de visualiser sa nouvelle position sur une carte. Ces interruptions d'un signal pourtant obligatoire peuvent être accidentelles, mais sont monnaie courante pour les navires sous sanctions, qui souhaitent masquer leurs mouvements et continuer de commercer.

Les dépêches de l'afp de janvier 2025

1 janvier 2025

Entre espoirs de paix et retour de Trump, la planète bascule en 2025

New York, 1 jan 2025 (AFP)

— De Sydney à New York en passant par Damas ou Paris, le monde célèbre l'entrée en 2025 dans la nuit de mardi à mercredi avec force feux d'artifice, au terme d'une année marquée par l'or olympique, le retour tonitruant de Donald Trump mais aussi de nouveaux bouleversements au Moyen-Orient et en Ukraine.

L'année 2024, qui sera certainement la plus chaude jamais enregistrée, a également connu des catastrophes naturelles aggravées par le réchauffement climatique, de la canicule meurtrière du pèlerinage de La Mecque aux tragiques inondations de la vallée de Katmandou.

Après l'Asie-Pacifique qui a ouvert le bal du 31, les festivités se sont poursuivies au Proche-Orient, en Europe et en Amérique.

A New York, sur l'emblématique Times Square, des milliers de fêtards se sont embrassés et enlacés sous les confettis après minuit, malgré une pluie glaciale, quand est descendue la célèbre boule illuminée de cinq tonnes marquant le passage à la nouvelle année.

Alors que minuit sonnait plus tôt au Brésil, des centaines de milliers de personnes ont hurlé de joie sur la plage de Copacabana à Rio de Janeiro un méga feu d'artifice et un concert extravagant de près de deux heures, donné par les légendaires frère et soeur Caetano Veloso et Maria Bethania, entre autres artistes.

Au temple Yonghe de Pékin, ou "Temple des Lamas", les visiteurs se pressaient mercredi pour allumer des bâtons d'encens et faire tourner des moulins à prières en quête de bonne fortune pour la nouvelle année. "J'espère qu'en 2025, la Chine sera plus prospère (...) et qu'elle pourra construire un pays fort dans tous les domaines", dit à l'AFP Dong Haiyan, une Chinoise de 29 ans.

- Un million sur les Champs-Élysées -

Cinq mois après l'euphorie des Jeux olympiques, Paris a revêtu à nouveau des habits de lumière pour le passage à la nouvelle année. Plus d'un million de personnes se sont rassemblées sur l'avenue des Champs-Élysées, interdite aux véhicules et bordée de dizaines d'arbres scintillants.

"J'ai passé une très bonne année 2024. Et j'aimerais que toutes les années soient comme 2024 !", s'enthousiasme Mark Coppels, un Belge dansant frénétiquement sur les pavés parisiens.

En Grande-Bretagne, des milliers de personnes se sont rassemblées sur les rives de la Tamise à Londres pour admirer le feu d'artifice, mais le mauvais temps a contraint l'annulation d'événements dans d'autres villes, notamment à Edimbourg.

Dans un discours pour le Nouvel An, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que l'Ukraine devrait se battre en 2025 sur le "champ de bataille" mais aussi à la "table

des négociations" pour mettre fin à près de trois années d'invasion russe.

A Tbilissi, des dizaines de milliers de manifestants pro-européens se sont rassemblés devant le parlement géorgien pour fêter la nouvelle année, poursuivant leurs protestations depuis un mois contre la décision du gouvernement de suspendre le processus d'adhésion à l'UE.

A Sydney, sur l'un des fuseaux horaires les plus à l'est de la planète, plus d'un million de spectateurs se sont réunis dans la ville autoproclamée "capitale mondiale du Nouvel An".

L'an dernier, des millions d'habitants se sont rendus aux urnes dans plus de 60 pays.

En Russie, Vladimir Poutine a de nouveau remporté un scrutin présidentiel malgré des accusations de fraude, tandis qu'au Bangladesh, un mouvement étudiant a détrôné la Première ministre Sheikh Hasina.

Aucun vote n'a été aussi scruté que celui du 5 novembre aux Etats-Unis, remporté par l'ancien président Donald Trump, ciblé par deux tentatives d'assassinat et condamné au pénal.

- Espoirs de paix -

2024 aura été une année de bouleversements aussi au Moyen-Orient, avec la fin de plus de cinquante ans du règne sans partage du clan Assad sur la Syrie, mais aussi le retour de l'armée israélienne

dans le sud du Liban.

Dans le centre de Damas, des centaines de personnes se sont rassemblées en brandissant leurs drapeaux aux couleurs de la "révolution", disant leur "espoir" pour la nouvelle année, après treize années de guerre civile dans le pays meurtri.

"J'espère que la Syrie de 2025 sera une Syrie non-confessionnelle, pluraliste, pour tous, sans exception", lance Havan Mohammad, étudiant kurde originaire de Qamichli dans le nord-est du pays.

Dans la bande de Gaza, les civils se disent exténués par la guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, déclenchée par l'attaque du 7 octobre 2023.

- Au programme de 2025 -

Du côté du divertissement, Oasis, groupe emblématique de la BritPop, va faire son grand retour à l'été, tandis que les icônes de la K-pop, BTS, ont promis à leur "ARMY" de fans de les retrouver après juin, une fois le service militaire terminé.

Les amoureux du ballon rond pourront profiter aux Etats-Unis d'une Coupe du Monde des clubs élargie à 32 équipes.

Mais après une année 2024 encore plus chaude que la précédente, 2025 devrait être l'une des trois aux températures les plus élevées jamais enregistrées.

Dans l'archipel français de Mayotte, ravagée par le cy-

clone Chido, fêter le passage à l'année 2025 n'est pas la priorité de tous les habitants, malgré la vie qui a repris peu à peu. "On a des enfants qui sont traumatisés par le cy-

clone Chido, donc on n'a rien prévu ce soir", témoigne Nouria Rama, employée dans l'administration.

Mais dans le sud de la France,

en bord de Méditerranée, malgré une eau à seulement 13 degrés, près de 600 naturistes ont piqué une tête au Cap d'Agde, pour le traditionnel bain du 31 décembre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 janvier 2025

Iran: Narges Mohammadi prépare deux livres, dont un sur la détention des femmes

Paris, 2 jan 2025 (AFP) — L'Iranienne Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix 2023, veut publier son autobiographie et travaille à un autre livre décrivant les conditions des femmes détenues comme elle en Iran pour délit d'opinion, a-t-elle déclaré au magazine Elle.

Narges Mohammadi a accordé cette rare interview à distance, mettant à profit une libération provisoire de trois semaines pour raisons médicales, entamée le 4 décembre.

"J'ai fini mon autobiographie et j'ai l'intention de la publier. J'écris un autre livre sur les agressions et le harcèlement sexuel commis contre les femmes détenues en Iran. J'espère qu'il paraîtra bientôt", déclare la militante iranienne des droits humains, répondant en persan, par écrit et par message vocal, à des questions posées par le magazine français.

"Mon corps est fragilisé, il est vrai, après trois ans de détention discontinuée sans permission et des refus de soins répétés qui m'ont sérieusement éprouvé, mais mon mental est d'acier", assure Mme Mohammadi.

La prix Nobel de la paix a notamment été incarcérée dans la prison d'Evin à Téhéran.

"Dans le quartier des femmes, nous sommes soixante-dix, de tous horizons, de tous les âges et de toutes les sensibilités politiques", parmi lesquelles "des journalistes, des écrivaines, des intellectuelles, des personnes de différentes religions persécutées, des Bahais, des Kurdes, des militantes des droits des femmes", explique-t-elle.

"L'isolement figure parmi les instruments de torture les plus couramment utilisés. C'est un lieu où des prisonniers et des prisonnières politiques meurent. J'ai personnellement documenté des cas de torture

et de violences sexuelles graves sur mes codétenues", affirme encore la militante de 52 ans.

"Malgré tout, c'est un enjeu pour nous, prisonnières politiques, de nous battre pour garder un semblant de normalité, car il s'agit de montrer à nos bourreaux qu'ils n'arriveront pas à nous atteindre, à nous briser", poursuit-elle, indiquant partager, pour sa part, une chambre avec 13 autres détenues.

Narges Mohammadi fait état d'actes de résistance des détenues. "Récemment, quarante-cinq prisonnières sur soixante-dix se sont réunies pour protester dans la cour de la prison contre la condamnation à mort de Pakhshan Azizi et Varisheh Moradi, deux de nos codétenues militantes des droits des femmes kurdes", rapporte-t-elle.

"Nous organisons souvent des sit-in", assure-t-elle, dénonçant des représailles sous forme

de privation de parloirs et de téléphone.

La militante ajoute que "chaque prise de parole dans les journaux est susceptible de (lui) valoir de nouvelles accusations" et qu'elle fait l'objet "chaque mois environ" de poursuites et de condamnations supplémentaires.

Maintes fois condamnée et emprisonnée depuis 25 ans pour son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et contre la peine de mort, elle a été enfermée pendant une large partie de la dernière décennie.

De l'ONU au comité Nobel norvégien, de nombreuses voix ont exigé sa libération inconditionnelle et permanente.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 janvier 2025

Syrie: le pouvoir tente de calmer une polémique après des changements dans des manuels scolaires

Damas, 2 jan 2025 (AFP) — Le ministre syrien de l'Éducation a cherché jeudi à minimiser des changements dans

les manuels scolaires annoncés la veille par les nouvelles autorités dirigées par les islamistes, après que des mili-

tants ont dénoncé des modifications basées sur des "idéologies extrémistes".

Une coalition de groupes armés conduite par des islamistes radicaux a pris le pouvoir en Syrie à l'issue d'une

offensive éclair qui a abouti le 8 décembre à la chute de Damas et à la fuite du président Bachar al-Assad.

Le ministère de l'Éducation avait annoncé mercredi sur sa page Facebook avoir apporté quelques modifications dans les manuels scolaires, supprimant la propagande du parti Baas qui était au pouvoir sous Bachar al-Assad mais également des poèmes sur les femmes et l'amour.

Les changements comprenaient également l'interprétation d'un verset coranique portant sur "ceux qui ont provoqué la colère" de Dieu et "les égarés" comme faisant référence aux juifs et aux chrétiens.

La phrase nationaliste "sacrifier sa vie pour défendre sa

patrie" est en outre remplacée par l'expression "sacrifier sa vie pour la cause de Dieu".

"Les programmes de toutes les écoles syriennes resteront tels quels jusqu'à ce que des comités spécialisés soient formés pour les examiner", a déclaré jeudi le ministre de l'Éducation, Nazir Al-Qadri, dans un communiqué sur Telegram.

"Nous avons seulement ordonné la suppression des parties glorifiant le régime déchu d'Assad, et nous avons adopté des images du drapeau de la Révolution syrienne au lieu du drapeau du régime" déchu, a-t-il ajouté.

Il a indiqué en outre que des informations "incorrectes" avaient également été corri-

gées dans le programme d'éducation islamique, où "certains versets coraniques étaient expliqués de manière erronée".

L'annonce mercredi des changements a fait polémique sur les réseaux sociaux.

Le militant et journaliste kurde yézidi Shiyar Khaleal a notamment averti sur Facebook que "l'éducation fondée sur des idéologies extrémistes peut façonner des individus dont les idées menacent la sécurité régionale et internationale".

"Changer le programme scolaire sous la supervision de Hayat Tahrir al-Sham (HTS, groupe islamiste menant la coalition au pouvoir, ndlr) n'est pas seulement un danger édu-

catif, mais une menace à long terme pour le tissu social et l'avenir de la Syrie", a-t-il ajouté.

Le journaliste Ziad Haidar a lui estimé qu'avec certains de ces changements, des "groupes religieux spécifiques" étaient "ciblés".

Le nouveau pouvoir, qui se sait scruté par la communauté internationale, a cherché à rassurer à plusieurs reprises les minorités sur le fait qu'elles ne seraient pas victimes de violence.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 janvier 2025

Syrie: 24 morts dans des combats entre factions pro-turques et forces kurdes dans le nord

Beyrouth (Liban), 2 jan 2025 (AFP) — Au moins 24 combattants, majoritairement issus des factions armées soutenues par la Turquie, ont été tués lors d'affrontements avec les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) dans le nord de la Syrie, a indiqué jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Vingt-trois membres des groupes pro-turcs et un membre du Conseil militaire de Manbij, rattaché aux FDS, ont été tués, a précisé l'OSDH, évoquant un bilan "non définitif" de ces combats déclenchés par l'attaque des factions pro-turques contre deux villages au sud de Manbij.

Cette ville, tenue des années par des forces kurdes, est tombée récemment aux mains

de groupes armés pro-turcs.

Une partie de cette région à majorité arabe est sous le contrôle du Conseil militaire de Manbij, qui regroupe des combattants locaux opérant sous l'égide des FDS, soutenues par les États-Unis.

Selon l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, des "affrontements se poursuivent au sud et à l'est de Manbij, tandis que les forces turques bombardent la zone par drones et à l'artillerie lourde".

De leur côté, les FDS ont annoncé avoir repoussé les attaques des factions pro-turques dans les secteurs sud et est de la ville de Manbij.

"Ce matin, avec le soutien de

cinq drones turcs, de chars et de véhicules blindés modernes, les groupes mercenaires ont lancé des attaques violentes" sur plusieurs villages dans la région de Manbij, ont-ils indiqué dans un communiqué. "Nos combattants ont réussi à repousser toutes les attaques, tuant des dizaines de mercenaires et détruisant six véhicules blindés, dont un char", ont-elle ajouté.

Alors qu'une coalition de rebelles dominée par le groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a pris le pouvoir à Damas le 8 décembre au terme d'une offensive éclair, des factions pro-turques ont attaqué les forces kurdes.

Les FDS continuent de contrôler de vastes zones du nord-est de la Syrie et une partie

de la province de Deir Ezzor (est).

Ces zones sont administrées de manière autonome par les Kurdes, qui ont établi leur gouvernement après le retrait des forces gouvernementales au début du conflit syrien en 2011.

Entre 2016 et 2019, la Turquie a mené trois opérations militaires contre les unités de protection du peuple kurde (YPG), principales composantes des FDS, réussissant à imposer son contrôle sur deux vastes zones frontalières en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 janvier 2025

Turquie: des députés pro-kurdes rencontrent des dirigeants après un échange avec Abdullah Öcalan

Istanbul, 2 jan 2025 (AFP)

— Une délégation composée de trois représentants du parti d'opposition pro-kurde DEM a rencontré jeudi le président du Parlement et le chef du parti d'extrême droite MHP, dans le cadre d'une tentative de reprise du dialogue entre Ankara et le PKK, organisation considérée comme terroriste par les autorités turques.

La rencontre entre les membres du parti pro-kurde et le président du Parlement Numan Kurtulmus, a été "positive" a déclaré Sirri Süreyya Onder, député du parti DEM à l'issue de la réunion, cité par la chaîne turque NTV.

Ils ont également rencontré le leader du MHP Devlet Bahçeli pendant 40 minutes, ont rapporté les médias locaux, sans révéler le contenu de leurs discussions.

Selon un communiqué publié plus tôt par le DEM, les discussions devaient porter sur

la rencontre exceptionnelle de ce weekend entre des membres du parti et Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui purge une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle sur l'île-prison d'Imrali, proche d'Istanbul.

Cet échange avec Abdullah Öcalan, une première en près de dix ans, s'inscrit dans un contexte d'apaisement des tensions entre Ankara et le PKK, mouvement indépendantiste kurde actif en Turquie depuis plusieurs décennies et classé comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne.

Cette visite a eu lieu deux mois après la main tendue de Devlet Bahçeli, le chef du parti ultranationaliste MHP (Parti d'action nationaliste), envers M. Öcalan l'invitant à venir devant le Parlement pour renoncer au "terrorisme" et dissoudre le PKK.

M. Bahçeli avait évoqué un "droit à l'espoir", des propos largement interprétés comme ouvrant la voie à une libération anticipée.

Le président Recep Tayyip Erdogan a soutenu l'initiative de son allié.

"J'ai l'expérience et la détermination nécessaires pour contribuer positivement au nouveau paradigme lancé par M. Bahçeli et M. Erdogan", a déclaré Abdullah Öcalan lors de la réunion de samedi avec les députés du DEM, selon le communiqué du parti.

"Je suis prêt à prendre les mesures nécessaires et à lancer cet appel", a-t-il ajouté.

MM. Onder et Buldan ont "entamé une série de réunions avec les partis représentés au Parlement" et seront rejoints jeudi par Ahmet Türk, 82 ans, homme politique expérimenté, impliqué de longue date dans la résolu-

tion de la question kurde en Turquie.

La délégation rencontrera lundi le parti conservateur au pouvoir, l'AKP, puis le CHP, principal parti d'opposition de centre-gauche, après quoi elle présentera un compte-rendu de ses échanges, a également déclaré M. Onder.

Dans un message publié ce week-end sur X, Tuncer Bakırhan, coprésident du parti DEM, a salué ce qu'il a décrit comme une "occasion historique de construire un avenir commun".

"Nous sommes à la veille d'une possible transformation démocratique en Turquie et dans la région. Le moment est venu de faire preuve de courage et de clairvoyance pour parvenir à une paix honorable", a-t-il déclaré.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 janvier 2025

Les chefs de la diplomatie française et allemande rencontrent le nouveau dirigeant islamiste syrien

Damas, 3 jan 2025 (AFP)

— Les chefs de la diplomatie française et allemande ont rencontré vendredi le nouveau dirigeant islamiste syrien, lors d'une visite à Damas au cours de laquelle ils ont insisté sur la nécessité d'une transition pacifique et inclusive.

Il s'agit de la première rencontre à ce niveau entre des responsables des grandes puissances occidentales et Ahmad al-Chareh, qui a pris le pouvoir le 8 décembre, après la fuite du président Bachar al-Assad.

Jean-Noël Barrot et Annalena Baerbock, dont la visite intervient sous mandat de l'Union européenne, ont rencontré le dirigeant de facto de la Syrie au palais présidentiel, là même où Assad recevait ses hôtes.

Les premiers pas d'Ahmad al-Chareh, chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) qui conduisait la coalition ayant marché sur Damas, sont scrutés avec attention.

"Ensemble, la France et l'Al-

Allemagne se tiennent aux côtés du peuple syrien, dans toute sa diversité”, a écrit sur X le ministre français.

Les deux pays veulent “favoriser une transition pacifique et exigeante au service des Syriens et pour la stabilité régionale”, a-t-il ajouté.

“Mon voyage d’aujourd’hui, avec mon homologue français et au nom de l’UE, est un signal clair adressé aux Syriens: un nouveau départ politique entre l’Europe et la Syrie, entre l’Allemagne et la Syrie est possible”, a dit Mme Baerbock.

“C’est avec cette main tendue, mais aussi avec des attentes claires à l’égard des nouveaux dirigeants, que nous nous rendons aujourd’hui à Damas”, a-t-elle ajouté.

“Nous voulons les soutenir dans ce domaine: dans un transfert de pouvoir inclusif et pacifique, dans la réconciliation de la société, dans la reconstruction”, a encore dit la ministre, poursuivant que “nous continuerons à juger HTS sur ses actes”, “en dépit de notre scepticisme”.

- “Espoir fragile” -

Face au défi d’unifier le pays,

Ahmad al-Chareh s’est engagé à dissoudre les factions armées, notamment le groupe HTS.

Il a annoncé son intention de convoquer un dialogue national, sans en préciser la date ni qui y serait convié, et indiqué que l’organisation d’élections pourrait prendre quatre ans. Ahmad al-Chareh réclame une levée des sanctions internationales imposées au pouvoir de Bachar al-Assad après la répression dans le sang d’un soulèvement populaire en 2011, qui a déclenché une guerre ayant fait plus d’un demi-million de morts, provoqué l’exil de millions d’habitants et morcelé le pays.

HTS, ex-branche syrienne d’Al-Qaïda, affirme avoir rompu avec le jihadisme mais reste classé “terroriste” par plusieurs capitales occidentales, notamment Washington.

Sur le site de l’ambassade de France, fermée depuis 2012, Jean-Noël Barrot a exprimé l’espoir de voir “une Syrie souveraine, stable et apaisée”. “C’est un espoir réel, mais c’est un espoir fragile”, a-t-il ajouté.

Il a annoncé que “dans les semaines qui viennent, en

fonction de l’évolution des conditions de sécurité, nous allons préparer progressivement les modalités de rétablissement de la présence française”.

- Entretien avec le chef kurde -

Des dirigeants de nombreux pays arabes ou occidentaux se précipitent à Damas depuis la chute de Bachar al-Assad, rompant l’isolement imposé à la Syrie depuis la violente répression du soulèvement populaire en 2011.

Le nouveau pouvoir a effectué un clair basculement de la politique de la Syrie, dont les principaux alliés étaient la Russie et l’Iran, se rapprochant notamment de la Turquie et du Qatar et esquissant des ouvertures envers l’Occident.

Jean-Noël Barrot a entamé sa visite par une rencontre avec les représentants religieux de la communauté chrétienne, inquiète de l’arrivée des islamistes au pouvoir.

Il a en outre rencontré des représentants de la société civile, réprimée par le pouvoir d’Assad et marginalisée

A la veille de sa visite, le ministre a aussi eu un entretien

avec le chef des Forces Démocratiques Syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), Mazloum Abdi, qui craignent de faire les frais du changement en Syrie.

Les deux hommes ont abordé “la transition en cours en Syrie”, a indiqué le ministre français des Affaires étrangères.

Les deux ministres se sont également rendus à la prison de Saydnaya, symbole de la répression de masse du pouvoir de Bachar al-Assad.

Accompagnés par des membres des Casques blancs, des secouristes syriens, ils ont visité des cellules et des geôles souterraines où les conditions de détention étaient inhumaines et où de nombreux détenus sont morts sous la torture. Selon l’Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya (ADMSP), plus de 4.000 détenus y ont été libérés le jour de la chute de Damas aux mains des rebelles.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

3 janvier 2025

L’horreur de la prison de Saydnaya, symbole des pires exactions du clan Assad

Beyrouth (Liban), 3 jan 2025 (AFP) — La prison de Saydnaya, au nord de Damas, est tristement célèbre pour ses conditions inhumaines et son rôle central dans la répression violente exercée par le clan Assad, notamment depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011.

Ce sinistre complexe situé dans une vallée aride, théâtre

de nombreuses exécutions extrajudiciaires, tortures et disparitions forcées, incarne les atrocités commises par le président renversé, Bachar al-Assad, contre ses opposants.

Dès leur entrée à Damas le 8 décembre, les rebelles syriens ont annoncé avoir pris le contrôle de la prison et libéré des détenus, certains entas-

sés depuis les années 1980.

Selon l’Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya (ADMSP), plus de 4.000 détenus y ont alors été libérés.

Les images de prisonniers hagards et décharnés, certains portés par des camarades car trop faibles pour s’extraire de leurs cellules, ont fait le tour

du monde, révélant au grand jour les coulisses de cet établissement pénitentiaire qualifié d’“abattoir humain” par Amnesty International.

Voilà ce qu’il faut savoir sur cette prison où se sont rendus vendredi les ministres français et allemand des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot et Annalena Baerbock, en visite en Syrie:

- Torture et “crématorium” -

Saydnaya a été construite dans les années 1980 durant le règne de Hafez al-Assad, le père de Bachar. C’était à l’origine une prison destinée à accueillir des détenus politiques, principalement des opposants au gouvernement, dont les membres de groupes islamistes et les militants kurdes.

Au fil des années, elle est devenue un symbole du contrôle impitoyable de l’Etat syrien sur ses citoyens.

En 2016, des enquêteurs de l’ONU affirment que “le gouvernement est responsable d’actes qui relèvent de l’extermination et sont assimilables à un crime contre l’humanité”, notamment à Saydnaya.

En 2017, Amnesty International y recense des milliers d’exécutions, décrivant une “politique d’extermination”.

Peu de temps après, les Etats-Unis y signalent la présence d’un “crématorium” servant à

détruire les restes de milliers de prisonniers tués.

En 2022, l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH) rapporte qu’environ 30.000 personnes avaient été détenues à Saydnaya, certaines soumises aux pires tortures, dont seulement 6.000 avaient été relâchées.

- Exécutions et “saloirs” -

L’Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya estime que plus de 30.000 détenus ont été exécutés au sein de la prison ou y sont morts sous la torture, par manque de soins ou de nourriture, de 2011 à 2018.

Elle accuse les autorités d’y avoir créé des “saloirs”, des morgues de fortune servant à conserver les cadavres en l’absence de chambres froides.

La plupart des autres détenus sont officiellement considérés comme disparus, leurs certificats de décès parvenant rarement à leurs familles, à moins que leurs proches ne

versent des pots-de-vin exorbitants, dans le cadre d’un racket généralisé.

En 2022, l’ADMSP publie un rapport décrivant pour la première fois les “chambres de sel” créées à Saydnaya.

D’après l’association, la première chambre de sel à Saydnaya remonte à 2013, une des années les plus sanglantes du conflit syrien.

- Etrangers détenus -

Dès le 8 décembre, des milliers de proches de disparus ont accouru à Saydnaya, pensant, en vain, y retrouver les leurs dans des cachots souterrains. Les secouristes syriens des Casques blancs ont annoncé deux jours plus tard la fin des recherches sans avoir trouvé de détenus.

De nombreux étrangers étaient détenus dans les prisons syriennes, à l’instar du Jordanien Oussama Béchir Hassan al-Bataynah, rapatrié deux jours après la chute de Damas après 38 ans derrière les barreaux. Il a été trouvé

en Syrie “inconscient et amnésique”, selon Amman.

Selon l’Organisation arabe des droits de l’homme en Jordanie (OADHJ), le nombre de Jordaniens détenus dans les prisons syriennes atteignait les 236, “la plupart dans celle de Saydnaya”.

Un Libanais, Souheil Hamawi, 61 ans, qui a regagné son pays le 9 décembre, avait croupi pendant 33 ans dans ces geôles, notamment à Saydnaya.

Le 26 décembre, les forces de sécurité des nouvelles autorités syriennes ont arrêté le général Mohammed Kanjo Hassan, chef de la justice militaire sous Bachar al-Assad et “responsable de nombreuses condamnations à mort” à Saydnaya, selon l’OSDH.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

5 janvier 2025

Syrie: combats entre Kurdes et proturcs, plus de 100 morts selon une ONG

Beyrouth (Liban), 5 jan 2025 (AFP) — Plus de 100 combattants ont été tués ces deux derniers jours dans les affrontements dans le nord de la Syrie entre factions armées soutenues par la Turquie et forces kurdes syriennes, a indiqué dimanche l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

Depuis vendredi soir, les combats dans des villages aux alentours de la ville de Manbij ont fait 101 morts, dont 85 membres des groupes syriens proturcs et 16 des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les

Kurdes), a précisé à l’AFP le directeur de l’OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Le ministère turc de la Défense a de son côté affirmé dimanche sur X avoir “neutralisé” 32 combattants du “PKK/YPG” dans le nord de la Syrie.

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG), épine dorsale des FDS soutenues par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

La Turquie voisine considère

les YPG comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sa bête noire, et mène régulièrement des frappes contre les combattants kurdes en Syrie et en Irak.

Dans un communiqué, les FDS ont affirmé avoir repoussé “toutes les attaques des mercenaires de la Turquie appuyés par les drones et l’aviation turcs”.

Les factions proturques ont repris leurs attaques contre les FDS en Syrie, au moment même où une coalition de groupes rebelles menée par

des islamistes radicaux lançait le 27 novembre une offensive contre les forces du président Bachar al-Assad, chassé du pouvoir onze jours plus tard.

Les groupes proturcs ont pris aux FDS les villes de Manbij et Tal Rifaat, dans le nord de la province d’Alep.

Et les combats continuent depuis avec de lourds bilans humains.

Selon M. Abdel Rahmane, l’objectif des proturcs est de prendre ensuite les villes de Kobani et Tabaqa, puis celle de Raqqa et au final chasser

les FDS des territoires sous leur contrôle.

Les FDS contrôlent de vastes zones du Nord-Est et une partie de la province de Deir Ezzor (est), où les Kurdes ont installé une administration autonome après le retrait des

forces du pouvoir au début de la guerre civile en Syrie en 2011.

Le nouveau dirigeant syrien, chef du groupe islamiste radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS), Ahmad al-Chareh, a affirmé que les FDS devraient

être intégrées à la future armée syrienne.

Le groupe HTS a dirigé la coalition des groupes rebelles qui a annoncé le 8 décembre, après son entrée à Damas, la chute de Bachar al-Assad qui a fui à Moscou. Cette co-

alition contrôle la majeure partie de la Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2025

“L'élimination” des combattants kurdes du PKK en Syrie : une “question de temps” pour la Turquie

Istanbul, 6 jan 2025 (AFP) — “L'élimination” des combattants kurdes du PKK en Syrie est une “question de temps”, a assuré lundi le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan.

“La situation en Syrie a changé. Nous pensons que l'élimination du PKK/YPG n'est qu'une question de temps”, a déclaré le chef de la diplomatie turque, sur fond d'affrontements en cours dans le nord de la Syrie entre des factions armées soutenues par la Turquie et les forces kurdes syriennes, dont les Unités de

protection du peuple kurde (YPG) qu'Ankara considère comme une extension du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK est en lutte armée depuis les années 80 contre le gouvernement turc, qui le qualifie, comme ses alliés occidentaux, de mouvement terroriste.

S'exprimant à l'issue d'une réunion avec son homologue jordanien Yaman Safadi, M. Fidan a insisté sur la nécessaire “stabilité” de la Syrie, avec laquelle son pays

partage plus de 900 km de frontière.

“Nous avons évoqué la possibilité que le PKK et les YPG rejoignent le nouveau gouvernement (syrien) en déposant les armes et de l'émergence de terroristes dans la région”.

“Nous avons discuté de ce que nous pouvons faire de concert pour contrer la menace de Daech (l'acronyme arabe du groupe Etat islamique) en Syrie et dans la région”, a-t-il continué.

Mais, a-t-il mis en garde, “si (les Occidentaux) ont des objectifs divergents, en se servant de l'EI comme prétexte pour renforcer le PKK, ça ne se produira pas”.

Les YPG, l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la lutte contre les jihadistes de l'EI.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 janvier 2025

Turquie: Erdogan met en garde contre toute division de la Syrie et se dit prêt à intervenir

Istanbul, 6 jan 2025 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan a mis lundi en garde contre toute division de la Syrie et s'est dit prêt, en cas de “risque”, à prendre “les mesures nécessaires”.

“Nous ne pouvons permettre sous aucun prétexte que la Syrie soit divisée et si nous constatons le moindre risque nous prendrons rapidement les mesures nécessaires”, a

déclaré le chef de l'Etat ajoutant: “Nous en avons les moyens”.

Cette mise en garde s'adresse aux combattants kurdes, et surtout aux Etats-Unis qui soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui furent à la pointe de la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique.

“Il n'y a pas de place pour la

terreur et ceux qui soutiennent le terrorisme seront enterrés avec leurs armes”, a martelé le président turc.

“Si le risque se précise, nous pouvons intervenir soudainement, en une nuit”, a-t-il menacé en reprenant l'une de ses formules récurrentes. “Nous en avons la capacité”.

Des combats qui ont fait au moins 100 morts au cours du

weekend opposent des factions proturques aux combattants kurdes des Unités de protection du peuple kurde (YPG), épine dorsale des FDS. Ankara les considère comme une extension du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée depuis les années 80 et classé par la Turquie et ses alliés occidentaux, comme mouvement terroriste.

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan avait estimé un peu plus tôt que "l'élimination du PKK/YPG n'est qu'une question de temps", évoquant la possibilité

que le mouvement rejoigne le gouvernement syrien et dépose les armes.

Mais, a-t-il prévenu, "si (les Occidentaux) ont des objectifs

divergents, en se servant de l'EI comme prétexte pour renforcer le PKK, ça ne se produira pas".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 janvier 2025

La Turquie menace les combattants kurdes de Syrie d'une "opération militaire"

Istanbul, 7 jan 2025 (AFP) — La Turquie a menacé mardi de lancer une opération militaire contre les forces kurdes de Syrie si elles n'acceptent pas les conditions d'Ankara pour une transition "sans effusion de sang" après la chute du régime de Bachar al-Assad.

"Nous ferons ce qui est nécessaire" si les Unités de protection du peuple (YPG) ne répondent pas aux exigences d'Ankara, a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan dans un entretien avec la chaîne de télévision privée CNNTürk. Appelé à préciser ses propos, il a répondu: "Opération militaire."

Le renversement de Bachar al-Assad le mois dernier a fait naître la possibilité d'une in-

tervention directe de la Turquie en Syrie contre les forces kurdes YPG, accusées par Ankara de liens avec les séparatistes armés kurdes de Turquie.

Ankara accuse les YPG, considérées par l'Occident comme essentielles dans la lutte contre les jihadistes de l'Etat islamique, de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie.

"L'ultimatum que nous leur avons lancé par l'intermédiaire des Américains est évident", a déclaré M. Fidan.

"Les combattants internationaux venus de Turquie, d'Irak ou d'Irak doivent immédiatement quitter la Syrie. Nous ne voyons aucune préparation

ni aucune intention dans ce sens pour le moment et nous attendons", a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie turque a également déclaré que son pays était en mesure de prendre en charge la gestion des prisons et des camps de détention des jihadistes de l'EI en Syrie, si les nouveaux dirigeants syriens n'étaient pas en mesure de le faire.

Lundi, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait mis en garde contre toute division de la Syrie et s'était dit prêt, en cas de "risque", à prendre "les mesures nécessaires".

"Nous ne pouvons permettre sous aucun prétexte que la Syrie soit divisée et si nous constatons le moindre risque nous prendrons rapidement

les mesures nécessaires", a déclaré le chef de l'Etat, ajoutant: "Nous en avons les moyens."

Cette mise en garde s'adresse aux combattants kurdes, et surtout aux Etats-Unis qui soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement kurdes, qui furent à la pointe de la lutte contre les jihadistes de l'EI.

"Il n'y a pas de place pour la terreur et ceux qui soutiennent le terrorisme seront enterrés avec leurs armes", a affirmé le président turc.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 janvier 2025

Syrie: les Kurdes disent s'être mis d'accord avec le nouveau pouvoir pour rejeter toute "division"

Qamichli (Syrie), 8 jan 2025 (AFP) — Le chef des forces kurdes syriennes qui ont établi une administration autonome dans le nord-est du pays a déclaré à l'AFP mercredi s'être mis d'accord avec le nouveau pouvoir pour rejeter toute "division" territoriale de la Syrie. "Nous sommes d'accord sur

l'importance de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, et nous rejetons tout projet de division qui menacerait l'unité du pays", a déclaré le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, dans une déclaration transmise à l'AFP commentant une rencontre

en décembre entre ses forces et les autorités islamistes qui ont renversé Bachar al-Assad à Damas.

Ahmad al-Chareh, le nouveau dirigeant syrien, a tenu le 30 décembre à Damas des premières discussions "positives" avec une délégation des FDS

soutenues par Washington, avait indiqué à l'AFP un responsable sous couvert d'anonymat.

Les FDS, partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le

groupe Etat islamique (EI).

A la faveur du conflit syrien déclenché en 2011, elles ont profité d'un retrait des forces du régime pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est syrien et cherché à préserver leurs acquis, tandis que l'ancien régime les accusait d'avoir des visées "séparatistes".

"Nous soutenons les efforts de la nouvelle administration pour assurer la stabilité en Syrie, afin de préparer le terrain pour un dialogue

constructif entre les Syriens", a ajouté M. Abdi. "Il incombe à la nouvelle direction d'intervenir pour instaurer un cessez-le-feu à travers tout le pays".

Sa déclaration intervient après des semaines d'affrontement dans le nord du pays entre ses forces soutenues par Washington et les combattants appuyés par la Turquie, qui les accuse d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol.

Dans la région de Manbij (nord), ces affrontements ont

fait plus de cent morts en deux jours, jusqu'à dimanche, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, malgré la déclaration d'une trêve sous médiation américaine.

Mercredi, cinq civils ont été tués et quinze autres blessés dans un raid aérien turc visant des convois civils se rendant au barrage de Tichrine près de Manbij, a indiqué l'administration autonome.

Dans les régions contrôlées par les FDS se trouvent de vastes zones agricoles mais aussi la plupart des précieux

puits pétroliers du pays, cruciaux pour les revenus de la Syrie.

Lors d'une interview à la chaîne Al-Arabiya diffusée fin décembre, M. Chareh a affirmé que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 janvier 2025

Syrie: 37 morts dans des combats entre forces dominées par les Kurdes et pro-turques

Damas, 9 jan 2025 (AFP) — Au moins 37 personnes parmi lesquelles cinq civils ont été tuées jeudi dans de nouveaux affrontements entre forces dominées par les Kurdes et factions soutenues par la Turquie dans le nord de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'ONG a rapporté des "combats féroces dans les environs de Manbij (...) au cours des dernières heures entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) et les factions de l'Armée nationale" aidées par l'aviation turque.

Basée au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, l'OSDH

a fait état de "37 morts selon un bilan préliminaire", principalement des combattants soutenus par la Turquie, mais aussi six combattants des FDS et cinq civils.

Selon l'OSDH, au moins 322 personnes ont péri lorsque les combats ont repris entre les deux camps en décembre dans la région de Manbij, au moment où des rebelles islamistes ont pris le pouvoir en Syrie.

Les FDS, partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

A la faveur du conflit syrien

déclenché en 2011, elles ont profité d'un retrait des forces du pouvoir du président Bachar al-Assad pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est de la Syrie.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol et a menacé mardi de lancer une opération militaire contre elles.

Mercredi, Mazloum Abdi, chef des FDS, a déclaré avoir appelé Damas à "intervenir" pour soutenir un cessez-le-feu, à la suite d'une rencontre avec les nouvelles autorités.

La ville de Manbij, tenue des années par des forces kurdes, est tombée en décembre aux mains de groupes armés pro-turcs.

Les Etats-Unis travaillent "très dur" pour répondre aux "inquiétudes légitimes" de la Turquie pour sa sécurité et empêcher une offensive d'Ankara contre les combattants kurdes de Syrie, a déclaré mercredi le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2025

La Turquie tance la France en Syrie et se chargera des menaces terroristes

Istanbul, 10 jan 2025 (AFP) — Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan a mis sévèrement en garde la France vendredi contre un éventuel déploiement dans le nord-est de la Syrie et maintenu qu'Ankara est "déterminé" à contrer les menaces terroristes à ses portes.

La France et les Etats-Unis veulent empêcher la Turquie de lancer une opération militaire contre les forces kurdes syriennes qui les ont aidées dans leur lutte contre le groupe Etat islamique (EI) et qu'Ankara considère comme des mouvements terroristes.

Lors d'une conférence de presse, M. Fidan a écarté tout rôle de la France dans la région: "Notre interlocuteur sur cette question est l'Amérique. Nous parlons à l'Amérique. Pas avec les pays qui se cachent derrière", a-t-il asséné.

"Débarrasser la Syrie de la menace terroriste est notre tâche principale pour 2025 et la Turquie est la plus efficace dans la lutte anti-terroriste", a-t-il martelé.

"Nous avons régulièrement alerté qu'il n'est pas question de vivre avec une telle menace. Quelqu'un s'en occupe ou nous allons le faire". La Turquie a "le pouvoir, la capacité et la dé-

termination pour éliminer à la source toute menace posée à sa survie", a-t-il encore martelé.

Hakan Fidan et le président Recep Tayyip Erdogan ont tous deux menacé cette semaine d'intervenir militairement contre les forces kurdes en Syrie.

Vendredi soir, sur la chaîne privée LCI, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a indiqué avoir appelé son homologue turc pour "lui rappeler à quels points les intérêts de la Turquie, de la France et de l'Europe, c'est d'avoir une Syrie stable, souveraine et unie".

De violents combats opposent les factions soutenues par la Turquie aux Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara dénonce comme une émanation du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, interdit sur son sol.

- "leurs propres revendications" -

"Si la France a quelque chose à faire, c'est de reprendre ses propres citoyens, de les amener dans ses propres prisons et de les juger", a-t-il également lancé à propos des combattants jihadistes français ayant trouvé refuge en Syrie après la chute de "l'émirat" islamiste.

Paris rechigne justement à rapatrier ces ressortissants, plusieurs dizaines au moins, qui sont déjà emprisonnés en Syrie sous la garde des Kurdes, ou qui ont participé à la coalition rebelle arrivée au pouvoir à Damas le mois dernier.

Mais ces combattants français "doivent être gardés là où ils ont commis leur crime, sous la surveillance des Kurdes", a répondu Jean-Noël Barrot.

"Je fais une exception qui est celle des enfants, qui ne sont en aucun cas responsables des actes de leurs parents", a-t-il toutefois ajouté. "Chaque fois que cela a été possible, nous les avons rapatriés (...). Si c'est à nouveau possible, les conditions sont compliquées, nous le ferons à nouveau".

Le ministre turc a accusé la France de ne pas prendre en compte la sécurité de la Turquie et à ne mettre en avant que ses propres intérêts: "mais ils ne se soucient pas de notre sécurité (...) Ils mettent toujours en avant leurs propres revendications", a-t-il affirmé à propos de ses interlocuteurs français.

Le renversement du dirigeant syrien Bachar al-Assad le mois dernier a fait naître la possibilité d'une

intervention directe de la Turquie en Syrie contre les forces kurdes YPG.

Ankara accuse les YPG, épine dorsale des FDS et considérées par l'Occident comme essentielles dans la lutte contre les jihadistes de l'Etat islamique, de liens avec le PKK.

"Le PKK est une organisation terroriste. Soutenir ou accepter la présence d'une seule branche de cette organisation est inconsistent" a estimé M. Fidan ajoutant: "Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis se montrent inconsistants".

Il a par ailleurs réaffirmé la détermination de la Turquie à soutenir la phase de transition en Syrie, en coordonnant son action avec le Qatar et les Emirats arabes unis.

La Turquie qui partage plus de 900 km de frontière avec sa voisine a accueilli et apporté "la sécurité et les services de base à plus de cinq millions" de réfugiés syriens dont plus de 2,9 millions se trouvent toujours sur son sol.

Σ
Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2025

Pour son dernier voyage, Blinken tente avec les Européens d'éviter une nouvelle tourmente syrienne

Rome, 10 jan 2025 (AFP) — Le secrétaire d'État américain Antony Blinken et ses homologues européens ont insisté jeudi à Rome sur la nécessité de stabiliser la Syrie un mois après le renversement du dirigeant Bachar al-Assad par des rebelles islamistes, dans un contexte d'affrontements avec la Turquie.

M. Blinken a dîné jeudi soir à Rome avec ses homologues britannique, français, allemand et italien, lors de la dernière étape d'une tournée d'adieu qui l'a auparavant conduit en Corée du Sud, au Japon et en France.

Le chef de la diplomatie italienne, Antonio Tajani, a déclaré à la presse que les puissances occidentales recherchaient une "Syrie stable et unie".

Les cinq ministres se sont notamment accordés sur la nécessité de protéger les minorités religieuses. Ils ont également appelé "tous les groupes en Syrie à respecter les droits humains et le droit humanitaire international", et à veiller à ce que la Syrie ne constitue pas une menace pour ses voisins et "ne serve pas de base au terrorisme", a déclaré le porte-parole du département d'État, Matthew Miller.

L'inquiétude monte depuis la menace mardi de la Turquie de déclencher une opération militaire contre les combattants kurdes syriens, qui ont de fait dirigé leur propre État

pendant la sanglante guerre civile ayant ravagé la Syrie depuis 2011.

Au moins 37 personnes ont péri jeudi dans de nouveaux affrontements entre forces dominées par les Kurdes et factions soutenues par la Turquie dans le nord de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, partenaires des Occidentaux au sein d'une coalition internationale antijihadiste, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe État islamique (EI). Mais la Turquie accuse les FDS d'avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol.

Les États-Unis travaillent "très dur" pour répondre aux "inquiétudes légitimes" de la Turquie et empêcher une offensive de ce pays contre les combattants kurdes syriens, a assuré mercredi M. Blinken, soulignant que "c'est un processus qui prendra du temps".

Concernant la Syrie, il a dit ne pas s'attendre à un changement de politique de la part du nouveau président américain Donald Trump, qui prendra ses fonctions le 20 janvier.

Lors de son précédent mandat (2017-2021), M. Trump avait dit qu'il accèderait à une demande du président turc Recep Tayyip Erdogan de re-

tirer les troupes américaines combattant aux côtés des forces kurdes en Syrie. Mais il y avait renoncé après une levée de boucliers à l'initiative du président français Emmanuel Macron.

- Levée des sanctions -

A l'ordre du jour à Rome figuraient également la question des sanctions toujours en vigueur contre la Syrie.

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a jugé mercredi que certaines sanctions "pourraient être levées rapidement".

Le département du Trésor aux États-Unis a annoncé cette semaine qu'il allait relâcher les restrictions affectant les services essentiels.

Mais des responsables américains ont précisé vouloir attendre de voir les progrès accomplis avant une plus large levée des sanctions - et il est peu probable que le gouvernement du président sortant Joe Biden, dans ses derniers jours, soit prêt à retirer les rebelles syriens victorieux du Hayat Tahrir al-Sham (HTS) de la liste noire américaine du "terrorisme".

Si les Occidentaux sont globalement d'accord sur la Syrie, quelques divergences subsistent.

M. Blinken a notamment réitéré qu'il était "dans l'intérêt de tout le monde" de faire retourner dans leurs pays d'ori-

gine les militants étrangers du groupe État islamique et les membres de leurs familles, détenus par dizaines de milliers dans des camps en Syrie gérés par les combattants kurdes. Ce que la France et le Royaume-Uni, qui ont subi de sanglantes attaques jihadistes sur leur sol, rechignent à faire.

Les discussions de Rome ont lieu une semaine après une visite commune de Jean-Noël Barrot et de son homologue allemande Annalena Baerbock à Damas, où ils ont rencontré le nouveau dirigeant syrien Ahmad al-Chareh pour plaider en faveur d'une transition politique inclusive.

Ce dernier, dont le mouvement HTS est l'ex-branché syrienne d'Al-Qaïda, a promis de protéger les minorités. De son côté, un haut responsable américain a fait savoir le mois dernier que Washington annulait sa récompense de 10 millions de dollars promise pour la tête de M. Chareh.

M. Tajani doit aller à son tour vendredi en Syrie et y annoncer de premières aides au développement.

A l'inverse des autres puissances européennes, l'Italie avait tenté de normaliser ses relations avec le régime Assad quelques semaines avant sa chute.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 janvier 2025

Pénurie d'énergie en Iran: administrations et écoles fermées samedi à Téhéran et plusieurs régions

Téhéran, 10 jan 2025 (AFP) — Les autorités iraniennes ont décidé de fermer samedi les écoles et les administrations à Téhéran et dans plusieurs provinces pour économiser l'énergie, au moment où le pays est confronté à une pénurie énergétique exacerbée par une vague de froid.

L'Iran est un géant sur le plan énergétique avec des ressources en gaz et en pétrole

parmi les plus importantes au monde. Mais le pays est contraint ces dernières semaines de rationner l'électricité, faute de gaz et de carburant suffisants pour alimenter ses centrales.

Vendredi, le gouvernement a annoncé la fermeture des écoles et des administrations notamment dans la province de Téhéran et celle d'Alborz à l'ouest de la capitale.

Une décision similaire a été prise pour au moins dix des 31 provinces du pays dont le Kurdistan (ouest), Mazandaran et Ardabil (nord), Qom (centre) et Kerman dans le sud-est, "en raison du froid et afin de gérer la consommation d'énergie", selon l'agence officielle Irna.

En décembre, le pouvoir avait fermé les administrations à Téhéran pour quatre jours consécutifs, ainsi que dans

plus de la moitié du pays afin d'économiser l'énergie.

Le réseau électrique iranien souffre d'un manque d'investissements dans ses infrastructures, en raison notamment des sanctions occidentales.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 janvier 2025

Turquie: après Öcalan (PKK), des députés pro-kurdes du DEM auprès de leur ex-président Demirtas

Istanbul, 11 jan 2025 (AFP) — Une délégation du parti d'opposition pro-kurde DEM a rendu visite samedi à l'ex-coprésident du parti, Selahattin Demirtas, figure toujours charismatique du mouvement kurde, emprisonné à Edirne (ouest), selon une vidéo publiée par le parti.

Cette visite, qui ne devait pas faire l'objet de déclaration avait prévenu le DEM, s'inscrit dans une série de rencontres politiques du parti pro-kurde en faveur d'une reprise du dialogue entre Ankara et le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation armée considérée comme terroriste par les autorités turques et leurs alliés occidentaux.

Le DEM, troisième force au parlement, appuie l'initiative lancée par des alliés du président Recep Tayyip Erdogan

de libérer le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, s'il renonce à la lutte armée.

Arrêté en 2016, Selahattin Demirtas, 51 ans, a été condamné en mai à 42 ans de prison. Il avait annoncé son retrait de la vie politique après la réélection de M. Erdogan en mai 2023.

Les représentants du DEM qui, sans jamais prôner la lutte armée, n'a pas non plus dénoncé publiquement le PKK, avaient rencontré le 28 décembre Abdullah Öcalan, pour la première fois en près de dix ans.

M. Öcalan, dit "Apo", purge une peine de prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Cependant, l'allié politique du

chef de l'Etat, le chef du parti d'extrême droite MHP Devlet Bahçeli, que la délégation du DEM a également rencontré cette semaine, a créé la surprise cet automne en annonçant une possible libération de M. Öcalan si celui-ci appelle à déposer les armes et à renoncer à la lutte armée.

Lors de sa rencontre avec les députés du DEM, Öcalan s'est dit "prêt à prendre les mesures nécessaires et à lancer cet appel", selon un communiqué publié par le parti.

M. Demirtas avait apporté son appui à ces efforts en affirmant dès octobre, depuis sa prison: "Si Öcalan prend une initiative et veut ouvrir la voie à une (solution) politique, nous le soutiendrons de toutes nos forces".

Alors que de violents combats

opposent dans le nord-est de la Syrie des combattants kurdes, syriens et étrangers dont ceux du PKK, à des forces soutenues par la Turquie, le président Erdogan se montre confiant sur leur issue.

Samedi depuis Diyarbakir (sud-est), la principale ville kurde de Turquie, il a appelé à saisir la "fenêtre d'opportunité" qui s'est ouverte avec la fin du régime rival de Bachar al-Assad: "Une nouvelle fenêtre d'opportunité s'est ouverte pour que notre pays mette fin une fois pour toutes au fléau du terrorisme".

"Il existe maintenant une Turquie unie entre tous ses membres qui s'oppose à l'oppression non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur du pays".

“Nous n’allons pas rater cette occasion historique”, a-t-il ajouté. “Les organisations terroristes n’ont d’autre choix que de déposer les armes, nous leur donnons une chance

de devenir une véritable organisation politique”.

Dimanche, les élus du DEM se rendront auprès de l’autre coprésidente du parti, Figen

Yüksekdağ, 53 ans, arrêtée pour propagande terroriste et condamnée en mai dernier à trente ans de prison.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

11 janvier 2025

Syrie: les autorités annoncent avoir déjoué un attentat de l’EI contre un mausolée chiite

Damas, 11 jan 2025 (AFP)

— Les nouvelles autorités syriennes ont annoncé samedi avoir déjoué un attentat du groupe jihadiste Etat islamique (EI) contre le mausolée de Sayyeda Zeinab, un site révéralé par les chiites au sud de la capitale syrienne.

Une source des renseignements syriens citée par l’agence officielle Sana, a indiqué que les forces de sécurité avaient “réussi à déjouer une tentative de l’EI de commettre un attentat à la bombe à l’intérieur du mausolée de Sayyeda Zeinab”, ajoutant que plusieurs personnes avaient été arrêtées.

Le ministère de l’Intérieur a publié des photos de quatre personnes présentées comme des “membres de la cellule”

de l’EI, ajoutant que les forces de sécurité avaient “pris d’assaut leur cachette” près de Damas.

Ces images les montrent les mains attachées derrière le dos, avec des armes et du matériel militaire devant elles, ainsi que des papiers d’identité de deux Libanais et d’un réfugié palestinien résidant au Liban.

Par terre, ce qui semble être trois engins explosifs, des grenades, des téléphones portables et des billets de banque.

Il s’agit de la première annonce de ce type des nouvelles autorités syriennes, arrivées au pouvoir après qu’une coalition rebelle dirigée par le groupe islamiste sunnite Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a ren-

versé le 8 décembre le pouvoir de Bachar al-Assad.

L’EI a revendiqué à plusieurs reprises des attentats dans ce secteur dont une attaque à l’engin explosif le 27 juillet 2023 qui avait fait au moins six morts et plus de 20 blessés près du sanctuaire chiite, selon les autorités du pouvoir déchue.

Avec sa mosquée aux céramiques turquoise et à la coupole d’or dans le style iranien, le complexe de Sayyeda Zeinab était défendu, depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, par des miliciens chiites pro-iraniens, aux côtés de l’armée de Damas.

En prenant le pouvoir à Damas, la coalition rebelle a encerclé le complexe pour en

assurer la sécurité, après le retrait des miliciens chiites.

Le nouveau pouvoir sunnite, qui s’efforce d’envoyer des signaux positifs à la communauté internationale, notamment en matière de protection des minorités reste confronté à des défis de taille dans un vaste pays morcelé par plus de 13 ans de conflit.

Si l’EI a été défait en Syrie en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d’une coalition internationale, il maintient des cellules jihadistes qui continuent d’opérer depuis le grand désert syrien.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

13 janvier 2025

L’Irak et le Royaume-Uni vont signer un “partenariat stratégique” (Premier ministre irakien à l’AFP)

Londres, 13 jan 2025 (AFP)

— Le Premier ministre irakien Mohamed Chia Al-Soudani est arrivé lundi à Londres où, a-t-il déclaré à l’AFP, il va signer un “partenariat stratégique” avec le Royaume-Uni, qui souhaite consolider la coopération en matière d’économie, de sécurité et de lutte contre l’immigration clandestine.

Cet “accord de partenariat stratégique représente le début d’une nouvelle ère” dans les relations entre l’Irak et le Royaume-Uni, s’est félicité le dirigeant irakien. Il a évoqué des discussions dédiées aux “relations sécuritaires”, pour préparer le retrait d’Irak d’une coalition internationale antijihadistes, qui doit débuter dès septembre 2025.

Il s’exprimait dans l’avion le conduisant dans la capitale britannique, où il doit rencontrer mardi le roi Charles III, son homologue Keir Starmer, ainsi que des représentants de grandes entreprises britanniques.

Un communiqué du Premier ministre britannique évoque

lui un ambitieux programme d’exportations qui s’élèveront à 12,3 milliards de livres sterling (plus de 14 milliards d’euros) - soit “dix fois le volume des échanges commerciaux effectués l’année dernière entre le Royaume-Uni et l’Irak”, pays aux immenses richesses pétrolières.

M. Starmer a salué “une nouvelle ère dans la coopération entre le Royaume-Uni et l’Irak qui apportera des avantages mutuels, du commerce à la défense.”

Les deux dirigeants vont aussi “entamer les discussions” concernant un “nouvel accord sur des retours de migrants”, dévoilé fin novembre dans le but de “soutenir la lutte contre l’immigration illégale et renforcer les frontières du Royaume-Uni”, selon le communiqué britannique.

“Une fois entériné, l’accord garantira que ceux qui n’ont pas le droit d’être au Royaume-Uni pourront être renvoyés rapidement”, selon le communiqué britannique, qui évoque des exportations d’équipements d’une valeur de 66,5 millions de livres sterling (plus de 79 millions d’euros) pour “renforcer les frontières de l’Irak et démanteler les gangs” de passeurs.

Dans la continuité de ses prédécesseurs conservateurs, le gouvernement travailliste de Keir Starmer a fait de la réduction de l’immigration illégale, comme légale, une de ses priorités.

- “Coopération sécuritaire” -

“Il y aura également un communiqué commun concernant la coopération sécuritaire” bilatérale, a encore dit M. Soudani à l’AFP, évoquant les nouvelles “dispositions” prises par son pays en vue de “la fin de mission de la coalition internationale”.

Dans un contexte régional explosif, alimenté par la guerre dans la bande de Gaza entre l’armée israélienne et le Hamas palestinien, des groupes armés irakiens pro-iraniens avaient lancé à l’hiver 2023 des dizaines de frappes de drones et de tirs de roquettes contre les militaires de la coalition

internationale emmenée par Washington - dont le Royaume-Uni fait partie tout comme la France.

Pour éviter une escalade des violences sur le territoire irakien, le Premier ministre, porté au pouvoir par d’influents partis pro-iraniens, avait entamé avec Washington des discussions sur l’avenir de la coalition, également présente en Syrie voisine pour lutter contre les jihadistes du groupe État islamique (EI).

Concernant l’Irak, les conseillers militaires étrangers de la coalition devront commencer dès septembre 2025 à se retirer des bases militaires de l’Irak fédéral. Une deuxième phase de retrait, qui doit débuter en septembre 2026, concernera les forces de la coalition déployées au Kurdistan autonome dans le nord de l’Irak.

Depuis le 7 octobre 2023, malgré la guerre dans la bande de Gaza et le conflit au Liban entre l’armée israélienne et le Hezbollah, les autorités irakiennes ont réussi à tenir leur pays à l’abri des violences et des tensions régionales, même si des groupes armés pro-iraniens ont aussi par le passé revendiqué des tirs sur Israël.

En 2003, malgré la forte opposition de l’opinion publique britannique, le Royaume-Uni s’était joint à l’intervention militaire menée par les Etats-Unis pour renverser le dictateur Saddam Hussein - une opération déclenchée sans mandat de l’Onu, qui devait ouvrir une des pages les plus sanglantes de l’histoire irakienne.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

14 janvier 2025

Syrie: le ministre des Affaires étrangères se rend en Turquie mercredi

Damas, 14 jan 2025 (AFP) — Le ministre syrien des Affaires étrangères a annoncé qu’il se rendrait en Turquie mercredi, son premier voyage officiel dans le pays depuis l’éviction il y a un peu plus d’un mois du président Bachar al-Assad par des rebelles islamistes.

“Nous représenterons la nouvelle Syrie demain lors de la première visite officielle à la République turque, qui n’a pas abandonné le peuple syrien depuis quatorze ans”, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Assaad

al-Chaibani, sur le réseau social X.

La Turquie a soutenu les groupes armés qui luttent contre les forces de Bachar al-Assad après le début de la guerre civile en 2011, déclenchée par la violente répression de manifestations antigouvernementales.

Pays voisin de la Syrie, la Turquie accueille près de trois millions de Syriens qui ont fui leur pays après le début du conflit, et le renversement de Bachar al-Assad a fait naître l’espoir d’un retour au pays

pour nombre d’entre eux.

Dans le nord de la Syrie, la Turquie a mené depuis 2016 de multiples opérations contre les forces kurdes syriennes qu’elle accuse d’être des “terroristes”.

Les violences entre les groupes soutenus par la Turquie, appuyés par des frappes aériennes, et les forces dirigées par les Kurdes ont fait des centaines de morts ces derniers mois, selon l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni mais

disposant d’un vaste réseau de sources en Syrie.

M. Chaibani s’est déjà rendu en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis, au Qatar et en Jordanie depuis le début du mois. Les ministres des Affaires étrangères de l’Italie, de la France et de l’Allemagne se sont eux rendus à Damas.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

14 janvier 2025

Le Premier ministre irakien à Londres pour consolider la coopération bilatérale

Londres, 14 jan 2025 (AFP)

— Le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani a été reçu mardi au Palais de Buckingham par le roi Charles III, coup d'envoi de sa première visite au Royaume-Uni axée sur la coopération économique, sécuritaire et la lutte contre l'immigration clandestine, dossier sensible pour Londres.

Cette visite de trois jours intervient dans un contexte régional fragile au Moyen-Orient, alimenté par la guerre à Gaza entre l'armée israélienne et le Hamas palestinien, une trêve fragile au Liban, mais aussi le retour prochain à la Maison Blanche de Donald Trump, artisan d'une politique de "pression maximale" envers l'Iran durant son premier mandat.

Allié de Téhéran et partenaire incontournable de Washington, l'Irak pratique depuis des années un exercice d'équilibriste pour préserver ses rapports avec les deux camps, tout en tentant de diversifier ses relations avec ses voisins arabes du golfe mais aussi les Occidentaux.

Le Premier ministre irakien, porté au pouvoir par une coalition de partis pro-Iran, a rencontré mardi matin le roi Charles III. Ils ont évoqué les "moyens d'établir un partenariat productif" notamment dans le domaine économique, mais aussi la "coopération" dans la culture et

"la lutte contre les défis du changement climatique", selon les services du dirigeant irakien.

Il doit encore s'entretenir avec son homologue Keir Starmer et plusieurs protocoles d'entente et un "accord de partenariat stratégique" seront signés à cette occasion.

Des réunions avec des chefs d'entreprise, notamment des représentants du géant pétrolier BP, sont au programme.

C'est "une nouvelle ère dans la coopération entre le Royaume-Uni et l'Irak qui apportera des avantages mutuels, du commerce à la défense", s'est félicité lundi soir Keir Starmer dans un communiqué.

Les dirigeants doivent également annoncer des accords commerciaux à hauteur de 12,3 milliards de livres sterling (plus de 14 milliards d'euros). Les échanges commerciaux vont être multipliés par dix par rapport à l'année dernière entre les deux pays, selon Downing Street.

- Expulsions de migrants -

Les deux dirigeants vont "entamer les discussions" concernant un "nouvel accord sur des retours de migrants", dévoilé fin novembre dans le but de "soutenir la lutte contre l'immigration illégale".

"Une fois entériné, l'accord garantira que ceux qui n'ont pas le droit d'être au Royaume-Uni pourront être renvoyés rapidement" en Irak, selon le communiqué de Downing Street.

Le texte évoque des exportations d'équipements d'une valeur de 66,5 millions de livres sterling (plus de 79 millions d'euros) pour "renforcer les frontières de l'Irak et démanteler les gangs" de passeurs.

Keir Starmer a fait de la lutte contre l'immigration illégale une de ses priorités.

Londres tente depuis plusieurs années d'endiguer les arrivées de migrants par la Manche sur de petits bateaux. Elles sont reparties à la hausse l'an dernier: 36.816 personnes sont parvenues à rejoindre le Royaume-Uni, soit 25% de plus qu'en 2023.

- Volet sécuritaire -

Les discussions comprennent un volet sécuritaire: les autorités irakiennes vont amorcer dès septembre 2025 le retrait progressif des forces de la coalition internationale antijihadistes, lancée en 2014 sous la houlette de Washington et dont le Royaume-Uni fait partie, tout comme la France.

"Il y aura un communiqué commun concernant la coopération sécuritaire" bilatérale, a dit M. Soudani lundi soir à l'AFP, évoquant les

nouvelles "dispositions" prises par son pays en vue de "la fin de mission de la coalition internationale".

Le retrait de la coalition internationale engagée contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ouvre la voie à des partenariats bilatéraux avec chaque pays, explique l'Irak.

Cette "fin de mission" de la coalition a été négociée par M. Soudani avec Washington alors que des groupes armés irakiens pro-iraniens avaient lancé à l'hiver 2023 des dizaines de frappes de drones et de tirs de roquettes contre les militaires.

Les conseillers militaires de la coalition devront commencer dès septembre 2025 à se retirer des bases de l'Irak fédéral. Une deuxième phase de retrait, qui doit débuter en septembre 2026, se fera depuis le Kurdistan autonome (nord).

En 2003, malgré la forte opposition de l'opinion publique britannique, le Royaume-Uni s'était joint à l'intervention militaire menée par les Etats-Unis pour renverser le dictateur Saddam Hussein - une opération déclenchée sans mandat de l'ONU, qui devait ouvrir une des pages les plus sanglantes de l'histoire irakienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 janvier 2025

Turquie: la justice veut dissoudre le barreau d'Istanbul

Istanbul, 15 jan 2025 (AFP) — Une procédure de destitution a été lancée contre le bâtonnier d'Istanbul et son conseil de l'ordre, accusés de "propagande terroriste" par la justice turque, a annoncé l'Union des barreaux de Turquie.

"Une action en justice a été intentée par le parquet général d'Istanbul pour mettre fin aux fonctions du président du barreau d'Istanbul, Ibrahim Kaboglu, et à celles des membres de son conseil de l'ordre", a écrit mardi soir sur X le président de l'Union

des barreaux de Turquie, Erinc Sagkan.

La justice turque reproche au barreau d'Istanbul d'avoir réclamé une enquête sur la mort fin décembre en Syrie de deux journalistes kurdes turcs, visés par un drone turc selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), dans une zone où des factions proturques étaient aux prises avec des combattants kurdes qualifiés de terroristes par Ankara.

Une enquête avait été ouverte peu après contre les membres du conseil de l'or-

dre du barreau d'Istanbul, accusés de "faire la propagande d'une organisation terroriste" et de "diffusion publique d'informations trompeuses".

"Notre conseil de l'ordre a été élu par la volonté de l'assemblée générale du barreau d'Istanbul et remplit ses devoirs et responsabilités conformément à la Constitution, à la démocratie et à la loi", s'est défendu mercredi le barreau d'Istanbul, dénonçant dans un communiqué une action juridique "sans aucun fonde-

ment légal" à son encontre.

"Les méthodes évoluent peut-être, mais la seule chose qui demeure inchangée depuis près d'un demi-siècle, c'est l'effort de ceux qui soutiennent le pouvoir pour faire pression et dominer ceux qu'ils considèrent comme des opposants", a déploré de son côté le président de l'Union des barreaux de Turquie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 janvier 2025

HRW dénonce "le bilan répressif" de la Turquie en matière des droits humains

Ankara, 16 jan 2025 (AFP) — L'influence régionale accrue de la Turquie ne devrait pas conduire à ignorer "le bilan répressif" du pays, a dénoncé Human Rights Watch jeudi dans son rapport annuel.

"Les partenaires internationaux ne devraient pas négliger le bilan répressif de la Turquie en matière de droits humains alors que l'influence régionale d'Erdogan s'est accrue avec le renversement de Bachar el-Assad en Syrie", a affirmé Hugh Williamson, directeur de la division Europe et Asie centrale de HRW dans un communiqué.

"Le gouvernement turc doit cesser d'engager des pour-

suites pénales fabriquées et d'émettre des ordres de détention contre ses détracteurs, de destituer des élus locaux et doit se conformer aux arrêts contraignants de la Cour européenne des droits de l'homme", a-t-il ajouté.

HRW a également dénoncé de "graves violations des droits de l'homme" commises par l'Armée nationale syrienne (ANS) "dans les zones du nord de la Syrie sous le contrôle effectif" de la Turquie.

De violents combats opposent les factions soutenues par la Turquie dans le nord de la Syrie aux Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara dénonce comme

une émanation du PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, interdit sur son sol.

Depuis les élections locales de mars 2024, sept maires élus du DEM (Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie), principal parti prokurde de Turquie, et deux élus du CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate), ont été arrêtés et destitués, à l'exception du maire du district de Besiktas à Istanbul qui était jeudi toujours en garde à vue, pour être remplacés par des administrateurs désignés par le gouvernement.

Leurs remplacements avaient provoqué des mani-

festations et suscité des condamnations du Conseil de l'Europe et d'organisations de défense des droits humains.

Des défenseurs des droits humains dénoncent régulièrement des restrictions à la liberté d'expression ainsi que des vagues d'arrestations visant des opposants en Turquie depuis le coup d'État raté de juillet 2016, qui a donné lieu à de vastes purges et conduit le président Erdogan à élargir ses pouvoirs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 janvier 2025

Quatre morts dans un bombardement turc dans le nord de la Syrie, selon les Kurdes syriens

Qamichli (Syrie), 18 jan 2025 (AFP) — L'administration semi-autonome kurde du nord-est de la Syrie a accusé samedi la Turquie d'avoir bombardé une zone où se déroulent des combats entre des groupes proturcs et les forces dominées par les Kurdes, faisant quatre morts.

Des combats opposent depuis fin novembre les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) aux factions soutenues par la Turquie autour du barrage stratégique de Tchrine, malgré des tentatives américaines d'imposer une trêve.

“L'Etat d'occupation turc a visé à nouveau un rassemblement de civils au barrage de Tchrine”, qui étaient venus “soutenir” les FDS, a annoncé un communiqué de l'administration kurde.

Le communiqué a fait état de quatre morts et 15 blessés, tous “des civils”.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé au Royaume-Uni mais disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, a pour sa part fait état de trois morts et précisé qu'ils avaient été tués par un drone turc.

La Turquie menace depuis plusieurs semaines d'une opération militaire pour éloigner de sa frontière les combattants kurdes de Syrie.

Les factions proturques avaient lancé une offensive contre les FDS au moment même où une coalition de groupes rebelles menée par des islamistes radicaux déclenchait le 27 novembre une offensive contre les forces du président Bachar al-Assad, chassé du pouvoir onze jours plus tard.

Les groupes proturcs ont pris aux FDS les villes de Manbij et Tal Rifaat, dans le nord de la

province d'Alep, malgré une tentative des Etats-Unis d'imposer une trêve à Manbij.

Les combats se concentrent autour du barrage de Tchrine, dont le contrôle “permettrait une rapide avancée vers des zones contrôlées par les Kurdes”, a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahman, le directeur de l'OSDH.

Les affrontements ont fait plus de 400 morts, pour la plupart des combattants, selon l'OSDH.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2025

Les Yazidis, la minorité la plus persécutée par l'EI

Paris, **20 jan 2025 (AFP)** — Les Yazidis, sujet d'une décision de justice mercredi à Paris, sont une petite minorité ethnoreligieuse kurdophone devenue tristement célèbre en 2014, en étant alors la plus persécutée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

La cour d'appel de Paris va dire si une “revenante” de Syrie et ex-épouse d'un émir de l'EI doit être jugée pour génocide et crimes contre l'humanité, pour avoir réduit en esclavage en 2015 une adolescente yazidie kidnappée en Irak.

- Religion ésotérique -

Le yazidisme, né en Iran il y a plus de 4.000 ans, est monothéiste, non prosélyte, dépourvu de livre sacré et endogame.

Ses fidèles, kurdophones, prient en direction du soleil et vénèrent, outre Dieu, sept anges, dont le principal est Melek Taous (“l'Ange-Paon”).

Il puise ses origines dans le mazdéisme et le culte de Mithra et a intégré des éléments de l'islam et du christianisme. Les enfants sont baptisés avec une eau bénite, les garçons circoncis et les hommes peuvent épouser jusqu'à quatre femmes.

- Les chiffres -

Sur 1,5 million de Yazidis dans le monde, l'Irak comptait la plus importante communauté avec 550.000 membres jusqu'en 2014.

En août cette année-là, l'EI a déferlé sur les monts Sinjar (nord-ouest de l'Irak), multi-

pliant les exactions contre les Yazidis, dont 100.000 ont été poussés à l'exil et quelque 200.000 déplacés à travers l'Irak.

Seuls quelques milliers sont retournés dans le Sinjar.

Une importante diaspora yazidie vit en Allemagne et des familles ont également rejoint le reste de l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Parmi les Yazidis ayant trouvé refuge en Allemagne figure Nadia Murad, une ancienne esclave sexuelle du groupe Etat islamique, colauréate du prix Nobel de la paix 2018.

En novembre 2021, la justice allemande a condamné à la perpétuité un jihadiste irakien pour “génocide” de la minorité yazidie, une première judiciaire.

- “Génocides” -

Leurs pratiques - comme l'interdiction de manger de la laitue et de porter la couleur bleue - sont considérées par leurs détracteurs comme sataniques.

Irakiens non Arabes et non musulmans, les Yazidis sont depuis longtemps l'une des minorités les plus vulnérables en Irak. Des milliers d'entre eux ont fui les persécutions sous Saddam Hussein (1979-2003).

La Constitution a reconnu en 2005 leur droit à pratiquer leur culte et leur réserve des quotas d'élus.

Les Yazidis assurent avoir déjà survécu à 74 “génocides”.

- Martyrisés -

D'après les autorités de la communauté, plus de 1.280 Yazidis ont été tués par l'EI en 2014, des centaines d'enfants rendus orphelins et près de 70 temples détruits.

Plus de 6.400 Yazidis ont été enlevés et seuls 3.300 - sur-

tout des femmes et des enfants - ont été secourus ou ont pu fuir.

Plusieurs dizaines de charniers ont été identifiés.

De très nombreuses femmes et filles ont été réduites à l'esclavage sexuel. Des Yazidies ayant accouché d'enfants nés

de pères jihadistes ont dû les abandonner car la communauté yazidie refuse tout enfant né d'un parent non yazidi.

En mai 2021, une équipe d'enquête spéciale de l'ONU a annoncé avoir recueilli la "preuve claire et convaincante" d'un génocide.

De nombreux parlements ont reconnu ce génocide, les derniers en date étant les députés allemands et le Royaume-Uni en 2023.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 janvier 2025

Décision mercredi sur l'appel du renvoi aux assises d'une Française pour génocide sur la minorité yazidie

Paris, 20 jan 2025 (AFP) — La cour d'appel de Paris rend mercredi sa décision sur la tenue du procès pour génocide et crimes contre l'humanité sur la minorité yazidie contre une "revenante" de Syrie, ex-épouse d'un émir du groupe Etat islamique (EI).

Jusqu'à maintenant, les Françaises revenues de zones jihadistes ont été jugées pour infractions terroristes (ralliement à l'Etat islamique, détention d'armes...). Si le procès est maintenu, Sonia Mejri sera la première à être également renvoyée pour génocide et crimes contre l'humanité.

Cette Française de 35 ans, née à Grenoble, est accusée d'avoir participé au génocide des Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurdophone, en réduisant à l'esclavage l'une des leurs en 2015 en Syrie.

Devant la cour d'appel en décembre, sa défense a contesté ces accusations, arguant que les investigations n'avaient pas permis d'établir d'acte matériel de génocide, d'intention génocidaire, ni d'acte de provocation ou d'aide à commettre ces crimes.

"Il est inacceptable que le parquet national antiterroriste veuille faire de Sonia Mejri un exemple pour montrer la solidarité de la France envers les Yazidis", a fustigé lundi auprès de l'AFP son avocat, Nabil Boudi.

"Ma cliente est anéantie d'être l'objet de telles accusations et a toujours montré sa solidarité envers les minorités", a-t-il assuré.

- "Garante de l'enfermement" -

Au cours de l'enquête, Sonia Mejri a révélé à la justice la présence chez elle d'une adolescente yazidie: incarcérée à son retour en France pour infractions terroristes, elle en parlait à sa conseillère pénitentiaire lors d'un entretien en juillet 2021.

Elle se défendait ensuite de toute infraction: son ex-mari, Abdelnasser Benyoucef, un Franco-Algérien cadre de l'Etat islamique, était le "propriétaire", elle, "n'avait aucun droit" sur la Yazidie.

Face à ces éléments nouveaux, le parquet national antiterroriste (Pnat) élargissait l'enquête. Et en l'absence d'Abeldenasser Benyoucef,

préssumé mort en 2016 et visé par un mandat d'arrêt, l'information judiciaire se resserrait autour de Sonia Mejri.

En septembre 2022, cette dernière était mise en examen pour complicité de génocide (atteintes graves à l'intégrité physique et psychique, soumission à des conditions d'existence de nature à entraîner la destruction d'un groupe...) et complicité de crimes contre l'humanité (réduction en esclavage, emprisonnement, viols...).

En mars 2024, la justice la poursuivait comme autrice, et non plus seulement complice.

En septembre 2024, elle était décrite comme "la garante de l'enfermement" de la Yazidie de 16 ans: elle détenait la clef de l'appartement et portait, selon l'ordonnance de mise en accusation consultée par l'AFP, une arme pour la dissuader de fuir.

- "Un pion dans un procès" -

La parole de la Yazidie est au coeur de ce dossier inédit.

Retrouvée par les enquêteurs, Rafida a affirmé avoir été séquestrée pendant plus d'un mois au printemps 2015

en Syrie, et n'avoir pu ni boire, ni manger ni seoucher sans l'autorisation de Sonia Mejri.

Elle accusait aussi cette dernière de l'avoir violentée et d'avoir été au courant que son mari la violait.

Sonia Mejri doit ainsi être jugée pour complicité de ces viols.

Son témoignage faisait écho à de nombreux rapports d'associations décrivant la stratégie de l'EI pour s'attaquer aux Yazidis: marchés aux esclaves, instauration d'un "département des butins de guerre"...

Toutefois, plusieurs sources proches du dossier ont estimé auprès de l'AFP que la force de preuve des accusations de la plaignante restait limitée.

La défense de Sonia Mejri jugeait ses déclarations trop "évolutives et parfois incohérentes" pour soutenir un procès aux assises.

La perspective de ce procès interroge aussi l'avocat de Rafida: qu'y gagne réellement sa cliente ?

“La justice française veut montrer qu’elle peut juger de crimes contre l’humanité commis en Syrie, mais je refuse que ma cliente soit utilisée comme un pion dans un procès qui ne respecterait pas pleinement sa souffrance”, a déclaré lundi Romain Ruiz.

“Même si elle est reconnue victime, Rafida ne pourra pas bénéficier de fonds d’indemnisation: elle n’est pas Française et les faits n’ont pas été commis en France”, a poursuivi l’avocat, appelant à modifier les conditions d’octroi. Rafida, qui compte témoigner

à l’audience, “attend beaucoup de la France pour lui permettre de vivre une nouvelle vie”: à 26 ans, elle projette de s’installer au Canada pour ouvrir un salon de beauté.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

22 janvier 2025

Une “revenante” française de Syrie ne sera finalement pas jugée à Paris pour génocide sur la minorité yazidie

Paris, 22 jan 2025 (AFP) — Sonia Mejri devait être la première “revenante” française de Syrie à comparaître à Paris pour génocide sur la minorité yazidie, mais la cour d’appel a décidé mercredi d’abandonner ces poursuites et ordonné son procès pour infractions terroristes et complicité de crimes contre l’humanité.

Sonia Mejri, née à Grenoble et âgée de 35 ans, n’est donc plus renvoyée à titre “d’auteure principale” pour génocide et crimes contre l’humanité, a expliqué la chambre de l’instruction au moment du délibéré.

Elle sera toutefois jugée, devant la cour d’assises spéciale de Paris, pour complicité de viols constitutifs de crimes contre l’humanité, imputés à son ex-mari Abdelnasser Benyoucef, et pour association de malfaiteurs terroriste criminelle. Elle est en détention provisoire.

Son ex-compagnon, un émir du groupe Etat islamique présumé mort en 2016 et visé par un mandat d’arrêt, sera lui jugé par défaut pour auteur de génocide et de crimes contre l’humanité sur les Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurdophone.

Il est aussi renvoyé pour di-

rection d’une association de malfaiteurs terroriste criminelle.

“Les magistrats de la chambre de l’instruction ont jugé en droit, sans céder à la pression du politique” dans ce dossier sensible “où la France voulait montrer sa solidarité avec la minorité yazidie”, ont réagi auprès de l’AFP les avocats de Sonia Mejri, Nabil Boudi et Marceau Perdereau.

Romain Ruiz, conseil de la plaignante yazidie, a aussi salué une décision “parfaitement équilibrée et juridique”.

- Désaccord entre magistrats -

En septembre, un magistrat instructeur avait ordonné le renvoi d’Abdelnasser Benyoucef et de Sonia Mejri, les soupçonnant d’avoir réduit en esclavage, au printemps 2015, une Yazidie âgée de 16 ans.

M. Benyoucef “savait qu’en acquérant” la Yazidie “et en la soumettant à un enfermement, à des viols répétés et à des privations graves, il participait à l’attaque dirigée par l’EI (Etat islamique) contre la communauté yazidie”, avait justifié le magistrat.

Et Sonia Mejri devait être également jugée comme “garante

de l’enfermement” de la jeune yazidie: elle détenait la clef de l’appartement et portait, selon l’ordonnance de mise en accusation consultée par l’AFP, une arme pour la dissuader de fuir.

Mais déjà ces chefs de renvoi faisaient débat.

L’ordonnance rendue n’était pas signée de la seconde magistrate chargée des investigations et spécialisée dans les contentieux de crimes contre l’humanité, révélateur de son désaccord.

La défense de Sonia Mejri avait fait appel.

Lors d’une audience en décembre, elle arguait que les investigations n’avaient pas permis d’établir d’acte matériel de génocide, d’intention génocidaire, ni d’acte de provocation ou d’aide à commettre ces crimes.

Elle qualifiait aussi les déclarations de la plaignante trop “évolutives et parfois incohérentes” pour être retenues comme preuves suffisantes.

- “Instrument de guerre” -

La parole de la jeune yazidie est au coeur de ce dossier inédit.

Retrouvée par les enquêteurs, la plaignante a affirmé avoir été séquestrée pendant plus d’un mois au printemps 2015 en Syrie et n’avoir pu ni boire, ni manger, ni se doucher sans l’autorisation de Sonia Mejri.

Elle accusait aussi cette dernière de l’avoir violente et d’avoir été au courant que son mari la violait quotidiennement.

Son témoignage faisait écho à de nombreux rapports d’associations décrivant la stratégie de l’EI pour s’attaquer aux Yazidis: marchés aux esclaves, instauration d’un “département des butins de guerre”...

Sauf que le dossier manquait d’éléments pour attribuer à Sonia Mejri une “intention génocidaire” et prouver qu’elle ait été “un rouage tangible” de ces exactions planifiées, selon une source proche du dossier.

Sa seule appartenance à l’EI ne suffit pas à lui imputer une adhésion au génocide des Yazidis, ont expliqué à l’AFP plusieurs sources.

En revanche, Sonia Mejri a reconnu que son mari avait violé “une fois” l’adolescente - la revenante sera ainsi jugée pour complicité.

Pour l'avocate de la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), partie civile, malgré l'abandon de certaines poursuites à l'égard de Sonia Mejri, cette décision reste majeure, notamment à l'encontre de M. Benyoucef.

La cour d'appel entérine la reconnaissance des viols comme "un instrument de guerre" et comme "un élément important des crimes contre l'humanité", a déclaré Me Ilana Soskin.

Pour Inès Davau, avocate re-

présentant l'association Equipes d'action contre le proxénétisme (EACP), la justice française "s'inscrit dans la continuité des autres juridictions européennes" en reconnaissant "l'existence d'un lien entre les activités de l'État islamique et des crimes

contre l'humanité à caractère sexuel".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2025

Syrie: les autorités négocient avec les Kurdes mais emploieront la force si nécessaire

Damas, 22 jan 2025 (AFP) — Les nouvelles autorités syriennes négocient avec les forces kurdes, dont elles réclament le démantèlement à l'instar de tous les groupes armés du pays, mais "emploieront la force" à leur égard si nécessaire, a affirmé mercredi le ministre de la Défense.

"La porte de la négociation est actuellement ouverte avec les Forces démocratiques syriennes (FDS)", a dit Mourhaf Abou Qasra à des journalistes, dont l'AFP. "Mais si nous sommes contraints d'avoir recours à la force, nous sommes prêts".

Les FDS, dominées par les Kurdes, contrôlent de larges parties du nord-est de la Syrie à la faveur de la guerre civile qui a morcelé le pays.

Les autorités, qui ont pris le pouvoir à l'issue d'une offensive qui a abouti à la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre, ont annoncé leur intention de dissoudre tous les groupes armés et de les intégrer au sein du

ministère de la Défense. Or l'un des principaux obstacles à cette décision est le sort des puissantes FDS, soutenues par les Etats-Unis.

Le ministre a déclaré que les choses n'étaient "pas claires dans les négociations avec les FDS jusqu'à présent".

Un responsable syrien avait indiqué à l'AFP, sous couvert d'anonymat, qu'une délégation des FDS avait tenu le 30 décembre à Damas des négociations "positives" avec Ahmad al-Chareh, le nouveau dirigeant syrien.

Lors d'une interview à la chaîne Al-Arabiya fin décembre, M. Chareh a affirmé que les FDS devraient être intégrées à la future armée syrienne.

- "Donner une chance" -

Les Kurdes syriens ont établi une administration autonome dans le nord-est du pays et contrôlent une grande partie des zones pétrolières.

"Ils nous ont proposé le pétrole, mais nous ne voulons pas de pétrole, nous voulons les institutions et les frontières", a dit le ministre de la Défense sans développer.

Les FDS, partenaires des Occidentaux réunis au sein d'une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

Elles sont dans le collimateur de la Turquie qui menace depuis plusieurs semaines de lancer une opération militaire contre les forces kurdes pour les éloigner de sa frontière.

Ankara accuse les Unités de protection du peuple (YPG), partie intégrante des FDS, de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie.

Les Etats-Unis travaillent "très dur" pour répondre aux "inquiétudes légitimes" de la Turquie pour sa sécurité et empêcher une offensive d'Ankara contre les combattants

kurdes de Syrie, avait déclaré le 8 janvier l'ancien secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken.

Des combats opposent depuis fin novembre les FDS aux factions soutenues par la Turquie dans le nord-est de la Syrie, malgré des tentatives américaines d'imposer une trêve.

Mercredi, l'envoyé spécial de l'ONU en Syrie, Geir Pedersen, a affirmé lors d'une conférence de presse à Damas qu'il fallait "donner une chance aux négociations entre les autorités intérimaires syriennes et les FDS".

"La Turquie et les Etats-Unis ont également un rôle clé à jouer", a-t-il ajouté, exprimant l'espoir de pouvoir éviter "une confrontation militaire totale qui ne peut pas servir les intérêts du peuple syrien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2025

Turquie: nouvelle rencontre de députés prokurdes avec le fondateur du PKK en prison

Ankara, 22 jan 2025 (AFP) — Deux députés du parti prokurde DEM ont rencontré mercredi Abdullah Öcalan, fondateur du PKK emprisonné à vie, pour la deuxième fois en un mois, a rapporté un porte-parole.

La rencontre avec le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a duré quatre heures sur l'île prison d'Imrali, au large d'Istanbul, où il est détenu à l'isolement depuis 25 ans. Une "déclaration écrite" sur les détails de la rencontre sera communiquée jeudi, a précisé le parti DEM.

A l'issue d'une première rencontre avec les députés prokurdes fin décembre, la première en dix ans, le dirigeant kurde âgé de 75 ans avait affirmé que le rapprochement entre Turcs et Kurdes était une "responsabilité historique" et s'était dit "déterminé" à participer au processus de réconciliation initié par Ankara.

Le président Recep Tayyip Erdogan a salué mi-janvier des "progrès significatifs" dans ce dialogue enclenché avec le PKK.

Le PKK, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir

central turc, est classé comme organisation "terroriste" par la Turquie ainsi que par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Les rencontres avec le dirigeant kurde sont devenues possibles après que l'allié de M.Erdogan, le chef du parti ultranationaliste MHP Devlet Bahçeli, lui ait tendu la main en octobre, évoquant une possible libération de M. Öcalan s'il appelait le PKK à "se dissoudre" et à déposer les armes.

Le président turc a ensuite salué

une "fenêtre d'opportunité historique".

Le PKK mène une lutte armée contre l'Etat turc qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis 1984.

En 2015, une tentative de paix initiée par Ankara a volé en éclats, déclenchant une vague de violences dans le sud-est du pays à majorité kurde.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 janvier 2025

Iran: souplesse du gouvernement sur l'application du code vestimentaire stric

Davos (Suisse), 22 jan 2025 (AFP) — Le vice-président iranien, Mohammad Javad Zarif, a affirmé mercredi que son gouvernement ne faisait pas appliquer strictement le code vestimentaire islamique afin de "ne pas mettre les femmes sous pression".

Depuis la Révolution islamique de 1979, les femmes en Iran ont l'obligation de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.

Mais "si vous allez dans les rues de Téhéran, vous verrez des femmes qui ne se couvrent pas les cheveux", a affirmé M. Zarif lors du

Forum économique mondial de Davos.

"C'est contraire à la loi, mais le gouvernement a décidé de ne pas mettre les femmes sous pression", a assuré le ministre.

Il a précisé que le président iranien, Massoud Pezeshkian, ne faisait "pas appliquer la loi avec le consentement du chef du Parlement, du chef du pouvoir judiciaire et d'autres membres du Conseil national de sécurité".

En septembre 2023, le Parlement iranien avait approuvé un projet de loi renforçant les sanctions contre

les femmes ne portant pas le voile obligatoire dans les lieux publics.

Ce projet de loi voulait durcir les peines pour toute personne poursuivie pour avoir enfreint le code vestimentaire, prévoyant notamment des sanctions financières, des amendes et des interdictions de quitter le pays.

Mais en décembre M. Pezeshkian, qui devait signer le texte, a exprimé des "réserves".

La porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohajeri, a déclaré début janvier que l'approbation du projet

de loi avait été retardée en raison de certaines clauses qui "auraient pu avoir de graves conséquences sociales", sans donner plus de détails.

Fin 2022, l'Iran a été secoué par un vaste mouvement de contestation déclenché après la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 janvier 2025

Partir, rester? Le dilemme des réfugiés syriens en Turquie

Ankara, 24 jan 2025 (AFP) — Plus de 50.000 Syriens réfugiés en Turquie ont regagné leur pays depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre. Mais pour nombre des quelque 2,9 millions toujours présents, l'appréhension du retour demeure.

A Altindag, banlieue du nord-est d'Ankara où beaucoup de Syriens sont installés, Radigué Mouhrabi, mère de trois enfants dont un nouveau-né, ne peut envisager pour l'instant de rentrer en Syrie où "tout est si incertain".

"Mon mari travaillait avec mon père dans son magasin de chaussures à Alep. Le magasin a été détruit. On ne sait rien sur d'autres possibilités de travail, ni de l'école des enfants", expose-t-elle.

La deuxième ville de Syrie (nord-ouest) a beaucoup souffert des affrontements entre les rebelles et le pouvoir soutenu par la Russie.

Pourtant, le quotidien en Turquie est loin d'être facile pour les Syriens, discriminés, parfois attaqués et régulièrement ciblés par les politiciens qui les menacent d'expulsion.

Une flambée de violence en août 2021 avait ciblé des commerces et des logements occupés par des Syriens à Altindag.

Basil Ahmed, un répara-

teur de moto âgé de 37 ans, se souvient de la peur de ses deux enfants, âgés de dix et huit ans, lorsque des assaillants ont cassé les vitres de sa maison.

Malgré tout, il ne songe pas au retour dans l'immédiat.

- "Plus la même Syrie" -

"Nous n'avons rien à Alep. Ici, malgré les difficultés, nous avons une vie", justifie-t-il. "Mes enfants sont nés ici, ils n'ont jamais connu la Syrie".

"La principale raison pour laquelle les réfugiés ont fui la Syrie était le régime de Bachar el-Assad. Après sa chute, beaucoup sont motivés pour rentrer, mais la Syrie qu'ils ont quittée n'est plus la même Syrie", relève Murat Erdogan, chercheur spécialisé dans les migrations.

"Personne ne peut prédire l'évolution de la nouvelle administration syrienne. On ne sait pas comment son autorité sera assurée, jusqu'où ira Israël ni comment évolueront les affrontements près de la frontière turque (avec les combattants kurdes, ndlr). L'absence de sécurité constitue un handicap majeur", ajoute-t-il.

A ces incertitudes, s'ajoute la destruction des localités et des infrastructures due à plus de treize ans de guerre civile, l'électricité encore rare, le difficile

accès aux services de santé, ruinés, au logement.

Dans les locaux de l'Association pour le développement social (SGDD-ASAM), qui offre des ateliers et conseils aux réfugiés, Rahseh Mahrouz, adolescente de 16 ans, sait qu'elle ne retrouvera pas à Alep, où ses parents ont décidé de rentrer, les cours de musique qu'elle suivait à Ankara.

- "Pas de liens" -

"Tous mes souvenirs, mes habitudes sont ici. Il n'y a rien là-bas, même pas de courant ou d'Internet. Je ne veux pas partir, mais ma famille a décidé ainsi", déplore-t-elle.

"Parmi les 2,9 millions de Syriens en Turquie, 1,7 million ont moins de 18 ans. (...) La plupart de ces jeunes n'ont pas de forts liens affectifs, psychologiques et sociaux avec la Syrie. Ils ont une idée de la Syrie basée sur ce qui se raconte dans leurs familles", explique Ibrahim Vurgun Kavlak, directeur de l'association.

"Environ 816.000 enfants syriens sont scolarisés en Turquie. Ces enfants ont reçu une éducation en turc depuis des années, certains ignorent même l'arabe", ajoute Murat Erdogan.

En visite lundi et mardi en

Turquie lors d'une tournée régionale, la commissaire européenne chargée de la gestion des crises, Hadja Lahbib, a affirmé à l'AFP partager "l'incertitude que ressentent les réfugiés".

"La situation est instable, elle est changeante, nul ne sait dans quelle direction elle va évoluer", souligne-t-elle.

"Je suis venue avec 235 millions d'euros d'aides aux réfugiés syriens, en Syrie et dans les pays limitrophes dont la Turquie et la Jordanie et pour les rencontrer, voir ce qui les inquiète, comment y répondre", ajoute-t-elle.

Un éventuel départ massif des réfugiés syriens suscite aussi des inquiétudes dans les secteurs qui les emploient, souvent pour pas cher et au noir, comme le textile ou le bâtiment.

Mais pour Murat Erdogan, après le choc que l'économie turque pourrait encaisser en cas de départs en masse, la fin de "l'exploitation de cette main d'oeuvre pas chère", pourrait à terme profiter à la Turquie.

"On ne peut poursuivre un modèle de développement basé sur l'exploitation", estime-t-il.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 janvier 2025

Le chef de la diplomatie turque appelle à une coopération régionale contre le PKK

Bagdad, 26 jan 2025 (AFP)

— Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a appelé à des efforts régionaux combinés pour lutter contre les combattants kurdes hors-la-loi en Irak et Syrie voisine, lors d'une visite à Bagdad dimanche.

En lutte armée contre le gouvernement turc depuis les années 1980, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), séparatiste et classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux, dispose de bases arrières dans le Kurdistan autonome, au nord de l'Irak, qui accueille également des bases militaires turques.

Ankara accuse aussi les forces kurdes en Syrie d'en être un prolongement.

"Je tiens à souligner ce fait

avec force: le PKK cible la Turquie, l'Irak et la Syrie", a déclaré M. Fidan lors d'une conférence de presse avec son homologue irakien, Fouad Hussein.

"Nous devons combiner toutes nos ressources et détruire à la fois Daech et le PKK", a-t-il ajouté, utilisant l'acronyme arabe du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Sa visite intervient après que deux gardes-frontières irakiens ont été tués vendredi près de la frontière turque dans des tirs que Bagdad a imputés au PKK. Après l'attaque, Ankara a promis de travailler avec l'Irak pour sécuriser leur frontière commune.

La Turquie lance régulièrement des frappes contre le PKK en Irak et les combattants

kurdes en Syrie.

Bagdad a récemment durci le ton à l'égard du PKK, qu'il a discrètement inscrit sur la liste des "organisations interdites".

Mais Ankara demande au gouvernement irakien de faire plus et de reconnaître le PKK "comme une organisation terroriste", a déclaré M. Fidan.

En août, Bagdad et Ankara ont signé un accord de coopération militaire visant à établir des centres de commandement et de formation conjoints pour lutter contre le PKK.

Les deux ministres ont également discuté de la lutte contre l'EI à la frontière irakosyrienne, et de la situation en Syrie après la chute en dé-

cembre de Bachar al-Assad.

"Il existe des accords clairs entre (...) la Turquie et l'Irak sur la manière de traiter" la situation dans ce pays, a affirmé M. Hussein, ajoutant que Bagdad était en contact avec les nouvelles autorités syriennes et "essayait de se coordonner sur de nombreuses questions".

La Turquie a mené des opérations terrestres successives dans le pays voisin pour repousser loin de sa frontière les forces kurdes en Syrie, alliées des Occidentaux contre l'EI.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 janvier 2025

Turquie: un avocat suspecté de liens avec le PKK incarcéré

Istanbul, 26 jan 2025 (AFP)

— Un avocat turc accusé d'entretenir des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), inscrit sur la liste des groupes terroristes par Ankara et ses alliés occidentaux, a été incarcéré, ont rapporté dimanche des médias turcs.

Firat Epozdemir, membre du conseil d'administration du barreau d'Istanbul, a été placé en détention provisoire

samedi par un tribunal d'Istanbul pour "appartenance à un groupe terroriste armé" et "diffusion de propagande terroriste", a rapporté la chaîne privée NTV.

Il avait été arrêté jeudi à l'aéroport d'Istanbul dans le cadre d'une enquête, les procureurs l'accusant d'avoir rejoint le groupe WhatsApp du PKK en 2015, au plus fort des affrontements entre les militants kurdes et les forces de

sécurité turques dans le Sud-Est, à majorité kurde.

Le PKK, classé organisation "terroriste" par la Turquie ainsi que par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni, mène contre l'Etat turc une lutte armée qui a fait des dizaines de milliers de morts depuis 1984.

Des voix reprochent cependant au gouvernement turc de réduire la question kurde

à une simple question de terrorisme, sans prendre en compte les revendications des Kurdes, qui représenteraient, selon les estimations, entre 15 et 20% des 85 millions de citoyens turcs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 janvier 2025

Irak: quatre personnes tuées dans une frappe imputée à la Turquie

Souleimaniyeh (Irak), 27 jan 2025 (AFP) — Quatre personnes ont été tuées lundi dans la région autonome du Kurdistan irakien par une frappe aérienne imputée à la Turquie voisine, ont indiqué des sources kurdes.

La Turquie mène fréquemment des opérations terrestres et aériennes dans le nord de l'Irak contre des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre le gouvernement turc depuis des décennies.

“Un drone turc a frappé une voiture civile à 15H20 (12H20 GMT), tuant quatre personnes, deux femmes et deux hommes”, a indiqué une source sécuritaire dans la ré-

gion de Raperin, au nord de la ville de Souleimaniyeh.

“Leurs identités restent inconnues”, a ajouté la source sous couvert d’anonymat.

Kamran Othman, membre du groupe américain Community Peacemakers Teams (CPT) qui surveille les opérations turques au Kurdistan irakien, a confirmé l’attaque.

“Deux femmes et deux hommes ont été tués”, a déclaré M. Othman, ajoutant qu’une cinquième personne, circulant à moto à proximité, avait été blessée.

Le PKK, considéré comme une organisation “terroriste” par la Turquie et ses alliés

occidentaux, dispose de bases arrières dans la région du Kurdistan irakien, où se trouvent également des bases militaires turques.

Lors d’une visite à Bagdad, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a appelé dimanche à des efforts régionaux conjoints pour combattre le PKK en Irak et les combattants kurdes en Syrie voisine accusés par Ankara d’être liés à ce groupe interdit.

“Je tiens à souligner ce fait avec force: le PKK cible la Turquie, l’Irak et la Syrie”, a déclaré M. Fidan à Bagdad.

L’Irak a récemment durci le ton à l’égard du PKK, qu’il a

discrètement inscrit sur la liste des “organisations interdites”.

Mais Ankara demande au gouvernement irakien de faire plus et de reconnaître le PKK “comme une organisation terroriste”, a déclaré M. Fidan.

En août, Bagdad et Ankara ont signé un accord de coopération militaire visant à établir des centres de commandement et de formation conjoints pour lutter contre le PKK.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

28 janvier 2025

Bombardements turcs sur le nord de la Syrie, 18 civils tués en deux jours, selon les forces kurdes

Qamichli (Syrie), 28 jan 2025 (AFP) — Dix-huit civils ont été tués en deux jours de bombardements turcs sur des zones tenues par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dans le nord et le nord-est de la Syrie, a affirmé mardi à l’AFP le porte-parole de ces forces dominées par les Kurdes.

Des combats opposent depuis fin novembre les FDS, soutenues par les Etats-Unis, à des groupes proturcs dans le nord de la Syrie, malgré des tentatives américaines d’imposer une trêve.

Selon le porte-parole, Farhad Chami, “des drones turcs ont visé un marché populaire dans

la localité de Sarrine”, dans la province d’Alep, “faisant 12 morts” parmi les civils mardi. Il avait donné un bilan initial de six morts.

Il a ajouté que des bombardements de l’artillerie turque sur deux autres zones avaient fait trois morts mardi et trois autres lundi, des civils également.

Les factions proturques avaient lancé une offensive contre les FDS au moment où une coalition de groupes rebelles menée par des islamistes radicaux déclenchait le 27 novembre une offensive contre les forces du président Bachar al-Assad, chassé du pouvoir onze jours plus tard.

L’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH) a indiqué que les combats entre groupes proturcs et FDS, ainsi que les bombardements turcs, avaient fait 521 morts depuis décembre, dont 56 civils.

Selon cette ONG, basée au Royaume-Uni mais disposant d’un vaste réseau de sources en Syrie, 388 membres des forces proturques et 77 membres des FDS ont péri dans ces violences.

Les FDS, partenaires des Occidentaux réunis au sein d’une coalition internationale antijihadistes, ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI).

A la faveur du conflit syrien déclenché en 2011, elles ont profité d’un retrait des forces de Bachar al-Assad pour prendre le contrôle de vastes pans du territoire dans le nord-est de la Syrie.

La Turquie accuse les Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des FDS, d’avoir des liens avec les séparatistes armés kurdes sur son sol et menace de lancer une opération militaire contre elles.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

29 janvier 2025

Turquie: la justice sert à instiller la peur, selon les opposants

Ankara, 29 jan 2025 (AFP) — Ayse Barim s'est toujours tenue à l'écart de la vie politique en Turquie. Pourtant, lundi soir, cette agent de célèbres acteurs, réputée dans le monde des séries télévisées turques, a été arrêtée pour "tentative de renversement du gouvernement".

Ayse Barim a ainsi rejoint une longue liste de personnalités poursuivies par les autorités, ce que dénonce l'opposition qui accuse le gouvernement de se servir de la justice comme un moyen d'intimidation.

Les accusations portées contre elle remontent à 2013 et aux grandes manifestations antigouvernementales de Gezi, à Istanbul, auxquelles elle aurait, selon le procureur, "poussé" ses acteurs à prendre part. Ce qu'elle nie.

Des acteurs célèbres comme Halit Ergenc, le sultan Soliman dans la série turque mondiale connue "Le Siècle Magnifique", sont également mis en examen dans le cadre de la même enquête sur Gezi, presque douze ans après.

Pour Mehmet Esen, acteur et ex-président du syndicat turc des travailleurs du cinéma, il s'agit d'une main mise sur le monde culturel, l'un des rares domaines que l'AKP, le parti du président turc Recep Tayyip Erdogan, ne contrôle pas entièrement.

"Les artistes ont une grande influence en Turquie. En plus, ils sont en majorité dissidents. Ils prennent position contre les injustices. Il est clair que le gouvernement veut casser cela", estime-t-il.

- Zone de lutte de pouvoir -

Les discours prononcés lors des cérémonies dans les festivals de cinéma, ou encore les scénarios des séries turques qui battent des records d'audience, sont souvent critiqués envers le gouvernement et tranchés sur les questions brûlantes qui agitent la société turque, comme les droits des femmes ou la polarisation entre laïcs et islamo-conservateurs.

"Le domaine culturel est devenu une zone de lutte de pouvoir entre l'opposition et le gouvernement", explique le sociologue Goksel Aymaz, de l'Université de Marmara, à Istanbul.

Pour M. Aymaz, même si Ayse Barim n'est pas politiquement engagée, cela n'empêche pas le gouvernement d'en faire "une force derrière Gezi".

"A partir du moment où elle est une éminente personnalité du secteur des séries, peu importe qu'elle soit politisée ou non. L'objectif du gouvernement est de redessiner ce secteur en imposant sa propre influence, dans le but de perpétuer son pouvoir", assure-t-il.

- Le maire d'Istanbul visé -

Dans ce but, les autorités s'en prennent régulièrement aux journalistes, aux avocats et aux élus, comme en témoignent de récentes arrestations.

Une enquête a été ouverte mi-janvier pour "propagande terroriste" contre le barreau d'Istanbul, dirigé par une équipe proche de l'opposition, pour des liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement armé qu'Ankara considère comme terroriste.

Motif: les avocats avaient réclamé une enquête sur la mort en Syrie, fin décembre, de deux journalistes kurdes turcs dans une zone où opèrent des factions pro-turques.

Depuis les élections municipales de mars 2024, dix maires de l'opposition ont été arrêtés, destitués et remplacés par des administrateurs désignés par le gouvernement.

Mardi soir, trois journalistes d'une chaîne de télévision d'opposition, Halk TV, ont été arrêtés pour avoir diffusé l'interview d'un expert judiciaire dans une enquête visant le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu.

Ce dernier, considéré comme le principal rival du président Erdogan, est d'ailleurs convoqué vendredi devant le procureur alors qu'il est déjà visé par de

nombreux autres procédures judiciaires.

Selon des observateurs, l'enquête ciblant le secteur des séries télé pourrait aussi viser M. Imamoglu, réélu haut la main à la tête de la mégapole en mars dernier.

Le journal progouvernemental Yeni Safak a déjà accusé Mme Barim d'avoir usé de son influence pour le soutenir.

"Le pouvoir de la justice est utilisé de manière abusive pour instiller la peur dans toutes les couches de la société. Nous n'avons pas peur et nous ne resterons pas silencieux", a affirmé M. Imamoglu sur X.

Son parti le CHP, première force d'opposition parlementaire, dénonce "un climat de peur".

"Le gouvernement tente de décourager la société civile en montrant qu'il peut neutraliser les journalistes ou les politiciens en qui elle a confiance", a estimé mardi soir le politologue Mesut Yegen, sur la chaîne de télévision privée Ilke TV.

"Il tente ainsi de prévenir tout mouvement de rue qui pourrait déboucher sur une demande d'élections anticipées".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

31 janvier 2025

Syrie: des intellectuels de renom réclament la restauration des libertés

Damas, 31 jan 2025 (AFP)

— Des dizaines d'intellectuels syriens de renom ont lancé vendredi une pétition en ligne pour réclamer la restauration de toutes les libertés dans la nouvelle Syrie et l'élection d'une assemblée constituante, après la chute de Bachar al-Assad.

“L'ère de la tyrannie est révoquée”, affirment dans leur texte les 65 signataires, écrivains, juristes, cinéastes ou défenseurs des droits humains, issus de la diaspora ou vivant en Syrie.

Ils appellent à la “restauration des libertés publiques fondamentales, en particulier la liberté de réunion, de manifestation, d'expression et de croyance”, ainsi que le droit de former des partis et des syndicats indépendants.

Le dirigeant syrien Ahmad al-Chareh, qui a pris le pouvoir

le 8 décembre en renversant Bachar al-Assad avec une coalition de groupes armés islamistes, a été nommé président intérimaire pour une période indéterminée.

Il concentre désormais tous les pouvoirs, après avoir dissous le Parlement et abrogé la Constitution. Dans un discours jeudi, il a promis de tenir une “conférence de dialogue national” et de former “un conseil législatif restreint”.

La pétition, dont l'AFP a obtenu une copie, souligne que la période de transition doit “contribuer à l'établissement du système politique pour lequel le peuple syrien s'est soulevé (..) et pour lequel sont morts des centaines de milliers de ses fils et de ses filles”.

Bachar al-Assad avait réprimé dans le sang un soulèvement populaire en 2011 qui avait dégénéré en guerre civile, fai-

sant plus d'un demi-million de morts.

Les signataires appellent à “l'élection d'une assemblée constituante, selon une loi électorale équitable, et à l'adoption d'une nouvelle Constitution garantissant” aux Syriens “leur liberté et leur dignité”.

Alors que beaucoup craignent une islamisation de la société avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition dirigée par un groupe islamiste radical, le texte souligne que l'Etat “ne saurait intervenir” dans la vie des Syriens, que ce soit pour imposer “des usages vestimentaires” ou autres.

Les signataires veulent par ailleurs “une solution juste à la question kurde”, “dans le cadre d'une décentralisation administrative négociée” avec l'administration autonome qui contrôle de vastes territoires

du Nord-Est.

Ils exigent des lois “encadrant la justice transitionnelle” et demandent à révéler le sort des disparus, estimés à des dizaines de milliers du temps d'Assad, “en préservant les documents, en empêchant la dégradation des charniers et en permettant aux Syriens d'accéder à la vérité, seule voie vers (...) la réconciliation nationale”.

La pétition, qui sera ouverte à plus de signataires, est notamment signée par les écrivains Farouk Mardam Bey, Samar Yazbeck, Moustafa Khalifé ou Yassin Al Haj Saleh et les réalisatrices Hala Abdallah et Waad al-Kateab.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.